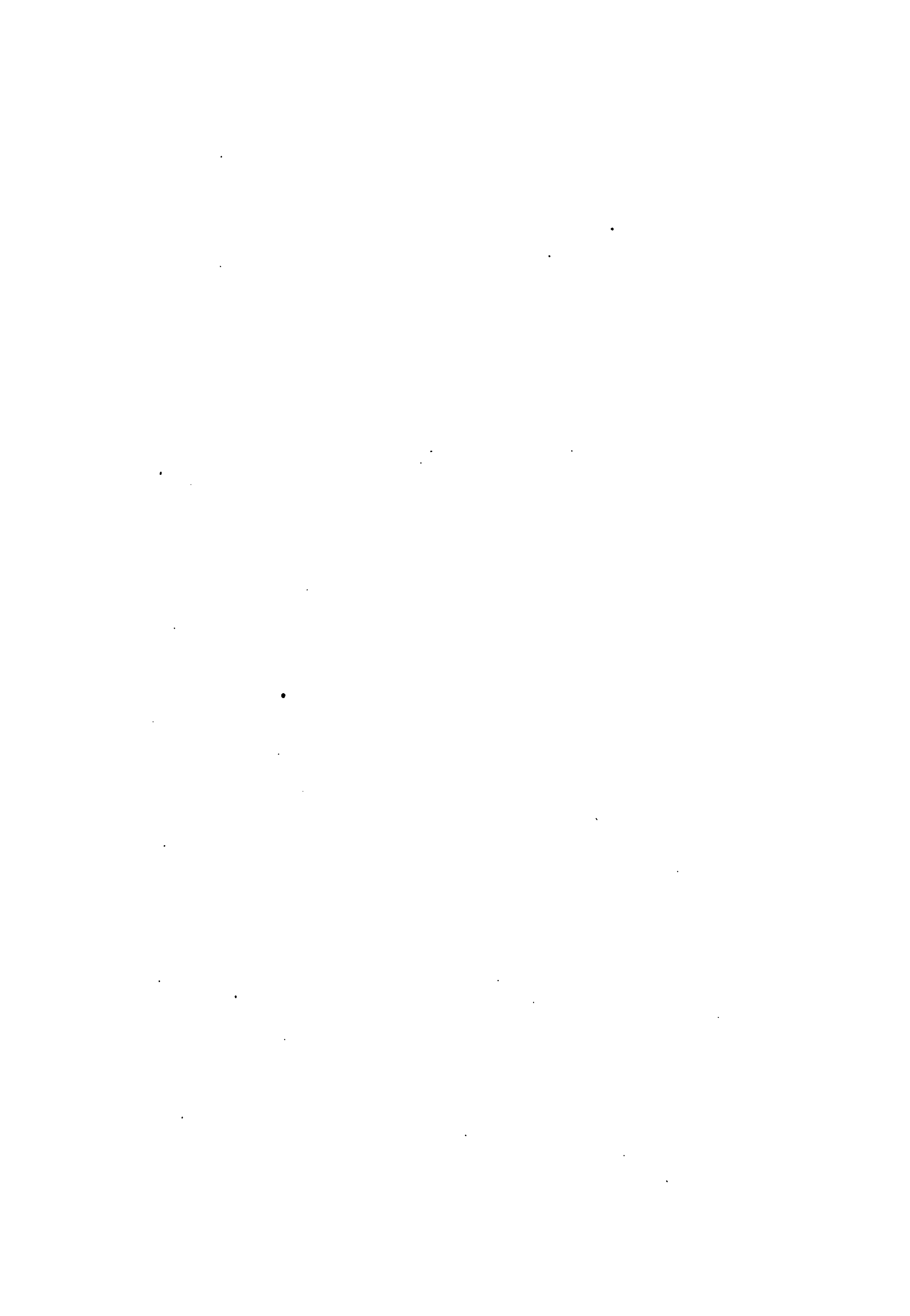

NYPL RESEARCH LIBRARIES
3 3433 07592558 0









ŒUVRES

DE

SAINT-SIMON & D'ENFANTIN

PRÉCÉDÉES DE DEUX NOTICES HISTORIQUES

XXXIVe VOLUME

ŒUVRES

D'ENFANTIN

PUBLIÉES PAR LES MEMBRES DU CONSEIL

INSTITUÉ PAR ENFANTIN

POUR L'EXÉCUTION DE SES DERNIÈRES VOLONTÉS

QUATORZIÈME VOLUME



PARIS

E. DENTU, ÉDITEUR

LIBRAIRE DE LA SOCIÉTÉ DES GENS DE LETTRES

PALAIS-ROYAL, 17 ET 19, GALERIE D'ORLÉANS

1873



CORRESPONDANCE

INÉDITE

D'ENFANTIN

CCCVIe LETTRE

A ARLES

Constantine, 20 mars 1841.

Je suis arrivé ici le 14 au soir, mon cher Arlès, et le 17 au matin le général Bugeaud partait pour Philippeville ; vous voyez qu'il *était écrit* que je ne le verrais pas, ou plutôt je ne l'ai pas vu parce qu'on ne m'avait pas écrit. Après les soins de mon installation, j'ai fait ma visite au général Négrier, qui m'a reçu comme il reçoit, m'a-t'on dit, tout le monde, mais je l'ignorais, c'est-à-dire dans la cour, se promenant de long en large au soleil ; comme je croyais qu'il allait rentrer chez lui et que cependant il ne m'en-

gageait pas à l'y suivre, j'ai pensé qu'il en avait assez de quelques minutes de politesse avec moi, et je lui ai tiré ma révérence. Je tâcherai d'être plus heureux une autre fois; mais je ne me sens pas en position d'être importun.

Je n'ai pas encore eu le temps de juger de l'effet produit par le passage du gouverneur et l'arrivée du général Négrier; je le crois généralement très-bon, mais je n'ai rien appris encore qui me paraisse de nature à confirmer les espérances, très-légitimes d'ailleurs, que l'on fonde sur le passé de ces deux hommes. Je les crois occupés eux-mêmes à réfléchir à ce qu'ils doivent faire pour gouverner et administrer une belle province qui n'a, à vrai dire, ni gouvernement, ni organisation, et qui en éprouve le plus vif besoin.

J'ai d'ailleurs été un peu occupé d'une circonstance assez particulière : d'un mariage, non pas du mien, mais de celui d'un ami et collègue de la Commission.

Mariage avec une jeune fille arabe, pardevant cadi ; un costume arabe, avec danse et repas arabes, dans la maison de sa belle-mère, et en présence d'une dizaine d'amis de l'époux.

La chose avait fait du bruit. Le cadi se refu-

sait à signer le contrat, il voulait l'ordre ou du moins l'autorisation du général ; celui-ci, consulté, a répondu : « Dites au cadi que le mari n'étant pas militaire n'a pas d'autorisation à me demander ; que du reste, je le connais et réponds qu'il ne peut contracter cette union franco-arabe que par de bons sentiments ; qu'ainsi le cadi me fera plutôt plaisir que peine s'il signe ce contrat.

Le cadi a signé ; mais il n'y avait pas d'hommes à la noce, comme vous devez le penser, sauf nous autres Français ; et la belle-mère est veuve ; sans cela, en puissance de mari, il lui aurait été impossible de marier sa fille à un chien de chrétien, le mâle n'aurait pas voulu. Je crois que le général voit avec plaisir, en effet, ces essais de rapprochement entre les deux populations, parce qu'ils tendent à remplacer la prostitution, seul moyen de contact jusqu'ici entre les deux races. C'est d'ailleurs, je le crois, le seul moyen efficace pour apprendre l'arabe, lorsqu'on n'est plus enfant, et pour étudier les goûts et les préjugés du peuple que nous avons la prétention de gouverner. Quant à notre collègue Morelet en particulier, comme il est chargé du dessin des costumes, ornements, instruments,

meubles, cela lui va à merveille, d'autant plus qu'il est fort sensible aux charmes du beau sexe, et que le beau sexe français d'ici est le plus vilain sexe du monde, tandis qu'il a rencontré la plus gentille petite fille arabe qu'on puisse voir. La mariée joue à la poupée et à la balle ; son mari, qui a des principes très-arrêtés sur l'économie des plaisirs, ne lui a pas enseigné encore d'autre jeu.

J'ai trouvé mes anciens amis les Arabes en proie à toutes les intrigues inévitables à la suite d'un changement de gouvernement ; ceux qui étaient en faveur sous le général Galbois sont accablés de tous côtés ; les autres, au contraire, se remuent tant qu'ils peuvent pour capter la bienveillance du nouveau général, et dans ce but chargent d'accusations l'administration précédente. Je vous ai parlé dans une de mes dernières lettres des accusations qui remontaient jusqu'au général Galbois et qui enveloppaient en passant Urbain et plusieurs autres personnes ; on a si bien fait que le général Négrier n'a plus auprès de lui un seul homme qui sache un peu ce qui s'est fait depuis deux ans dans cette province, et qu'il est ainsi livré tout seul aux intrigues des Arabes. J'espère qu'il s'en

tirera parce qu'il a bon œil, mais il lui faudra plus que de l'habileté pour cela, il lui faudra aussi du bonheur.

Les interprètes du général Galbois sont congédiés : Allegro est renvoyé, le cheick El Arab délaissé, le Hakem disgracié, Ben Aïssa en prison, le capitaine Duguet en France, les kaïds nommés précédemment par l'influence du cheick El Arab sur le point d'être remplacés, et toutes les affaires arabes livrées à l'intrigue de Bel Amelaoui, le Talleyrand de Constantine, et du kaïd Ali, le plus fameux pillard du pays. Enfin le général a mis à la tête du bureau des affaires arabes un capitaine qui ne sait pas un mot de la langue et de la politique arabes et qui n'est pas plus propre à cette tâche difficile que je ne ne le serais à danser sur la corde.

Le capitaine Saint-Sauveur lui-même, considéré comme un optimiste, est laissé dans l'ombre, peu écouté et pas consulté. Vital, parce qu'il a été médecin du général Galbois, est renvoyé à Alger, quoiqu'il sache l'arabe et connaisse toutes les familles de Constantine, par suite des soins qu'il a donnés dans presque toutes. Honnête homme instruit, attaché au pays, il demandait en grâce qu'on l'envoyât

même dans la solitude de Sétif plutôt que de l'envoyer à Alger, et il va faire son possible pour rentrer en France, puisqu'il ne peut obtenir de rester dans cette province. Tous les colonels ou lieutenants-colonels d'ici sont ou tout à fait nouveaux, ou dégoûtés, ou incapables. L'intendant est tout neuf ; l'on attend bien le colonel Reveux pour chef d'état-major, lui qui était chef d'état-major du général Galbois, mais cet excellent homme, que j'aime d'ailleurs beaucoup, a été toujours tenu par le général Galbois dans une ignorance complète des affaires et dans une nullité dont il a lui-même beaucoup souffert, mais qui n'en était pas moins très-peu favorable à son éducation politique et administrative du pays.

Je ne vous fais pas là un tableau du personnel qui entoure le général bien rassurant pour l'avenir, et le fait est qu'il est imposible de dire jusqu'à présent pour lui ce que je vous disais dernièrement du général Bugeaud, qu'il était bien mieux appuyé et secondé que ses prédécesseurs; et pourtant je vous assure que je suis très-loin de désespérer du général Négrier ; je suis certain qu'il doit être en ce moment très-embarrassé lui-même de sa position, parce que les

questions qu'il a à résoudre aujourd'hui sont tout autres que celles qui se présentaient à l'époque de son premier séjour ici, lorsque la victoire était toute fraîche, et qu'il n'y avait pas lieu encore d'organiser, d'administrer les tribus, mais seulement de les contenir.

Il doit commencer à mieux apprécier la tâche excessivement difficile qu'avait le général Galbois, et admirer même qu'avec une valeur personnelle si peu supérieure, il ait pu s'en tirer comme il l'a fait, et reculer jusqu'à présent le grand problème d'organisation des tribus, qui était depuis longtemps déja imminent et qui est aujourd'hui de première nécessité.

J'ai ferme espoir, dis-je, que le général Négrier s'en tirera à son honneur, malgré les obstacles que la vérité rencontrera pour arriver à son oreille ; parce que la ruse des plus rusés Arabes a toujours son côté grossier, qu'ils ne pourront pas longtemps cacher à un honnête homme.

Je vous l'ai déja dit, tant que les débris du système du maréchal (le gouvernement du pays par le pays) resteront debout, on ne fera rien de bon pour le gouvernement d'un pays qui, avant tout, pour nous, est une *possession française.*

Déjà le Hakem et Ben Aïssa sont renversés, il faut qu'il en soit de même du kaïd Ali et de Bel Amelaoui ; le cheick El Arab seul peut jouir de son titre et de ses honneurs sans inconvénient, parce que jusqu'ici il n'est cheick de rien du tout et que nous n'occupons pas les pays qu'il est censé gouverner pour nous. Mais les autres, qui administrent, c'est-à-dire qui pillent, les tribus qui nous sont soumises, qui nous suscitent même souvent des nécessités de razzias pour avoir l'occasion de prendre ce qu'ils n'ont pas pu voler, qui exploitent indignement une population inoffensive jusqu'à la forcer souvent à se tourner contre nous, ceux-là ne peuvent nous être que nuisibles, et la seule mesure à prendre envers eux, c'est de les mettre dans l'impossibilité de nous nuire en les envoyant promener en France, ou en Égypte, ou à Constantinople, sous la surveillance de nos consuls et ambassadeurs.

Mais ce n'est pas tout de renverser, il faut fonder. Eh bien, déjà plusieurs tribus ont demandé et un plus grand nombre demandent en ce moment des chefs français ; c'est là qu'il en faut venir : au gouvernement des Arabes par des Arabes il faut substituer le gouvernement des Arabes

par des Français, parce que cela seul est la vérité, tandis que l'autre système recouvre nécessairement ou une mauvaise finesse de notre part, ou un indigne pillage de la part des chefs arabes que nous imposons aux Arabes.

J'espère que ce sera là que le géréral Négrier sera irrésistiblement conduit.

Quoiqu'il ait exprimé une opinion contraire à Philippeville, il paraît que déjà il est revenu sur l'idée des kaïds français, tout en la rejetant encore à une époque plus éloignée. Il ne tardera pas à la trouver pressante, et s'occupera sans doute du choix des hommes qui peuvent remplir cette mission; ils ne sont pas très-nombreux en ce moment, mais je crois que si l'on prenait franchement cette voie ils ne tarderaient pas à se montrer, pourvu qu'on ne se fît pas trop esclave, pour ce choix, de la hiérarchie mililitaire, et que l'on cherchât plutôt dans les petites que dans les grosses épaulettes; pourvu aussi que l'on fît de cette belle carrière autre chose qu'une impasse ou des oubliettes, et que ce fût même la véritable voie à l'avancement, aux honneurs, à la fortune même, en Algérie.

Dans notre Commission, nous avons deux hommes qui, j'en suis certain, suivraient cette

route avec plaisir et utilement ; le capitaine d'état-major de Neveu et le docteur Warnier ; ce dernier a déjà huit ans d'Afrique, parle pas mal l'arabe, et a constamment étudié les tribus ; de Neveu apprend aussi l'arabe et s'en tire assez bien ; c'est l'honnêteté par excellence ; il aime les Arabes, a pris chez lui une femme arabe, et il ferait très-volontiers son avenir dans ce pays. L'exemple qui a été donné par Saint-Sauveur est trop isolé et surtout trop complétement dévoué et aventureux pour trouver des imitateurs, mais je suis certain que quelques exemples de ce genre, pour les tribus qui sollicitent le plus des kaïds francais, entraîneraient bien des volontés dans cette direction.

C'est une erreur de croire que la position isolée de ces officiers dans les tribus serait aventureuse, dangereuse pour leur vie, inquiétante pour l'autorité ; les Arabes *qui auraient demandé* un *kaïd français* sentiraient fort bien ce qui leur reviendrait d'une trahison et d'un assassinat ; et d'ailleurs, comme je vous l'ai déja écrit dans le temps, il faudrait que chacun de ces kaïds eût son petit château crénelé, sa garde de quelques soldats français et de quelques spahis, sa ferme modèle ; enfin que chacun d'eux fût une première

pierre de la colonisation future ; et enfin même, s'ils n'habitaient pas les tribus, s'ils restaient en ville, comme le font nos kaïds indigènes ; s'ils y étaient les défenseurs des tribus près de l'autorité au lieu d'en être les spoliateurs et les tyrans comme nos grands Arabes, cela serait un bon pas de fait.

Une grande erreur souvent commise par nous, dans ce pays aussi bien qu'en France, c'est d'agir avec hésitation, doute, je dirais presque avec peur, si ce mot-là était reconnu français ; nous sommes très-braves au feu, très-braves devant la fièvre, mais, dans nos résolutions politiques, nous avons une timidité, une lenteur, aussi une patience et une longanimité qui accusent l'absence de volonté ferme et de but bien arrêté. Le fait est que les Arabes, malgré tous nos succès contre eux, nous croient toujours *peureux*, dans chaque circonstance autre que le combat.

Ce n'est pas seulement notre lenteur à *punir* lorsque, dans de semblables circonstances, eux-mêmes, depuis longtemps, auraient fait sauter des têtes, ce n'est pas notre *indulgence*, notre *générosité*, notre *philanthropie,* qui seules nous font regarder comme timides et sans vigueur,

c'est surtout le peu de confiance que nous paraissons avoir en nous-mêmes, dans nos propres idées et dans l'obéissance aux ordres que nous donnons, et c'est aussi l'exagération de précautions que nous prenons souvent contre une population qui n'est jamais plus dangereuse que là ou nous lui montrons que nous la croyons redoutable. Ainsi, lorsque nous mettons un camp au milieu de tribus *soumises*, nous faisons moins bien, selon moi, en vue du maintien de la tranquillité de ces tribus, que si nous placions dans leurs principaux douars un officier et quelques soldats, pour le gouvernement, l'administration et la police de ces tribus, qui comprendraient parfaitement quelle responsabilité pèse sur elles.

Si donc le gouvernement adopte l'idée de donner aux tribus arabes des chefs français, de la même manière qu'il y a déja des gouverneurs de provinces et un gouverneur général, et même quelques commandants de cercle; si on prolonge cette hiérarchie politique, d'abord dans les tribus importantes par leur force et par leur voisinage de nos villes; si, en un mot, on veut *organiser* politiquement et administrativement la portion de l'Algérie que nous *possédons*, c'est-à-dire

l'Est, je crois qu'il faudra entrer dans cette voie rondement, avec assurance, sans tâtonner, et ne pas se borner à des essais successifs d'un pauvre petit kaïd isolé, lancé à l'aventure et ne se rattachant à rien.

Les commandants de cercles de la Calle, de Bône, de Guelmah, de Philippeville, devraient avoir un officier dans chacune des tribus les plus importantes de leur cercle ; autour de Constantine cela serait encore plus facile, près de Sétif même, lorsque la subdivision formée dans ce point aura, comme on le dit, ses 2,000 hommes, on pourra employer ce même procédé, d'officiers détachés dans chacune des principales tribus qui sont entre Sétif et Constantine, telles que les Abd-el-Nour, les Ammer, les Telayma. Et enfin, à l'est de Constantine, la grande tribu des Haractas que domine tout ce côté, dont le kaïdat était autrefois l'apanage des fils aînés des beys de Constantine, et que nous avons maladroitement donnée à une de nos créatures (le kaïd Ali, homme sans passé, sans famille, sans racine dans ce pays), deviendra le point de mire de tous nos kaïds français qui ambitionneront le gouvernement de ces grandes plaines si remplies des sou-

venirs de Rome, qui s'étendent depuis Sijuh jusqu'à Tunis, qui étaient la grande route de Cirta à Carthage, et qui sont vraiment le siége de notre avenir colonial en Afrique. Tipsa et Sijuh ont un avenir prochain au moins égal à celui de Sétif et de Milah, un avenir bien plus important que celui de Médéah et de Milianah, et celui de Mascara et de Tlemcen. Les Segneir (tribu de Sijuh) demandent un kaïd français; les Zenati (route de Guelmah ici) avaient obtenu Allegro; Saint-Sauveur a les Édrid et les Ouled Sellam (à droite et à gauche de la route des Sijuh). Le cercle de Guelmah peut étendre facilement son influence très-près de Sijuh, de telle sorte que les Haractas se trouveront pour ainsi dire cernés par des tribus soumises au gouvernement direct d'officiers français, du côté du Nord et de l'Ouest, et à leur Sud et à l'Est par des tribus qui leur sont hostiles.

Tout ce que je vous dis ici paraîtrait certainement un rêve à tous nos Parisiens qui s'occupent de l'Algérie et même à la plupart des Français qui sont en Afrique; mais il est bien clair que ce que l'on fera un jour ici doit sembler rêve aujourd'hui, puisque personne n'a encore d'idée sur notre avenir africain, et que

le général Bugeaud lui-même a répondu à un toast que portait le colonel du 31ᵉ au gouverneur et à son système, par ces mots : « Messieurs, je n'ai pas de système, et pourtant ce n'est pas un rêve, notre avenir colonial est là et n'est que là. Soumettre une tribu dans cette province est mille fois plus important pour notre avenir que les plus belles razzias du général Lamoricière et même que la prise de Tekedempt ; car on abandonnera tout ce qu'on prendra dans l'Ouest, tandis qu'on n'abandonnera jamais ce qu'on aura occupé dans l'Est.

Oran avec son Mers-el-Kebir ne sera jamais qu'un port ; Alger, avec son joli massif, ne sera également qu'un port avec de fort jolies campagnes, tandis que cette province sera une terre, un royaume, une colonie complète. Si les 60,000 hommes d'Afrique étaient distribués ainsi : 5,000 à Oran, 10,000 à Alger et 4,500 dans la province de Constantine, je me ficherais d'Ab-el-Kader, avec 10,000 hommes seulement dans la Medjanah, et il resterait 35,000 hommes pour organiser, gouverner, administrer un des plus beaux et plus fertiles pays qui existe dans le monde, la seule colonie raisonnable que puisse avoir la France au XIXᵉ siècle.

Mais ceci, c'est *pis* que le traité de la Tafna, dirait-on; selon moi ce n'est pas *pis*, c'est *mieux*, et, je vous l'ai déja dit, j'espère bien que le général Bugeaud fera mieux qu'à la Tafna, mais dans la même ligne.

Et songez donc qu'une fois bien *établis* dans cette province, nous serons plus maîtres du reste de l'Algérie que nous ne l'avons jamais été ; car cette province peut et doit, peu de temps après un *établissement* véritable, se suffire à elle-même ; et alors non-seulement, avec notre port d'Alger, la province d'Alger serait vraiment sous notre dépendance complète, puisque nous la dominerions à revers par les Bibans et Milah, mais Tunis même, le beau royaume de Tunis, serait dans notre main le jour où il conviendrait à notre politique de s'en saisir.

Et qui donc peut croire, aujourd'hui, que la race turque régnera longtems à Tripoli, à Tunis? Est-ce que la Grèce, Alger, ne présageaient pas déja assez sa ruine? est-ce que Mehemet-Ali ne parle pas assez haut encore? c'est donc sur les rives du Medjanah que nous devons être forts, nous qui ne sommes pas allés à Beyrouth, à Saint-Jean-d'Acre et devant Alexandrie.

La fatalité qui nous pousse à user nos forces, à verser notre sang et nos trésors du côté de l'Algérie, où nous n'avons pas d'avenir, et à n'agir que mesquinement au contraire de l'autre côté, paraîtra bientôt, j'espère, aux hommes d'élite, un fol entêtement, une ténacite ignorante, aveugle.

Les vieux Anglais jaloux doivent rire de nos efforts impuissants et de nos immenses sacrifices; ils riraient moins le jour où presque tous nos hommes et nos millions cesseraient d'aller vers l'Occident. C'était bon quand l'Yemen, la Syrie, la Perse et l'Égypte couraient vers l'Espagne ; mais nous, où allons-nous? n'est-ce pas l'Orient qui nous appelle? Tandis qu'*ils* sont déjà à Constantinople, sur l'Euphrate, à Suez et jusque dans la mer de Chine, est-ce que nous voulons aller à Maroc et à Tafilet, pour rejoindre nos Foulahs de la Sénégambie? Mais l'humanité ne marche pas par-là aujourd'hui, le Cap est découvert; l'Afrique, c'est la rive de la Méditerranée et de la mer Rouge, pas autre chose pour le XIX[e] siècle; la France y est pour apprendre l'arabe, pour étudier les Arabes, pour comprendre un peu l'islamisme, pour être moins ignorante que toutes les nations européennes

des grands intérêts des races musulmanes, pour être le Moniteur de l'Europe, afin de modérer et diriger son ardeur de croisades orientales. — Laissons M. Thiers dire que l'affaire d'Orient ne vaut pas Ancône, la Belgique et l'Espagne, laissons lui croire qu'on la *magnifiée*, elle est trop grande pour lui.

(22) J'apprends que le général Bugeaud a eu le bon esprit de changer d'opinion quant à la suppression des camps sur la route de Philippeville; il a même décidé qu'on bâtirait des villages entourés de murailles et flanqués de deux tours à deux des angles; ces villages seraient gardés par soixante hommes seulement et renfermeraient une trentaine de familles de cultivateurs; le nombre de ces villages sera au moins de cinq et pourrait être beaucoup augmenté à mesure qu'on aurait reconnu des lieux convenables à l'habitation et à la culture. D'un autre côté, il paraît qu'il a mis à Philippeville le commissaire *civil* sous les ordres du commandant *militaire;* le civil a voulu donner sa démission, le général ne l'a pas acceptée, et je crois bien que le civil a fini provisoirement par obéir. Si le général a pris cette résolution parce qu'il a jugé

le commissaire civil au-dessous des difficultés de sa position, à la bonne heure; mais alors, par la même raison, il aurait presque aussi bien pu subordonner l'autorité militaire à l'autorité civile; si c'est par principe indépendant de la qualité de ces deux personnes, il s'est tout à fait trompé, selon moi, car il faudrait un commissaire civil ferme et capable à Philippeville, ou plutôt il faudrait une autorité *coloniale* avec ou sans épaulettes, mais ayant de la barbe au menton, tandis que maintenant le commandant militaire est une vieille commère et le commissaire civil une bonne femme.

Le général a été également fort rude pour les colons de Philippeville qui lui demandaient des concessions de terres près de la ville. Il leur a répondu : Allez à l'Arrouch et au Smendou, mais ici il n'y a pas place pour vous ; le gouvernement se réserve le cercle de Philippeville pour ses fourrages. » Il est tombé à bras raccourcis sur les *Maltais*, comme il était tombé ici sur les *juifs*, c'est-à-dire sur les deux plus sales mais aussi les deux plus indispensables instruments de colonisation. Les Maltais et les juifs n'ont pas le cœur *français*, c'est évident ; ils sont peu philanthropes de leur nature, ne travaillent que pour de l'argent,

mais travaillent beaucoup ; ils sont spéculateurs, accapareurs, *floueurs* et pis que cela même, c'est évident encore ; mais renvoyer de Constantine tous les juifs qui y sont venus depuis que nous y sommes, sous prétexte qu'ils spéculent sur nos *transports*, sur notre *logement*, sur nos *vivres*, et qu'ils nous prêtent leur argent et leur travail à trop gros intérêt, c'est trop militaire et pas assez civil, c'est la vieille économie politique napoléonienne, c'est le maximum révolutionnaire.

L'intendant de Philippeville disant au général que les transports étaient bien chers, mais qu'il n'y avait pas moyen de s'en tirer mieux, qu'on lui faisait la loi, le général se fâche et crie : « Ah ! on vous fait la loi ! eh bien je vais vous laisser un ordre d'après lequel vous *fixerez vous-même* le prix du transport, et vous *contraindrez* les fournisseurs d'en passer par là ; c'est vous qui leur ferez la loi et qui devez la leur faire. « Tout cela est bel et bon, mais tant que nous ne saurons pas l'arabe et que nos administrations ne seront pas plus au fait des *moyens* du pays, nous serons obligés d'en passer par les juifs qui sont indigènes et parlent presque tous un peu le français, et par les Maltais qui

parlent tous l'arabe. Si nous comptions tout ce que nous coûte l'ignorance de la langue, des habitudes et des ressources de l'Algérie, ce serait effrayant; mais le moyen d'éviter ces pertes n'est pas de supprimer les intermédiaires que notre ignorance rend obligatoires, c'est la même chose que si on voulait renvoyer tous les drogmans.

Depuis que j'ai commencé cette lettre, trois jours se sont écoulés, et j'ai eu plus de détails sur les faits et gestes du gouverneur pendant ses six jours de passage dans la province, qui ne me paraissent pas précisément six jours de création. J'ai vu plusieurs des personnes qui ont été presque constamment près de lui depuis Bône jusqu'à Philippeville, et je n'ai appris d'aucune d'elles une parole qui annonçât que le gouverneur eût des idées tant soit peu arrêtées sur les moyens d'exécution de sa bonne *intention* colonisatrice. Mais il a promis de venir, après la campagne, s'établir à Bône, et là de faire commencer sous ses yeux quelque chose. Espérons donc, car le général Bugeaud est un homme qui s'éclairera vite en *pratiquant*.

J'ai reçu du colonel Bory une petite lettre par

laquelle il me demande un rapport sur l'état où sont mes travaux, et où il me signifie de rester dans cette province jusqu'à ce qu'il juge convenable de m'appeler ailleurs. Le brave homme se figure sans doute que lui et ceux des membres de la Commission qu'il affectionne vont cueillir des lauriers dans la campagne prochaine, et il laisse à Constantine précisément ceux qui pensent que les vrais lauriers de l'Algérie ne poussent pas du côté d'Oran; il aime à être près du soleil et reste au quartier général; et nous qui aimons aussi le soleil, nous nous tenons vers l'Orient, parce que nous sommes convaincus que c'est là aussi que viendra enfin le quartier général.

Je vous envoie copie de ma réponse au colonel. Vous verrez que j'ai tenu à lui dire positivement qu'en définitive l'ethnographe Enfantin s'occupait moins de l'angle facial, du crâne, du poil, des mollets et des fesses des races indigènes que de la politique, du gouvernement, de l'administration, de la colonisation de l'Algérie. Je suis à peu près convaincu que le colonel va dire en lisant ma lettre : « De quoi diable se mêle-t-il? » et qu'en faisant son rapport à M. Laurence, il lui écrira que « décidément l'ethnographe

de la Commission bat la campagne, et que ce membre de la Commission scientifique ne fait rien de scientifique et s'occupe de billevesées. » Mais je désire qu'il agisse ainsi afin que M. Laurence soit prévenu de ce qu'il peut attendre de moi, et ne soit pas trop étonné si je ne lui remets pas plus tard un travail sur les garamantes, les gétules, mélanogitules, etc., etc., mais simplement un travail sur le moyen de *gouverner* les prosaïques chaouias du XIXe siècle. — Voici donc ma lettre au colonel :

« Depuis que, par votre ordre, j'ai quitté Alger, depuis le premier novembre, j'ai séjourné, en deux reprises, près de trois mois à Bone, quinze jours à la Calle, et un peu plus à Philippeville. A mon voyage de l'année dernière je n'avais pu visiter Bone et Philippeville qu'en passant.

« J'ai besoin d'un mois ou deux encore à Constantine, et je profiterai, comme vous le désirez, des occasions qui me permettraient d'explorer des portions de la province que je n'aurais pas encore visitées ; car je connais actuellement toutes celles que nous occupons ou que nous

avons traversées dans les deux plus grandes expéditions.

« J'ai continué à m'occuper spécialement de l'étude des trois grandes parties de la population de la province, et plus particulièrement des deux qui ont le plus de rapports avec nous, celles qui occupent en général les plaines. J'aurai besoin plus tard d'un séjour à Jigelli et à Bougie pour compléter les renseignements que j'ai pris sur les Kabyles.

« J'ai entrepris également un travail qui m'a paru n'avoir pas été fait encore, sur la *Constitution de la propriété dans les tribus*, parce-qu'il m'a semblé nécessité par les erreurs commises à Alger, dans l'ignorance où l'on était sous ce rapport, et par celles qu'on pourrait connaître encore dans la province de Constantine, puisque les idées généralement admises sur ce sujet me paraissent fausses. J'ai été très-secondé dans ce travail par mon ami M. Marion, juge à Bone, qui est en Afrique depuis de longues années, et qui a mis à ma disposition toutes ses observations sur cette matière.

« J'ai pris aussi beaucoup de renseignements sur l'administration et le gouvernement anciens de la province, et particulièrement en ce qui con-

cerne *les tribus*, plutôt que les villes qui sont des exceptions très-rares dans ce pays ; j'ai recueilli aussi des notes sur les différentes formes que nous avons données nous-mêmes, depuis que nous occupons la province, à l'administration et au gouvernement des tribus ; enfin je me propose de joindre à cette double vue du passé quelques indications sur les tendances auxquelles je pense que nous devons obéir sous ces deux rapports, pour *organiser* la province en vue de la prochaine *colonisation*.

« Ce dernier sujet m'a surtout vivement préoccupé, et m'a fait rechercher avec soin quels sont les lieux qui, sous le rapport de la salubrité, de la fertilité et de la sécurité, se prêteraient le mieux et les premiers aux essais qui probablement seront bientôt tentés.

« J'ai dû également examiner avec plus d'intérêt les tribus qui occupent aujourd'hui ces lieux ou qui en sont voisines, et rechercher les moyens qui pourront diminuer les inconvénients de la substitution d'une population à l'autre ou de leur contact, et rendre même ce rapprochement favorable à toutes deux.

« Il me serait impossible de vous dire, dès aujourd'hui, la forme sous laquelle je présen-

terai les idées que ces diverses études m'ont suggérées; je les ai, pour la plupart, élaborées dans des notes et développées dans des lettres particulières que je refondrai sans doute plus tard en un ouvrage sur cette province ; toutefois vous devez voir, d'après ce que je viens d'avoir l'honneur de vous dire, que la pensée qui me dirige dans mes travaux peut se résumer en ces termes : Gouvernement, administration, constitution de la propriété du sol, dans la province de Constantine, d'une part en ce qui concerne les *tribus indigènes*, de l'autre en ce qui concernerait les *colons*.

« Dans ce travail, les considérations relatives aux différences de mœurs, de coutumes, de religion, de législation, d'hygiène, qui *séparent* les Arabes de nous, seraient toujours accompagnées de l'indication des moyens que je croirais propres, sinon à nous *unir* promptement à eux, du moins à nous *rapprocher* les uns des autres, avec le moins d'inconvénients et le plus d'avantages pour tous deux.

« Vous m'avez demandé un rapport sur l'état de mes travaux ; je crois avoir répondu à votre demande, dans l'état incomplet où se trouvent naturellement encore les résultats d'une mission

inachevée, et lorsque rien n'a pu me donner lieu de croire que je dusse en terminer immédiatement quelque partie.

Recevez, etc.

P. E.

CCCVIIe LETTRE

A ARLÈS

Constantine, 25 mars 1841.

Je reçois à l'instant votre bonne lettre de Turin, mon cher Arlès, et puisque vous voulez avoir vite mon avis sur l'envoi que vous aviez l'intention de faire à M. de M. de ma lettre du 12 février, je vous réponds d'abord que je n'en ai pas gardé copie et ne me rappelle pas assez sa forme et ses termes pour juger si elle *pouvait* aller là, mais que dans tous les cas, *selon moi*, elle ne devait pas y aller, ce qui n'empêche pas du tout que, *selon vous*, elle ait dû et pu y aller. Ceci m'amène à m'expliquer encore une petite

fois sur mes bourrades que je vous prie toujours de me pardonner.

Vous avez beau vouloir vous effacer et vous faire avec moi mon *facteur* très-humble, je n'accepte pas la chose. Vous avez beau me dire : « J'ai femme et enfants, santé délicate, quatre maisons aux quatre coins de la fabrique de soie d'Europe, réputation de bon enfant qui me fait accabler des affaires des autres, » je ne croirai pas que je doive, comme vous le dites, vous *mâcher* la besogne ; celle que vous faites, je ne peux pas la faire, précisément parce que je n'ai ni femme ni enfants, que j'ai une santé fort robuste, que je n'ai pas de maison et suis sous la tente, et que je suis si peu bon enfant, à ce qu'il paraît, que personne ne me charge de ses affaires, pas même le plus petit chaouia, en un mot vous êtes *dans le monde* et je n'y suis pas ; et j'ajoute : vous êtes dans le monde une des deux portes par lesquelles j'y peux rentrer, Saint-Cyr est l'autre ; vous êtes la porte de la *politique*, il est celle de la *famille ;* c'est vous qui dites que je suis un bon *citoyen*, et lui qui dit que je suis un bon *parent ;* vous êtes mon *témoin,* il est mon *patron*. Et c'est par ces deux portes que je me présente au Prince, parce

que, selon ma pensée et mon espoir, le jour où le Prince vous dira à tous deux : en effet, cet homme est un bon citoyen et un brave homme, je serai, de *droit*, rentré dans le monde, et que je ne suis point embarrassé du pas qu'il me faudra faire alors pour y rentrer *de fait*.

Si je me suis étonné, ainsi que vous le dites, que vous ayez fait des *brioches* (je suis trop poli pour me rappeler avoir été si impoli), je confesse que j'ai eu tort ; vous devez en faire, c'est évident, qui n'en fait pas ? Mais les vôtres sont *bonnes*, soyez-en sûr ; quant à moi, j'en suis convaincu, je les trouve excellentes. Vous savez bien que je vis pour les fautes de mes amis et pour les miennes, lorsqu'une fois elles sont faites, ce que saint Augustin disait avec tant d'onction et de vérité de la faute de notre mère commune : *felix culpa !* Toute faute pour un homme qui a du cœur et de la tête et de l'activité est un enseignement de ce qu'il faut éviter et indirectement de ce qu'il faut faire. Les gens qui se croient parfaits fulminent contre les fautes, mais aussi ce sont ceux-là qui ne savent jamais en tirer parti.

Vous ne voulez pas que je vous réponde en oracles et en paraboles, lorsque vous me ques-

tionnez sur ce que vous devez faire, vous voudriez des ordres ! Vous n'êtes pas dégoûté. — Moi aussi j'aimerais beaucoup à en donner, des ordres, et je suis un peu fatigué de donner, depuis une dizaine d'années, des énigmes que tout le monde ne comprend pas encore aussi bien que vous, ne vous déplaise. Mais voulez-vous donc que, monté sur mon sale mulet arabe, avec une peau de mouton pour selle, mêlé dans les charretiers du train, confondu avec les cabaretiers colons d'Algérie, coiffé d'une casquette d'épicier, couchant dans mon tapis et mon burnous, en chambre à lits multiples garnis de pouilleux et de puces, voulez-vous que je trouve là l'inspiration qui permet de donner des ordres? Cela m'est mille fois plus impossible qu'à vous, avec les soins de la famille et des affaires, de deviner des énigmes et d'interpréter des oracles.

Permettez-moi donc de rester prophète, vaticinateur et sibylle, tant que je ne serai ni caporal ni électeur, et vous au contraire *je vous ordonne* de deviner des énigmes et de ruminer des mystères, puisque vous êtes citoyen d'un gouvernement représentatif, garde national, juré, électeur, éligible, moitié catholique et moitié protestant, enfin puisque vous êtes dans ce

monde très-embrouillé et très-énigmatique, parabolique et électrique que M. Jouffroy, qui s'y connaît, a si bien défini.

A propos de M. Jouffroy, savez-vous que M. Thiers a été mirobolant ! Ce bon petit sainte nitouche qui n'a jamais voulu la guerre et qui trouve qu'on a *magnifié* (il y tient, il l'a dit deux fois) qu'on a *magnifié*, je le répète aussi, cette petite bagatelle de l'affaire d'Orient, au point de la faire plus grande que l'Espagne, que la Belgique, qu'Ancône ! C'est avec peine qu'il s'était occupé de cette futilité orientale, et il prévoyait, le malin, qu'on la gonflerait, qu'on la magnifierait, dis-je ou dit-il, tellement qu'il en sortirait des orages, et voici que Mehemet-Ali refuse aujourd'hui les curieuses conditions du Hatti Scheriff, du 18 février, et que, pour 1841 comme pour 1840, l'Orient est encore gros d'orages.

Encore une petite énigme, s'il vous plaît ? — Si nous allions chercher des soies à Brousse et à Smyrne et des cocons en Syrie? Qu'en dites-vous, Monsieur l'épicier? l'Orient est le point brillant du globe pour tout ce siècle; je crois, comme M. Teste, *qu'il y a là quelque chose à faire*.

Je vous embrasse bien, cher ami, de tout mon cœur.

P. E.

CCCVIII LETTRE

AU GÉNÉRAL SAINT-CYR NUGUES

Constantine, 2 avril 1841.

Mon cher Saint-Cyr, les lettres que je reçois d'Égypte m'annoncent que nous y sommes devancés, comme je le craignais, dans la voie d'influence toute pacifique qui me semblait devoir appartenir à la France. Tandis qu'on te répondait que le moment n'était pas opportun pour s'occuper de science en Égypte, une société fondée par les Anglais du Caire, d'abord sous forme de club et presque de cabinet de lecture, prenant le nom de Société égyptienne, s'associait quelques Français, décidait que le tiers de ses revenus serait consacré à une publication annuelle et fondait une bibliothèque. En même temps, le Pacha recevait

de la société Royale de Londres les instruments d'astronomie, de météorologie et de physique terrestre, nécessaires à la fondation de l'observatoire dont il pressait la construction, au point que Lambert m'écrit: je reçois ordre sur ordre pour hâter les travaux de l'observatoire.

D'un autre côté, il m'a été dit qu'il avait été question dans les bureaux du Ministère et dans des réunions de pairs et de députés, de la fondation d'une *Société africaine,* spécialement en vue de l'Algérie, mais qui naturellement embrasserait toutes les connaissances relatives à l'Afrique. J'ai lu un projet imprimé en 1840, rédigé par un M. F. de Pussy, qui est ici en ce moment (c'est un parent de M. Valat de Chevigny), où cette idée est développée sous la forme d'*association libre*, tandis que, d'une autre part, on m'a dit que M. Laurence songeait à substituer à notre Commission scientifique *temporaire* une institution *permanente* chargée des intérêts de la science en Algérie. MM. Mounier, de Mortemart, Jouffroy et, en général, les pairs et députés qui se sont le plus occupés de la question d'Alger, auraient accueilli le projet de M. de Pussy, qui n'aurait été entravé que par les événements algériens de l'année dernière.

Ici donc, comme pour l'Égypte, c'est la considération de l'état de guerre qui ferait regarder comme inopportunes des mesures que je crois pourtant très-efficaces contre la guerre elle-même. Le fameux dicton : *Si vis pacem, para bellum,* me semble beaucoup moins vrai, pour le XIXe siècle, que : *Si vis pacem, para pacem ;* et certainement, pour l'Algérie, bien souvent des causes de guerre auraient été évitées, si l'on avait eu une *connaissance* plus parfaite du pays, de ses ressources, des mœurs des habitants, du climat, des lieux et des temps sains ou mal sains, en un mot si on l'avait *étudié.*

Je crois qu'on a eu tort de remettre à des temps meilleurs le projet d'institut d'Égypte, mais qu'il est encore temps de s'en occuper ; la Société du Caire est encore dans l'enfance, les moyens dont elle peut disposer sont faibles ; elle est très-loin de ce que sont les Sociétés de Bombay et de Calcutta et la Société royale asiatique de Londres ; mais elle est anglaise et trouvera facilement des appuis à Londres.

D'un autre côté, cette société n'a pas de caractère gouvernemental ; l'autorité égyptienne y est étrangère ; elle n'a même admis encore dans son sein aucun indigène ; elle ne se

rattache en aucune manière à l'instruction publique, aux travaux publics, à l'administration du pays ; elle n'a pas rang politique.

Loin de penser qu'il faille chercher à la détruire, à entraver son développement, je me réjouis, au contraire, d'y voir entrer dernièrement MM. Clot Bey, Perron, Figari, Cesson, Price ; Linant y est depuis longtemps; Lambert est membre du Comité des fondateurs et secrétaire pour la correspondance française, et j'espère bien que tous les Européens instruits qui habitent l'Égypte se feront un devoir de contribuer aux progrès de cette institution ; mais, je le répète, c'est une association *libre*, et il est nécessaire qu'il y ait à côté d'elle une société *politique;* l'une est jusqu'ici exclusivement et sera toujours particulièrement européenne, l'autre doit être généralement égyptienne.

C'est à cette dernière que le gouvernement français me semble devoir donner toute son attention, parce que c'est elle qui aura action *directe* sur l'Égypte.

Quant à l'institution scientifique *permanente* que réclame l'Algérie, je crois aussi qu'il serait temps de s'en occuper. Comme je te l'ai déjà écrit, je regrette que notre commission n'ait pas

été conçue en vue de cet avenir, et que ses instructions n'aient pas porté, en première ligne, sur la nécessité de préparer, par sa mission passagère, un établissement durable. Je regrette qu'on n'ait pas imposé à nos naturalistes l'obligation de faire spécialement une collection pour Alger, et de donner ainsi une base à un cabinet d'histoire naturelle ; à nos archéologues de préparer les premiers matériaux d'un musée ; à nos géographes et dessinateurs, à des philologues, d'enrichir la bibliothèque d'Alger ; à nos médecins et chirurgiens de préparer la création d'une école de médecine et d'un cabinet d'anatomie; enfin je regrette qu'on n'ait pas inspiré à tous le désir et imposé le devoir de fonder en Algérie une institution scientifique algérienne, au lieu de ne songer qu'à la publication de quelques gros in-folio sur ce pays.

L'institut algérien et l'institut du Caire doivent être les deux grands instruments scientifiques de la civilisation future de toute l'Afrique, et dès à présent ils peuvent rendre de très-grands services à *la France*.

Si tu croyais utile que je fisse, sur les besoins

de l'Algérie sous ce rapport, un travail analogue à celui que je t'avais envoyé sur l'institut d'Égypte et que tu as remis au duc d'Orléans et au maréchal Soult, je te prierais de me le dire.

Le siége de la Société africaine, projetée par M. de Pussy, devait être à Paris; je crois, en effet, qu'il serait bon de réunir à Paris, dans une association *libre,* tous les hommes qui s'intéressent, par divers motifs, à l'avenir de l'Afrique, et ceci me paraît, en effet, devoir se réaliser en dehors de l'action gouvernementale; mais pour la partie de l'Afrique que nous gouvernons, pour l'Algérie, il me semble que le gouvernement seul peut et doit créer l'institution chargée de *connaître* et *faire connaître* ce pays, et que le siége de cette institution ne saurait être Paris, mais en Algérie même. Il est très-bien qu'il y ait des hommes qui s'occupent de ces grands intérêts, pour ainsi dire, en amateurs, et sans quitter pour cela le voisinage des brillantes lumières de la capitale; mais, il en faut aussi qui se livrent à cette tâche par devoir, par métier; la science a son clergé séculier; il lui faut aussi un clergé régulier; à Paris se tiendront les amateurs de l'Algérie, tandis que

ses amis doivent être ici, ne fût-ce que pour prêcher d'exemple.

Tout à toi.

P. E.

CCCIX[E] LETTRE

AU GÉNERAL SAINT-CYR NUGUES

Constantine, 11 avril 1841.

Mon cher Saint-Cyr, j'espérais bien recevoir directement de tes nouvelles; je craignais d'avoir involontairement dans mes dernières lettres de Philippeville ou de Bone écrit des choses qui t'auraient fait de la peine; mais les dames m'apprennent que tu leur as écrit depuis, en leur parlant de moi, dans des termes qui m'empêchent de craindre. Je regrette de n'avoir pas su plus tôt que tu avais parlé au général Bugeaud et qu'il t'avait paru disposé à m'accueillir, et pourtant je ne sais pas s'il ne vaut pas mieux que cette nouvelle ne me soit pas arrivée, et

que je ne me sois pas placé sur le passage du général, au moment où il doit nécessairement être préoccupé et absorbé par la pensée purement militaire.

Je reçois encore aujourd'hui une lettre de Lambert qui, tout en me parlant des incertitudes qui règnent au Caire sur la position future de Méhémet-Ali, me dit que, dans les discours d'hommes influents et dans ceux du Pacha lui-même, il est souvent question des travaux publics, des écoles, du barrage et de la communication des deux mers. Il m'apprend aussi que le Pacha lui a adressé un astronome anglais résidant dans l'Inde et chargé par la Société royale de Londres de hâter, en passant en Égypte, la construction et l'établissement de l'observatoire, et qui a aidé Lambert à provoquer et à obtenir du Pacha de nouveaux travaux pour compléter cette œuvre. Cet astronome, M. Caldecott, est parti pour Bombay, laissant cette affaire en bon train.

J'ai envoyé à Arlès depuis deux mois beaucoup de lettres qui ont suivi ou suivront leur route ordinaire. Arlès lui-même devra être à Paris quand tu recevras celle-ci, et te dira le résultat de ses communications.

Plusieurs de ces lettres sont postérieures au rapport du maréchal et à l'arrivée du général Bugeaud, et ont pour but de continuer à appeler l'attention du prince sur cette province, parce que très-probablement les circonstances militaires vont la fixer en général de l'autre côté.

J'ai adressé au colonel une lettre, espèce de rapport sur la direction de mes travaux ; il m'en a fait compliment, et me dit presque des douceurs qui me feraient croire qu'il a eu un reflet de la recommandation au général Bugeaud.

Mon séjour à Constantine m'est rude, et cependant je regretterais de ne pas y être revenu. Le général Négrier a des idées sur ce pays et une pratique gouvernementale qui me paraissent fort dangereuses, quoique vigoureuses, fort arriérées quoique très-raisonnées, et qui répugnent complétement à ma raison aussi bien qu'à mes sentiments et même à mon tempérament. Les têtes coupées ne me vont pas du tout. Si d'ailleurs, à côté de ces exécutions, que l'on considère, sans doute, comme nécessaires à la *sécurité* de notre établissement dans ce pays, je voyais que l'on eût quelques idées, que l'on entreprît quelque chose pour la *prospérité* de cet établissement, pour le rendre *productif*

ou du moins pour diminuer les énormes charges qu'il impose à la France, je supporterais mieux ce que je considère comme une déplorable erreur, comme un anachronisme; je me consolerais presque de voir des Français se conduire à la Turque et affirmer que c'est le seul système praticable.

J'ai entrepris un travail qui m'occupera encore une quinzaine de jours; après cela j'ai grande envie de rentrer à Alger, et d'aller de là passer quelque temps à Oran pendant la campagne.

Mais, comme je te l'ai déjà écrit, je ne crois pas qu'une prolongation de séjour en Algérie me soit bien nécessaire. J'ai vu ce que j'avais à voir, ce sur quoi je peux avoir et exprimer une opinion; je suis très-loin de penser que je sais tout ce qu'il y a d'intéressant à connaître en Algérie, mais seulement ce que, moi, je peux avoir intérêt à connaître.

A plusieurs il a fallu beaucoup moins de temps pour se former leur opinion algérienne, à d'autres il en faudra plus qu'à moi; cela dépend des choses qu'on embrasse; mais chacun a sa limite de temps d'étude, au delà de laquelle on arrive au temps perdu. J'accepte donc l'espoir que me donnent les lettres de ces dames pour

cet automne, de pouvoir vous embrasser à Curson, quoique je ne comprenne pas bien comment mon retour pourra s'effectuer contrairement au désir du colonel de faire durer la chose le plus longtemps possible; si tu penses que ce soit sous la forme d'un congé, dis-le-moi, et tâche de savoir comment je devrais m'y prendre pour l'obtenir; je crois que ce serait le meilleur mode de retour, à moins que je ne sois rappelé pour une autre destination; car on ne ferait pas cesser ma mission avant celle de mes collègues. Je te prie de t'occuper de cette question fort intéressante pour moi.

Je t'embrasse de tout mon cœur.

P. E.

CCCX[e] LETTRE

A ARLÈS

Constantine, 11 avril 1841.

J'ai reçu, mon cher ami, votre lettre de Milan

du 15 mars, il y a quelque jours, par un courrier extraordinaire, et aujourd'hui celle de Turin du 23, terminée à Lyon le 27; j'ai aussi la lettre d'Holstein du 24.

Je vous ai, en effet, écrit, entre le 14 février et le 4 mars, de Philippeville, en un seul courrier parti je crois le 26 février, trois lettres des 20, 22 et 25 février : la première relative à Soliman Pacha et à l'Algérie; — la seconde sur le gouvernement de l'Algérie par le général Bugeaud; — la troisième, enfin, sur un projet de colonisation à propos de la route de Bône à Philippeville. — J'ai copie de ces trois lettres, mais je serais pourtant très-vexé qu'elles ne vous soient pas parvenues, parce que je les crois intéressantes et opportunes. Malgré cela je n'ai pas le temps de les copier et je crois qu'il faudra en faire mon deuil pour le moment. On a pourtant reçu à Curson ma lettre du 20 février.

Le colonel m'envoie des compliments et des douceurs pour ma lettre dont je vous ai remis copie en date du 19 mars; je ne m'y attendais pas. — Comme d'après ce qu'on m'écrit de Curson, Saint-Cyr a parlé au général Bugeaud et compte que celui-ci me verra avec plaisir,

il est possible que la bonne grâce du colonel soit un reflet d'un mot du général.

On continue à couper des têtes, une avant-hier et une aujourd'hui !!!

Lambert m'écrit le retour de Soliman, les incertitudes sur la position de Méhémet-Ali, et partant la préoccupation de plusieurs hommes influents relativement aux travaux publics, aux écoles, au barrage, à la communication des deux mers.

Ma lettre de ce courrier, relative à la Chine, m'a conduit à un travail sur le xv[e] et le xvi[e] siècle (Charles V, François I[er], Henri VIII, Maximilien I[er], etc.), qui me sera, je crois, fort utile et dont vous aurez le contre-coup dans mes lettres prochaines.

Songez à ce que je dis de l'Amérique en ce moment et de l'Angleterre. Il y a une immense crise qui s'apprête. L'Amérique a fait ses dents de sept ans jusqu'à Washington, elle a fait sa puberté jusqu'à présent, mais elle aura la crise de la virilité qui sera majeure; — d'un autre côté, l'Angleterre en est, au contraire, à la crise de *caducité* qui précède le *renouvellement*. Je sais que ces deux circonstances-là sont favorables, soit pour exploiter la passion du jeune

homme, soit pour se faire faire un legs par le vieillard; mais au moment où on ne s'y attend pas, le jeune homme vous floue et le vieillard vous pette dans la main.

Adieu, cher ami; cette lettre vous trouvera, sans doute, à Paris. Saluez de ma part la grande capitale.

Je vous serre la main.

P. E.

CCCXIe LETTRE

A ARLÈS

Constantine, 25 avril 1841.

Mon cher Arlès, je n'ai rien à vous écrire aujourd'hui; mais, comme ma lettre ira, sans doute, vous trouver à Londres, je veux vous prier de remercier Curie de sa bonne lettre du 5 courant. Dites-lui que, sauf quelques légères indispositions, ma santé est bonne et que je veux les voir, lui et Augustine, ainsi que l'An-

gleterre, non en malade, mais en solide gentleman. Je suis bien aise d'apprendre qu'il réussit et qu'ils sont heureux; ils le méritent.

J'ai votre lettre du 9 octobre et j'attends avec impatience celle de Paris; je suis toujours sans nouvelles de Saint-Cyr.

Je continue un travail d'étude sur l'époque du xve et du xvie siècle, vivant avec les grands hommes et les événements de ce temps, à défaut de grands hommes et de grands événements pour aujourd'hui.

Je n'ai pas fixé encore mon départ pour Alger, mais je ne tarderai pas beaucoup.

Vos trois questions me paraissent rédigées en termes fort clairs et très-bonnes à poser. Vous aurez probablement dans ce congrès des fouriéristes qui diront : *Prenez mon ours*. Je vous engage à vous tenir en mesure de les faire s'expliquer sur une question que vos deux termes de *maîtres* et *ouvriers* ne soulèvent pas directement, mais qui joue pourtant un rôle *capital* dans le fait industriel, c'est celle du *capitaliste*. Ce que vous appelez *maître* à Lyon est un homme qui est de nature fort complexe : un peu *capitaliste*, un peu *commandeur* de travail, un peu *directeur* de travail; vous savez

que les fouriéristes veulent que le *capital* produise *revenu* à son propriétaire, indépendamment de toute espèce de *travail* et de *talent* de la part dudit propriétaire, par cela seul qu'il est propriétaire; d'où, par conséquent, *oisiveté ignorante et riche*, et aussi d'où *héritage*. Vous y serez conduit; c'est à vous de voir si vous devez éluder ou accepter discussion. Il n'est pas possible de résoudre complétement, politiquement, pratiquement la question d'organisation d'industrie sans toucher à la question de *propriété*, mais elle peut se discuter théoriquement, d'une manière assez utile, en n'examinant que celle du *salaire*, c'est-à-dire la part de l'*ouvrier* dans le produit total du *travail*, sans examiner comment le reste du produit sera réparti soit au *directeur* du travail seul, soit au directeur et au capitaliste *oisif*. Je dis *capitaliste oisif*, parce qu'il est bien clair que la fonction de *distribuer des instruments et ateliers* sera un jour une fonction très-largement rétribuée, non pas à cause du capital, mais à cause du talent et de la moralité qu'il faudra pour le placer en bonnes mains. C'est là où les fouriéristes commettent leur plus grosse erreur industrielle, de ce qu'il y a dans l'industrie une

fonction indispensable qui consiste à *distribuer*, à *placer* le capital (c'est-à-dire les instruments et ateliers), ils en concluent que c'est le capital qui mérite salaire, et attribuent ce salaire à l'homme qu'ils continuent à appeler *capitaliste*. Ils ont donc trois rétributions : celle du capital, du talent et du travail, trois termes mystiques qui cachent une grosse erreur et qui devraient être remplacés par ceux-ci : rétribution du *distributeur* des instruments et ateliers, du *directeur* du travail ou maître, et enfin de l'*ouvrier*.

La première rétribution a pour objet de solder l'*administration*, la seconde le *gouvernement*, la troisième le *peuple*, dans chaque industrie.

Cette formule *industrielle* est également la formule générale de la politique.

Mais ceci me mènerait trop loin pour aujourd'hui et je suis pressé.

Urbain me dit qu'il est chargé d'un travail sur l'Algérie et qu'il désirerait bien connaître mes idées. Je lui réponds que le plus simple serait de vous demander lecture de mes lettres, mais j'ajoute que je vous ai prié de n'en pas laisser prendre copie et même de ne les faire lire qu'au plus petit nombre possible de personnes, et

enfin que je ne crois pas qu'il doive les lire, qu'il vaut mieux qu'il dise *ses* idées que les *miennes*, et qu'il ne pourrait dire *nos* idées qu'autant que nous serions près l'un de l'autre et les deux têtes dans le même bonnet, ce qui n'est pas.

Comme vous reverrez Paris après cette lettre, je suis bien aise de vous rappeler encore, même à propos d'Urbain, que je ne veux pas de publicité pour 5, 6, 7 ou 8 personnes. *Un* ou *tous*, mais pas de juste milieu *de causerie*. Toutes ces lettres ont un but direct, personnel, qui les ferait mal comprendre ou bien comprendre même, et je ne me soucie pas plus de l'un que de l'autre.

M. le général Letang s'est amusé à me faire imprimer dans le *Toulonnais;* je ne lui en sais pas absolument mauvais gré, mais cela m'a un peu vexé, quoique mon nom n'y ait pas été mis.

Rien de nouveau ici depuis le dernier courrier; pas de têtes coupées. J'ai dîné dimanche chez le général avec mes cinq collègues de la Commission; je n'ai rien du tout à vous en dire.

Adieu, cher ami. Vous savez que je ne m'amuse pas précisément ici et que j'aurais bien du

plaisir à vous serrer la main; voyez avec Saint-Cyr quand et comment cela sera possible.

P. E.

CCCXII[e] LETTRE

A ARLÈS

Philippeville, 7 mai 1841.

Je reçois ici votre lettre du 23 avril, mon cher Arlès, et, malgré votre visite à Saint-Cyr, je n'ai encore rien reçu de lui; je vais donc encore me trouver après-demain à Alger, en présence du général Bugeaud, non-seulement sans lettre d'introduction, mais même sans instruction directe de Saint-Cyr qui me fasse savoir ce qu'a été sa conversation sur moi avec le général; c'est fort peu commode, mais Allah Kerim.

J'apprends avec plaisir ce que vous me dites d'Olinde, et j'ai reçu par Holstein la lettre de Michel sur les fortifications et un numéro du journal de Vinçard où se trouve une lettre de

Victor Hugo. Tout cela va bien et compenserait ce que vous me dites de désespérant d'un autre côté, si je n'avais pas la conviction que vous vous désespérez à tort et que vous avez même mal compris ce que je vous ai écrit moi-même sur les fortifications. Vous avez tort de croire qu'on pense passer du régime militaire au régime industriel sans flouer quelque peu l'armée. Ceci vous explique l'utilité, la nécessité d'une conduite que vous désapprouvez, conduite que je ne crois pas nettement inspirée par ce but, mais qui y tend à l'insu même de celui qui la tient. Vous vous trompez donc, selon moi, si vous attendez qu'on vous appelle à audience, et si vous craignez de donner l'embarras d'une demi-heure pacifique au guerrier dont vous me parlez. Vous n'avez pas cent choses à lui dire, et lui cent à vous répondre; vous êtes le conducteur d'électricité qu'il faut qu'on touche de temps à autre. Ce n'est pas M. Boismilon que vous devez tenir à voir, quoique je sois loin de penser que vous deviez négliger ses bonnes dispositions. Vous devez vous *assurer qu'on lit,* car ce qu'on lit est assez long pour que, si on lit dans la position où l'on est, ce ne puisse être qu'avec intérêt.

Je regrette très-vivement que, contrairement à ma pensée, vous ayez cru devoir non-seulement faire lire mais confier à M. Boismilon ma boutade à V. H., puisque vous ne la remettiez pas à celui-ci, et même je l'aurais encore regretté si vous aviez commencé par la remettre au poëte qui appartient au *genus irritabile vatum* et qui a déjà fait passer, selon lui, deux collègues de M. Boismilon à la postérité, pour quelques observations que ces deux messieurs avaient pensé pouvoir lui faire en les marquant d'un de ses vers.

Vous voyez que si l'amour-propre froissé peut faire faire pareille pasquinade à un grand poëte, on doit ménager sa susceptibilité prodigieuse quand on espère de lui de grandes choses. Je crois que ce que je vous dis ici vous engagera également à ne pas renoncer comme vous le faites à Lamartine. Quoique cela puisse vous paraître exagéré, je vous dirai qu'il y a presque autant de bêtises dans la lettre de Michel, relativement à ce qu'est Michel, qu'il y en a dans les discours de Lamartine. Je ne désespère pas du tout de Michel, cependant, tant s'en faut; ce qu'il a dit était utile à dire, devait être dit par lui, et de même Lamartine dit ce

que Lamartine peut et doit dire en l'an de grâce 1841.

Michel combat les fortifications, et sa lettre exprime l'espoir que ses pairs rejetteront cette barbarie, et il n'y a pas un seul passage de sa lettre qui exprime ce qu'il faudrait voir de providentiel dans cette grande folie *si elle se réalisait;* il a donc cru d'une part qu'une chose qui devait arriver n'arriverait pas, et, de l'autre, qu'il n'y avait *qu'à frémir* si par grandissime malheur la chose arrivait. Ce n'est pas précisément là un large coup d'œil d'homme politique, quoique ce soit une bonne œuvre *d'écrivain* politique. Or, Michel n'est jusqu'à présent qu'un *écrivain* politique, comme Lamartine n'est qu'un *orateur* politique, comme le prince n'est qu'un *amateur* politique. A ces trois titres, ce qu'il faut attendre d'eux *aujourd'hui*, c'est la parole, l'écrit ou le sentiment qui peuvent le plus être utiles dans les trois positions qu'ils occupent, pour les acheminer à la fonction vraiment politique, tout à fait gouvernementale qu'ils doivent prendre un jour, et pour amener le public à les désirer là, à les y pousser, à les y attendre.

Un mot encore sur le roi. Je vous affirme que l'histoire lui réserve une bonne place, ce

qui n'empêche ni de mourir assassiné ni peut-être même détrôné, quand il y a des Ravaillac et des *Charivari*, c'est-à-dire des jésuites au poignard ou à la plume; mais il n'est pas bien de se former une opinion sur un homme, parce qu'on voit que sa conduite le mène à être assassiné ou détrôné.

Cinq fois L. P. a été assassiné, une fois peut-être il sera détrôné, ou une sixième fois il tombera sous le poignard; cela prouvera tout au plus que les *badauds* du XIX[e] siècle ont cru davantage à la grandeur de M. Thiers qu'à la sienne, comme la bourgeoisie de 91 a préféré Mirabeau à Louis XVI, comme l'Église, par son représentant suprême, a presque sanctifié l'assassin d'Henri IV. — Mais où donc est l'homme plus près que Louis-Philippe de l'avenir pacifique que nous rêvons ? Est-ce que vraiment vous en seriez venu au point de croire que Louis-Philippe a fait des bassesses pour ses fortifications (1) de Paris, en vue de favoriser le

1. Les fortifications, diversement appréciées alors par les feuilles libérales ou démocratiques, étaient destinées à devenir, par la marche fatale des événements, un encouragement à prolonger une campagne désastreuse qui devait aboutir à une paix calamiteuse et aux horreurs de la *Commune*.

rétablissement du règne de *César* sur la terre ? Mais alors, direz-vous, c'est donc pour museler les libertés publiques ? C'est possible ; ou bien pour dominer l'influence toute despotique de notre autocratique et anarchique capitale ? C'est possible encore ; ou bien, enfin, parce qu'il croit ainsi détruire en Europe l'usage napoléonien des invasions par prise de capitale. C'est possible aussi. Mais dans tout cela je ne vois pas une *intention* dont il y ait à lui faire un crime, au contraire ; s'il prend un mauvais moyen, c'est parce qu'une masse flottante, nommée tiers parti, au lieu de lui servir d'arme et de rempart pour atteindre le but qu'il se propose, l'oblige à s'appuyer d'une part sur le préjugé populaire guerrier, de l'autre sur sa propre ruse, pour obtenir au moins le flasque vote de cette pâte mollasse qui tremble d'être pétrie par la main du peuple ou par celle des Cosaques et qu'il voudrait sauver de l'un et des autres, de la *république* et de la *restauration*. C'est à travers ces deux gros nuages qu'on jugera un jour Louis-Philippe, comme on juge Henri IV entre le *protestantisme* et le *catholicisme*.

A vous.

P. E.

CCCXIII^e LETTRE

AU GÉNÉRAL SAINT-CYR NUGUES

Alger, 11 mai 1841.

Mon cher Saint-Cyr, je suis arrivé hier ici; aujourd'hui je me suis présenté chez le général Bugeaud qui déjà hier avait fait dire qu'il ne recevait pas, et chez qui je n'ai pu entrer aujourd'hui ; ses officiers m'ont même dit qu'il ne recevrait pas avant son départ de vendredi pour Mostaganem. J'ai laissé ma carte. J'avais pensé que, selon l'accueil qu'il m'aurait fait, j'aurais pu me décider, soit à l'accompagner dans l'expédition prochaine, soit à prendre toute autre direction que sa conversation m'aurait fait regarder comme bonne. A défaut de cette entrevue que je n'avais pas cherchée à Philippeville ou Constantine, et que je n'ai pu chercher ici que comme le commun des martyrs, j'attendrai que de nouveaux événements ou des ordres me fassent quitter Alger, regrettant toutefois de me trouver

ainsi à peu près en dehors du mouvement politique très-important qui s'exécute en ce moment en Algérie. J'ai visité le colonel Bory Saint-Vincent qui m'a demandé si je voulais accompagner l'expédition ; je lui ai répondu que je n'y tenais pas, sans lui dire que le motif était que je n'y étais engagé que par lui et non par le général ; et il a paru plutôt satisfait que mécontent de ma réponse. L'expédition en elle-même ne me sourit d'aucune manière, et je ne l'aurais faite que si le général Bugeaud ou le général Lamoricière m'y avaient engagé, afin d'avoir une bonne occasion de connaître un peu les généraux et les principaux officiers qui les approchent.

D'un autre côté, les journaux prétendent, et c'est un bruit assez public ici, que l'on va s'occuper immédiatement à Bône d'une première tentative de colonisation sur une assez grande échelle ; j'y crois peu, mais si cela est, je regretterai aussi d'y être tout à fait étranger. Enfin on annonce que plusieurs députés, MM. Beaumont, de Corcelles et de Tocqueville, sont ici, sans doute pour étudier la question d'Alger, et ceci doit presser les membres de la Commission qui s'occupent de la politique algérienne de prendre date sinon dans la *publication*, au moins

dans la *communication au ministère* du fruit de leurs travaux.

Je reste donc ici et je crois que je m'y occuperai de la rédaction d'un *mémoire* régulier sur l'Algérie, mettant fin à ma correspondance pour Arlès, correspondance sans résultat, si j'en juge par tout ce qui se fait aujourd'hui en Algérie.

J'avais espéré que puisque deux frères du duc d'Orléans étaient ici, et puisque ce prince a paru satisfait de ce que j'ai écrit, j'aurais eu, directement ou indirectement, l'occasion de voir ces deux princes. De ce côté encore je m'étais trompé.

En somme tu vois, mon cher Saint-Cyr, que je suis peu satisfait de ma position; mais je suis ainsi disposé plutôt par un motif général que dans mon intérêt particulier, car je sais fort bien que je suis aussi bien ici que partout ailleurs, si les idées que je me suis formées sur l'Algérie n'ont aucune chance d'être mises en pratique. Si je prends en dégoût mon séjour ici, c'est parce que je ne me sens d'aucune utilité pour y combattre et y faire abandonner des procédés qui me dégoûtent, et parce que mon éloignement même me semblerait une protestation loyale, la seule que je puisse me permettre dans mon infimité. C'est en partie le motif qui m'a

fait quitter Constantine et qui m'a fait balancer si je partirais sans faire ma visite d'adieu au général Négrier, visite que j'ai faite cependant, mais le cœur gros et presque en silence.

Je regrette vivement de n'avoir pas eu depuis très-longtemps de lettres de toi ; j'y aurais puisé non pas de la persévérance, car tu sais que je n'en manque pas pour poursuivre la réalisation des choses que je crois bonnes, mais de l'espoir dans un temps plus opportun pour les faire adopter et les voir appliquer.

Tu dois voir souvent des personnes dégoûtées de l'Algérie, et quoique ce soit en général pour de tout autres motifs que moi, tu m'excuseras de faire nombre avec elles.

Adieu, mon cher Saint-Cyr ; je pense que tu seras bientôt à Curson, mais j'espère avoir encore des nouvelles de toi, de Paris.

Tout à toi,

P. E.

CCCXIV^E LETTRE

AU GÉNÉRAL SAINT-CYR NUGUES

Alger, 13 mai 1841.

Mon cher Saint-Cyr, je t'ai écrit hier, jour où devait partir le courrier; il retarde jusqu'à demain et me donne le moyen de joindre à ma lettre un *post-scriptum*.

J'ai reçu hier matin une invitation pour dîner le soir même chez le général, qui m'a bien accueilli, m'a fait dîner près de lui à une table sans façon, m'a plusieurs fois recommandé de ne pas l'oublier près de toi, enfin m'a presque traité en ancienne connaissance. Il a causé, comme à la tribune, république, journaux et Algérie, c'est-à-dire des trois choses qui sont évidemment ses trois plus vives antipathies, et avec une liberté de parole et un abandon que tu connais et qu'il est difficile d'imaginer. Il connaît parfaitement tous les mauvais côtés de ces trois choses, mais je ne lui ai pas plus entendu dire ce qu'il faudrait faire pour se délivrer des embarras de l'Algérie, que

je ne connais ses moyens de nous délivrer des journalistes et des républicains ; seulement, je conçois que sa parole ait un double effet, dont je n'oserais prévoir les conséquences, l'un de dégoûter les hommes qui croiraient, par devoir ou par intérêt, voire même par sympathie, faire bien en se consacrant à l'avenir français de l'Algérie, l'autre d'augmenter le malheureux effet produit par l'acquittement du journal *la France*.

Avec les dispositions que le général témoigne très-franchement pour ce pays il n'y a en effet que deux moyens d'expliquer qu'il ait accepté la mission qui lui a été donnée de la gouverner : l'un, et c'est le plus favorable, serait l'unique ambition d'y conquérir le bâton de maréchal ; l'autre serait de faire, comme gouverneur, ce qu'il a dit comme député, contrairement à la proclamation dans laquelle il promettait de faire céder sa volonté personnelle devant ce qu'il nommait lui-même la volonté de la France.

Tout ceci ne m'empêche pas de continuer à croire que, pour l'œuvre militaire qui s'accomplit en ce moment dans l'Ouest, le choix du général Bugeaud était le meilleur qu'il fût possible de faire, précisément parce qu'il sera nécessairement entraîné à faire avec Abd-el-Kader une seconde

édition du traité de la Tafna, et qu'il le fera précéder de quelque nouvelle victoire de la Sikak. Je crois toujours qu'une paix où même une trêve sera la seule chose possible et bonne avec les Arabes, et que c'est même le seul moyen d'affaiblir personnellement Abd-el-Kader, qui grandit aux yeux des Arabes par la guerre, et qui retombera au rang de simple cheick par une paix prolongée et par une diplomatie habile. Mais je suis épouvanté, je l'avoue, de tout ce qu'il faudra de hardiesse au général et au ministère pour faire accepter en France un pareil résultat.

Quant à l'avenir colonial de l'Est, je n'ai jamais cru, malgré les goûts et les connaissances agricoles du général Bugeaud, qu'il pût s'en occuper avec zèle tant que la guerre l'absorberait à l'Ouest et l'empêcherait de connaître cette partie de nos possessions qu'il ne connaît pas, et qui seule est susceptible de colonisation immédiate. Ici je ne suis pas effrayé de l'effet que produira en France la nullité coloniale de l'Est, mais je suis effrayé de l'effet qu'elle produira dans ce pays même, parce que le gouvernement militaire du général Négrier me paraît propre à rendre bientôt la province de Constantine aussi *incolonisable* que la Mitidjah.

Moi aussi je suis presque arrivé à désespérer de l'Algérie, et pour ainsi dire à désespérer de la France, qui me paraît bien plus menacée par l'abandon de son entreprise africaine que par les sommes énormes et la masse d'hommes que cette conquête lui coûte depuis 1830.

C'est te dire que je désespère encore plus de l'utilité de la Commission et tout particulièrement de la mienne. Je me suis senti du zèle et de l'ardeur, tant que j'ai cru étudier, découvrir et annoncer un avenir heureux pour l'Algérie, mais je me sens peu de goût à prophétiser les désastres et la ruine, et à étudier la route qui conduit à la mort. Tirer en sens contraire d'un mouvement qui m'emporte, me paraît à moi, obscur personnage, un rôle inutile, fatigant et presque ridicule. Je lutterais pour le pouvoir, je te l'ai déjà dit, contre qui que ce soit au monde, et je n'ai nulle envie de bretter contre lui, il fait trop beau jeu à ses adversaires. Tant que j'ai cru à un avenir pour la France dans ce pays, à un avenir mille fois plus glorieux que toutes les boucheries qui s'y commettent; tant que j'ai espéré que l'Algérie pouvait être l'utile diversion de nos débats intérieurs, et le lieu d'essai de grandes œuvres industrielles et d'organisation de travail, j'ai fatigué le prince;

aujourd'hui je dois me taire et ne confier qu'à ton amitié mes pénibles pressentiments; le legs que Charles X a fait à Louis-Philippe ressemble trop à une robe du centaure.

J'écris à Arlès aussi dans ce sens. Si vous jugez, toi et lui, devoir encore faire part au prince de la douloursuse impression que j'éprouve, c'est que vous aurez espoir qu'elle pourra lui faire considérer si, en effet, comme je le crains, on creuse ici la tombe de toute cette belle et noble famille, et s'il ne vaudrait pas mieux ici pour eux « un sage ennemi qu'un imprudent ami. »

Adieu, mon cher Saint-Cyr; je sais que je t'affligerais en t'écrivant ainsi, quoique toi-même tu sois souvent disposé à prévoir les calamités publiques; sois sûr que je suis aussi désireux que toi de m'y opposer, et que j'aurais le même zèle à me dévouer pour en défendre notre pauvre France.

Tout à toi.

P. E.

CCCXV^{E} LETTRE

A ARLÈS

Alger, 13 mai 1841.

Mon cher Arlès, je vous ai écrit le 10, mais le courrier n'est pas parti; ma lettre était adressée à Paris, je vous adresse celle-ci à Lyon.

J'ai dîné hier chez le général, qui a fort bien accueilli le parent et le recommandé de Saint-Cyr, et pourtant je suis sorti de là plein de tristes pressentiments que je confie aujourd'hui à Saint-Cyr et à vous. Je crois avoir terminé et peut-être dépassé ma tâche auprès du prince; tant que j'ai espéré, je l'ai fatigué; aujourd'hui je crains d'être plus que fatigant, d'être importun, car je commence à désespérer.

Je n'avais pas voulu croire à ce que tout le monde déjà me disait des paroles désolantes du Gouverneur sur l'Algérie. J'ai entendu; et malgré la proclamation d'installation, le général Bugeaud est toujours le député Bugeaud.

Le procès et l'acquittement du journal *la*

France ne pouvaient pas avoir une apparente confirmation plus effrayante pour la dynastie et pour la France.

Le legs de la Restauration en 1830 (l'Algérie), consumera-t-il la dynastie nouvelle?

Le général que l'on veut élever au maréchalat, pour en faire le plus vigoureux soutien du trône, en sera-t-il le plus aveugle et involontaire démolisseur?

Cet imprudent ami est-il plus à craindre que les plus violents ennemis?

Les fortifications de Paris et le maréchal Bugeaud ennemi des républicains et des journaux feront-ils assiéger et renverser la dynastie par les anarchistes et les journalistes?

Tout ceci me paraît aujourd'hui plus que probable, presque certain; je désespère.

M. Thiers a une partie fort belle.

Durant tout ce dîner, le général qui est causeur, comme vous savez, n'a pas cessé de batailler contre ses trois grandes antipathies : la république, les journaux et l'Algérie, signalant assez bien leurs défauts, mais n'indiquant pas qu'il connût la cause de leur influence, et les moyens d'en éviter les dangers ou de profiter des légitimes intérêts que ces trois grandes choses repré-

sentent. C'est de la haine pure et simple ; c'est une antipathie aveugle qui l'entraîne à se jeter brutalement, tête baissée, dans les dangers que renferment ces trois immenses difficultés, sans songer aux forces prodigieuses qui les défendent.

Et pourtant vous savez que j'ai désiré moi-même la venue du général Bugeaud en Algérie, vous savez aussi que j'ai souvent apprécié la vigueur de sa franchise à la tribune ; même à présent je pourrais presque me consoler de ce que j'entends, puisque je sens au bout de ses paroles ce que j'ai prévu de lui, un traité ou une trêve avec Abd-el-Kader, après victoire, une nouvelle Sikak et une nouvelle Tafna. Mais je tremble, parce que je ne vois rien, absolument rien de ce qui pourrait compenser l'impudence d'une aussi audacieuse répétition.

Je vous l'ai déjà dit, pour faire passer cette prodigieuse hardiesse, par laquelle on réduirait la province d'Oran au port d'Oran et la province d'Alger au massif d'Alger, par laquelle on affaiblirait réellement Abd-el-Kader en le grandissant en apparence (car les Arabes de l'Ouest sont loin d'être préparés à former nation, et la paix sera moins favorable à Abd-el-Kader que la guerre); pour faire accepter par la France cette espèce de

confirmation de la vérité des lettres attribuées au roi, il faudrait démentir hautement ces lettres par un grand développement colonial du côté de Constantine; c'est à quoi le général Bugeaud ne peut et ne voudrait pas songer, malgré son goût et ses prétentions en agriculture; c'est aussi ce que le gouvernement à la turque du général Négrier ne saurait faire; enfin, je l'avoue, c'est ce que nos avocats des deux Chambres ne peuvent pas comprendre.

Si donc le Gouvernement, les gouverneurs et les Chambres ne veulent pas coloniser l'Est, il ne résultera du passage du général Bugeaud en Algérie qu'une confirmation de cette accusation portée contre le roi, et qui sera renforcée de toutes les pertes et de toutes les dépenses que causeront les campagnes du général. Le *moyen* employé *pour* arriver à l'abandon de l'Algérie paraîtra le plus machiavélique procédé que la politique ait jamais pu concevoir, et les auteurs et instruments de cette politique seront brisés, quand bien même leur *intention* serait vraiment française, quand même ils n'auraient eu d'autre but que de délivrer la France d'une lourde charge.

Je ne me sens plus rien à faire ici. Le général m'a demandé si je voulais faire l'expédition. Cette

ouverture, qui m'aurait été agréable si j'avais pu avoir quelque espoir d'avoir accès dans son esprit, ne m'a pas semblé acceptable; j'ai à peu près refusé.

Que ferai-je ici maintenant? — J'attendrai selon ma vieille habitude.

Adieu, mon cher ami; de grandes choses approchent et je voudrais que toutes ces grandes choses fussent de bonnes choses; je crains qu'il n'y en ait beaucoup de mauvaises.

Je vous serre la main.

P. E.

CCCXVI[e] LETTRE

A ARLÈS

Alger, 13 juin 1841.

Si c'est une brioche, elle est soignée, mais qui sait si ce n'est pas un coup de maître? Saint-Cyr est peiné, effrayé, époustouflé de votre locomotive; il n'a pas, comme vous, l'habitude des

voyages de 12 lieues à l'heure; il a besoin, presque plus que moi, de connaître vite le résultat de votre audacieuse entreprise; j'avoue que j'en suis moi-même légèrement ému. Ces dames sont aussi dans des transes pénibles, et me répètent pour cette fois ce que je vous disais pour l'envoi de vos lettres par Curson: ça ne va pas. Il est certain que cette fois-ci surtout, puisque vous ne vous *concertiez* pas avec Saint-Cyr, il eût été plus convenable de ne lui rien dire de votre démarche.

Au reste, Saint-Cyr n'est pas trop en colère, puisqu'il dit: « Je ne veux pas présager mal de ce qu'il a fait; s'il réussit, tant mieux; mais je crains qu'il n'ait gâté ton affaire.»

Je n'ai absolument rien à vous écrire sur l'Algérie ni sur la politique, je suis toujours sur la même préoccupation qu'au courrier dernier.

Adieu donc, cher ami; je ne pense pas que vous ayez vu, dans le discours de Victor Hugo à l'Académie, une réponse à ma lettre; j'aime à croire qu'il ne l'avait pas reçue.

Cette fois-ci j'embrasse toute la famille.

P. E.

14 juin 1841.

Je viens de relire ma lettre et je vois que vous serez embarrassé de deviner d'après elle si je suis content ou mécontent de l'envoi de ma lettre; c'est tout simple, parce que je ne suis réellement ni l'un ni l'autre, mais tantôt l'un et tantôt l'autre et souvent les deux en même temps, ce qui doit vous faire comprendre l'état fiévreux ou critique dans lequel je me trouve en ce moment.

Le mois de juin a été très-souvent pour moi un grand mois; malheureusement il me rappelle plus de désappointements que de résultats.

Vidibimus infra, — comme dit Saint-Cyr.

Ce qu'il y a de certain, c'est que cette fois-ci je croyais que vous vous entendriez avec Saint-Cyr, que vous ne feriez rien d'ailleurs tant que vous n'auriez pas la lettre promise par Boismilon, et que ce ne serait pas moi qui demanderais à être rappelé, tandis que maintenant c'est réellement moi, puisque ma lettre est envoyée. Vous avez pensé autrement, Allah Kérim! J'ai grande foi en Dieu, et aussi foi en vous.

Il vient d'arriver un bateau parti deux jours après celui qui m'a apporté votre lettre de

Curson; mais cette fois-ci il n'y a rien pour moi.

Si le résultat de votre démarche ne vous paraît pas bon d'abord, n'allez pas vous en désoler, soyez certain que j'en tirerai parti. Lorsqu'un de mes désirs ne se réalise pas vous savez fort bien que cela m'indique de suite quel est le nouveau désir que je dois former; ma vie a toujours été ainsi; mes insuccès ne m'ont jamais dérouté. Saint-Simon disait : « J'ai eu dans le champ des découvertes l'action de la marée montante; ma force ascendante l'a toujours emporté sur la force opposée. » J'en dis autant pour moi dans cette grande mer de la vie; mes désirs ont toujours dominé mes regrets, et je crois que le jour où il n'en sera plus ainsi, c'est que j'aurai accompli ma carrière.

Adieu encore; — à vous.

P. E.

CCCXVII[e] LETTRE

A ARLÈS

Alger, 4 juillet 1841.

Je suis décidément en vacances, mon cher Arlès, quoique je n'aie pas de congé et ne sois pas appelé ; — je ne fais plus rien du tout.

J'ai retrouvé ici Corcelles ; nous nous sommes revus avec plaisir et nous avons parlé de vous : c'est toujours le même homme, en mal d'enfant et n'accouchant jamais ; il a peur d'Arago, il a peur de Michel, il a peur des fourriéristes, il a peur de tous ceux qui projettent et pourtant il ne veut pas du *statu quo*, il sait qu'il y a *quelque chose à faire*.

J'ai votre lettre du 27 juin ; votre vigoureuse boutade contre l'héritage m'a paru fort curieuse, parce que depuis quelque temps je réfléchis beaucoup à cette question, sous le point de vue où vous l'envisagez. Il est donc entendu qu'aussitôt après le premier quine commercial que vous gagnerez, l'agitateur O'Connel sera votre patron. De mon

côté, j'attendrai pour cela de gagner un quine politique ou scientifique, mais je n'ai pas encore un extrait. Nous avons donc probablement du temps devant nous, avant de revoir nos amis les prolétaires, et avant de prier Jean Reynaud de recommencer aux Brotteaux sa séance sur la propriété. Je suis curieux de voir comment Michel se tirera de la question à son cours d'économie; les fourriéristes l'attendent là, et je crois qu'il tournera la difficulté, quoique ce soit certes plus difficile que de l'aborder, mais Michel ne craint pas les difficultés.

A propos du fourriérisme, il prend, ce me semble, quelque consistance, et s'approche assez de son fameux essai pratique. Je m'étonne toujours que le nombre et la quantité des hommes qu'il a acquis ne lui ait pas permis encore de faire cette tentative, ou plutôt je comprends bien que la foi qu'il inspire ne détermine pas d'assez grands *aventuriers* à risquer tout ce qu'ils possèdent dans cette entreprise, à commencer par Considérant et sa belle-mère madame Vigouroux; quoi qu'il en soit, l'article de la *Presse* qui recommande cet essai me paraît représenter une opinion déjà assez répandue, qui serait favorable à la fondation d'un Phalanstère. Ce sera fort

curieux, et il y aura là bonne occasion pour que les grands problèmes économiques et moraux soient repris *théoriquement*, à propos d'un *fait* qui les soulèvera tous d'une façon palpitante. C'est surtout sous le rapport religieux et moral que ce sera immédiatement très-drôle, car, pour la question d'héritage, il faudrait plusieurs générations pour juger des inconvénients propres à la solution de Fourrier, inconvénients d'ailleurs beaucoup moindres que ceux de la constitution actuelle de la propriété, puisqu'en définitive il n'y a pas, dans le Phalanstère, propriété personnelle et directe du sol et de l'habitation, et que les *capitalistes* sont seulement des *actionnaires*. Sous ce dernier point de vue, la solution de Fourrier est une escobarderie fort ingénieuse, ou même un acheminement progressif fort adroit, auquel je ne donnerais certes pas la main; mais que je suis bien aise de voir propager et pratiquer, parce que cela est très-supérieur à la propriété *foncière* personnelle et directe de nos jours ; cela correspond même très-bien au but que nous nous proposions dans le *Producteur* et le *Globe*, quand nous traitions de la *mobilisation* de la propriété et de la baisse progressive de l'*intérêt des capitaux*. C'est, en un mot, un

procédé lent et bénin pour enfoncer progressivement les hommes qui *possèdent* les ateliers de travail, ne les *administrant* pas, et n'usant de leur *droit* que pour *exploiter* les travailleurs. On leur enlève d'abord la libre disposition de l'atelier qui devient *lieu commun*, et on leur ôte même le mérite et la peine de chercher des locataires et fermiers, et de percevoir directement des loyers et fermages ; on les réduit, en un mot, à la fonction d'oisifs par excellence, et l'on met ainsi à nu leur inutilité de frelons dans la ruche, au moins en leur qualité de capitalistes ; — la conclusion pratique à en tirer serait alors si simple, si naturelle et si légitime, que les plus bêtes la comprendraient, et le *travail* et la *capacité* auraient triomphé du *capital.*

Adieu, cher ami, je vous serre la main et embrasse femme et enfants.

P. E.

CCCXVIII^E LETTRE

A ARLÈS

Alger, 11 juillet 1841.

Mon cher Arlès, votre lettre du 3 me fait voir que vous comptez encore sur moi pour le mois d'août, ce qui prouve votre persévérance, vertu rare de nos jours ; je crois que je vous ai dit que je n'y comptais plus depuis déjà quelques courriers.

J'approuve tout à fait votre résolution *administrative*, parce que vous ne m'avez rien écrit encore qui puisse me faire regarder votre projet artistique parisien comme étant fondé sur autre chose que sur votre très-belle imagination. J'approuve surtout votre nouveau logement s'il y a une chambre pour moi quand j'irai vous voir.

La poste ne m'a pas apporté la brochure de Vinçard dont vous me parlez.

Bruneau demande un congé de six mois ; ainsi

il est possible que vous le voyez bientôt. Lambert va bien. Vous croyez que vous trouveriez à Paris plus qu'à Lyon à qui *parler* et avec qui *penser;* cela n'est pas sûr; et ce qui me paraît certain c'est que vous ne trouveriez pas plus qu'à Lyon avec qui *agir*, quand le moment d'agir sera venu. Je ne sais pas ce que vous attendez de moi pour écrire à B. M., mais vous avez fort bien fait de ne pas écrire, et *si vous écrivez*, je crois que vous ferez bien de vous en tenir à la demande pure et simple des lettres. Saint-Cyr me propose encore un nouveau moyen de venir à Curson. Ce n'est plus un congé, c'est une permission d'un mois plus impossible à demander et à obtenir qu'un congé ou qu'un rappel. Il est toujours convaincu que vous avez *brioché* en faisant votre assaut. Je doute qu'il y ait, en effet, utilité à le visiter, tant que les choses en seront là — vous ne pourriez pas vous entendre.

Jourdan vous adressera probablement le plus habile négociant du pays, un juif nommé David, qui vous en apprendra plus sur les affaires commerciales d'Algérie en une conversation que vous n'en sauriez en passant votre vie avec tous les administrateurs d'Alger.

Urbain écrit que le catholicisme remue beau-

coup; cela ne m'étonne pas et j'en suis enchanté, c'est le moment, et j'en sais gré à la Reine. Lamennais s'est trop pressé de désespérer, ou plutôt son désespoir porte par réaction un fruit meilleur que celui qui poussait sur son *avenir*. La peste cesse au Caire. Lambert n'a pas eu un mort dans son école, Adèle me dit que Rivet habite à Fleury, tout près de Meudon; ainsi quand vous irez voir Rivet, vous pourrez, le dimanche, voir Adèle et Arthur en même temps; d'ici là n'oubliez pas les occasions de faire mes amitiés à Rivet, nous avons souvent parlé de lui avec Corcelles.

Changarnier, Cavaïgnac, Bedeau même, assure-t-on, rentrent en France; de Mirbeck y arrive aujourd'hui plein d'horreur pour le système Négrier ; l'intendance est découragée, et le civil s'attend à recevoir de grandissimes coups de pied. Les colons vendent toujours vin et liqueurs fraîches. Le général Bugeaud est arrivé hier, je ne sais si je pourrai le voir aujourd'hui. Je n'ai encore rien appris de ses succès. — Sa première visite en débarquant a été pour le prince malade, qui va, dit-on, un peu mieux.

Le bras droit du général Bugeaud est ici, le général Baraguay-d'Hilliers.

Tout cela amène de plus en plus vite Lamoricière.

A vous.

P. E.

CCCXIX[e] LETTRE

AU GÉNÉRAL SAINT-CYR

Alger, 19 juillet 1841.

Mon cher Saint-Cyr, je t'envoie une lettre[1] que j'écris au colonel, avec une note explicative. Le colonel m'a fait aujourd'hui la communication qui provoque cette lettre, il me l'a faite de la manière la plus affectueuse, parce qu'il savait déjà par Ravergie, qui le lui avait très-formellement et même très-brutalement affirmé la veille, que je n'avais écrit dans aucun journal, et que cette dénonciation et ce reproche étaient deux bêtises

1. Cette lettre a été insérée dans les *Notices historiques*, volume XI, pages 145 et suivantes.

pour le moins, aussi m'a-t-il demandé de lui écrire et de ne pas écrire à M. Laurence. Je suis à peu près certain qu'il n'enverra pas ma lettre; je t'en adresse une copie en te priant très-instamment de la faire mettre sous les yeux de M. Laurence.

Je suis toujours très-peiné du silence qu'on garde à la suite de l'aventureuse démarche d'Arlès (il s'agissait de la demande d'une réponse nette adressée par Arlès à M. B. M...[1]). Je n'ai pas pu encore voir le général, mais je lui ai fait faire tes compliments par M. Eynard, à qui j'ai fait visite. Le général a fixé un jour pour ses réceptions, le mercredi, et je le verrai ainsi à sa première réunion. — Adieu, mon cher Saint-Cyr, tout à toi.

P. E.

1. Voir les lettres d'Arlès au duc d'Orléans et à M. de Boismilon, au XI[e] volume des *Notices historiques*, pages 134 et 135.

CCCXX^E LETTRE

A ARLÈS

Alger, 25 juillet 1841.

Vous terminez votre lettre du 17, cher ami, en me disant que vous croyez que j'ai raison de ne pas me presser de revenir; la phrase est assez drôle, car je ne connais pas un moyen de revenir, et vous auriez pu m'en dire autant en 1832 ou 33 quand j'étais à Sainte-Pélagie, dont je ne me pressais pas de sortir.

Saint-Cyr n'approuve pas la demande des lettres à B. M. et je ne sais pas, en effet, à quoi elle mène; tout cela me paraît pécher, parce qu'il y a eu *écriture* là où il ne devait y avoir que *parole*, et comme ni vous ni Saint-Cyr n'êtes à Paris et que le P. ne passe pas à Lyon, tout me semble devoir sommeiller ; ce qu'il y a de certain, c'est que si je ne me presse pas de revenir, on se presse aussi très-peu de vous répondre.

Est-ce que vous n'avez pas lu dans la *Presse*

les deux très-mauvais, mais très-curieux feuilletons des 13 et 14 juillet, *le Pouvoir du mari,* et plusieurs articles fourriéristes signés par *un inconnu*, où l'on réclame hautement l'essai gouvernemental d'un Phalanstère ? Cela vaut bien, dans son genre, les discours des évêques de l'*Univers religieux*. La *France*, l'*Univers religieux* et la *Presse* sont trois faces intéressantes du journalisme. Rodrigues a sonné un coup de trompette à ce qu'il paraît dans le vide ; cependant il *y a quelque chose à faire.*

Adieu, j'embrasse la brave femme et je la prie d'embrasser pour moi toute la petite famille.

Adieu, amis, cet *s* comprend Holstein et Coralie. — A revoir Dieu sait quand !

P. E.

CCCXXI[e] LETTRE

—

A ARLÈS

2 août 1841.

J'ai, cher ami, votre lettre du 25.

Vous me reparlez encore de donner mes lettres à lire, et je vous réponds encore une fois que je ne sens pas cela. Il y a même là quelque chose qui m'égratigne. Votre persistance est certes de nature à m'y faire réfléchir, et plus j'y réfléchis, plus je trouve que ceci dépasse certaines limites et néglige toutes formes.

Thérèse me dit qu'elle vous a écrit sa répugnance à vous voir écrire à B. M. Je crois qu'elle a raison, et vous l'avez senti aussi puisque vous n'avez pas écrit.

J'ai eu une longue conversation avec le général à son bal du 30, où j'ai pu lui parler un peu de l'Est. Je crois toujours que ce gouverneur-ci ne fera encore rien; c'est dommage, il y a une étoffe vigoureuse.

J'aurais eu encore une bonne lettre à vous

écrire sur cette conversation, mais je ne m'y sens pas goût. *Cui bono?*

Les *Débats* me semblent jouer un rôle un peu louche; est-ce qu'ils seraient près de redire : *Malheureuse France! malheureux Roi!*

La *Presse* est seule à la brèche, mais la brèche est bien large.

Il est possible qu'on n'obtienne rien des nègres que par la peur.

J'ai une lettre de Lambert du 4 juillet. Le voyage de Bruneau paraissait renvoyé à 1842 — ils se portent bien.

Adieu donc,

A vous,

P. E.

Je vois que le duc d'Orléans à visité l'établissement de Depouilly.

CCCXXII[e] LETTRE

AU GÉNÉRAL SAINT-CYR NUGUES

Alger, 8 août 1841.

Mon cher Saint-Cyr, je n'ai pas répondu à ta lettre du 22 juillet, parce que j'avais été un peu souffrant; j'ai guéri depuis mon indisposition habituelle; je suis bien maintenant; j'ai complété ma guérison par la diète au moyen d'une petite purgation qui m'a fort bien réussi, et je crois que me voici pour quelque temps à l'abri de mon malaise intestinal.

Ces dames me disent que tu as bien voulu envoyer copie de ma lettre au bureau des affaires d'Afrique, je t'en remercie, et j'en suis enchanté, même en regardant comme probable l'envoi que j'annonçais à ces dames en avoir été fait par le colonel lui-même le courrier dernier.

Le général est parti hier pour Mostaganem; on ignore le motif et l'on fait courir le bruit d'un abandon d'Abd-el-Kader par les principaux chefs de tribus. — Nous avions ici la flotte de

l'amiral Hugon (12 vaisseaux) depuis plusieurs jours; elle est également partie hier, on ignore dans quelle direction. — Un vaisseau anglais croise devant la rade, en espion.

J'ai reçu hier, chez moi, mon vieil ami M. Marion, président du tribunal de Bône, qui compte passer ici avec moi un congé qu'il a obtenu; j'en profiterai pour terminer avec lui un long travail que nous avons commencé sur la constitution de la propriété dans les tribus arabes et en général sur la manière dont la propriété est et devrait être constituée en Algérie.

Je pense qu'Arlès ne réclamera pas mes lettres, comme il en avait eu d'abord l'intention, et que ce serait en effet une espèce de *rupture* pour le moins inconvenante. Sa démarche m'a déjà mis dans une position fort pénible, qui, je l'espère bien, n'aura pas de suites fâcheuses pour l'avenir, mais qui, dans le présent, me laisse incertain plus que jamais sur la forme à donner à mes travaux sur ce pays.

Ces dames t'auront dit que j'avais eu une assez longue conversation avec le général Bugeaud, le jour de son bal, et j'aurais certainement profité avec plus d'ardeur de son bon accueil, si le silence de Paris ne m'avait pas ôté

un peu de mon entrain, de ma confiance, et je dirais presque, de mon courage. J'ai si bien la conviction qu'il ne me convient pas de provoquer et pourchasser l'attention et l'estime des hommes, et que la réserve m'est commandée surtout à l'égard des personnes qui ont *pouvoir*, que je ne peux sortir de cette réserve obligée qu'à condition d'y être pour ainsi dire engagé, encouragé, ou du moins de me sentir appuyé par un *pouvoir* tout à fait supérieur.

Je pense comme toi que maintenant je n'ai plus qu'à attendre la fin régulière de la commission, en occupant le mieux que je pourrai le temps qui nous en sépare et qui est peut-être fort court. J'espère que M. Vallet pourra te dire quelque chose à ce sujet, car il me serait agréable et fort utile de savoir un peu à l'avance l'époque qui sera fixée pour la rentrée, et les intentions de M. Laurence pour cette rentrée. — Nous appellera-t-il à Paris pour convenir avec lui de la rédaction des travaux? ou bien continuera-t-on avec nous ce mode vicieux d'absence complète de direction et d'ensemble?

La politique européenne me paraît bien intéressante en ce moment, malgré une apparence de sommeil que je crois fort trompeuse. L'An-

gleterre va remuer de bien immenses questions sociales et toucher à des intérêts très-vivaces. L'Espagne en est à une dictature qui sera aussi révolutionnaire pour sa constitution intérieure que celle de Napoléon l'a été pour l'Europe entière. L'Allemagne se prépare à un rôle superbe, entre la Russie et l'Orient d'une part, et l'Angleterre et l'Occident de l'autre ; serons-nous assez sages et assez forts pour faire cause commune et intime avec elle? Quelle admirable position que celle de l'ambassadeur de France à Vienne!

Adieu, mon cher Saint-Cyr, je ne projette en ce moment aucun voyage ; je ne serais allé à Bone que si le général y était allé; et encore, et je ne songe pas du tout à Oran, où je n'irai que pour dire mon adieu définitif à l'Algérie. Je t'embrasse de tout mon cœur.

P. E.

CCCXXIII^E LETTRE

A ARLÈS

Alger, 28 août 1841.

Ne vous ayant pas écrit le courrier dernier, je profite d'un courrier extraordinaire partant pour Marseille, où il va chercher madame Bugeaud, pour vous dire deux mots en réponse à votre lettre du 21.

Si vous écrivez à B. M. je désire que vous examiniez auparavant très-sérieusement si votre longue hésitation à écrire ne signifie pas qu'il n'y a rien à *écrire*, et que ces choses ne peuvent que se *dire*. C'est mon opinion ; et comme vous n'avez pas pu et ne pouvez pas actuellement aller à Paris, le mieux, selon moi, est de se taire, quoique ce mieux soit fort embêtant. Vous paraissez d'ailleurs tellement jeter le manche après la cognée, que vous n'êtes pas en situation d'esprit et de cœur convenable. — L'insuccès de votre démarche vous peine pour moi plus que de raison, et vous fait quitter trop

vite l'espoir dans la ligne suivie, ligne qui n'est pas encore parcourue jusqu'au bout. Votre séparation de la Chambre du commerce, dans l'occasion dont vous me parlez, me prouve que vous *en voulez* de ce qu'on ne vous a pas répondu, tandis que vous devriez simplement vouloir, et vouloir par tous les moyens possibles, qu'on vous réponde et qu'on vous réponde convenablement; les épines de la route vous ont fait perdre de vue le but, et vous l'ont même tout à fait repoussé du cœur ; et tout cela, je le sais et le sens bien, parce que vous m'aimez et ressentez en vous plus vivement même que moi, l'ennui de cette fausse position. Quand il vous arrivera de croire à la République ou à Henri V, à la bonne heure, mais jusque-là marchez sans arrêt, sans écart, sans recul et malgré les ronces dans la même route. Si les personnes dont vous me parlez vous embêtent, je ne sais pas trop où sont celles qui ne vous embêteraient pas aujourd'hui, y compris l'estimable directeur des pénitenciers de Marseille, que j'ai beaucoup moins envie de voir et de connaître que ce monsieur qui ne vous répond pas.

Vous avez été désarçonné par votre affection pour moi, et je voudrais vous remettre en selle et

d'aplomb, prêt à recevoir encore vingt coups de lance sans broncher.

Maintenant vous avez l'air de bouder et vous boudez réellement; moi j'ai l'air de bouder et je ne boude pas[1]: il faut ou que vous cessiez de bouder ou que je boude moi-même pour que nous marchions d'accord; eh bien, je ne bouderai pas, arrangez-vous donc pour faire de même.

Je partirai décidément pour Oran du 6 au 7 septembre. Marion me quittera mardi 31.

Nous voici au 28 août. Il y a juste neuf ans que j'ai été condamné. Je voudrais bien que cette année-ci fût celle de la réhabilitation; dix ans de travaux forcés, c'est bien honnête.

Il me tarde bien de voir le général Lamoricière; la partie qu'il joue contre le général Bu-

1. Enfantin se sentait trop haut placé dans le monde des intelligences pour en vouloir à ceux qui ne le comprenaient pas aussi bien qu'il l'avait espéré. Il est certain que le silence du secrétaire de l'altesse royale, après des témoignages réitérés de satisfaction, commença à faire craindre au philosophe que le prince, en qui il avait placé le salut de la France, ne fût pas plus, pour emprunter ses propres expressions, de la *taille des grands entraînés* que de celle des *grands entraîneurs*, et il put, dès lors, se répéter à lui-même ce mot que nous avons déjà lu dans une de ses lettres: *Encore une dynastie noyée!*

geaud avance, et je désire comprendre comment il la gâgnera.

Adieu, cher ami, du calme, au nom de Dieu, du calme; je crois qu'avec du calme vous auriez fait il y a déjà deux mois un voyage de trois ou quatre jours de malle-poste sur la route de Paris.

A vous.

P. E.

CCCXXIVᴱ LETTRE

AU GÉNÉRAL SAINT-CYR NUGUES

Alger, 30 août 1841.

Mon cher Saint-Cyr, il y a assez longtemps que je ne t'ai écrit et je ne veux pas partir d'Alger pour Oran sans le faire. Tu pensais que je ferais bien de rester à Alger ou de retourner, selon l'occasion, dans l'Est, mais j'ai reçu l'ordre d'aller à Oran et d'y rester même trois à quatre mois, et d'ailleurs j'ai fini par com-

prendre que je ne pouvais décidément pas rentrer en France sans connaître ce côté de nos possessions, malgré le raisonnement assez plausible que je me. faisais à moi-même pour m'en dispenser. Et enfin le mouvement sera certainement bon pour ma santé et me distraira. J'y mettrai la prudence que tu me recommandes et que commande ma position de *savant*.

Je suis, comme tu dois le penser, toujours fort désappointé du résultat de la démarche d'Arlès, surtout parce que mon silence peut, je crois te l'avoir déjà dit, faire penser que je boude, et je te demande ton avis sur le moyen d'empêcher cette fausse opinion de naître dans l'esprit du Prince, à qui je ne puis plus écrire par Arlès. Je ne crois même pas devoir lui écrire par toi, ni directement, parce que ce serait renouer, sans une autorisation nouvelle, devenue indispensable, une correspondance que le silence envers Arlès me fait un devoir de suspendre jusqu'à nouvel ordre.

Le général Bugeaud vient de nommer ici une commission chargée d'examiner la question de la *Constitution de la propriété en Algérie*, question fort grave dont je me suis spécialement occupé. Ma position m'oblige tellement à ne pas

me mettre en avant que je n'ai pas pu songer à demander au général de m'adjoindre à cette commission, et pourtant j'aurais été très-flatté d'être désigné pour en faire partie. Ce n'est pas la première fois que je regrette d'être dans l'obligation de ne pas oser, et d'attendre toujours qu'on me déniche, parce qu'il est possible aussi qu'une extrême réserve en ce sens me soit préjudiciable. Il m'est déjà revenu que plusieurs personnes, dont l'opinion ne me serait pas tout à fait indifférente, disent : Que fait donc M. Enfantin? Est-ce qu'il a vidé son sac? Est-il au bout de son rouleau? Ma tentative de lettre à Blanqui avait pour but d'éviter cet inconvénient, parce qu'elle m'ouvrait une voie que j'aurais pu suivre de temps à autre, et qui concordait parfaitement avec mes lettres destinées au Prince. J'ai rêvé depuis que je pourrais être spécialement appelé à Paris ou du moins qu'il pourrait m'être spécialement demandé des travaux sur divers points de la question coloniale, et, non-seulement cela n'a pas réussi, mais M. Laurence a demandé à d'autres qu'à moi des travaux sur la province de Constantine; enfin je fais avec Marion un ouvrage sur la constitution de la propriété, sans savoir sous quelle forme

je le publierai ou à qui je l'adresserai, et voilà qu'une Commission est nommée sous mon nez pour examiner cette question et faire un rapport.

Je rêve donc plus que jamais au moyen que je devrai employer, quand la Commission sera finie pour moi et que je rentrerai en France, pour justifier mon titre et un séjour de deux ans rétribué à 6,000 francs par an, et malgré mes réflexions je reste dans le même embarras, qui ne sera peut-être levé que lorsque j'aurai vu M. Laurence, et peut-être le Prince, si son silence actuel ne signifie pas que cette porte m'est définitivement fermée.

Un de mes collègues, que je t'ai quelquefois nommé, M. Carette, beaucoup plus libre que moi de ses démarches, et plus heureux aussi que moi sans doute dans les bureaux, a trouvé le moyen d'adresser déjà des travaux à l'Académie, et je sais que dans ce moment il s'occupe même d'un mémoire qu'il veut *publier* sur l'organisation de la province de Constantine, quoique ceci soit tout à fait en dehors de sa spécialité dans la Commission (géographie et histoire) et j'ajoute même que ses idées, sous ce rapport, sont une partie de celles que j'ai écrites dans mes lettres communiquées au Prince. Je ne suis nullement

blessé ou jaloux de ce travail, mais je n'en trouve pas moins assez déplaisant qu'il puisse le faire et que je ne doive pas oser me le permettre.

Un autre collègue, M. Babruger, chargé d'archéologie, publie également, en dehors de sa mission comme membre de la Commission, un ouvrage nommé, je crois, *l'Algérie pittoresque*. M. Pélissier, autre collègue, prépare son quatrième volume des *Annales algériennes* et a envoyé à M. Laurence des mémoires qui figureront, dit-on, dans le volume du ministère qui sera distribué cette année aux Chambres. Enfin plusieurs de nos collègues naturalistes ont déjà envoyé aux académies, des notices. Je conçois donc assez que plusieurs personnes disent: M. Enfantin ne fait donc rien ? Certes ce n'est pas l'envie qui m'a manqué, et j'ajoute que ce ne sont pas non plus les sujets, les matériaux; c'est la forme à leur donner et la destination qu'ils doivent avoir; c'est surtout parce que j'ai attendu, peut-être à tort et d'une façon exagérée, qu'on me demandât, qu'on m'ordonnât, et que je n'ai pas été assez provocateur, absorbé; il est vrai, comme je l'étais, par la voie que le Prince m'autorisait à prendre, et négligeant un peu

trop M. Laurence et le public, qui décidément ne me demandent et ne me demanderont rien, et que je suis forcé moi-même à accepter ce que j'aurais tiré de mon sac.

Je te remercie d'avoir fait parvenir à M. Laurence ma lettre au colonel; j'y ai mis une phrase à laquelle on ne répondra pas selon toute apparence, et où je demandais à être encouragé; il faudra donc que je me décide à puiser mon courage en moi, et à faire œuvre selon ma fantaisie, mais c'est difficile, et j'aurais bien besoin d'en causer longuement avec toi à Curson, avant de prendre une résolution sur les sujets à traiter, sur la forme à donner à mon travail, sur la destination que je dois lui donner. Encore quatre mois d'exil africain, et puis à Curson.

J'ai appris, avec bien de la peine, la perte que tu as faite dans M. Forget.

M. Eynard m'a chargé de ses compliments pour toi, il est parti pour aller chercher Madame Bugeaud à Marseille; le général travaille à un grand ouvrage sur l'Algérie.

Je t'embrasse et vous embrasse tous cinq de tout mon cœur.

P. E.

CCCXXVe LETTRE

A ARLÈS

Alger, 16 août 1841.

C'est presque pour l'acquit de ma conscience que je vous fais payer aujourd'hui 80 centimes de port de lettre.

J'ai la vôtre du 8 août, également consciencieuse.

Le général Bugeaud est de retour ; il a fait aussi un voyage consciencieux. On *espère* la soumission d'*une* tribu, et en attendant on nourrit et on défend la moitié de cette tribu. Le colonel m'a donné l'ordre de partir sous quinzaine pour Oran, où il m'a dit que j'aurai besoin de trois à quatre mois pour y faire mes observations. Vous voyez que le retour en octobre est sans fondement et qu'il faut avaler 1841 tout du long. Je partirai donc vers le 1er septembre et j'irai enfin faire connaissance avec le général Lamoricière.

Le colonel m'appelle toujours, dans ses lettres, mon cher *confrère*.

Je lis Lamennais et Buchez, j'ai commencé E. Buret (*Misère des classes laborieuses en France et en Angleterre*), et je vois, par un compte rendu de cet ouvrage, que je dois y trouver, au 2e volume, que je n'ai pas encore un projet très-semblable à ma lettre sur la convocation des états généraux de l'industrie.

Où en sont mes copies de lettres, chez Holstein ?

Pourriez-vous m'envoyer copie de la portion de ma lettre du 24 mai, relative à ma personne? Je ne l'ai pas, et elle est l'occasion d'une assez forte crise pour que je la possède. Voici donc bientôt trois mois que ma plume se rouille.

Les journaux sont bien assommants.

L'affaire de Toulouse est pourtant quelque chose ; la conduite des *Débats* sur cette question le prouve : ils ont hésité, balbutié, girouetté ; ils cherchent de quel côté le vent souffle, tandis que la *Presse* dit de quel côté il *devrait* souffler ; celle-ci cherche le *droit*, les autres flairent joliment le *fait*. Si j'étais gouvernement, un demi-

tour des *Débats* me ferait plus marcher que tous les cris d'en avant de la *Presse*.

A vous.

P. E.

CCCXXVIe LETTRE

—

A ARLÈS

Alger, 14 septembre 1841.

Je pars demain, cher ami, sur le *Phare*, bateau du général, et avec lui. Je vais à Mostaganem, d'où, probablement, j'irai visiter Mascara avec l'expédition qui ravitaillera cette ville. J'ai votre lettre du 4. Je vois avec peine que malgré mes très-pressantes sollicitations, à vous deux, avec Holstein, vous avez raté mes copies, et que toutes mes lettres de 1841 sont je ne sais où; j'en suis considérablement vexé, parce qu'il y en a beaucoup dont je n'ai pas moi-même gardé copie, et que d'ailleurs je comptais trouver, en rentrant en France, un travail tout

fait, la classification des trois natures de lettres[1] (*Algérie, Orient, Politique générale*) qui m'auraient certainement évité beaucoup de travail; et comme je suis d'ailleurs très-fort d'avis que vous auriez tort de *réclamer* ma correspondance, du moins de la réclamer par lettre, je vois que je n'aurai ces lettres que lorsque j'irai les chercher moi-même.

Vous m'annoncez que vous m'envoyez un mot de Michel: il n'était pas dans votre lettre.

Le général Lamoricière est déjà à Mostaganem.

On continue à faire des bêtises dans la province de Constantine.

Il y a eu ici quelques mesures importantes de prises.

Je ne sais si je vous ai dit que Jourdan surveillait, en ce moment, l'impression d'une lettre de Marion, à moi adressée, sur la constitution de la propriété en Algérie.

Adieu, je travaille fort depuis quelque temps.

J'apprendrai avec un vif intérêt le résulat de

1. Enfantin, à sa rentrée en France, retrouva ces lettres et en publia quelques-unes après la Révolution de 1848. Elles sont comprises en entier dans la publication actuelle.

votre visite à Curson. Il paraît que Macker a reçu royalement le duc d'Aumale.

J'embrasse femme et enfants; la main pour moi à Holstein et Coralie. A vous, vieux.

P. E.

CCCXXVII[e] LETTRE

A ARLÈS

Oran, 11 octobre 1841.

Mon cher Arlès, j'ai votre lettre du 24; vous m'y annoncez que Dufour est sur le chemin de Pétersbourg à Moscou.

Le *Siècle* a dit que Michel avait prononcé un discours *électoral* endormant au chemin de fer d'Alsace, et Michel vous dit pourtant qu'il ne demande *rien;* ceci ne peut se concilier qu'autant que la députation ne serait *rien;* c'est possible. Quant à moi, je trouve que la Chambre des députés est plutôt zéro que le camp de Compiègne; j'aimerais mieux m'appuyer sur des

baïonnettes que sur de creuses paroles et je compterais plus, même aujourd'hui, sur l'honneur des militaires que sur celui des avocats, et même sur les lumières du soldat que sur celles du garde national. Ce n'est ni dans la presse, ni dans le jury, ni dans la garde-nationale, ni dans les Chambres que sont la force et la raison, puisque, c'est tout cela qui tombe et meurt en ce moment.

J'ai voyagé avec les deux Cavaignac : le colonel et le républicain, ce qui ne m'a pas rendu plus républicain qu'à l'ordinaire; mais j'ai eu plaisir à connaître ces deux frères, dont la tendresse réciproque est touchante, et qui sont tous deux fort bons à connaître, il y a du cœur. Je suis, comme à Constantine, dans l'ancien palais des Beys, appartement des *femmes*, occupé par le conseil de guerre et l'artillerie. Les Espagnols ont fait ici du grandiose ; nous y faisons du petit, du mesquin, du provisoire; leurs forts sont bâtis comme les pyramides, nos casernes sont de grandes baraques de bois qui ressemblent à de longs cercueils, et où, en effet, nos soldats meurent et s'enterrent. Oran est très-pittoresque, entourée de rochers nus, brûlés et d'un sable blanc qui grille les paupières, dominée par des

forts bâtis en l'air comme des nids d'aigle ; la ville est traversée par des ravins remplis de jardins d'une végétation admirable, qui coupent des quartiers en amphithéâtre, de sorte que de mille points on domine ce spectacle toujours un et toujours varié. La mer, toujours assez douce dans ce grand golfe, n'a pourtant établi son port qu'à une heure d'Oran, mais d'une façon splendide. Mers-el-Kebir est un superbe mouillage, et la route que nous avons faite pour le joindre à Oran est au moins une assez belle chose.

Je quitterai quand l'expédition reviendra. Les eaux d'Oran sont, dit-on, comme celles de la Seine; j'en éprouve déjà l'influence, et mon ventre est trop respectable pour que je me permette de plaisanter avec lui.

Adieu, ami; je suis malingre et triste.

P. E.

CCCXXVIIIe LETTRE

A ARLÈS

Mers-el-Kébir, 20 octobre 1841.

Mon cher Arlès, je m'embarque dimanche pour Port-Vendres, sur le bateau-hôpital *le Cerbère*. Enfin!

J'espère que la mer et le contentement de quitter l'Algérie et de rentrer en France, me guériront vite; je suis pourtant assez pris.

J'ai votre lettre contenant celle de Charles.

Adieu donc et à revoir.

P. E.

CCCXXIXᴱ LETTRE

A ARLÈS

Curson, 14 décembre 1841.

Cher ami, après vous avoir écrit beaucoup de lettres pathétiques étant bien portant, je viens vous parler beaucoup homœopathie étant malade; c'est naturel et c'est même ainsi que je peux m'expliquer mon long silence avec vous sur un sujet qui vous touche si fort et qui est d'ailleurs d'une importance fort générale, puisqu'il est, par rapport à Esculape, à Hippocrate et à toute la Faculté qui descend de ces grands génies, ce que notre politique est à celle du passé. C'est surtout de ce point de vue que je vous engage à traiter l'allopathie, comme nous avons traité et traitons même encore le christianisme, et ceci est d'autant plus juste que l'allopathie est un reflet très-net de la doctrine de la mortification de la chair et de la théorie de sa souffrance terrestre. Ne trouvez donc pas étonnant que je me livre même (outre le conseil *expérimental et pra-*

tique que je vous donne) à des *raisonnements* et *discussions* théoriques, quand bien même mes longues lettres vous paraîtraient peu concluantes pour votre conviction *personnelle*. Il s'agit, en effet, de découvrir le meilleur moyen de réaliser, pour le bien-être de *l'humanité,* une doctrine et une pratique médicales que vous croyez, pour les malades, aussi juste et aussi puissante que notre foi politique pour les bien portants. Vous croyez que les efforts individuels de quelques apôtres dévoués de l'homœopathie et leurs miracles dans le petit cercle de leurs connaissances sont suffisants pour atteindre ce résultat; je ne le pense pas; je crois qu'il vous faut aussi faire l'apostolat *princier*, que le moment en est venu et que vous devez chercher à convertir irrésistiblement les princes et rois de la vieille médecine. Si vous aviez cette pensée, comme je l'ai et comme vous l'avez en politique, vous feriez ce que je fais moi-même en examinant les germes de politique nouvelle qui fermentent dans la société et qui sont, pour la plupart, enfouis dans un fumier révolutionnaire. La *haine* de l'allopathie et j'ajoute l'*ignorance* des sciences médicales telles qu'elles sont encore au XIXe siècle, est, soyez-en sûr, ce qui domine

dans la *généralité* des hommes qui se sont voués à l'homœopathie, comme la haine du christianisme et l'ignorance de la science sociale chrétienne ont dominé et dominent encore la *masse* des hommes qui ont le plus vite reçu le germe de l'avenir. Vous savez que dans son temps de prosélytisme individuel, le saint-simonisme n'a pu convertir ni un vrai catholique ni un vrai légitimiste, et je dirai même que l'homœopathie n'a pas encore converti un vrai médecin de la vieille roche. Vous savez aussi que je n'ai jamais pu détruire entièrement les racines révolutionnaires qui enveloppaient le cœur de Bazard, de Dugied, de Leroux, de Reynaud et de tant d'autres, ni le judaïsme de Rodrigues, tenace comme tout ce qui caractérise les races opprimées. Aujourd'hui les républicains, communistes, etc., ont pris une partie des *prédications* de Laurent et de Reynaud et ne se doutaient pas de celles de Barrault et de Transon; et si Michel est aux *Débats*, c'est précisément parce que, à l'École polytechnique, il allait encore à confesse et communiait; et si vous-même vous n'êtes pas dans la république ou à peu près, je crois vraiment que c'est en très-grande partie parce que vous m'aimez bien. Vous êtes homme d'ordre, sans contredit, mais vous

avez aussi le cœur et l'esprit passablement révolutionnaires ; vous ne craignez pas le jeu du roi détrôné, et dès que vous voyez ce qui vous semble devoir être mieux que ce qui est, vous voudriez assez chaudement que ce mieux fût et que ce moins bien ne fût plus. Voilà du moins ce que vous êtes à l'égard de l'allopathie ; vous êtes sinon révolutionnaire, au moins *protestant*. Il faut que vous soyez mieux que cela.

L'allopathie est sur le trône, un trône vermoulu tant que vous voudrez, mais pas plus vermoulu que celui de Louis-Philippe et des autres rois de la terre ; elle est aussi solide que le pape, et je vous assure que c'est beaucoup dire.

Nous ne pouvons pas faire que la société soit prête aujourd'hui pour s'organiser saint-simoniennement ; aussi personne de nous ne fait-il plus un saint-simonisme typique d'apostolat, mais nous cherchons les moyens de faire marcher, avec le moins de désordre possible, la société vers cette organisation, et pour cela nous voudrions imposer à quelques agents puissants de cette marche, non pas l'amour du but complet que nous désirons, ce serait trop beau, mais au moins l'envie de quelques-unes des

mesures qui nous paraissent le plus capables de conduire le peuple vers ce but.

Adieu; je vous embrasse.

P. E.

CCCXXX[E] LETTRE

A ARLÈS

Curson, 16 février 1842.

Mon cher ami, la tapisserie et la santé vont de mieux en mieux; j'ai fait enfin hier ma première course à Romans. Je serai donc bientôt en mesure de visiter convenablement vos terres, votre vignoble en herbe, votre bois de haute futaie (car, si je ne me trompe, vous avez deux arbres) et vos belles eaux. Pourvu que vous n'y fassiez pas bâtir un château en *fontaine de belle eau*, je crois que votre grande résolution est bonne et qu'elle a un sens qui répond à votre âge, à votre position et surtout à votre besoin de calmer votre goût pour le jeu du roi détrôné.

Ainsi dans votre dernier voyage à Paris, je crois que vous vous êtes laissé dominer par le mal de cœur, et que vous avez, en conséquence, tantôt réagi trop fort contre les nausées, et tantôt fui comme un peureux les occasions où vous supposiez qu'il y aurait nausées. Cela vous a contraint à faire, d'une part, des boutades d'opposition et, de l'autre, du silence ou à peu près. Pourtant, non-seulement, comme vous le dites, en fermant les yeux on est étourdi de la marche du monde, mais en les ouvrant on aperçoit les petits fils qui le font mouvoir, et qui, quelque petits qu'ils soient relativement à d'autres époques de *fil de fer*, sont très-déliés et fort nombreux ; il y en a même quelques-uns de soie, quoique la plus grande quantité soient en coton. En deux mots, vous n'êtes pas arrivé *calme* à Paris et vous en êtes reparti plus agacé encore. Plantez donc vite, voilà le moment, plantez à force et outre mesure, on est toujours à temps d'arracher ; mais je vous demande de ne rien arrêter pour la bâtisse avant que nous ayons visité ensemble votre acquisition. J'attends toujours les deux mémoires de Charles et serai bien aise de les lire.

Les nouvelles d'Angleterre sont fort intéres-

santes, et quoiqu'il s'agisse bientôt d'un détrônement, celui de la noblesse propriétaire, j'espère qu'il s'opérera pacifiquement. Vous avez vu par Peel quel abus on peut faire des chiffres des statisticiens politiques ; ceux de Bowring ont servi à appuyer plusieurs grosses absurdités. De ce que la *moyenne* de consommation en Angleterre est plus élevée qu'en France, peut-on en conclure que la classe pauvre de France est plus misérable que la classe pauvre d'Angleterre ? Évidemment non. — La consommation *moyenne* n'indique pas plus la consommation du *pauvre* qu'elle n'indique celle de *Rothschild* ou celle de Peel lui-même. Le paupérisme est un fait anglais comme la richesse excessive des lords et des évêques est un fait anglais, et ce sont ces deux faits qui sont la cause de tout le mouvement social qui s'opère en Angleterre depuis notre grande révolution française ; la loi des céréales est la grande occasion où ces deux faits se trouvent le mieux en présence, mais ils y sont toujours, même dans des circonstances où ils n'apparaissent pas si évidemment, et l'avantage de la discussion actuelle, c'est qu'elle substitue à une vieille classification politique qui n'a plus de sens, celle des *wighs* et des *torys*, une chose plus

claire et plus nette : les *pauvres* et les *riches*. Or, c'est là tout le problème social, et le christianisme le savait bien, mais sa solution a fait son temps. Toutes les institutions sociales doivent avoir pour but l'amélioration ; vous savez le reste. Je compte aller visiter Macker demain.

Quoi que vous disiez de votre salon-serre chaude, je crois qu'il fait encore trop froid pour prendre mon vol sur le Rhône, où la bise souffle fort ; au reste, je ne suis pas encore tout à fait assez sûr de moi.

La mort du pauvre Fabreguette est bien triste et a dû faire une vive peine à Holstein. C'était un bon garçon.

Combes n'est pas encore arrivé; j'attends avec impatience les lettres qu'il m'apporte de Lambert.

Je n'ai pas reçu les *Débats* du vendredi 11, où était le discours de M. Jars. Joignez-le aux deux mémoires de Charles, s'ils ne sont pas déjà partis.

Le discours de Lamartine est fort beau comme parole, mais à côté de la question, ou du moins, il dit bien à la Chambre qu'elle est une je ne sais quoi, mais il ne lui dit pas ce qu'il faudrait faire pour qu'elle fût quelque chose de propre; en effet,

il n'y a rien à dire, une Chambre sera toujours une Chambre.

Je n'ai pas encore remis la main au travail de plume, et je ne me suis plus autant pressé. Vous avez vu que Laurence avait été détrôné ; j'ignore encore qui lui succède et ce qui en adviendra pour la Commission scientifique.

Les nouvelles d'Algérie toujours aussi mauvaises, quant à la politique qu'on paraît vouloir suivre dans l'Ouest, et nulles quant à Constantine.

Marion m'a enfin écrit et m'annonce qu'il va m'envoyer sa *lettre* par prochain courrier ; je l'attends et vous l'enverrai de suite. Il compte aussi sur un congé pour le printemps ; vous aurez plaisir à faire sa connaissance.

Adieu à vous, amitiés à tous.

F. P.

Ces dames me chargent de choses affectueuses pour vous et Madame Arlès ; elles regrettent votre acquisition, parce qu'elles prétendent que cela diminue les chances de voir à Curson votre famille, qui est fort aimée.

CCCXXXI^E LETTRE

A ARLÈS

Curson, 29 mars 1842.

Mon cher ami, quoique ce soit un travail assez fameux pour un malade tel que moi, j'ai consacré mon lundi de Pâques, qui est, vous le savez, un grand anniversaire pour moi (entrée à Ménilmontant le jour de l'enterrement de ma mère, en 1832, il y a dix ans ! et acquittement en cour d'assises, en 1833) à copier ma lettre écrite au roi, il y a juste *cinq ans*.

Dans l'impossibilité où je suis de continuer et achever mon travail sur l'Algérie, que j'avais tant de hâte de présenter au prince, il m'a semblé que cette vieillerie, oubliée depuis cinq ans, avait encore toute sa nouveauté ; et puisque M. Fain nous a fait dire, à l'époque où il l'a présentée lui-même, que le roi ne l'avait pas lue et s'était borné à se montrer satisfait de ce que cette lettre était, d'après ce que lui disait M. Fain, un témoignage de reconnaissance, j'ai pensé que

vous trouveriez peut-être, comme moi, qu'elle était bonne à mettre aujourd'hui, après cette espèce de proscription de cinq ans, sous les yeux de M. le duc d'Orléans. Voyez vous-même et faites comme vous croirez convenable.

Je désirerais aussi que vous remissiez à M. Boismilon une autre vieillerie, ma lettre sur l'Allemagne. Pour celle-ci, il jugera lui-même s'il la croit digne d'être remise au prince.

Voici donc dix ans d'accomplis depuis que le monde m'a repoussé et que je me suis éloigné de lui, et cinq depuis ma première tentative pour me rapprocher de lui. J'espérais que cette année mon travail d'Algérie me rendrait mon droit de bourgeoisie; la maladie ne me permet plus d'y compter pour cette année, et vraiment, à voir combien mes rêves d'il y a cinq et sept ans sont encore des *nouveautés,* je crois que la maladie n'est venue que pour m'empêcher de dire sur l'Algérie des choses qu'on aurait trouvées beaucoup trop nouvelles. Peut-être quand j'aurai été un peu plus fatigué et vieilli par la maladie, aurai-je des idées moins neuves, ou bien peut-être mes idées le paraîtront-elles moins ; j'aime mieux espérer cette seconde forme de rapprochement avec les idées du monde qui vieillit lui-même et

doit se fatiguer furieusement de sa longue maladie, qui ressemble bien à la mienne; car *dyssenterie chronique*, si je ne me trompe, vient de *sang*, *intestins* et *temps*, et il y a longtemps que nos luttes intestines sont dégoûtantes et sanglantes.

Adieu, cher ami; tout à vous.

P. E.

Je vous avais bien dit que Cousin serait bientôt entraîné à faire un nouveau catéchisme et à célébrer une messe nouvelle servie par Jouffroy et Damiron; voici Monseigneur de Chartres (non pas duc, mais évêque de Chartres) qui lui met l'épée sous les reins, et quoique les *Débats* pensent que lorsqu'on reconnaît l'*immortalité de l'âme* et l'*existence de Dieu-Raison* (ce que reconnaissait parfaitement l'excellent M. de Robespierre), le catholicisme n'a plus rien à dire et ne saurait se plaindre, je me réjouis de voir un prêtre qui ait assez de courage pour forcer la philosophie à prouver leur prétendue orthodoxie. Ces discussions-là valent mille fois plus que celles sur la réforme autocratique, et je sais gré aux *Débats* de ne pas les étouffer; la lutte contre la

vieille foi catholique et l'éclectisme est prête, les choses finissent comme elles commencent, la vieillesse et l'enfance se ressemblent, nos *conciles* parlementaires ressemblent parfaitement aux *parlements* d'Alexandrie ; les néoplatoniciens de nos jours, comme ceux d'alors, sont entre deux selles, entre la foi qui meurt et qui ressuscite, entre l'esprit et la chair aspirant à une nouvelle loi d'unité, d'union, de religion ; mais il faut tout dire, le clergé actuel ressemble furieusement aussi aux *sépulcres blanchis* de l'Évangile ou au clergé politique et sans foi de Julien l'Apostat, qui croyait aussi la religion bonne *pour le peuple*, comme le pensent nos seigneurs les bourgeois qui voudraient que leurs cuisinières craignissent l'enfer.

P. E.

CCCXXXII^E LETTRE

—

A ARLÈS

Curson, 1er avril 1842.

Cher ami, gardez par-devers vous la copie de ma lettre au roi, quand bien même ce que je vais vous dire à ce sujet modifierait votre pensée.

En écoutant Saint-Cyr lui parler de moi, l'impression qu'en éprouve le prince se rend assez bien par cette phrase de lui, à peu près textuelle: *Je suis tout disposé à appuyer la demande que ferait M. Enfantin d'une sous-préfecture.* D'un autre côté, en recevant votre dernière communication, il y a bientôt un an, il ne vous a pas répondu, et depuis, rien n'est venu témoigner qu'il désirât vous entendre. Lequel vaut le mieux de sa phrase ou de son silence? Dieu le sait; quant à moi, je n'en sais rien du tout ; mais si vous aviez envoyé ma lettre au roi et que c'eût été l'occasion pour que le prince envoyât promener très-positivement vous et moi, je ne sais pas non plus si ce serait un mal ou un bien, mais

cela me semblerait au moins plus net que la *sous-préfecture* et le *silence*; on me traiterait comme un conseiller ennuyeux et présomptueux, mais enfin comme un *conseiller*, et je crois que j'aurais beau modifier mes formes et me faire aimable, je serai et dois être *conseilleur* tant que je ne suis pas *priseur*. Je fais la leçon, c'est évident, et je m'expose à me faire dire : « Docteur, vous m'embêtez » ; mais êtes-vous bien certain qu'on doive me dire autre chose? Lorsque, depuis cinq ans, on m'a dit : *commission scientifique* et depuis deux ans *sous-préfecture*, il y a chance pour qu'on me dise bientôt : *bibliothécaire de Bone ou d'Oran* ou *allumeur de réverbères à Paris*, et alors peut-être vaut-il mieux qu'on me dise franchement: *Vous m'ennuyez*, ce sera en parfaite harmonie avec ma position. Quand je vous ai dit souvent qu'il fallait épuiser jusqu'au bout la route princière, par vous et par Saint-Cyr, je n'ai pas du tout entendu affirmer qu'au bout de ces deux hameçons, Saint-Cyr et vous, je pêcherais un prince plutôt qu'un goujon; j'ai voulu dire seulement que je *devais* tâter s'il y avait dans la mare parlementaire un poisson royal égaré, ou s'il n'y avait que des asticots; et pour cela vous sentez bien que je ne

CCCXXXII^e LETTRE

A ARLÈS

Curson, 1er avril 1842.

Cher ami, gardez par-devers vous la copie de ma lettre au roi, quand bien même ce que je vais vous dire à ce sujet modifierait votre pensée.

En écoutant Saint-Cyr lui parler de moi, l'impression qu'en éprouve le prince se rend assez bien par cette phrase de lui, à peu près textuelle: *Je suis tout disposé à appuyer la demande que ferait M. Enfantin d'une sous-préfecture*. D'un autre côté, en recevant votre dernière communication, il y a bientôt un an, il ne vous a pas répondu, et depuis, rien n'est venu témoigner qu'il désirât vous entendre. Lequel vaut le mieux de sa phrase ou de son silence? Dieu le sait; quant à moi, je n'en sais rien du tout; mais si vous aviez envoyé ma lettre au roi et que c'eût été l'occasion pour que le prince envoyât promener très-positivement vous et moi, je ne sais pas non plus si ce serait un mal ou un bien, mais

cela me semblerait au moins plus net que la *sous-préfecture* et le *silence*; on me traiterait comme un conseiller ennuyeux et présomptueux, mais enfin comme un *conseiller*, et je crois que j'aurais beau modifier mes formes et me faire aimable, je serai et dois être *conseilleur* tant que je ne suis pas *priseur*. Je fais la leçon, c'est évident, et je m'expose à me faire dire : « Docteur, vous m'embêtez » ; mais êtes-vous bien certain qu'on doive me dire autre chose? Lorsque, depuis cinq ans, on m'a dit : *commission scientifique* et depuis deux ans *sous-préfecture*, il y a chance pour qu'on me dise bientôt : *bibliothécaire de Bone ou d'Oran* ou *allumeur de réverbères à Paris*, et alors peut-être vaut-il mieux qu'on me dise franchement: *Vous m'ennuyez*, ce sera en parfaite harmonie avec ma position. Quand je vous ai dit souvent qu'il fallait épuiser jusqu'au bout la route princière, par vous et par Saint-Cyr, je n'ai pas du tout entendu affirmer qu'au bout de ces deux hameçons, Saint-Cyr et vous, je pêcherais un prince plutôt qu'un goujon; j'ai voulu dire seulement que je *devais* tâter s'il y avait dans la mare parlementaire un poisson royal égaré, ou s'il n'y avait que des asticots; et pour cela vous sentez bien que je ne

dois pas me borner à pendre à mes hameçons seulement de ce que mangent les asticots, mais de la vigoureuse pâture de brochet. Rappelez-vous donc le second vers du fameux distique que je vous ai déjà cité : « Les femmes font les mœurs, les hommes font les lois... » Si nous n'avons que des Bourbons, il est évident qu'ils seront embourbés ; mais il faut voir s'ils ne sont que Bourbons et pour cela ne pas leur donner seulement la nourriture des Bourbons, qu'en style de cour on appelle miel, confitures, douceurs, flatteries, flagorneries, mais jamais conseil hardi et vérité[1].

En un mot, je suis docteur, et je tiens à ce qu'on me trouve tel envers et contre, mais aussi *pour* tous, et je vous recommande, quand vous irez à Paris et si vous y voyez le prince, de me présenter toujours comme tel, dussiez-vous, devant lui, blâmer, critiquer ma forme doctorale, parce que je ne vois aucune forme qui ne paraisse plus convenable à mon *passé,* à mon *présent* et *surtout* à mon *avenir.*

Toutefois, plus ma lettre est une leçon, plus

1. La déception d'Enfantin, au sujet du duc d'Orléans, renferme un avertissement qui a son utilité actuelle. (E.)

vous sentez que Boismilon ne saurait être intermédiaire utile. La seule chose qui m'ait paru à discuter dans ce projet d'envoi, c'est même *votre* intermédiaire, et il est possible, en effet, que j'aie manqué là à ma prétention au doctorat, puisqu'en définitive, j'ai pris conseil de vous. Aussi est-ce là-dessus que votre hésitation nous fera réfléchir vous et moi.

Je ne sais si vous aurez envoyé ma leçon à Rivet et ma leçon à Michel; quant à vous, recevez encore celle que je me permets de vous donner aujourd'hui, ainsi que l'accusation que je porte contre vous dans la lettre incluse pour Duveyrier, que je vous envoie ouverte pour que vous preniez connaissance de cette accusation et que vous l'adressiez à Charles avec votre défense ou vos excuses.

Je regrette beaucoup la perte de ma leçon à Hugo ; si vous pouviez la rattraper quand vous serez à Paris, cela me fera bien plaisir. Alors aussi vous pourrez remettre à Boismilon ma leçon à Heine ; vous voyez bien que tout cela c'est *leçons*.

Je vous réponds que si je parviens à faire mon travail sur l'Algérie, ce sera encore, d'un bout à l'autre, une *leçon*.

Pourquoi avez-vous voulu écrire au prince ? est-ce que par hasard vous auriez voulu aussi lui faire une leçon? Il n'y avait qu'une enveloppe avec ces mots : *De la part d'Arlès Dufour, à S. A. R. Monseigneur;* et dedans, ma copie et la lettre que je vous écrivais. Quant à Boismilon, vous lui adressiez le paquet au prince, *cacheté*, en lui disant qu'il contenait une lettre écrite par moi, au roi, il y a cinq ans ; et les deux brochures pour qu'il en remette une au prince s'il jugeait qu'elle pût l'intéresser. Il me semble que si les phrases ne sont pas venues, c'est qu'en effet vous n'en deviez pas faire du tout.

Je reçois avec grande joie la nouvelle que vous me donnez de votre venue pour le mariage de la fille de Macker ; nous avons besoin de nous voir ; nous ne nous entendons pas assez parfaitement depuis que les malheureuses pilules infinitésimales se sont placées entre vous et moi. Sous ce rapport, elles sont évidemment d'une grande puissance, mais je ne leur ai jamais refusé la puissance d'imagination, la puissance morale, en bien comme en mal, et toutes mes leçons sur ce sujet ont bien ce caractère de justice à leur égard. Vous m'appelez Maître, et Marion me donne aussi ce nom; c'est qu'en

effet, c'est bien celui qui m'est dû, comme je devrais avoir celui de Père de ceux qui m'entouraient à Ménilmontant. Il est possible que j'y substitue un jour celui de *sous-préfet* (je ne le crois pas trop), mais aujourd'hui, je vous le dis encore, je suis bien le *docteur,* le plus docteur et par conséquent le plus tourmentant qui existe au monde et le plus tourmenté.

La santé continue à aller un peu mieux depuis plusieurs jours ; la chaleur y a certainement beaucoup contribué ; aussi j'attends mai avec un grand espoir : Joli mois de mai, quand reviendras-tu ?

Adieu, cher ami. Tout à vous.

P. E.

CCCXXXIII[e] LETTRE

A ARLÈS

Curson, avril 1842.

Mon cher ami, voici ce que je répondrais,

à votre place, à la proposition de candidature :

« Messieurs, je suis très-sensible à l'honneur que vous me faites, en me demandant de me présenter comme candidat aux élections prochaines, et en m'offrant l'appui de vos suffrages ; ce témoignage de confiance me fait un devoir de vous dire franchement les motifs de mon éloignement à briguer la députation.

« J'ai la profonde conviction que l'époque actuelle est parfaitement analogue à celles qui ont séparé le Directoire du Consulat et de l'Empire, l'Empire de la Restauration et la Restauration du régime politique et social de 1830. Si j'avais eu, à la fin du Directoire, l'âge que j'ai aujourd'hui, je me serais probablement enrôlé, malgré mon âge, dans les armées de la République ; j'aurais fait les campagnes d'Italie et d'Égypte, mais je ne me serais pas engagé dans les débris de la *Montagne* ou de la *Gironde*. De même, si en 1812, après la bataille de Moscou, en 1813 après celle de Leipzick, j'avais été ce que je suis, époux et père d'une nombreuse famille, j'aurais probablement appelé de tous mes vœux, sur la France, un régime de *paix* et une légitime réaction contre plusieurs des exagérations

et proscriptions des *doctrines* du XVIIIe siècle; je ne me serais pas fait soldat et n'aurais pas brigué une sous-prefecture ou une préfecture de l'Empire, probablement je me serais fait *doctrinaire*, sous l'illustre patronage politique, historique et philosophique de MM. Royer-Collard, et Guizot et Cousin, et j'aurais essayé avec eux, ainsi qu'avec MM. Lainé, Châteaubriant et Villèle, à défaut d'une idée nette sur l'avenir, une conciliation (impossible il est vrai, mais dont la pensée était un noble et utile désir) entre le passé antérieur à 89 représenté par le retour des Bourbons, et le passé postérieur à 89 représenté par les illustrations déjà vieilles de la Révolution et de l'Empire. Enfin, si vers la fin de la Restauration j'avais eu l'expérience et la position que mon travail m'a faites aujourd'hui, sans doute alors j'aurais accepté avec bonheur l'offre que vous me faites, prévoyant que le moment approchait où les représentants de la nation devraient employer fermeté et courage à garantir de ses excès une réaction devenue inévitable contre un passé qui ne voulait rien oublier et rien apprendre, mais certainement alors, je n'aurais pas eu la moindre idée de me faire affilier aux Carbonari ou à la Congrégation.

« Ces trois phases successives, de durée à peu près égale, par lesquelles la France a passé depuis sa grande révolution, ont eu pour principal effet de détruire par la *hache,* par *l'épée* et par la *presse*, tous les obstacles que notre vieille organisation sociale opposait à la nouvelle organisation que réclame l'avenir et que Dieu réserve à l'humanité, et chacune d'elles, après avoir accompli cette tâche spéciale, n'a plus été un objet d'affection et un but pour les cœurs généreux et les esprits élevés.

« Une quatrième phase s'est ouverte en 1830, réaction légitime contre l'aveuglement de la Restauration. Elle a dû toutefois être maintenue dans les bornes que toute réaction est naturellement disposée à dépasser, et je le répète, la puissance, l'omnipotence de la *tribune*, pour accomplir cette œuvre de modération, pour engourdir et calmer la fièvre des trois jours, par douze années de paroles intarissables, en un mot, le système si bien nommé *parlementaire,* a complété d'une part la ruine de toute espèce de foi à un retour quelconque de l'une des formes du passé, c'est-à-dire à une *restauration,* ou bien à un *régime militaire*, ou bien encore à la *terreur;* les vieux Bourbons, Napoléon et

la République ont perdu à tout jamais leur cause; et d'une autre part, la paix dont nous jouissons depuis bientôt trente ans a développé et fait grandir les vigoureux germes d'une société toute nouvelle qui cherche à se constituer et dont l'organisation, la fondation est la tâche d'un avenir très-prochain, je pourrais presque dire du présent.

« Si donc je n'avais pas le bonheur d'être, en ce moment, citoyen de la première ville industrielle de France, si je n'avais pas l'honneur d'être membre de la Chambre de commerce et du conseil de la Banque de la cité la plus industrieuse, je chercherais, au prix de tous mes efforts, à mériter cette adoption qui m'est si chère et ces distinctions dont je suis fier, car j'ai la ferme conviction que c'est dans cette position que je dois être pour rendre aujourd'hui et être prêt à rendre plus tard à Lyon, à la France et, pourquoi ne le dirais-je pas? à l'humanité entière, tous les services que je peux leur rendre.

« Oui, Messieurs, l'industrie est aujourd'hui à l'égard de notre prochain avenir, ce qu'étaient à l'égard du glorieux empire de Napoléon les armées déguenillées et indisciplinées du Direc-

toire. Nous aussi nous portons, dans nos sacs d'ouvriers, des bâtons de maréchaux de la France pacifique et industrielle qui demande aussi la gloire; l'industrie est aujourd'hui ce qu'étaient, à l'égard de la Restauration, les philosophes et écrivains que Napoléon traitait d'idéologues, comme Royer-Collard, qu'il chassait ou repoussait comme Mme de Staël et Chateaubriand, et qui bientôt, par leurs disciples, devaient chasser de France, à leur tour, ces rois ramenés par un congrès de rois et par un million de soldats, les chasser par la puissance de a presse et par la main de quelques ouvriers imprimeurs.

« Enfin l'industrie de nos jours est, à l'égard de notre prochain avenir, ce qu'étaient sous la Restauration ces jeunes avocats et professeurs s'exerçant merveilleusement à la parole, ces nobles ou riches jeunes hommes de loisir qui, n'ayant plus une guerre d'épée à faire et dédaignant la robe et la plume un peu usées ou profanées sous la Restauration, ont voulu briller aussi dans les tournois de la *tribune*. Soyez-en sûrs, Messieurs, l'industrie renferme pour un avenir prochain les Thiers, Guizot, Villemain, Dupin, Berryer, Cousin, O. Barrot, Duchatel,

Teste, Martin, Mauguin, Arago, Jouffroy, Dufaure, Sauzet (tous avocats ou professeurs), qui doivent présider à l'organisation industrielle et agricole de la France, c'est-à-dire réaliser enfin ce que le demi-siècle écoulé depuis la démolition de notre vieil édifice nous permet de construire sur le sol renouvelé de notre chère patrie, pour son bien-être et pour sa gloire, et aussi pour l'enseignement du monde entier.

« Mais, Messieurs, cette profession de foi serait mal comprise si elle vous laissait sur ma pensée un doute que je veux me hâter de rendre impossible.

« Malgré cette analogie que j'ai cherché à établir entre notre époque et trois époques qui l'ont précédée, ai-je besoin de dire d'abord que le 18 Brumaire était tout autre chose que l'invasion de 1814 et de 1815 et que les trois journées de Juillet, et, par conséquent, que le rapprochement que j'ai fait de ces diverses époques n'implique pas l'idée que j'attends pour la nôtre le despotisme d'un homme commandant aux baïonnettes françaises, ou celui des rois étrangers et de leurs armées, ou enfin celui de l'émeute populaire et des barricades.

« Et, en effet, Messieurs, il ne s'agit plus

aujourd'hui d'une révolution, car tout est détruit, rien ne fait plus obstacle à l'avenir; c'est une simple évolution qu'il nous faut; il ne nous reste plus qu'à sortir de cette espèce de halte, assez bien qualifiée déjà, pour entrer d'un pas prudent, mais ferme et prompt, dans une voie où nous sommes appelés, où nous posons déjà un pied et dont le symbole, vraiment merveilleux, se montre clairement dans l'importance que notre politique actuelle reconnaît sous la parole même des avocats, professeurs ou hommes de loisir dont je viens de parler, à la grande question des communications entre les hommes par les *chemins de fer et la vapeur*.

« Messieurs, pour *discuter* et discuter publiquement de pareilles questions, aussi bien que celles des sucres, des douanes et de la colonisation d'Alger, on peut, à la rigueur, n'être qu'orateur et être étranger à la pratique de l'industrie, mais pour les *réaliser* ce serait, *ce sera* impossible. Et que sera-ce donc lorsqu'à ces grandes questions viendra se joindre nécessairement cette autre question capitale, en l'absence de laquelle les autres ne sauraient recevoir, sans les plus graves dangers, une solution pratique, je veux dire quand se présentera immi-

nente cette belle et noble question politique et sociale que notre siècle est appelé à résoudre, l'ORGANISATION DU TRAVAIL, l'organisation du peuple, de celui des campagnes comme de celui des villes, du peuple qui n'a aujourd'hui pour remplacer sa coûteuse protection et l'humiliant patronage de ses anciens maîtres (mais enfin protection et patronage) qu'une surveillance de haute et de basse police, interposée entre la haine et la défiance de l'ouvrier, et la crainte de l'égoïsme des maîtres?

« Tout est détruit, vous dis-je; il ne s'agit plus de révolutions; et j'ajoute même, tout est prêt. L'histoire vous présente-t-elle un roi plus ami de la paix et du travail que celui qui nous gouverne? Connaissez-vous, parmi les hommes étrangers à votre ville, étrangers même par les fonctions qu'ils remplissent aux travaux de l'industrie, en connaissez-vous un seul qui vous ait parlé de vos besoins, de vos espérances, de vos intérêts, avec plus de lumières et plus de zèle que le Prince qui est appelé à succéder au trône? D'un autre côté, n'êtes-vous pas frappés de la lassitude et du dégoût qu'excitent de plus en plus les intrigues de portefeuilles, les conspirations ou coalitions de dynasties, les émeutes de

république et, j'ose le dire, les jongleries électorales? Et de même que la presse, malgré ses mille voix, n'a plus un organe qui puisse se comparer à la puissance du *Constitutionnel* sous la Restauration, ne sentez-vous pas que, de la tribune, il ne tombe plus une seule parole qui remue le cœur ou attache l'esprit, et qu'on est las d'entendre toujours *parler* et de ne rien *faire*?

« Messieurs, je ne vous ai pas donné, pour cause de mon refus, l'excuse banale du soin de mes affaires personnelles, vous savez assez qu'il me serait possible, facile même, de subordonner, de sacrifier mes intérêts à un *devoir public* auquel je me sentirais appelé, et pourtant je dois ajouter qu'à la manière dont le temps est employé dans les fonctions législatives, d'après l'importance qu'on y donne à des discussions qui sont à mes yeux sans valeur et souvent désastreuses, et, au contraire, la légèreté qu'on apporte à presque toutes celles que je crois larges et fécondes, mais surtout en songeant que la plus grande partie des fonctions du député consiste à suivre, dans les ministères des intérêts individuels qui sont, même pour lui, des nécessités et presque des promesses électorales,

je ne subordonnerais pas l'intérêt de ma famille à un pareil rôle qui ne convient évidemment qu'aux personnes qui ont le loisir de ne rien faire pour vivre, ou bien à celles qui cherchent à avancer leur carrière par la députation, tandis que je ne peux la soutenir et l'améliorer que par mon travail au milieu de tous.

« Si, comme je l'espère, vous partagez mon espoir dans la venue prochaine de cette politique industrielle, organisatrice du travail, éducatrice d'un peuple qui veut être aussi glorieux de sa puissance créatrice qu'il l'a été de sa force guerrière, peut-être que frappés aussi, comme moi, de tous les éléments de ce nouvel ordre de choses qui se font jour à travers le tissu usé du régime parlementaire, vous ne comprendrez pas que je refuse d'essayer moi-même d'y pratiquer une ouverture sur l'avenir ; mais, messieurs, à chacun son œuvre, je n'aime pas à déchirer même les vieilles étoffes, j'aime mieux en faire de nouvelles : j'attends qu'on soit prêt à monter le métier, soyez sûr qu'alors je ne manquerai pas à l'œuvre.

« En résumé, sous le Directoire je me serais fait soldat ; à la fin de l'Empire j'aurais voulu être écrivain et même journaliste ; à la fin de la

Restauration je me serais efforcé d'être orateur ou député, parce qu'à chacune de ces époques les hommes qui *allaient* exercer une puissante influence sur les destinées de la France étaient, pour l'Empire des *militaires*, pour la Restauration des *publicistes*, pour le régime parlementaire de 1830 des *orateurs;* aujourd'hui, je le répète, si je n'étais pas négociant, membre de la Chambre de commerce et du conseil de la banque de Lyon, je m'efforcerais de le devenir, mais je ne chercherais pas la députation. »

Toujours à vous et aux vôtres, cher ami.

P. E.

CCCXXXIV^E LETTRE

AU GÉNÉRAL SAINT-CYR NUGUES

Curson, 18 avril 1842.

Mon cher Saint-Cyr, je t'ai longuement parlé l'autre jour de la question du port d'Alger; aujourd'hui les *Débats* annoncent que le

ministère adopte le plan Poirel. Cette annonce du maréchal Soult à la commission, dans ce moment, si près de la discussion soulevée par Thiers, me paraît heureuse au fond et très malheureuse dans la forme. Non-seulement il eût mieux valu que la détermination ministérielle eût été prise avant provocation par l'opposition, mais si elle avait été prise dès la présentation du budget, on n'aurait traité cette question dans la presse qu'au moment du débat du budget, tandis qu'on va s'en emparer, dès à présent, et, je le crains, avec un grand avantage, contre le ministère qui n'arrivera aux débats, pour soutenir le projet Poirel, qu'avec des arguments éventés et minés d'avance.

Le projet Poirel, si l'on entend par là celui que Poirel faisait exécuter jusqu'en 1840, est en effet insoutenable, il a été justement et unanimement condamné par toutes les personnes compétentes; aussi je crois bien qu'on entend aujourd'hui par ce nom l'ancien projet *rectifié,* au moyen d'un coude pratiqué dans la direction de la jetée principale, coude qui, d'ailleurs, est exécûté depuis 1840; mais, même en supposant que ce soit là l'interprétation à donner au mot projet Poirel, il faut remarquer que le projet

Raffineau (qui conserve d'ailleurs cette jetée coudée) a eu l'approbation du conseil des ponts et chaussées, de celui dela marine, et même d'une commission mixte. Il en résulte que ce n'est donc pas la question *d'art* que le ministère peut se proposer de défendre, mais la question *politique;* c'est-à-dire: faut-il que les travaux soient faits *en vue d'un port militaire de premier ordre,* ou bien en vue d'un assez grand port *commercial,* pouvant recevoir *quelques* vaisseaux de guerre et encore pas avec tous les temps et tous les vents? Si la question était résolue en faveur de la première hypothèse, le projet Poirel serait absurde, le projet Raffineau serait seul proposable, et il est beau, et il a l'avantage de pouvoir être accompli successivement et de pouvoir être arrêté, limité, là où l'on voudra, sans aucun inconvénient sous le rapport de l'art. Si, au contraire, c'est la seconde hypothèse qui prévaut, toujours est-il que les partisans du projet Raffineau pourront dire que le projetPoirel enchaîne l'avenir et force à renoncer pour toujours à un port de premier ordre *militaire* à Alger, tandis que le projet Raffineau (réduit à ses proportions *commerciales*) produirait, avec les mêmes dépenses, le même

résultat que le projet Poirel, et *n'enchaînerait pas l'avenir*.

Ceci se réduira donc, pour l'opposition, à ces termes : les Anglais vous forcent à renoncer *pour jamais* à un port militaire de premier ordre à Alger ; et cette forme d'argumentation a une immense puissance sur les innombrables badauds politiques.

C'est donc, comme je te le disais l'autre jour, et comme cela ressort évidemment de l'attaque Thiers, la *reconnaissance* de notre libre et entière souveraineté de l'Algérie qui est dissimulée sous cette question du port d'Alger. Or, tant qu'on n'osera pas dire hautement qu'on prétend être *reconnu*, et agir conformément à cette prétention, c'est-à-dire exclure d'Algérie, ne pas y reconnaître ceux qui ne veulent pas nous y reconnaître, on sera dans la plus pénible impasse qu'un gouvernement puisse rencontrer pour tout ce qui sera relatif à l'Algérie, y compris même la guerre contre Abd-el-Kader, mais surtout pour tout ce qui serait de nature à nous y *établir*.

Moi qui adopterais le projet Poirel rectifié, *précisément* parce qu'il ne se prête pas à l'établissement actuel ni même futur d'un port mili-

taire de premier ordre à Alger, et qui ne crois pas bon qu'en présence de toutes les éventualités que réserve l'avenir à la race africaine ou à tout autre peuple qui nous succéderait à Alger, les Français fassent les frais d'un port militaire de plus dans la Méditerranée, là où, même avec un très-mauvais port, on a eu des pirates pendant des siècles, je ne pourrais probablement pas émettre cette opinion à la Chambre sans me faire bafouer; et pourtant il n'y a absolument que ce motif *ou la crainte de déplaire à messieurs les Anglais* qui puisse faire préférer Poirel à Raffineau.

Le ministère se place donc, selon moi, dans une position intenable. Vis-à-vis des Chambres il ne pouvait logiquement, raisonnablement, présenter que le projet Raffineau, *réduit pour le moment* aux proportions *commerciales* et ne devait pas se charger du poids écrasant du projet Poirel qui laisse si beau jeu à la *blague patriotique*. Et vis-à-vis du cabinet anglais lui-même, l'adoption de ce projet Raffineau, *réduit, pour le moment*, était, ce me semble, une mesure digne, sans hostilité, une preuve de liberté et de volonté que nous pouvons certes bien nous permettre, dans un moment où les

Anglais ont plus à redouter que jamais une rupture avec nous. C'était d'ailleurs l'occasion de leur dire ce qu'il faudra bien finir par leur dire : si vous n'êtes pas contents de notre manière *indépendante* d'agir à Alger, n'y venez pas. La question des exequaturs consulaires est une vraie comédie qui se résout en une horrible tragédie, car c'est la *seule cause* de la durée si prolongée de la résistance arabe. Si tu croyais que ces réflexions et celles que je t'ai déjà adressées fussent bonnes à être mises sous les yeux du Prince[1], Nugues pourrait t'en faire une copie où je te prierais de corriger ce que le style libre d'une lettre très-rapide a dû garder d'incorrect.

Adieu, mon cher Saint-Cyr; je t'embrasse bien content de te devoir, en si grande partie, un vrai retour à la santé.

P. E.

1. On voit que la singularité de la bienveillance témoignée au novateur par le duc d'Orléans ne décourageait pas Enfantin dans l'exercice de son *doctorat* et qu'il était bien résolu à *pousser jusqu'au bout l'apostolat princier.*

CCCXXXVe LETTRE

A ARLES

Curson, 21 avril 1842.

Je vous le disais bien avant-hier, cher ami, voici les *Débats* qui consacrent leurs quatre roues de devant, vraies roues à la Marlborough, à la police du roulage, pour tancer la futilité de cette puérile Chambre des députés (dans laquelle Michel veut entrer), où l'on attache plus d'importance aux blocs de béton du port d'Alger qu'aux jantes et aux moyeux des roues de charretier. D'un autre côté, il est vrai, ce journal nous annonce que le général Bugeaud fait campagne dans la boue, la neige et la pluie, et qu'en une journée cent hommes sont aux cacolets avec la fièvre et la dyssenterie, mais la race chevaline de M. de la Moskowa est bien plus intéressante que ça, et c'est niaiserie de tourmenter le ministère pour qu'il nous fasse enfin reconnaître par messieurs les Anglais comme maîtres de l'Algérie, afin

que le sultan et même Abd-el-Kader cessent de conserver un espoir qui est la première et presque la seule cause de nos campagnes meurtrières.

Est-ce que ce serait à la pairie, et non à la députation, que Michel voudrait arriver? Les *notables* de 1842 qui lui offrent leurs voix ne sont pas ceux de 1822; ceux d'aujourd'hui, quoique et parce qu'ils aiment les chemins de fer, pourraient bien passer vite, comme ceux de 1822 ont passé, quoique et parce que la messe que ceux-ci aimaient beaucoup pour se prélasser, comme les bourgeois de nos jours aiment les rails pour n'être pas cahotés en allant flâner à cette Chambre futile où l'on parle bloc; ces messieurs détestent les ornières et ils ont raison, et ils aiment les chevaux de course du Jockey-Club et de cavalerie légère, c'est naturel, ils sont jockeys et hussards; mais, par Dieu! ce n'est pas là de la POLITIQUE *industrielle*, quoi qu'en disent les *Débats*.

Toutes les institutions sociales doivent avoir pour but l'amélioration du sort de la classe la plus pauvre et la plus nombreuse, — d'où *résultera* l'amélioration du sort des *notables* eux-mêmes, lesquels notables feraient

et appliqueraient ces institutions. — Voici la base de la politique industrielle, et la politique des chemins de fer n'est industrielle qu'à rebrousse-poil, qu'en mettant la charrue avant les bœufs, comme font tous les bourgeois qui veulent se donner un air de laboureur.

Le *programme* des chemins de fer est certainement une excellente chose, comme indication du réseau auquel doivent aboutir les *chemins vicinaux,* mais même quand on ne savait pas ce que c'était que la politique industrielle, on a toujours *fait* les chemins vicinaux *avant* les grandes routes, on a toujours commencé par communiquer de Paris à Saint-Denis, avant de songer à aller de Paris à Pékin ou même de Paris à Lyon. La politique industrielle actuelle, surtout dans Michel, n'est que de la politique théorique, politique d'ingénieur de cabinet et non d'industriel agricole ou manufacturier, c'est-à-dire de l'immense majorité de la nation. C'est juste ce que pouvait *comprendre* le bourgeois touriste qui ne serait pas fâché d'aller faire un tour de promenade à Pékin, quand même ses fermiers, qui payeraient le voyage, pataugeraient dans la boue, pour aller au marché quêter des écus pour milord.

C'est là cette contre-marche que fera certainement M... quand il voudra faire la politique industrielle *pratique*, mais qu'il doit préparer, car il est enfoncé jusqu'à l'essieu dans la théorie d'industrie bourgeoise qui, évidemment, est une transition aussi passagère que la messe de la Restauration et les épaulettes des notables de Napoléon qui traitaient nos notables *actuels* de pékins, et les notables *futurs* de manants et de rustres.

La réponse de M... à mes observations sur son Autriche est tout à fait une remontrance de *Gros-Jean* à son curé; car, si je ne me trompe, j'ai quelque peu contribué à légitimer, en particulier aux yeux de M... les moyens termes, le juste milieu entre les deux formes extrêmes de *l'absolu* chez l'homme, et j'avais même quelque peine, parce que la nature de M... est un peu *absolue*, en ce sens qu'il allait à la messe sous la Restauration, qu'il est aux *Débats* actuellement, qu'il a rêvé le rôle du Berthier d'un Napoléon pacifique, et qu'enfin il confessait être partisan *exclusif* de la *raison d'État*. Je n'ai pas attendu l'opinion de M... pour émettre la mienne sur la haute valeur d'un homme comme le prince de Met-

ternich et sur la noble et touchante beauté de 'Autriche, calme et harmonique au milieu des discordances du monde. Et si je parle de Napoléon, de Charlemagne, de Pierre le Grand, de Constantin, c'est parce que je me place, comme prétend le faire M... dans le *présent*, et même dans le présent français, et que toujours l'histoire nous montre que, dans un présent qui était sale, désordonné, avili, mensonger, les hommes *quelque peu forts en politique* ont désiré, prophétisé, appelé un homme fort qui balayât les ordures, instituât l'autorité, rendît à l'homme sa noblesse, au gouvernement la franchise, la loyauté, la dignité. Or, le présent est-il ce que je viens de dire? Toute la question est là : monter au ministère sur des blocs de béton ou à la députation sur un wagon du Mans, passer par le *Constitutionnel* ou par les *Débats*, c'est le rôle des hommes qui dans ces *présents* dégoûtants sont amants *absolus* du présent, et qui ne songent ni au passé ni à l'avenir; voilà tout ce que j'ai voulu dire dans mes observations sur l'Autriche de M...

Quant à la querelle sur *croire* et *obéir*, M... dit, en effet, dans son écrit, que le gouvernement autrichien est affectueux *et* affec-

tionné, c'est même mieux dit que dans sa lettre où il vous écrit qu'il est aimé des populations *parce qu'il* les aime ; la conjonctive et même copulative *et* vaut mieux que le disjonctif rationnel *parce que,* qui d'ailleurs me semble tout à fait faux pour le cas autrichien. L'Autrichien aime parce qu'il est aimant; c'est un pléonasme, si vous voulez, mais l'autre forme présente une idée contraire à la nature allemande et qui serait plus aplicable à la nature française ; indépendamment de ces observations grammaticales, je maintiens que l'écrit de M.... porte l'empreinte, sinon absolue, du moins très-prononcée, de la nécessité de *croire* et *d'obéir,* et cela est tout naturel dans un partisan *exclusif* de la *raison d'état;* il ferait même des efforts inutiles pour donner à sa pensée et à son style une autre forme ; mais puisqu'il a su dire lui-même quelle était sa nature, il doit trouver tout simple qu'on le dise après lui, surtout quand on le savait déjà fort bien avant qu'il l'eût dit.

J'ai vu avec plaisir l'attaque contre le général Négrier et le kaïd Ali; mais il y a encore loin de là à savoir ce qu'on doit faire dans cette belle province de Constantine ! la prise d'El Bar-

kani par Lamoricière est aussi une excellente chose; c'est cet homme-là qui *finira* l'affaire d'Abd-el-Kader et qui en aura la gloire, quoique sans Bugeaud tout serait encore allé à la diable comme devant.

Je crains de ne pas avoir été assez clair dans ma boutade sur le *programme* des chemins de fer; j'y reviens. Puisque les jantes et les roues sont nobles choses, j'ai bien pu me permettre de parler des chemins vicinaux, en regard du fameux réseau, dont le devis (le simple petit devis) est d'au moins un milliard, mais je ne voudrais pas qu'on pût en conclure que je me fais l'avocat absolu du vicinal contre l'avocat absolu de la ceinture de fer du *globe*, avec calembourg. Saint-Simon disait que, maintenant que les dimensions de la planète étaient connues, le premier travail de politique *théorique* industrielle à faire était le *plan* des travaux à entreprendre pour améliorer le plus rapidement possible le sort moral, physique et intellectuel de la classe la plus nombreuse et la plus pauvre. Je suis donc très-partisan du *plan* du réseau; voici pour une disposition *théorique* qui n'est pas absolue. Quant à ma disposition *pratique*, qui n'est pas absolue non plus, je

suis épouvanté de l'audace de ces Joseph II qui veulent changer, en quelques années, tout notre système de grande communication, bouleverser les postes, le matériel des voitures, des équipages, la richesse des villes et celle des campagnes, les rapports politiques et moraux des provinces, des localités, et qui croient ne faire que de l'eau de guimauve à l'usage des lavements parlementaires.

Vienne la *pratique* et vous m'en direz des nouvelles. Déjà même, quand ce n'est qu'un projet, une théorie, vous voyez ce que développe d'intrigues et d'obstacles cette grande *révolution ;* que sera-ce quand on mettra la main à l'œuvre? Il y aura là, je vous en réponds, de furieux blocs de béton qui tomberont sur la tête des révolutionnaires, d'autant plus que tous ces révolutionnaires sont bonnes gens qui veulent *contenter tout le monde et leurs électeurs.*

Vous allez dire que me voici devenu bien conservateur, moi qui prêche Constantin, Charlemagne et Pierre le Grand; pas du tout, j'aime, au contraire, beaucoup le mouvement, mais je l'aime *ordonné, d'ensemble,* et non exagéré sur un seul point du corps social, tandis

que les autres sont dans le repos ou qui pis est dans l'apathie, le malaise, la maladie, la gangrène. Absorber toute la politique dans la machine à vapeur et ce qui y tient immédiatement, c'est de l'absolutisme, mais un absolutisme étroit, par conséquent éphémère et, par conséquent aussi, impraticable. S'absorber dans les chemins de fer, c'est encore plus étroit que la spécialité machine à vapeur, et tous les révolutionnaires spéciaux, y compris Joseph II aussi bien que Robespierre et même Napoléon, n'ont pas *fondé* et sont même rudement tombés, soit dans leur propre personne, soit dans leurs œuvres.

Réduire la politique industrielle au réseau, ce n'est pas de la politique, c'est une prétention exagérée d'ingénieur, et voilà pourquoi j'ai dit que M... devrait se rappeler qu'il a autre chose en lui que des rails et qu'il n'est pas seulement ingénieur, pas plus que la France est un canevas à grandes routes seulement.

Mais tout le monde n'est pas Charlemagne, dit M..., je le sais fort bien: à chacun sa capacité, et qui trop embrasse mal étreint, c'est connu; je le répète, M... n'est pas seulement ingénieur, il n'est même, sous ce rapport,

qu'ingénieur théorique, et n'a jamais conduit de travaux, ce qui le réduirait à un rôle fort étroit, s'il n'éveillait pas en lui les autres facultés de son être, engourdies depuis dix ans par le prodigieux exercice qu'il a donné à sa faculté d'ingénieur théorique, faculté qui a aujourd'hui accompli et parachevé sa mission, puisque les chemins de fer sont passés dans le domaine *public* et arrivent dans la *pratique*.

Voilà pourquoi j'ai blâmé son économie politique *bourgeoise* et non *générale*, sa participation trop prolongée au journal des *notables bourgeois,* qui ne sont que des notables d'un jour, sans passé et sans avenir, coterie comme celle des sans-culottes, des sabreurs de Napoléon et des jésuites de la Restauration. Et voyez en effet, M... dit : le pays est dégoûté du gâchis de la politique parlementaire; et je veux entrer au Parlement; et d'un autre côté, cependant, il dit aussi, que lorsqu'une idée s'accrédite et se généralise et acquiert un grand nombre de suffrages, cela lui donne du poids. Eh bien, si le pays est dégoûté de la politique parlementaire, pourquoi M... ne dit-il pas lui-même qu'il en est dégoûté? croit-il qu'il sera mieux placé à la Chambre pour dire à cette Chambre:

Je suis venu ici pour vous déclarer que vous me dégoûtez, au lieu de lui dire tout bonnement, de chez lui : Je ne veux pas entrer chez vous, car vous me dégoûtez! Si M... pouvait croire, et je le désirerais pour lui, qu'il y a des moments où la plus grande *habileté* des hommes politiques consiste à dire *franchement* ce qu'ils pensent, comme il prétend d'ailleurs être un homme du *présent*, un homme *pratique*, je pense qu'il sentirait assez promptement, pourvu qu'on l'aidât à y réfléchir, que ce dont on est dégoûté par-dessus tout, *dans ce moment*, c'est du mensonge, de la jonglerie, des intrigues électorales ou ministérielles, du jésuitisme grossier des hommes politiques. Alors la Chambre qui a, il est vrai, été jusqu'ici la pente qui a mené aux affaires les jongleurs, ne lui paraîtrait pas pouvoir être la pente qui mènera aux affaires les successeurs de ces jongleurs, pas plus que la Convention n'a mené aux pouvoirs de l'Empire et que l'armée de Napoléon n'a produit Chateaubriand, Villèle, Richelieu, et que la Restauration n'a enfanté Périer et Thiers, à moins qu'on n'appelle enfants les parricides. D'un autre côté, dira M..., voyez Talleyrand, mon patron, n'est-il pas monté par toutes les pentes? Oui, sans

doute, mais aussi il a toujours *changé* à temps. Or, c'est là, selon moi, ce que doit faire M..., homme du présent; il doit changer et passer de la planche pourrie à la planche neuve, du navire *bourgeois* qui sombre au navire *industriel* qui va fendre les flots, de la *coterie* au *peuple*. Qu'il ne le fasse pas *aujourd'hui* même, je le conçois, qu'il entre même auparavant à la Chambre, passe encore; peut-être faut-il, en effet, qu'il puisse fouler aux pieds cette couronne menteuse et sale après l'avoir portée lui-même; mais l'heure approche, j'ai dû l'en avertir et répéter mon avertissement. Adieu, à vous.

P. E.

CCCXXXVI^E^ LETTRE

A ARLÈS

Curson, 13 juillet 1842.

Cher ami, j'ai fini hier mon travail et j'ai lu de suite celui de Charles; je vous le reporterai ces jours-ci. Dites-lui en attendant, pour répon-

dre à ses deux questions, que le livre me paraît devoir être publié sans nom d'auteur : pareille chose ne se signe pas ; et que si elle doit être publiée (et je le crois), elle doit l'être *tout de suite*, sans s'inquiéter de telle ou telle concordance de date.

Je n'ai trouvé qu'un chapitre qui me paraisse tout à refaire, c'est celui de l'opium. J'ai mis en note au crayon et vous pouvez lui transmettre ceci : *Tu parles de l'opium, sinon comme un aveugle des couleurs, au moins comme un musulman parlerait de l'eau-de-vie, et comme de Maistre parlait de Voltaire. L'opium n'est pas plus dangereux que l'esprit-de-vin, que la philosophie du XVIII*e *siècle, que le gouvernement parlementaire. La traite est comme l'opium, il ne s'agit pas seulement de la supprimer, il faut tout remplacer, afin de civiliser l'Afrique et de communier avec la race noire, et il faut aussi communier avec la race jaune de Chine; c'est là l'important de la question. Les mots de crimes et d'empoisonnement sont des exagérations d'opposition anglaise, dans lesquelles Barrault et toi donnez à fond, toi par excès de bonté. C'est une farce de croire que des*

peuples dépensent des millions pour s'empoisonner. Le petit verre d'eau-de-vie donne la mort, le café est un poison lent. La Russie prohibe le national, et l'empereur Paul chassait tous les Français comme des empoisonneurs. Et pourtant notre poison révolutionnaire, réduit en dose convenable, circule aujourd'hui même en Russie.

L'ouvrage me paraît bon, très-bon, non qu'il me paraisse devoir atteindre le but apparent (vous jugerez par ma dernière phrase approbative qu'en effet, telle n'est pas ma pensée), mais parce que le but apparent forcera à lire d'excellentes choses.

J'ai marqué, en outre, quelques erreurs ou oublis. La partie indicatrice des travaux du nouveau règne est faible.

Si le roi abdique, il y aura bien d'autres hommes qui devront abdiquer. Si les *affaires* succèdent à la politique, il y a bien des formes politiques auxquelles il faudra faire succéder des formes d'affaires. Le seul exemple bien donné par Charles, c'est celui d'une *école de diplomatie;* mais il y a écoles en tous genres *d'affaires*, à créer, car il n'y a aucune école *administrative,* même pour les corps qui ont des

écoles, tels que le clergé, la justice, les travaux publics, la marine, la guerre et *à fortiori* pour l'administration proprement dite, c'est-à-dire l'intérieur et les finances.

Je vais à Tain où je fermerai ma lettre après avoir vu Macker à Saint-Georges et d'où je vous dirai probablement le jour où j'irai vous voir.

Adieu.

P. E.

Je partirai samedi matin par le bateau, ainsi j'arriverai à 5 ou 6 heures; dites-moi vite si un autre jour vous arrangerait mieux, j'aurai votre réponse vendredi.

Macker va bien et vous fait ses amitiés.

A revoir donc bientôt.

P. E.

CORRESPONDANCE
PHILOSOPHIQUE ET RELIGIEUSE

DE 1843 A 1845,

Publiée en 1847 par ENFANTIN,

AVEC UNE NOTE EXTRAITE DE SON LIVRE :

LA COLONISATION DE L'ALGÉRIE,

SUR LA

CONCORDANCE DES RÉVOLUTIONS INTELLECTUELLES ET DES RÉVOLUTIONS POLITIQUES

NOTE

Les révolutions intellectuelles qui accompagnent les révolutions politiques sont assez curieuses à examiner.

Vers 1780, après avoir démoli l'Église et la Sorbonne, le culte et la théologie, l'*Académie française,* où, si l'on veut, les *littérateurs* régnaient despotiquement sur les esprits ; dès qu'ils se furent associé des *mathématiciens*, la puissance spirituelle tendit à se déplacer. D'Alembert et Condorcet éclairèrent la fin de ce

règne, dont Voltaire et Rousseau avaient illuminé le commencement.

Après 1793, l'*Académie des sciences* prend le sceptre ; les *mathématiciens* et *physiciens* remplacent les *littérateurs*. Monge, Fourcroy, Berthollet, Carnot, Laplace, Chaptal, Delambre, Lagrange, règnent dans le royaume de l'intelligence et sont aussi de hauts dignitaires de l'Empire. En même temps, Napoléon, membre de l'Institut, classe de *mécanique,* étouffe au berceau les enfants légitimes de la philosophie du XVIII[e] siècle, et inscrit sur leur tombe toute fraîche creusée ce stigmate : *Idéologues!* Peu après, il refuse à Chateaubriand l'entrée de l'Académie française, chasse de France madame de Staël, et traite de conspirateurs Royer-Collard et Lainé. Enfin, la *mécanique* céleste et terrestre semble pour toujours posséder l'Empire, lorsque de nouveaux savants, qui ne s'occupent pas des *nombres*, des *corps* et de *mécanisme*, mais de l'*organisme* des *êtres vivants*, s'emparent du sceptre à leur tour. Bichat et Lamarck, reprenant Cabanis, ouvrent la voie à Cuvier et Geoffroy Saint-Hilaire, et ceux-ci ensevelissent l'*Académie des sciences physiques et mathématiques.*

A côté d'eux, et en dehors des Académies, les *organisateurs* naissent de toutes parts : les uns, *publicistes*, tels que Maistre, de Bonald, madame de Staël, Lamennais, Montlosier, recherchent l'*organisme des sociétés* et renversent les autels des dieux de l'Olympe du XVIIIe siècle ; les autres, *métaphysiciens*, tels que Royer-Collard, Laromiguière, Cousin et Jouffroy, analysent l'*organisme* de la *pensée* et brisent le joug étroit et pesant des *mécaniciens* de l'Empire. Mais vers 1830, publicistes et métaphysiciens s'associent des *journalistes ;* dès lors le *Drapeau blanc* et le *Globe*, derniers signes de leur puissance, s'effacent devant la révolution de Juillet, et bientôt est fondée l'*Académie des sciences morales et politiques*.

Celle-ci, en effet, renferme les rois régnants de la pensée et de la politique ; le cénacle du journalisme de la Restauration s'est transformé en conclave, tandis que l'Académie des sciences ne compte plus qu'un seul souverain politique, M. Arago, et que l'Académie française est réduite à deux dieux de l'Olympe, MM. de Lamartine et Victor Hugo, et se recrute habituellement parmi les hommes d'État, tels que MM. Dupin,

Thiers, de Salvandy, Guizot, Mignet, Molé, de Tocqueville et Pasquier.

Ainsi donc, les sciences ne mènent plus à la politique comme sous l'Empire, elles ne lui servent plus à rien ; et la politique mène à l'Académie française, mais la littérature n'y gagne pas grand'chose ; l'Académie française est un lieu de repos et de causerie politique pour des hommes d'État fatigués et ennuyés, qui aiment à parler et parlent fort bien ; mais l'Académie des sciences morales et politiques est vraiment un institut aussi politique que scientifique ; ses membres sont tout aussi bien ministres dans le royaume de l'intelligence que dans celui de la politique.

En d'autres termes, l'*Académie française* était, avant 1789, l'expression de l'état social ; la politique y puisait ses armes. L'*Académie des sciences* fut, sans métaphore, l'arsenal de l'Empire, puisque ses membres ont fondé l'École polytechnique, les corps du génie et de l'artillerie, les ponts et chaussées, les arsenaux et manufactures d'armes, les mines et les poudres, et que Carnot, avant Napoléon, avait déja *organisé la victoire*. De même, l'*Académie des sciences*

morales et politiques est l'expression très-exacte du régime social actuel[1].

Pour prévoir notre avenir intellectuel aussi bien que notre avenir politique, il semble donc qu'on devrait observer avec soin quels sont ou seront les éléments nouveaux que l'Académie des sciences morales et politiques s'associera, quels sont ceux qui germent en dehors d'elle. La tendance générale des intelligences n'est-elle pas un peu vers l'*économie politique*? En effet, l'*industrie* a grand besoin que la science politique s'occupe de son *organisation*. — Et n'y a-t-il

1. Sous l'*Empire*, la division des classes de l'Institut était :

1re classe. Sciences physiques et mathématiques;
2e — Langue et littérature françaises;
3e — Histoire et littérature anciennes;
4e — Beaux-arts.

Sous la *Restauration*, la classe des sciences physiques et mathématiques descendit de deux degrés, en prenant toutefois un titre plus large, celui d'Académie *des sciences*, et les quatre Académies furent rangées dans l'ordre suivant :

1° Académie française;
2° — des inscriptions et belles-lettres;
3° — des sciences;
4° — des beaux-arts.

Depuis 1830, on a conservé l'ordre des quatre Académies; mais l'on a ajouté, *à leur suite*, une cinquième, l'Académie des sciences morales et politiques. D'après l'importance relative véritable, celle-ci devrait être *en tête* des quatre autres.

pas aussi un vague attrait pour les idées *religieuses ?* En effet, la religion a bien besoin que la science morale s'occupe de sa *résurrection* ou *transfiguration*.

Organisation du travail, résurrection religieuse, telles sont les deux grandes œuvres que notre époque demande à l'avenir. Elles sont bien senties, mais fort mal comprises et encore plus mal exprimées, par les *républicains* et les *légitimistes*, qui ne gouvernent pas plus les esprits qu'ils ne gouvernent la politique. Toujours est-il qu'en ce moment l'*intelligence* humaine *rêve* aux moyens de pourvoir aux intérêt *matériels* et *moraux* de l'humanité. Les savants qui sont dans cette voie, quels que soient les écarts de leur pensée, sont évidemment dans la route de l'avenir, quand bien même ils seraient traités par les grands génies de nos jours, comme ont été traités Chateaubriand, madame de Staël et tous les *idéologues*, pères de l'Académie actuelle des sciences morales et politiques, par le plus puissant génie des temps modernes, par Napoléon.

P. E.

LETTRES A UN CATHOLIQUE

(M. ALBERT DU BOYS, ancien magistrat à la cour de Grenoble.)

CCCXXXVII[e] LETTRE

A M. ALBERT DU BOYS

Paris, 6 mars 1843.

Mon cher Monsieur, vous dites que mon livre sur la *Colonisation de l'Algérie* atteste un esprit *organisateur*, un homme *pratique* et *positif*. Vous ne pouviez rien dire qui me flattât davantage, car je m'étais surtout proposé un but d'organisation, un but positif et pratique.

Je ne comprends donc pas bien quel rôle vous pensez que je pouvais faire jouer à la religion dans un projet de colonisation de l'Algérie, présenté à la France du XVIII[e] siècle, à un gouvernement parlementaire, à une presse anarchique, à un public assez indifférent en matières religieuses.

Ceci n'est pas un livre de théorie, puisque

vous-même lui trouvez le caractère pratique ; croyez-vous qu'il soit possible, *en pratique,* de placer, mieux que je ne l'ai fait, le prêtre dans le village colonial? Quant à moi, j'ai cru donner ainsi au prêtre plus d'importance même qu'il n'en a en France, surtout si l'Église fait des choix appropriés aux besoins de l'Algérie.

Sans doute, la question des deux pouvoirs est une admirable question théorique ; mais, alors même qu'on admettrait l'unitarisme ultramontain de de Maistre ou de Bellarmin, ou le dualisme gallican de Bossuet et de M. Dupin, serait-il pratique de placer l'Algérie sous l'influence papale, ou de mettre l'évêque d'Alger au même niveau que le paysan d'Excideuil? Je ne pense pas que l'une ou l'autre de ces solutions ait chance de succès immédiat ; or, je crois qu'il y a immédiatement quelque chose à faire en Algérie. Que faut-il faire, et surtout que *peut-on* faire ! Que peuvent proposer ceux qui, comme vous et moi, savent qu'on ne fonde rien sans religion ?

Peut-être avez-vous pensé que mes antécédents me gênaient pour aborder ce sujet. Pas le moins du monde. J'ai dit tout ce que je croyais praticable.

Je ne sais point d'ailleurs si vous ne donnez

pas une acception trop spéciale à cette excellente pensée, qu'on ne fonde rien sans religion; vous le prouvez en citant Numa pour le paganisme; M. Guizot l'a prouvé en attribuant, avec raison, aux évêques, la fondation du royaume de France; et vous encore vous avez raison de citer, à ce propos, l'apparition de la *croix anglicane* sur les côtes de la Chine. Toutefois le rôle que jouent les représentants directs de la religion n'est pas constamment le même dans tous les événements humains. Si les évêques ont fondé la France, M. Guizot s'est bien gardé d'attribuer ce rôle à Mazarin ou à Richelieu, à Fleury ou à Dubois, au conventionnel abbé Grégoire ou à l'abbé Sieyès. En effet, ce n'est pas seulement depuis 1789 que le catholicisme sommeille comme *fondateur*, et il serait plus juste de dire que tout ce qui a été fondé depuis, l'a été en dehors de lui et contre lui, quand même on serait convaincu que ces fondations du protestantisme reposent sur le sable.

Pour mieux faire comprendre ma pensée, je reconnais avoir été bien maladroit dans ma plaisanterie sur les académies[1], puisque vous l'avez

1. Voir la Note sur la Concordance des révolutions

interprétée comme vous l'avez fait, c'est-à-dire en me supposant un grand espoir *religieux* dans le *conclave* académique des sciences politiques et morales. Je ne compte pas plus sur lui que Napoléon ne comptait sur les littérateurs de 89, que Louis XVIII ne comptait sur les mécaniciens de l'empire ; que Louis-Philippe n'a compté sur Bonald, de Maistre, Chateaubriand et Lainé. Plus je signale ces messieurs comme représentants de l'époque *actuelle*, moins vous auriez dû croire que je songeasse à eux pour l'*avenir*. J'ai même eu le soin de dire que les grands génies de *nos jours* sont exposés, comme Napoléon, à méconnaître leurs successeurs légitimes et à les traiter d'idéologues conspirateurs. Enfin j'ai indiqué les *républicains* et les *légitimistes* comme *sentant bien* les deux grandes œuvres de l'avenir ; j'ai ajouté, il est vrai, qu'ils comprenaient et exprimaient mal ce qu'il y avait à faire pour les réaliser.

Comme moi, certainement, vous pensez que l'*intelligence humaine* (bien entendu, sous l'inspiration ou révélation que Dieu lui donnera)

intellectuelles et des révolutions politiques. (Extrait de la *Colonisation de l'Algérie.*)

doit rêver, dès aujourd'hui, à l'*organisation politique du* PEUPLE, et à l'*éducation religieuse* de l'HOMME. Les républicains songent plus au peuple qu'à l'homme ; ils sont *politiques* plus que les légitimistes. Ceux-ci songent à l'homme, élément du peuple ; ils sont plus *moraux* que les républicains, en ce sens même je préférerais leur donner leur vrai nom, et les appeler plutôt les catholiques que les légitimistes. Eh bien, ma note a pour but de faire comprendre que c'est de ces deux côtés que se fait en ce moment l'œuvre *intellectuelle* qui prépare l'avenir, et je n'ai jamais pensé que M. Cousin ou M. Charles Dupin y fussent pour grand'chose, si ce n'est pour faire sentir le vide qui résulte, pour l'*homme* et pour le *peuple*, des doctrines philosophiques et économiques dont ils sont les pontifes.

Vous le voyez donc, j'attache plus d'importance que vous ne pensez à MM. de Ravignan, Lacordaire, et autres prédicateurs qui *réveillent* la chaire sacrée, dont le sommeil date aussi de plus loin que 1789. J'attache de l'importance à la *Phalange*, à la *Ruche populaire*, à la *Revue indépendante*, à l'*Atelier*, et surtout aux *Mystères de Paris*, quoique ce roman paraisse ou plutôt parce qu'il paraît dans le journal des *bour-*

geois et qu'il signale de grandes misères du *peuple*. En un mot, les ouvriers et les prêtres me paraissent les grands travailleurs intellectuels du moment ; et si, comme vous semblez l'espérer et comme j'en ai la foi la plus ferme, Dieu veut *modifier*, par une révélation nouvelle, appropriée au *temps* actuel et à l'avenir, l'expression de son éternelle volonté, je pense que ce sont les ouvriers et les prêtres qui, les premiers, entendront sa parole et la proclameront. Le jour où les ouvriers et les prêtres *s'uniront* pour une œuvre commune, nous serons en pleine voie d'avenir ; jusque-là, comment fonder ? — Sans religion et sans peuple on ne fonde qu'un Parlement.

Vous le voyez, votre langage ne me fait pas sourire, mon oreille y est faite ; je crains seulement, si j'ose le dire, que vous ne soyez trop exigeant envers Dieu, et que vous ne refusiez de croire à sa volonté, aux ordres qu'il donne aux hommes du dix-neuvième siècle, à moins que cette volonté n'ait pour sanction. le *martyre* de ceux qui l'anoncent, et que ces ordres ne soient accompagnés d'événements que vous nommez *surnaturels*. Je ne vois pas que ces deux preuves soient indispensables aujourd'hui.

Ballanche a raison de dire que l'initié tue l'initiateur ; car le fils tue le père, en ce sens qu'il lui *succède*, et des peuplades sauvages pratiquent la chose à la lettre ; toutefois l'humanité, se développant, s'améliore, et quoique le fils succède au père et ne puisse pas l'empêcher de mourir, il l'aide, autant qu'il peut, à vivre, et lui rend la mort aussi peu douleureuse que possible, en lui donnant ses soins affectueux. Je ne vois donc pas pourquoi, à tout jamais, les prophètes devraient être insultés et *martyrisés*.

Quant au *surnaturel*, comme je ne connais rien dans la nature qui ne soit inexplicable, incompréhensible, à commencer par ma propre naissance, par ma vie de tous les jours, de chaque instant ; comme *tout ce qui est* me PROUVE DIEU, je ne vois pas non plus en quoi il serait nécessaire d'imaginer une chose surnaturelle qui me le *prouvât* davantage. Ceux qui ont besoin de ces preuves sont ceux qui sentent Dieu dans *telle* ou *telle* chose ; mais ceux qui le sentent en *tout ce qui est* n'en ont pas besoin.

Si je ne me trompe, malgré le « Notre Père qui êtes *aux cieux*, » il est de foi chrétienne orthodoxe que Dieu *est partout*, mais nulle part entièrement. Il ne serait donc pas plus intégra-

lement et essentiellement dans le miracle surnaturel qu'il ne l'est ailleurs. Vous pensez sans doute qu'il s'y manifesterait davantage et d'une façon plus incontestable. Même en admettant cette pensée, je ne vois pas pourquoi vous désireriez que l'on ne *crût* à la volonté de Dieu que lorsque l'on ne peut pas faire autrement ; ce ne serait plus de la foi ; le martyre et le miracle n'ont jamais été, que je sache, d'obligation.

MM. de Ravignan et Lacordaire, MM. Bautain, Cœur et bien d'autres continuent, pour tous et pour moi-même, l'enseignement d'une doctrine qui a dix-huit siècles de vie. Or, j'ai déjà près d'un demi-siècle sur la tête, et vous m'engagez à attendre pour *juger*. Si mon jugement était hostile, je comprendrais que vous m'engageassiez à le suspendre prudemment ; mais je crains que vous-même n'ayez *jugé mon jugement*, avec la pensée préconçue qu'il devait être inévitablement hostile ; s'il l'était, ce serait tout à fait contre mon intention.

Je vous le répète, je ne crois pas et n'ai jamais cru que l'initié dût tuer l'initiateur, et j'ai toujours pensé que le fils devait amour et respect au père. Le catholicisme a reçu de Dieu, selon moi, des avertissements, depuis trois siècles

surtout, auxquels il n'a pas prêté l'oreille ; ses adversaires l'ont déclaré sourd : telle n'a jamais été ma pensée. Il a continué à vivre, comme il avait dû vivre pour élever la société qu'à grand'-peine il avait fondée, tandis que cette société se décomposait pour se reconstituer sous une forme nouvelle. Tant qu'il ne s'est agi que que dissoudre, désunir, diviser, le catholicisme s'est tenu en dehors ou au-dessus de ce mouvement vers la mort. Maintenant qu'il s'agit, pour tout le monde, de reconstruire et de vivre, d'unir et d'associer, j'ai l'espoir qu'il ne manquera pas à cette tâche. Ce n'est pas à moi qu'il appartient de l'y appeler aujourd'hui ; d'autres voix que la mienne seront pour lui un appel plus efficace.

Je reviens à l'Algérie, dont ceci nous éloignerait trop. Si vous critiquez la place que j'assigne aux prêtres dans les villages coloniaux, et si vous trouvez insuffisant ce que je dis des ordres religieux travailleurs, je vous demande en grâce ce que vous croyez qu'*on peut* proposer de plus pour aider la religion à prendre, dans la fondation de la colonisation algérienne, la part qui peut lui être attribuée ; je dis qui *peut* et non pas qui *doit* ou *devrait;* ceci est question de pratique et non de théorie.

Avec la place que j'assigne à la religion, je crois que si elle *veut* et si elle *sait* la remplir, c'est-à-dire si Dieu lui donne la *volonté* et la *science* pour fonder, elle sera, en Algérie, mieux placée qu'elle ne l'était dans les Gaules, aux IIIe et IVe siècles, pour fonder quelque chose. Pour cela, sans doute, il faut que ses prêtres soient aussi *en avant* des colons que les évêques gallo-romains étaient en avant du peuple des Gaules ; non pas en avant seulement comme ministres d'un culte de cathédrale, mais donnant l'exemple pratique des actes autant que des vertus *utiles*. Or, ceci ne dépend pas, soyez-en sûr, de la place qu'on assignera aux prêtres, mais bien de leur valeur réelle, qui seule pourra leur conquérir l'importance, comme la valeur des premiers chrétiens, et leurs travaux prodigieux de fondation sociale, dans les Gaules et ailleurs, leur acquirent l'importance qu'ils eurent depuis le VIe siècle jusqu'au XVe.

Dans les temps ordinaires, lorsque rien de neuf n'est à faire, la place assignée aux hommes est pour beaucoup dans le service qu'il peuvent rendre ; mais dans les grands moments de création, la place est toujours conquise par l'homme qui doit la remplir ; il en est de même dans les

moments de destruction. Robespierre et Napoléon ne sont pas plus miraculeux que Grégoire VII et Charlemagne. L'important aujourd'hui n'est donc pas de tâcher de faire belle place à l'Église, ce serait mettre la charrue devant les bœufs; l'important est que l'Église, qui ne saurait agir par ruse ou violence, prouve qu'elle a l'intelligence supérieure des besoins du monde, quelle que soit la place que notre monde désordonné consente à lui accorder. Il me semble que vous êtes trop préoccupé de la place que je n'ai pas faite, et pas assez de ce que l'Église pourrait et devrait faire dans la place que vous désirez pour elle ou dans celle que je propose de lui donner.

Vous réclamez, pour rendre compte de mon ouvrage, pleine liberté de langage, limitée par votre amitié pour moi; je vous demande moi-même d'user de cette liberté, étendue au contraire par notre amitié. Ne craignez, en aucune açon, de me blesser; je suis certain que tous les coups que vous me porterez doivent contribuer à éclairer sur ce qu'il est possible de faire pour *fonder,* soit en Algérie, soit en France; car nous sommes organisateurs tous les deux, et tous deux aussi nous sommes convaincus qu'on

ne fonde rien sans religion. Dites donc, à propos de l'Algérie, ce que doit y faire la religion. Reprochez-moi, si vous voulez, de ne l'avoir pas indiqué, et vous rendrez service à la religion, sans que vos reproches puissent me peiner ; j'aurai été l'occasion et presque l'excitant d'une bonne parole : de quoi pourrais-je me plaindre ?

Dans la note que vous citez[1], vous avez dû voir que, selon moi, les évêques de France ne possèdent plus ce qui faisait la gloire, la force,

1. Un prêtre dont le cœur est rempli d'excellentes intentions, M. Landmann, ancien curé de Constantine, a écrit sur la colonisation de l'Algérie, et s'en occupe avec un zèle apostolique. Prêtre chrétien, il voudrait voir le christianisme, par son clergé même, jouer en Algérie le rôle civilisateur qu'il a joué jadis dans toute l'Europe ; ce serait, en effet, un bien beau réveil, après un long sommeil. Est-ce possible ? — Dieu le sait ; mais pour que cela fût possible, il faudrait, avant tout, que le clergé chrétien de l'Algérie se proposât directement autre chose que les pratiques religieuses de l'Église, et qu'il fût *cultivateur*, directeur-modèle du travail colonial, qu'il fût un *ordre* de *prêtres laboureurs* (comme l'ordre de Malte était un *ordre* de *prêtres soldats*), comme plusieurs ordres religieux qui ont *défriché* l'Europe. Cette condition est difficile à remplir aujourd'hui, mais tout ce qui s'en rapprocherait serait excellent. Il vaudrait mieux copier, en Algérie, l'ordre de Malte, les Chartreux, les Bénédictins, que d'y transporter une copie exacte de nos évêchés de France, qui ne possèdent plus ce qui faisait autrefois la *gloire*, la *force* et la *lumière* terrestres du christianisme. (*Colonisation de l'Algérie.*)

la lumière *terrestres* du christianisme. Vous pouvez être certain que personne ne désire plus que moi voir l'Église découvrir et posséder ce qui doit être la lumière, la gloire, la force *terrestres* dans l'avenir ; mais, je le confesse, ces éléments de puissance pour l'avenir ne me paraissent pas être absolument les mêmes que dans le passé : aussi ai-je peine à comprendre comment le prêtre, qui a fait courber la tête au fier Sicambre Clovis devant la religion de paix, hésite encore à commander au peuple, au nom de son Dieu de paix, le respect pour le premier Roi qui ait dit : « La paix partout ! La paix toujours ! »

Ce serait le signe, merveilleux sans doute, auquel je reconnaîtrais que l'Église catholique veut reprendre sa place en tête de l'humanité, et reconquérir sa gloire, sa force, sa lumière *terrestres*. Je crois que si les catholiques étaient un peu moins légitimistes, ce serait déjà fait. L'Église n'a pas encore pris sous sa *protection*, pour les mettre plus tard sous sa *direction*, la presse et la vapeur, le *verbe* et la *chair* ACTUELS ; elle boude la royauté citoyenne, bourgeoise, épicière, pacifique : comment voulez-vous qu'on demande pour elle la direction ou

la semi-direction de la colonisation de l'Algérie ?

P. E.

CCCXXXVIII^e LETTRE

A M. ALBERT DU BOYS

Paris, 18 mars 1843.

Mon cher Monsieur, je vais répondre, pour ainsi dire, article par article, à votre lettre.

D'après la citation que je vous faisais de l'opinion de M. Guizot, vous aviez rappelé le rôle politique des évêques de France, leur œuvre de fondation de la société française. Je vous ai répondu que, malgré les grands ministres prêtres, y compris M. de Frayssinous, le catholicisme, depuis trois siècles, n'avait pas, à beaucoup près, rempli le rôle politique que M. Guizot, le protestant, attribue aux évêques qui ont fondé la société féodale chrétienne. Vous répliquez par saint Vincent de Paul, Mascaron, Fléchier et même

Bossuet. Permettez-moi de vous dire que ce n'est pas là la question, quoique Bossuet (le seul de tous ceux que vous nommez qui ait eu un rôle vraiment politique) ait précisément fondé le gallicanisme, destruction complète de la société théologique et féodale du VII[e] au XV[e] siècle. C'est parce que Bossuet a été, pour ainsi dire, protestant contre l'institution papale antérieure, qu'il me paraît avoir été un instrument puissant de destruction de la grande forme catholique des sociétés du moyen âge, et avoir servi en même temps à l'éducation nouvelle des nations *en dehors de l'Eglise.*

Je prends ceci à la lettre pour la France, et j'affirme que c'est surtout depuis Bossuet que l'éducation a été donnée peu à peu à la France par l'université *laïque*, par les académies *laïques,* par la littérature et la science *laïques;* c'est depuis Bossuet surtout que la politique est devenue de plus en plus indépendante de l'Église romaine. Je ne cherche pas les intentions de Bossuet; je constate un fait que de Maistre a bien vu, et que, selon moi, il a mal jugé. Ce même fait, Leibnitz, le protestant, le *prévoyait;* il prévoyait dans Bossuet les altérations de la grande unité.

Quant aux miracles, vous dites que s'il y avait une révélation ayant pour but une plus grande extension de la religion, cette révélation devrait frapper par des signes éclatants de grandes masses d'hommes ; que ses apôtres devraient guérir les incurables et ressusciter les morts ; enfin que les *ouvriers,* au moins, auraient besoin d'être impressionnés par ces *grands renversements des lois de la nature.*

Je vous ai déjà répondu que je ne comprenais pas comment vous pouviez imposer à l'avance à Dieu l'obligation de manifester ainsi sa volonté[1].

1. *Notes sur les choses surnaturelles.*

SAINT AUGUSTIN A HONORÉ. « ... Que si, en croissant à la lumière, ils parviennent de la foi à la claire vision, en sorte qu'ils méritent de voir ce qu'ils croient, c'est-à-dire de le voir SELON QU'UNE CHOSE DE CETTE NATURE PEUT ÊTRE VUE, ils recevront la plénitude, etc., etc. »

LE MÊME A CONSENTIUS. « ... Pour les choses *invisibles,* c'est les voir que de les comprendre ; ainsi celles-là mêmes se voient *de la manière qu'il convient à leur nature,* et quand on les voit *de cette sorte* on les voit bien plus sûrement que celles qui sont à la portée de nos sens. »

LE MÊME A PAULINE. « ... Saint Étienne, pendant qu'on le lapidait, *vit* les cieux ouverts et Jésus à la droite de Dieu, mais le peuple *n'en vit rien.* Aussi *ne voit-on* pas Dieu comme les yeux du corps *voient* quelque chose d'étendu et de renfermé dans un espace, mais par la seule pureté du cœur. Il n'est ni une étendue que la vue puisse embrasser, *comme on pourrait le croire* sur cette parole de Dieu à Moïse : Vous

J'ajoute en note quelques mots de saint Augustin, et j'y aurais joint bien d'autres passages des

me verrez par derrière ; ni une masse que le toucher puisse atteindre, comme cette lutte de Jacob avec Dieu *semble le supposer*. »

LE MÊME A FORTUNACIEN. « ... Saint Jérôme fait voir que c'est des yeux de l'homme *intérieur* qu'il veut qu'on entende ce que dit saint Paul (1 Cor. XIII, 12), que nous verrons Dieu *face à face*, puisque c'est des *yeux du cœur* que l'Apôtre parle... Saint Jérôme déclare nettement qu'on *ne voit même Dieu des yeux de l'esprit* qu'autant qu'*on croit* QU'IL EST INVISIBLE... Lorsque l'Écriture parle des *ailes de Dieu*, nous n'entendons autre chose par là que sa protection; de même, en parlant de *ses mains*, nous ne devons entendre que son *opération;* par ses pieds, etc., etc., et ainsi de toutes les expressions dont l'Écriture se sert en parlant de Dieu. »

SAINT JÉRÔME, COMMENT. DU PS. 93, CH. IX. « ... Les hommes sans jugement prennent ces termes *à la lettre*. »

SAINT AUGUSTIN A SAINT PAULIN. « ... Le prophète a dit (Ps. XV, 4): Leurs infirmités se sont multipliées, etc., où il emploie ce mot d'*infirmités* pour celui de *péchés;* aussi bien que l'Apôtre dans ce passage de l'Épître aux Romains (V, 6) où il est aisé de voir que les *infirmes* et les *impies* sont la MÊME CHOSE. Quand le prophète dit : Leurs infirmités se sont multipliées, C'EST COMME S'IL DISAIT : Leurs péchés se sont multipliés. »

SAINT AUGUSTIN A ÉVODE. « ... Lisez l'Apôtre, vous y verrez que dans cet endroit-là (I, Cor. XIV. 38) il ne parle que de ce qui peut aller à édifier la foi ou à former les mœurs de TOUT LE MONDE, et non pas de ce qui peut n'être compris que *d'un très-petit nombre*, et encore très-imparfaitement.

« ... Pour cette voix qui fut *entendue* au baptême de Jésus-Christ, cette colombe qui *parut* dans la même occasion, les langues de feu qui *parurent* sur chacun des disciples au jour de la Pentecôte; ce sont des choses qui n'ont fait que passer, et qui n'ont été produites qu'en signe et en figure de quelque autre chose, aussi bien que tout ce qui se passa de terrible

Pères et des Évangiles, dans le même esprit, si je n'avais pas craint de vous répéter des choses que vous savez aussi bien que moi, et qui se présenteront à vous, je l'espère, sous une nouvelle forme, quand vous aurez médité ces passages du grand, de l'admirable docteur de la foi chrétienne.

Quant aux ouvriers que vous supposez *inca-*

sur le mont Sinaï quand la loi fut donnée à Moïse, etc., etc... Il faut donc bien se garder de croire que la substance du Père, du Fils et du Saint-Esprit soit capable de changement et puisse devenir autre chose que ce qu'elle est; c'est sur quoi il ne faut pas hésiter, sous prétexte que l'Écriture donne quelquefois au *signe* le nom de *chose* signifiée, comme quand elle dit que le Saint-Esprit descendit *visiblement en forme de colombe*, et se posa sur la tête de Jésus-Christ; car cela se doit entendre comme ce que dit saint Paul que la *pierre* était le *Christ*, c'est-à-dire qu'elle le SIGNIFIAIT. L'Écriture dit simplement que l'on vit *comme* une colombe (Luc, III, 22); elle dit de même qu'à la descente du Saint-Esprit (Act. 22), on entendit tout à coup un grand bruit *comme* d'un vent impétueux, etc., et qu'il parut *comme* des langues de feu. Or, quand l'Écriture dit *comme* d'un vent, *comme* d'un feu, ce n'est pas d'un *vent véritable*, ni d'*un feu tel que nous le connaissons* qu'ELLE VEUT PARLER, mais de quelque chose de semblable à l'un et à l'autre. *Il y aurait bien des choses à dire sur cela si on voulait traiter cette matière à fond, mais cela n'est pas* NÉCESSAIRE ET NOUS MÈNERAIT TROP LOIN.

« ... De savoir si ces sortes de visions extraordinaires se font par quelque chose de corporel, ou si, n'ayant que l'apparence des choses corporelles, elles sont causées par quelque nature spirituelle qui fasse SUR LES YEUX DE NOTRE ESPRIT la même impression qu'y ferait un objet réel qu'il apercevrait

pables de croire sans miracles, si vous admettez que les hommes d'élite et de foi n'en ont pas un indispensable besoin, vous devez espérer qu'il viendra un temps où les ouvriers eux-mêmes n'auront plus besoin de ce moyen, qui vous parait exigé *aujourd'hui* par leur *ignorance*. Or, je suis convaincu qu'un des grands moyens de les délivrer de leur ignorance est de leur faire con-

par les yeux du corps, c'est ce dont nous ne devons pas prononcer témérairement...

« ... Laissez-moi étudier et dicter en repos des choses qui sont certainement préférables à ces questions que vous me pourriez faire, puisqu'au lieu que ce que je vous dirais sur ces questions ne serait utile qu'à *très-peu de gens*, il y en a beaucoup qui auraient besoin de ce que je fais. »

(Voir ces mêmes lettres de saint Augustin à Évode, sur la descente de Jésus-Christ aux enfers.)

SAINT AUGUSTIN A CONTENTIUS. « ... Il est *à propos* que les *raisons* de quelques-unes de ces *merveilles* ne se VOIENT PAS AISÉMENT : autrement la facilité d'en voir la *raison* leur ferait perdre de leur prix à l'égard de *certains esprits dégoûtés*, sur qui les choses ne font impression qu'autant que l'admiration les pique, car il y en a *beaucoup* qui sont plus touchés des moindres choses qui leur donnent *l'admiration* que des plus grandes MERVEILLES dont ils connaîtraient la cause... Il faut à ces sortes d'esprits des *miracles* VISIBLES pour les porter à la foi des choses *invisibles*, et pour les mettre au point qu'étant peu à peu *purifiés* par le feu de la charité, et familiarisés, pour ainsi dire, avec la vérité, *ils cessent d'admirer ce qu'ils admiraient auparavant.*

(Si vous étiez à Paris, je vous montrerais un volume entier de témoignages de cette force que j'ai recueillis avec le plus grand soin dans les Pères et dans le grand livre, la Bible.)

naître les *lois* de la nature, et non de les bercer de l'espoir de voir des *renversements de ces lois*. Dans tous les cas, ceci ne serait entre nous, quant à l'avenir, qu'une question de temps et, si j'ose dire, d'opportunité, car vous désirez que le peuple s'éclaire.

Vous avez raison de penser que l'histoire établira, entre la chute de Napoléon et la captivité de Pie VII, un rapprochement qui montrera comment le dernier des Césars a dû être vaincu par le successeur captif de saint Pierre; comment la puissante épée a encore été brisée par la houlette du plus *empêché* des pasteurs du Dieu de paix. Mais quand donc ces pasteurs songeront-ils à aider, à élever, à sacrer les hommes de paix ? C'est là ma question pour l'intervention du clergé dans la politique actuelle et future. Que l'Église ait détrôné César, je n'en suis pas en peine; mais avons-nous donc un César sur le trône ? L'Église elle-même, j'en suis convaincu, serait plus disposée à dire que César est un épicier pour elle. C'est là surtout ce qui me semble contradictoire dans la conduite de l'Église et du parti politique qui puise en elle ses inspirations.

Vous dites que le souverain actuel a moins

fait pour le clergé que n'a fait Napoléon. Je crois que vous êtes injuste de deux manières. Quoique je ne sois pas de ceux qui conçoivent une religion sans clergé, il me paraît qu'on peut (selon le temps) faire beaucoup pour la religion en faisant peu pour le clergé, et réciproquement. Ainsi tout gouvernement GUERRIER, de nos jours, qui voudrait faire beaucoup de bien au clergé, me semblerait plus dangereux pour la religion qu'un gouvernement PACIFIQUE, fût-il épicier, qui ferait peu pour le clergé directement, mais qui, uniquement parce qu'il professerait et pratiquerait un système de PAIX entre les peuples, favoriserait indirectement au moins, et par cela seul, l'influence d'un clergé qui lui-même serait animé de l'*esprit de paix*.

Vous pensez, comme M. Guizot, qu'il ne faut pas se hâter, qu'on doit attendre, qu'il est imprudent de s'engager légèrement ; c'est évident, mais jusqu'à une certaine limite, et il me semble que si nous ne l'avons atteinte, nous en approchons bien.

Je ne demande pas du tout aux docteurs de l'Église du XIX[e] siècle de contribuer à des « réformes soudaines et violentes dans les lois civiles et politiques, » et je ne croirais même

pas bon qu'ils fussent tous aussi révolutionnaires que le grand saint Augustin, dont vous me citez la timidité, et qui pourtant a rudement secoué les dandys du cirque et du théâtre, leurs jeux, leurs occupations, leur nullité, leur vanité, et dont la parole a fait affranchir plus d'esclaves que toutes les paroles de la chaire chrétienne de ce siècle ne feront associer d'ouvriers. C'est qu'alors le grand fait politique auquel l'Église travaillait, sans s'en douter, c'était *l'affranchissement de l'esclave;* car tel est le signe caractéristique qui distingue la société féodale chrétienne de la société païenne; tandis que le signe nouveau qui distinguera la société future (la cité terrestre de Dieu) de la société actuelle, ce sera *l'association de l'ouvrier et du chef de travail*, qui sont en guerre aujourd'hui.

AFFRANCHIR était un peu plus rude qu'ASSOCIER, et cette œuvre a dû exiger, de la part des apôtres à qui Dieu l'a confiée, une puissance de lutte extraordinaire qui a été merveilleuse dans les premiers siècles. Alors les chrétiens étaient (et les païens ne s'y trompaient pas) de vrais révolutionnaires ; vous savez bien qu'on les accusait de bouleverser l'empire, de favoriser, d'appeler de même des barbares. Rien de cela n'est à faire

aujourd'hui ; je n'attends donc pas, je le répète, que l'Église contribue à des réformes *violentes* ; et il me semble que vous avez doublement tort de le supposer, puisque vous répondez ainsi au désir que j'aurais de la voir s'unir à la royauté, pour l'aider à accomplir la grande œuvre du siècle. Je crains au contraire que, par un anachronisme funeste, plusieurs personnes en France n'espèrent aussi dans les *barbares,* et ne croient à la prophétie de Napoléon sur la *république* et les *Cosaques.*

Sans doute, la barque de saint Pierre a été sauvée d'effroyables tempêtes ; mais sa seule mission n'est pas de *se sauver* ; elle est instituée pour être la barque pilote qui indique les récifs et les passes, qui fend bravement les vagues pour aller chercher les vaisseaux en péril, qui guide et sauve le naufragé et l'amène au port.

De ce que les nations et les royautés se meurent, tandis que, selon vous, l'Église est immuable, vous n'en concluez pas, certes, que l'Église soit là seulement pour regarder passer les mourants en leur donnant sa bénédiction. Est-ce que les naissances ne seraient plus de son ressort ? Est-ce qu'elle ne veut plus donner le baptême !

Est-ce que ce n'est plus elle qui doit dire, avant tous, plus haut que tous : Ceci est *bien*, ceci est *mal ?* Depuis un demi-siècle elle gémit, et Rome et le monde n'entendent plus, de la chaire de saint Pierre, tomber qu'une parole de deuil et de désolation. Tout meurt donc aujourd'hui, tout s'en va donc... O mon Dieu, non ! quelque chose *naît* dans le monde, et pourtant l'Église ne fait pas entendre son chant de joie.

En un mot, vous dites que l'Église ne doit pas se mêler de politique : moi, je soutiens que, même aujourd'hui, elle s'en mêle très-fort, uniquement parce qu'elle s'en tient à l'écart et gémit de tout ce qui s'y fait ; et j'appelle de tous mes vœux le jour où elle s'y mêlera, en portant ses bénédictions sur ce qu'il y a de bon, quoique *neuf*, dans ce monde, en réprouvant ce qui *est mauvais*, et enterrant noblement ce qui *fut bon.*

Vous me demandez une explication sur mon commentaire de la phrase de Ballanche : « L'initié tue l'initiateur. » La voici ; je souhaite qu'elle ne vous laisse pas la pensée que nous sommes à mille lieues l'un de l'autre sur un sujet aussi grave.

Jésus est venu *accomplir la loi* et non la détruire, c'est la parole du livre sacré ; et pour-

tant vous vous appelez chrétien et non pas juif. Israël, l'initiateur de saint Paul (quoique celui-ci se fît tout à tous pour les amener tous), a été, pendant dix-huit siècles, crucifié à son tour par les générations nées du Christ et de saint Paul.

Eh bien, j'aime à penser que vous ne m'avez jamais cru capable d'être envers le *catholicisme* ce que les chrétiens ont été envers les disciples fidèles et aveugles de Moïse, envers les *Juifs*. Je n'ai que des *actions de grâces* à rendre, tandis que les chrétiens ont cru devoir venger leur Dieu même. Or, vous sentez, comme moi, que la société tend à *se reconstituer sur de nouvelles bases ;* vous ne repoussez pas même au moins l'hypothèse et l'espoir d'une manifestation, d'une *révélation de Dieu à ce sujet*. Moi, je crois fermement à cette hypothèse, et j'ai également la ferme conviction que l'Église catholique sera, que dis-je ! est, en ce moment, illuminée elle-même de cette révélation, quelque obscure ou éloignée qu'elle vous paraisse. Je n'attends donc la mort nulle part, dans le sens où vous semblez croire que je l'admets. J'attends, comme je l'ai dit, une transfiguration immense dans le catholicisme lui-même, qui s'est toujours transfiguré, depuis les catacombes jusqu'à Saint-

Pierre de Rome, pour des changements sociaux bien moins grands que celui qui se prépare.

Dans cette transfiguration, il y aura, comme à chacune des phases du catholicisme, il y aura des choses qui mourront et d'autres qui naîtront. Les agapes ont disparu aussi bien que le mariage des prêtres, et le catholicisme pourtant n'en est pas mort. Le dogme lui-même a subi une lente élaboration, pendant laquelle des formules, précédemment et provisoirement admises, sont tombées et ont été remplacées. Il est fixé *irrévocablement,* direz-vous, et toute atteinte qui y serait portée serait à vos yeux (si cette idée était possible) le signe de mort du catholicisme. Mais n'est-ce pas l'Eglise qui a décidé que son symbole dogmatique est irrévocable, l'Eglise vivante, qui prêche que la *lettre* tue et que *l'esprit* vivifie !

C'est là en effet, pour moi, l'espoir le plus grand que je puisse placer dans la révélation nouvelle que Dieu fera ou a déjà faite à l'Eglise catholique ; j'espère que l'esprit vivifiera la lettre en l'expliquant, car le monde ne le comprend pas. Ce serait à mes yeux, ainsi qu'aux vôtres, mais pour deux motifs différents, un miracle ; vous y verriez certes la main de Dieu ; et moi

aussi. Vous ne l'imaginez pas possible ; et moi je le désire. Vous croyez ce désir coupable peut-être ; mais les grandes décisions de l'Eglise, même celle de l'immutabilité du dogme, n'ont-elles pas toutes été précédées, dans son sein même, par des désirs qui provoquaient ces solennelles décisions? Les conciles n'ont rien *improvisé ;* les sujets qui les occupaient couraient déjà dans le monde lorsqu'ils s'en saisissaient et les jugeaient ; les hérésies elles-mêmes ont bien prouvé en faveur de l'Eglise quand elle en triomphait ; mais qui donc peut croire que l'Eglise n'a rien su prendre de bon, même dans ses ennemis les plus acharnés? Je suis loin d'être au nombre de ces derniers ; et quand bien même mon espoir vous semblerait un *rêve,* je pense que vous ne douteriez pas de la bonté de l'intention.

Je voulais vous dire encore quelques mots sur l'unitarisme, mais je suis déjà énormément long ; je me bornerai à votre dernière phrase, qui d'ailleurs me ramènera directement au sujet qui précède. Vous dites : « C'est là la marque du catholicisme orthodoxe, qui a toujours *méprisé le bras de chair.* » — Tant que le catholicisme *orthodoxe* MÉPRISERA *le bras de chair*, il fera bien en effet de se tenir en dehors de l'*industrie*,

des intérêts *matériels*, de la société *temporelle*, de la POLITIQUE... Et ne dites pas que ce mot *méprisé* vous a échappé ; non, c'est bien le mot orthodoxe : l'Eglise méprise la *chair*, la *terre ;* elle n'adore que l'*esprit* et le *ciel*.

Mais, dites-moi, n'êtes-vous pas convaincu, en me lisant, qu'on peut au moins autant faire abus et usage fâcheux du *bras de l'esprit* que du *bras de la chair ;* que l'un, qui agite aujourd'hui la presse et la tribune, est tout aussi terrible que l'autre armé d'une épée massacrante ou d'une torche incendiaire? Aimez, aimez l'industrie ! Aimez ce bras qui creuse des fleuves factices, qui perce des montagnes, qui couvre le globe inculte de jardins, qui dirige les vaisseaux sur la mer, qui *gagne de l'argent !* C'est le bras de chair, direz-vous ; eh non ! c'est le bras de Dieu !

P. E.

CCCXXXIXᴱ LETTRE

A M. ALBERT DU BOYS

Paris, 31 mars 1843.

Mon cher Monsieur, je comprends fort bien que vous ne regrettiez pas cette *forme accidentelle* de la société du moyen âge, pendant laquelle les évêques étaient en même temps *seigneurs féodaux;* mais c'est précisément à cette époque qu'il est juste d'appliquer ce qu'a dit M. Guizot de l'œuvre des évêques, relativement à la constitution des sociétés chrétiennes. Je conçois, dis-je, que vous ne regrettiez cette forme, ni pour les évêques, ni pour la société *de nos jours*, parce qu'il ne s'agit pas aujourd'hui de constituer une société féodale. Cependant si, pour constituer cette société féodale, Dieu a voulu que son Église prît les deux *glaives*, il me semble que, dans le cas où il y aurait *aujourd'hui* des sociétés à former ou à réformer, et surtout si ces sociétés ne devaient pas être féodales ou *militaires,* mais indus-

trielles et *pacifiques*, vous devriez me prouver doublement que Dieu ne veut pas, aujourd'hui, que son Église prenne les deux *houlettes* de pasteur.

Vous me paraissez raisonner toujours comme si l'espèce humaine devait éternellement exercer son autorité *temporelle* principalement à la mode de *César*, et par conséquent avec le *sabre* et sous l'invocation du dieu des *armées;* et cependant, si cela devait être encore aujourd'hui, c'est-à-dire si la longue prédication de l'esprit de paix n'avait rien produit, il faudrait que l'Église recommençât son rôle *accidentel* d'évêques féodaux, car c'était un moyen très-puissant d'influence *pacifique* dans une société *militaire*.

De ce point de vue, c'est-à-dire en supposant, en espérant que l'avenir verra des sociétés *pacifiques* là où vivaient, avant le Christ, des sociétés *militaires,* là où vivent encore, depuis le Christ, des sociétés *mixtes* d'hommes de guerre et d'hommes de paix; en rêvant, si vous voulez, que la volonté de Dieu sera faite *sur la terre comme au ciel*, je ne comprendrais plus pourquoi on tiendrait à ce dualisme suprême de séparation de la terre et du ciel, de l'Etat et de

l'Église, du temporel et du spirituel. Toutefois je n'en concevrais pas moins l'existence indispensable de ce dualisme entre l'esprit et la chair, entre la science et l'industrie, entre la théorie et la pratique, entre le régulier et le séculier ; mais alors les deux faces de ce dualisme seraient harmoniques et non pas antagonistes, comme elles l'ont toujours été dans le dualisme du passé, lorsque la paix ou la guerre se partageaient si bien le monde sous ces deux grands noms : le Pape et l'Empereur.

Entre ceux-ci, sans doute, il y a eu des trêves ; entre eux aussi il y a eu des crises d'absorption de l'un par l'autre, des victoires et des défaites ; mais il y a eu toujours, en principe, en *dogme*, lutte véritable, lutte très-providentielle, puisqu'elle avait pour but et qu'elle a eu pour résultat d'amoindrir, de déconsidérer, de subalterniser la guerre et César, et de propager le sentiment de paix, d'association, de civilisation parmi les hommes.

Je viens de dire que cette lutte existait en principe, en *dogme ;* et ceci m'amène à ce que vous me dites vous-même sur ce point important. Vous affirmez que le dogme n'a pas subi une *lente élaboration*, et vous me défiez de

citer un seul exemple de progrès, de développement sous ce rapport, quoique vous reconnaissiez vous-même que certains *mots* de la langue ecclésiastique ont été *créés* par des conciles, ces mots ne correspondant pas, dites-vous, à des idées *nouvelles*.

Si le symbole de saint Athanase n'avait pas fixé la foi d'une manière plus complète, plus parfaite, je ne vois pas pourquoi il aurait été admis par l'Église. La foi au purgatoire, si je ne me trompe, est bien dogmatique, et certes vous ne direz point qu'elle n'ait pas été lentement élaborée. Mais, au reste, bornons-nous, je vous prie, à la question spéciale par laquelle commence cette lettre. L'Écriture originale dit : « Mon royaume n'est pas MAINTENANT de ce monde. » Elle dit aussi, en mille endroits : « Lorsque l'esprit de vérité *viendra*. » Or, l'Église dit, depuis assez longtemps ce me semble : « Mon royaume n'est pas de ce monde, et l'esprit de vérité *est venu*. » D'une part elle a supprimé *maintenant*, et de l'autre elle a décidé que ce qui *était annoncé* par Jésus *est arrivé* après lui.

Je me borne à ces deux changements de la parole originaire du dogme. Je crois que vous

ne refuserez pas à l'Église le pouvoir de rétablir un mot supprimé par elle ; or, je vous demande si, en lisant cette première phrase avec ou sans le mot *maintenant*, elle représente la même idée ? Non, certainement. Si donc l'Église rétablissait ce mot, et si de plus elle décidait, comme elle l'a fait pour la promesse de vérité, que ce qui n'*était* pas il y a dix-huit siècles *est* aujourd'hui, c'est-à-dire que le royaume de Dieu est *maintenant* de ce monde, elle ne ferait que ce qu'elle s'est cru toujours le pouvoir de faire.

« Mon royaume n'est pas *maintenant* de ce monde » est une phrase fort claire, dont le sens ne peut être douteux en aucune façon, ni comme *jugement* du présent, ni comme *promesse* de l'avenir. « Mon royaume n'est pas de ce monde » est un peu moins clair, du moins quant à l'avenir, puisque cette forme ne préjuge rien à cet égard ; c'est une phrase très-temporelle, ou temporaire, et très-peu spirituelle ; par conséquent elle n'a pas les conditions obligées d'une pensée dogmatique.

Or, il est tout simple de croire qu'à l'époque où *ce monde* était celui de César, Jésus ait dit : « Mon royaume n'est pas MAINTENANT de ce monde ; » et même la supposition du mot *main-*

tenant a été, non-seulement sans inconvénient, mais même avantageuse, accidentellement, puisqu'elle donnait à la phrase un caractère plus *absolu* de réprobation *actuelle* et active du monde de César, au point que le synonyme de *démon*, dans la langue de l'Église, est *prince du monde*, ce qui était peu flatteur pour César.

Tout le dogme chrétien est empreint de cette réprobation *accidentelle* du monde, parce qu'il a été *élaboré* et *fixé* à une époque où le monde martyrisait les *hommes de paix;* et l'influence de cette réprobation est tellement forte, que vous-même, tout en admettant que le bras de l'*esprit* est aussi pécheur que le bras de la *chair*, vous assimilez toujours le mot *spirituel* au mot *éternel*, tandis que cet autre mot, *charnel*, est pour vous synonyme de *temporel*. Il en résulte que vous avez beau rappeler que Jésus a été charpentier et Paul corroyeur et faiseur de tentes, vous avez beau citer saint Bazile et saint Benoît, les hommes qui s'occupent des travaux de l'*esprit* n'en restent pas moins placés seuls sur la route de l'*éternité*, tandis que ceux qui s'occupent des travaux de la *chair* sont relégués dans le *temps*, et n'accomplissent là qu'un devoir, une obligation , une nécessité.

Sans doute, l'Église a dit : Qui travaille, prie; sans doute aussi, Jésus a été charpentier, et Paul corroyeur, et Benoît a labouré la terre; mais comme, aujourd'hui et depuis longtemps, les chefs du christianisme ne font plus et ne dirigent plus le travail *industriel;* comme vous repoussez vous-même la direction temporelle que l'Église, aux temps féodaux, imprimait au peuple *travailleur;* comme vous ne songez à rendre à l'Église que son influence directe sur les *esprits*, par l'*instruction;* enfin, comme dans les faits industriels, où vous me citez l'intervention de l'Église, je ne vois qu'une *bénédiction* et non une *bénéfaction* ou un *bénéfice*, j'en conclus que, à l'égard du travail *pacifique*, l'Église ne sait pas même encore complétement ce qu'elle faisait à l'égard du travail *militaire*, lorsqu'elle bénissait les drapeaux, les canons, les travailleurs et les instruments de César. Je crois qu'elle peut ou, si vous voulez, qu'elle *pourra un jour* faire autre chose.

Avec vos arguments on pourrait soutenir plus parfaitement encore que l'Église aime beaucoup la guerre, qu'elle la protége et l'encourage; ce qui serait presque un blasphème, pour vous, je l'espère, comme pour moi.

En fait, le but d'activité générale des sociétés de *ce monde*, à l'époque où parut Jésus, était la guerre, l'exploitation du vaincu par le vainqueur, de l'esclave par le maître; ce but était avoué et pour ainsi dire *sacré* aux yeux de *ce monde* païen. Grâce à Jésus, depuis dix-huit siècles ce but sacré est devenu impie et n'est plus avoué par personne. *Ce monde aujourd'hui* n'a donc plus le même principe et le même but d'activité que le monde de l'époque de Jésus. Pourquoi dirions-nous encore que le royaume de Dieu n'est pas de *ce monde?*

Vous ajoutez que l'interprétation des Pères et des Écritures est une chose sur laquelle notre sens individuel risque de s'égarer en se séparant de l'autorité de l'Église. Vous avez parfaitement raison, rien n'est plus délicat; mais toutefois l'Église, comme on l'a souvent dit, a su tirer parti des hérésies elles-mêmes, non-seulement en montrant sa force ou sa patience lorsqu'elle les a détruites ou momentanément supportées (comme elle fait à l'égard du protestantisme aujourd'hui), mais en se modifiant elle-même, au moins dans sa discipline, pour combattre mieux l'erreur et pour patienter avec plus d'art.

Il me semble que vous mettez à défendre ce

que vous croyez être la pensée de l'*Église*, contre ce que vous croyez n'être pas sa pensée, un zèle de rivalité qui n'est pourtant pas dans votre cœur, et qui je vous l'assure, serait d'ailleurs sans objet à mon égard. Lorsque vous dites *nouvel* Évangile, *nouveaux* dogmes, *nouveaux* initiés, *nouvelle* révélation, *nouveau* révélateur, *nouveau* prophète, etc., vous paraissez croire que votre adversaire suppose que l'Église elle-même n'annoncera plus de bonne *nouvelle*, ne proclamera plus de nouveaux principes sociaux, n'initiera personne à des choses *neuves*, enfin n'aura pas elle-même de *révélation*. Or, c'est précisément le contraire qui est dans ma pensée, et, pour la faire mieux comprendre, je reprendrai votre critique de la phrase où je disais que l'Église ne baptise plus ce qui naît aujourd'hui. Vous me répondez qu'elle ne doit baptiser que ce qui *est né* : alors vous avez pris ma parole à la lettre ; car il est évident que vous devez croire, comme moi, que l'Église ne s'est pas toujours bornée à consacrer *ce qui était*, mais que souvent elle a engendré, elle a fait naître ce qui *devait* être, ne fût-ce que la société féodale ou les croisades, et mille autres grands faits humains qui sont nés sous l'in-

fluence de sa prophétique *parole*, de sa puissante *politique*, de ses admirables *prévisions*.

Depuis longtemps l'Église ne nous dit plus rien de l'avenir, mais ce n'est pas une raison pour croire qu'à jamais elle se taira sur ce sujet, ou pour méconnaître qu'autrefois c'était sa principale mission. Sans cela, on ne s'expliquerait pas comment elle n'aurait point consacré le paganisme qu'elle trouverait *né*, et on lui refuserait d'avoir engendré les sociétés actuelles, qui pourtant sont bien ses filles, grandes filles, il est vrai, touchant à l'âge de l'émancipation.

Déclarer, comme je le fais dans mes lettres, que l'on croit à l'Église une grande mission pour l'avenir ; espérer qu'elle ouvrira au monde, comme elle l'a toujours fait, la route de l'avenir, c'est-à-dire qu'elle *dévoilera* aux hommes ce qui lui aura été *révélé* à elle-même, leur destinée *temporelle*, comme elle l'a fait chaque fois que la société cherchait, non à détruire, mais à édifier, c'est peut-être croire en elle plus que n'y croit la raison des sages de ce monde, mais ce n'est pas y croire plus ni même autrement que vous n'y croyez vous-même, j'en suis sûr.

Or, est-il possible que cette inspiration, cette

excitation, et je dirai même cette révélation, soit donnée à l'Église autrement que par un prêtre, ou bien par un laïque, guérisseur de boiteux, de borgnes, d'estropiés dans *leur chair*. Vous paraissez croire que cela n'est pas possible, et que la lumière divine ne peut apparaître à l'Église que sous la forme où elle se montrait au monde il y a 1,800 ans, et surtout il y a 3,000 ans. Je maintiens que vous faites ainsi une loi bien étroite à Dieu, et je ne crois pas qu'il y ait un article du dogme qui vous en donne le droit.

Songez donc que les miracles n'ont jamais empêché qu'il y eût des hérésies et même des incrédules ; l'absence de miracles n'a pas empêché Mahomet *qui n'en faisait pas*, ni Luther, *qui n'en faisait pas non plus*, d'enlever à l'Église catholique, *qui en faisait encore*, des masses considérables de fidèles, appartenant pourtant à cette classe d'*esprits dégoûtés* dont parle saint Augustin.

C'est qu'en effet, un chamelier qui, à quarante ans, s'avise de vouloir s'emparer du monde, et qui, à soixante ans, en avait conquis une bonne partie ; un chamelier inspirant quelques hommes qui, en un siècle, s'emparent de la moitié du globe, est plus miraculeux que la guérison d'un

paralytique. C'est que le moine qui ose braver le Pape et qui, en peu d'années, soumet à sa pensée des têtes couronnées, est plus merveilleux que le miracle de *chair* de Nice ; en un mot, c'est que Mahomet et Luther sont d'autres hommes que le père de Buffalo, dont j'estropie, sans doute, le nom.

Ce sont des démons, direz-vous. — Soit ; mais alors que l'Église prêche donc des croisades contre l'islamisme et des Saint-Barthélemy contre les protestants ! Elle l'a fait ; pourquoi ne le fait-elle plus ?

Parce qu'elle ne serait pas écoutée, direz-vous peut-être. — Eh bien, non ! Elle-même, j'en suis convaincu, ne juge plus aujourd'hui les fils de Mahomet et les fils de Luther comme les jugeait l'Église du XIe et du XVIe siècles ; elle-même, pardonnez-moi de le dire, a laissé attendrir son âme aux douceurs de la *tolérance* prêchée en dehors d'elle par des hommes qui n'étaient ni prêtres ni faiseurs de miracles, qui n'étaient même ni mahométants ni protestants, que dis-je ! qui se croyaient athées, et qui prêchaient pourtant au monde la volonté *actuelle*, de Dieu.

Au nom de Dieu, mon cher monsieur, justice

pour tous ces hommes, qui, malgré leur propre injustice envers les œuvres de la foi chrétienne, ont propagé l'esprit de douceur et de paix de cette foi divine, sans soutane, sans miracles, mais avec dévouement et génie ! « Hors de l'Église pas de salut ! » n'est plus un dogme pour le XIXe siècle ; l'Église universelle ! mais c'est tout être qui vit sur la terre. Et ne dites plus que l'Église ne doit rien qu'à celui qui la prie ; pour la prier, ne faut-il pas qu'elle se montre bonne avant la prière ? ne faut-il pas qu'on l'aime ? ne *doit*-elle pas se faire aimer ? Pourquoi Jésus dit-il à trois fois : « Pierre, m'aimez-vous ? » Parce que celui qui devait paître les brebis du Seigneur devait se faire aimer de ces brebis comme il aimait lui-même son Seignenr.

Que le successeur de saint Pierre étende donc sa main sur le monde, non pour le bénir seulement, mais pour se faire bénir ; qu'il agisse *sur* et *pour* le monde. Ne vous blessez pas pour sa dignité, lorsque vous voyez un homme de bonne intention pour les hommes solliciter près de vous, enfant dévot de l'Église, un service du serviteur des serviteurs de Dieu, un service à rendre aux hommes du XIXe siècle ; et ne

dites pas : « Si le service est à rendre, Dieu le sait et son Vicaire le sait ; quant à moi, je ne sais. » Ne vous mutilez pas, ne vous annulez pas à ce point ; l'Église n'en fait pas un devoir, à vous au moins qui la priez avec ferveur et obéissance entière.

Oui, l'œuvre *temporelle* de nos jours, celle qui mettra fin aux révolutions qui bouleversent les royaumes, c'est *l'organisation du travail ;* l'Église n'y peut rester étrangère ; et si je vous ai adressé mon livre sur l'Algérie, si je vous fatigue de mes longues lettres, si d'un autre côté vous avez pu me reprocher de faire dans mon livre, dans ma parole *publique*, une bien petite part à l'Église, c'est parce que vous pouvez convenablement et utilement prier la chaire de saint Pierre. — Adressés à vous dans l'intimité de notre correspondance, mes désirs, les motifs de mon espoir peuvent vous paraître monstrueux dans leur forme, ils peuvent même blesser vivement des coins délicats de votre croyance ; mais j'en suis certain, la loyauté, la bonté de mon intention ne saurait vous être suspecte, et vous pouvez l'interpréter avec votre cœur.

Vous vous défendez de l'influence de votre opinion politique sur la manière dont vous con-

cevez la conduite actuelle de l'Église, et pour me le prouver, vous me citez un passage de la *Revue indépendante* et les articles de Pierre Leroux. Mais ce que je disais de vous, légitimiste, je le dirais également des républicains Leroux ou Lamennais. Vouloir que l'Église reste fidèle à Henri V, ou vouloir qu'elle s'associe directement et immédiatement au prolétaire, c'est, selon moi, vouloir deux choses également funestes, c'est vouloir ce qui *fut* ou ce qui *n'est pas encore* c'est méconnaître *ce qui est ;* c'est rester en dehors du monde, en arrière ou en avant.

Malheureusement, les catholiques et les protestants républicains tels que Lamennais, me paraissent avoir des regrets ou des espérances sans réalité. La prudente sagesse de l'Église lui a fait repousser les *rêves populaires* de Lamennais, et je crois qu'elle serait au moment d'exercer une grande et réelle action sur le monde, si elle renonçait avec autant d'éclat aux *souvenirs royaux* du légitimiste. Mais tout cela ne serait encore que du négatif ; ce serait tout au plus s'abstenir, et celui-là seul qui doute doit s'abstenir.

Lorsqu'on sera las de ne rien pouvoir faire, dites-vous, on viendra l'implorer. — Cette su-

perbe impassibilité est-elle donc digne de l'humble Église du Christ? Est-ce que les peuples ne sont pas rongés d'égoïsme ? Est-ce qu'il y a un pouvoir respecté sur la terre ? Est-ce que les prisons ne sont pas combles de crimes, les hôpitaux repus de cadavres? Et tout cela, n'est-ce donc pas une prière ? Permettez-moi de vous le dire, vous êtes dans un cercle tout aussi vicieux que celui où se trouvent les Rois qui croient qu'ils ne sont Rois que par la grâce du peuple, et qui attendent qu'on leur donne du pouvoir pour le prendre. Le génie ne reçoit pas sa mission par en bas, il n'est pas élu au scrutin populaire ; et si l'Église attend un brevet de puissance, sous forme de supplique, pour qu'elle daigne gouverner le monde, elle sera une Église constitutionelle, mais non une Église catholique et apostolique.

Dieu ! quelle distance il y a entre cette impassible attente et le fameux *Compelle intrare* d'une autre époque ! Quelle différence encore avec cette grande parole : « Je me suis fait Juif avec les Juifs... tout à tous pour les amener tous ! » A la bonne heure ! voilà qui est catholique et apostolique ! Mais, quoi ! sous prétexte qu'on vous traite comme on traite en Chine les

mandarins condamnés à mort, de votre côté vous traitez le monde comme fait un enfant qui regarde l'agonie d'une souris noyée, et qui attend, pour la sauver, que ses forces soient épuisées et qu'elle fasse le *plongeon*. Pitié ? Non, l'Église ne sera pas à ce point impitoyable.

« Il ne lui suffit pas, ajoutez-vous encore, que l'on crie : La paix, la paix ! il faut proclamer celle qui vient de Dieu ! » Mais qui donc doit proclamer la paix de Dieu et la donner au monde si ce n'est l'Église ? Pourquoi ne nous dit-elle pas comment le bourgeois et l'ouvrier, le maître et le serviteur, le chef et l'inférieur, le Roi et le sujet, l'homme et la femme peuvent avoir la paix, et quel est le traité, la charte pacifique qu'ils doivent conclure, *de nos jours ?* Pourquoi surtout répond-elle : « Mon royaume n'est pas de ce monde, » lorsque évidemment ce monde désire la paix, a soif de la paix ?

Cette charte, direz-vous, c'est encore et toujours l'Évangile ! Oui c'est l'Évangile, comme l'Évangile fut la loi et les prophètes ; c'est l'Évangile traduit, interprété et enseigné à toutes les époques où l'Église a voulu agir sur le monde ; c'est l'Évangile, *selon l'esprit* qui anima toujours la papauté chaque fois qu'elle dépouillait

César de ses attributs, de ses moyens de violence, qu'elle lui *ôtait* au lieu de lui *rendre* ce qui pourtant était bien *à lui ;* c'est le même Évangile selon l'esprit, qui, malgré la réputation faite à la femme par le vieil évangile de Moïse, qui malgré la parole de Jésus à sa Mère, malgré l'ordre brutal de silence et d'obscurité donné aux femmes par Saint Paul, a relevé le front humilié de la femme et l'a conduite jusqu'au point de se croire l'égale de son seigneur et maître, devant Dieu et devant les hommes. C'est lui enfin qui, *contrairement à la lettre*, exerce depuis bien des siècles, dans la Rome des Césars, le pouvoir *temporel*, *la royauté de ce monde*, et qui, dans ce royaume modèle, a donné, non-seulement le précepte, mais l'*exemple* des mille progrès que la société à dû faire pour détruire peu à peu la loi générale, la *charte* des sociétés du passé, l'esclavage.

Eh bien , elle le fera encore m'allez-vous dire. Mais au moins ne prétendez pas que c'est moi qui désespère. Vous l'espérez, et moi je le demande ; mais vous l'espérez, et en même temps vous *doutez* qu'elle *doive* le faire ; moi, je le demande, parce que je suis certain qu'elle le fera quand ses fils dévoués, comme vous, lui diront :

« Mère ayez pitié du monde ! mère, n'attendez pas plus longtemps que mes frères vous implorent ! Ils vous *méconnaissent*, faites-vous reconnaître ; ils sont bien malheureux, mais non coupables ; depuis trois siècles, ils ont vu un si grand nombre de vos enfants les plus chers se *séparer* de vous ! Ils vous ont vue traînée au char de César, dépouillée de votre royale parure, bâillonnée par leurs maîtres de la *parole*, et ils vous croient dans une muette servitude. Ce ne sont pas des miracles d'esprit ou de chair, mais des miracles d'âme, des miracles de votre inépuisable *bonté*, qui ouvriront leurs cœurs, leurs yeux et leurs oreilles [1] ! »

Qu'entendez-vous par ces mots : « Saint Augustin ne demande pas *directement* au pouvoir temporel des changements, des améliorations dans la législation politique et civile ? » — Voulez-vous dire qu'il n'en fit pas l'objet d'un placet à l'Empereur ? mais qui donc a jamais demandé, sous cette forme, autre chose qu'une pension ? Non ! il n'a fait ni placet au Roi, ni pétition à la Chambre ; mais l'initiative de l'Église a été un peu plus fructueuse, ce me semble, que celle de

1. Il ne fit pas là beaucoup de miracles, à cause de leur *incrédulité*. (Saint Mathieu, XIII.)

nos députés et même que celle de la presse. L'Église a plus couronné ou détrôné de Rois, a plus confessé et inspiré de souverains, a plus agi directement sur leurs conceptions et leurs actes, que ne l'ont fait nos plus grands ministres constitutionnels, qui pourtant changent directement la législation politique et civile. Ah! vous dites qu'il n'a pas demandé de loi pour l'abolition de l'esclavage ; je le crois parbleu bien ; cette *loi* était faite, il la prêchait ; et les fidèles à la loi, pour le rachat de leurs péchés, pour le salut de leur âme, pour éviter la *peine* infernale et mériter la *récompense* céleste, obéissaient à la *loi* en affranchissant leurs frères.

Pour moi, ceci n'est pas un jeu de mots, parce que, tout en distinguant bien qu'il y a eu dans la société chrétienne des lois *dites* civiles et des lois *dites* religieuses, il est évident que plusieurs des lois religieuses entraînaient *très-directement* des améliorations dans l'ordre civil, si bien que, durant tout le temps où la *loi* romaine avait été perdue, c'était en réalité l'église qui *jugeait* dans l'ordre civil, malgré la suprématie *apparente* du seigneur féodal ; en un mot, comme le dit M. Guizot, ce sont les évêques qui ont fondé *la société* euro-

péenne, religieusement, et aussi politiquement ; ce sont eux qui ont changé la civilisation, aussi bien que la religion de l'empire romain.

« Leur procédé, dites-vous, n'est pas brusque et tranchant. » — Cela vous plaît à dire, et cela me plaît à espérer *pour l'avenir* ; mais il y aurait bien quelque difficulté à convenir de la chose pour *tout le passé*. Qu'est-ce donc que ce partage du Nouveau Monde, par une ligne papale tracée sur une carte, avant de savoir quels sont les peuples qui vivent des deux côtés de cette ligne ? Qu'est-ce que ces Rois excommuniés, ces populations entières exterminées, parce qu'elles ne voulaient pas ou ne voulaient plus croire ? Qu'est-ce donc même que Pierre l'Ermite prêchant des croisades, si ce ne sont pas, à vos yeux, d'immenses révolutions tranchantes ? J'admets que ces révolutions étaient dans les desseins de Dieu ; j'admets que les peuples, même ceux qui y périssaient, étaient *mûrs* pour les réaliser ; toujours est-il que c'était l'Église qui les inspirait, qui les faisait faire ; je dis plus encore, qui les *dirigeait*.

Je vous assure que je ne demande pas et n'attends pas de l'Église quelque chose de brusque et de tranchant. Pour vous donner une idée de

la patience que je veux et de la douceur que j'espère, je vous citerai encore ces Juifs déicides, et je vous dirai avec saint Paul : « Leur chute est devenue une occasion de salut pour les gentils ; si leur chute a été la richesse des gentils, combien leur plénitude enrichira-t-elle le monde encore davantage ! Ce n'est pas vous (gentils) qui portez la racine, c'est la racine (juifs) qui vous porte. Si leur perte est devenue la réconciliation du monde, que sera leur rappel sinon un retour de la mort à la vie? » (*Rom. XI*).

Ce cri de rappel d'où partira-t-il? Saint Paul dit-il d'attendre que les juifs prient? Certes l'Église ne les aura pas rappelés *brusquement*, elle y met le temps ; à moins que vous ne donniez le nom de rappel à l'auto-dafé, au mépris, à la hache frappant sur la racine. Mais si les déicides, un jour, pour le bonheur du monde, doivent être rappelés, ne rappellera-t-on pas aussi, un jour, les protestants *papicides*, les révolutionnaires *régicides*, pour ramener les papes et les rois de la mort à la vie ? Je conçois qu'à une autre époque l'Église ait pu, ait dû même faire *exterminer* des musulmans, des juifs, des Indiens, des Saxons, et que ce soit ainsi qu'elle ait prouvé sa puissance sur le monde, gouverné

alors par des *exterminateurs* ; mais encore une fois, le monde ne veut plus être gouverné par des bouchers ; le monde n'est plus le troupeau de César. A qui donc appartient-il? à Dieu, au Dieu de la paix, non à celui des armées ; au Dieu du travail, non à celui de l'oisiveté *par droit de naissance* ; au Dieu juste, qui donne à chacun *selon ses œuvres* et non selon les œuvres *de son parent;* c'est là aujourd'hui la religion *pacifique, laborieuse* et *juste* que le monde cherche, désire, appelle. Je suis sûr que l'Église entendra.

Eh ! n'est-ce pas là, mon cher monsieur, le *rêve* que vous faites vous-mêmes ? Ne vous dites-vous pas chaque jour : comment faire pour que la volonté de Dieu soit faite sur cette *terre* comme au *ciel* de paix, de prière (qui travaille prie), de justice, que m'a révélée Jésus-Christ ? Et croyez-vous qu'après s'être posé pendant dix-huit siècles ce divin problème, l'humanité ne le résoudra pas ? Vous confessez que vous ignorez la solution ; mais certainement Dieu vous a ordonné de la chercher, puisqu'il vous a enseigné ce désir *terrestre* dans la plus belle *prière* que l'homme puisse prononcer. « Que votre règne arrive ! » dites-vous ; or, quand il

viendra, est-ce qu'il y aura, à côté de lui, *un autre* règne ?

Non! Dieu ne nous a pas trompés ; il ne nous a pas dit de désirer son règne sur la terre comme au ciel, pour qu'à jamais le ciel et la terre soient séparés par des tempêtes, pour que l'ordre *religieux* et l'ordre *civil* soient entre eux ce que Dieu est à Satan, le bien au mal, la vertu au vice. Le ciel et la terre doivent communier à la sainte communion d'*égalité de mérite ;* l'esprit doit s'unir à la chair, la science à l'industrie, l'homme à la femme, par *amour réciproque*, et non comme un maître à son esclave. La divine promesse n'est pas un piége, n'est pas même un mensonge utile, offert à notre enfance ; avec l'aide de celui qui l'a faite, nous la réaliserons dans notre virilité.

Sur ce sujet inépuisable et en le traitant avec vous ma plume ne peut s'arrêter, il faut pourtant des bornes, surtout pour moi, que vous prendrez peut-être quelquefois pour un conservateur-borne, parce que j'ai parlé comme je l'ai fait de Louis-Philippe. Je terminerai donc par ce royal sujet.

Pour vous, comme pour moi, il y a de l'âme à *droite* et à *gauche*, et je reconnais qu'au

centre, au ventre, l'âme est furieusement enveloppée dans une lourde et assez sale matière. *J'aime*, en un mot, beaucoup plus les légitimistes et les républicains que le juste-milieu ; mais je *voudrais aimer* le juste-milieu ; ce qui revient à dire que je voudrais que le juste-milieu devînt aimable, ou, plus généralement, que le gouvernement pût rallier à lui les souvenirs et les espérances de la France. Je crois que lui-même en aurait grande envie, mais qu'il ne *sait* pas comment *faire* et ne *peut pas même faire* ce qu'il *sait*. Toujours est-il que, par cela seul qu'il *est*, il désire *vivre* ; tandis que ceux qui *ont été* ou qui *voudraient être* songent plus à le tuer qu'à vivre eux-mêmes. Les légitimistes le traitent comme un enfant révolté et parricide ; les républicains voient en lui un père impuissant, lâche ; les premiers regardent la royauté de 1830 comme une bâtarde, les seconds comme une prostituée ; moi, je crois que c'est une assez bonne fille, qui va comme on la pousse ou comme on l'attire, quand il y a quelque chose à craindre ou à gagner, à droite ou à gauche, selon le vent qui souffle, mais surtout selon ce qu'elle croit être *son intérêt*, l'intérêt de *sa* conservation.

Une telle royauté, un tel gouvernement, me paraissent tout à fait providentiels pour opérer, dans le présent, une fusion du passé et de l'avenir, pour dégager de l'un et de l'autre les éléments trop *arriérés* ou trop *en avant*, et faciliter un contrat entre ces deux extrémités humaines. Le fait est que, depuis 1830, ce ne sont pas seulement des concessions passagères de tactique politique que les deux partis extrêmes se sont faites, c'est une justice plus équitable qu'ils se sont rendue ; c'est, sur certains points, une estime réciproque et presque une sympathie qui s'est établie entre ces deux mondes ; et l'un et l'autre commencent à comprendre qu'ils ont *droit* à leur part d'action dans la société, droit qu'ils étaient loin de s'accorder avant 1830.

Pour rentrer dans ma thèse sous la forme religieuse, je ne dirai pas que la religion en soit venue à aimer l'incrédulité, ni que l'incrédulité de nos jours aime beaucoup la religion ; mais je suis convaincu que l'incrédulité actuelle ne maudit plus, ne plaisante plus la religion, comme par le passé ; et, d'un autre côté, que la religion actuelle n'anathématise plus autant les hommes qui ne croient pas tout ce qu'elle croit.

Ces deux extrêmes peuvent-ils s'unir comme le veut M. de Lamennais? Je ne le crois pas. Peuvent-ils s'unir même comme le veut M. de Genoude? Je ne le crois pas non plus; ou alors ce serait pour renverser, bouleverser, révolutionner, mais non pour fonder. Et, au contraire, si les âmes d'élite, dans ces deux partis extrêmes, prenaient par la main droite et par la main gauche le ventre (sotte métaphore !), peut-être bien redonneraient-elles du cœur au ventre.

« L'Église sacrerait Louis-Philippe, dites-vous, s'il allait s'agenouiller sur les dalles de Reims. » — Mais vous savez bien que, s'il allait à Reims, il serait empêché, arrêté, que dis-je ! assassiné peut-être au premier relais. Il *ne le peut pas,* et l'Église n'a jamais demandé au prisonnier d'aller chercher la communion à l'autel, ni au mourant de courir après l'extrême-onction. Quoi ! vous voudriez que le roi se déclarât bon catholique, franc catholique, dévot! Vous vous méprenez donc bien sur la France de 1843! Comment, il ne vous suffit pas de la dévotion de la reine!

Vous m'avez cité Napoléon ; mais Napoléon réagissait contre Robespierre, tandis que Louis-

Philippe a été couronné en 1830 pour réagir contre Charles X : c'est tout autre chose, j'espère. Je me suis très-mal exprimé si, en vous parlant de sacrer ou consacrer la royauté nouvelle, vous avez pris la chose à la lettre, et avez cru que je songeais précisément à la forme Reims et Sainte-Ampoule.

Comme vous, je sais qu'il est des moments où il y a haute prudence et habilité à exercer de l'influence sans paraître gouverner, et c'est ainsi que l'Église pourrait, en ce moment, exercer une grande influence sur le gouvernement de la France, sur les affaires temporelles du monde, c'est-à-dire en agissant *sourdement.*

Entre nous, ceci ne peut faire difficulté ; mais que doit-elle faire *sourdement?* miner le trône de 1830, ou le consolider? Là est toute la question ; et surtout ne prétendez pas qu'elle s'abstient et doit s'abstenir : c'est impossible, cela n'est pas ! et quand bien même cela serait, comme le monde est loin de croire à cette abstention, comme il sait d'ailleurs que l'Église a toujours soutenu les trônes qui lui paraissaient *utiles* au monde, on en conclurait que l'Église considère le trône actuel au moins

comme inutile, et l'abstention de l'Église contribuerait ainsi efficacement à le faire crouler.

Laissez-moi vous dire un rêve d'un de mes amis, rêve qui se prolonge depuis douze ans. Dans un moment de grande exaltation qui tenait presque du délire, cet ami me dit, une nuit où je le veillais, en 1831 : « Le Roi de Rome, le duc de Bordeaux, le duc d'Orléans, voici les trois nœuds de la politique qui vient de naître en 1830 ; et comme Dieu n'a pas encore dit comment l'avenir doit transiger *pacifiquement* avec le *droit* du passé, c'est sur le duc de Bordeaux que roulera la grande difficulté. » — Depuis lors Dieu a dénoué deux de ces nœuds, le roi de Rome et le duc d'Orléans sont morts. — Hier je rencontre mon ami pour la première fois depuis cette époque ; il me dit : « Vous rappelez-vous mon rêve de 1831 ? — Oui. — Eh bien, je vais le compléter : La papauté ne peut pas mourir ; le premier Pape qui a poussé le peuple aux croisades est un Pape français ; l'Église a toujours pratiqué une hiérarchie fondée sur le mérite, et non sur le droit de naissance ; la légitimité, qui était le droit du passé dans l'ordre temporel, est détruite *en fait* ; ce fait peut être

consacré en *droit*, si Henri V s'asseoit sur la chaire de saint Pierre. »

Quelle que soit la valeur que vous puissiez attribuer à ce rêve, prenez-le, de ma part, comme simple hypothèse, par laquelle je veux rendre sensible une idée. Je sais que beaucoup de légitimistes, qui se croient très-catholiques, et qui sont pourtant gallicans, préféreraient, pour Henri V, le trône de France à la chaire de saint Pierre. Vous n'êtes pas probablement de ce nombre ; mais prévoir d'avance une élection de conclave, une décision future de l'Esprit-Saint, vous paraîtra pour le moins une prétention ridicule. — Je *suppose* donc que pareil événement arrive, et, comme dit mon ami, je préfère cette hypothèse à celle de la mort du duc de Bordeaux, parce que la mort est le secret de Dieu, et que cet élément doit rester étranger aux procédés de l'homme pour résoudre les problèmes humains.

Dans cette hypothèse, le parti politique auquel vous appartenez pourrait bien avoir contre Louis-Philippe un vieux levain de rancune pour le passé, mais il n'aurait plus de *prétendant* en espérance. Il est donc difficile de croire qu'aveuglé par une rancune *sans but d'avenir,*

le parti légitimiste ne se rattacherait pas, dans le présent, à l'*autorité*, pour la renforcer, la moraliser ; il est surtout impossible de supposer qu'il emploierait ses forces à ébranler, à renverser le peu d'ordre qui nous reste, n'ayant rien ni personne à mettre plus légitimement à la place de ce qu'il tenterait de détruire. De son côté l'Église plus que jamais protégeant la France, l'Église, qui, comme vous le dites vous-même, a su s'accommoder à des formes diverses de gouvernement, commanderait aux fidèles le respect et l'obéissance pour l'ordre établi.

Si tout cela est vrai dans l'hypothèse que je viens de faire, comment pouvez-vous penser que votre opinion comme *légitimiste* n'influe pas sur votre conduite comme *catholique?* Est-ce qu'au fond de votre âme, et sans vouloir toutefois y contribuer d'une manière évidente, extérieure, flagrante, vous ne *désirez* pas que le gouvernement actuel de la France passe dans les mains de Henri V? Or, vous savez bien que ces transmissions ne se font pas à l'amiable, et il se pourrait que le *désir* d'un homme tel que vous, même sans être suivi d'*acte* positif, fût tout aussi dangereux pour la politique actuelle

que la révolte aveugle d'un malheureux qui court à l'émeute.

Au contraire, si vous n'aviez pas Henri V derrière vous, comme vous n'avez pas envie de couronner M. Thiers ou M. Arago, vous emploiriez vos efforts à consolider, tout en l'éclairant par une critique prudente, le pouvoir *tel quel* qui régnerait sur la France ; et vous, qui priez avec ferveur, vous imploreriez Dieu et l'Église pour faire descendre sur ce pouvoir la lumière. Henri V, devenu Pape, vous l'ordonnerait, comme l'ont ordonné tous les Papes quand ils ont voulu sauver les royaumes de révolutions menaçantes.

Oui, mon cher monsieur, le temps des *détrônements* est fini, et les personnes qui voudraient détrôner le successeur de saint Pierre ne sont pas plus de ce siècle que celles qui voudraient détrôner le successeur de Mahomet, ou seulement Louis-Philippe. Est-ce que vous avez oublié ce grand mot qui est le signe le plus divin peut-être du christianisme : *conversion?* Faites *tourner avec* vous et *vers* vous les musulmans et les ventrus, mais ne les *décapitez* pas, ne les éventrez pas ; une *conversion* vaut mieux qu'une *révolution*. Voltaire

a dit : « Bâtir est beau, mais détruire est sublime ! » C'est l'inverse qui est la vérité.

Dites-moi donc assez ! assez ! car je ne finirais jamais.

P. E.

CCCXLE LETTRE

A M. ALBERT DU BOYS

Paris, 21 avril 1843.

Mon cher monsieur, puisque c'est moi qui prétends que l'Église a toujours eu la sagesse d'intervenir ou de ne pas intervenir directement dans les affaires du monde, ou, en termes plus nets, dans la politique, je n'ai pas dit qu'elle ait jamais regardé cette intervention comme un *devoir absolu*, et vous ne m'apprenez rien en me disant que saint Augustin a refusé au comte Boniface de se mêler de ses affaires temporelles. De votre côte, vous soutenez que, lorsqu'elle y est intervenue, c'est

ou pour son *malheur* (épiscopat corrompu par ses richesses), ou par *nécessité* (royauté temporelle du pape), et que, dans tous les cas, c'est par *dérogation* au principe de division des pouvoirs, que vous regardez comme fondamental.

Lors donc que je montre les nations chrétiennes *fondées* par un épiscopat très-*politique*, c'est vous qui me répondez que cet épiscopat a failli perdre l'Église; lorsque je cite la royauté papale comme ayant donné au *monde* des exemples *temporels* précieux, vous me parlez du gouvernement actuel des *États romains* presque comme en parlait au XVIe siècle un huguenot. De sorte que c'est moi qui suis le défenseur des grands *actes* de l'Église, et c'est vous qui les condamnez, ou tout au plus vous vous y soumettez. Il y a là un mystère auquel je vous prie de réfléchir.

Vous me demandez où j'ai pris que le *nunc regnum meum* ait été altéré par l'Église. — Je n'ai pas dit qu'on ait *altéré* NUNC ; j'ai dit qu'on avait *supprimé* MAINTENANT. Vous me répondez à cela que l'Église ne parle pas français, mais latin. — En vérité, la réponse n'est pas péremptoire, puisque je n'ai pas dit que l'Église

avait changé la parole latine. Qu'ai-je voulu dire? qu'elle laissait écrire et dire en *langue vulgaire*, qu'elle laissait *prêcher*, qu'elle autorisait à *enseigner* une *traduction* excessivement LIBRE de la parole latine; et j'en conclus, ou qu'elle attache fort peu d'importance à ce fameux *nunc*, ou bien qu'elle y en attache une fort grande et fort dangereuse; car généralement elle n'aime pas qu'on supprime dans l'Écriture ce que les traducteurs *s'amuseraient* à supprimer. Vous pensez, sans doute, que si elle tolère cette suppression générale de la traduction de ce mot *nunc*, c'est qu'elle n'y attache pas d'importance; je suis tout disposé à être du même avis que vous sur ce point, mais je crois qu'il peut venir un moment où cette suppression paraîtra fâcheuse à l'Église, et que ce moment est prochain.

Sans doute, vous avez le droit de dire le sens que vous attachez à vos prières; je ne conteste même pas du tout le sens que vous y attachez; j'espère seulement que l'Église y attachera (et vous, par conséquent, après elle), outre ce sens personnel, un sens plus *directement efficace* pour la conduite que doivent tenir *sur la terre* les enfants de la terre, comme

vous les nommez, qui croiront en Dieu et l'aimeront.

Vous me répondez au sujet de la foi au purgatoire, dans laquelle je vous signalais un *progrès* de la croyance humaine, que le purgatoire est simplement un *mot* créé pour un dogme déjà existant. — J'aurais préféré que vous réfutassiez ce que j'avais dit sur le symbole de saint Athanase, chose capitale; mais, je le vois bien par votre réponse, nous n'arriverions sur ce point qu'à une véritable discussion de *mots*. Je suis, en effet, convaincu, comme vous, que tout *dogme* (religieux ou philosophique) renferme en lui toutes ses conséquences; donc, lorsque vous dites qu'il n'y a pas eu de progrès dans le dogme chrétien, depuis dix-siècles, je l'admets avec vous, en ce sens général et très-métaphysique, savoir : que les conséquences les plus immédiates se sont vues les premières, d'autres après, et plus tard enfin les conséquences extrêmes. Sans cela, je le répète, il serait impossible de s'expliquer les discussions célèbres et les décisions des conciles, lorsqu'elles ont eu pour objet des points de dogme, et lorsque ces solutions enfantaient, à l'instant, des pratiques,

des prières, un culte, une discipline, inconnus précédemment.

Vous me faites une mauvaise *guerre*, pour ce que j'ai dit de la guerre et de la bénédiction des drapeaux; car vous savez, au moins aussi bien que moi, que plusieurs fois on chantait en même temps un *Te Deum*, à Vienne ou à Madrid et aussi à Paris, pour une même bataille où des catholiques français s'étaient égorgés avec des catholiques autrichiens ou espagnols. Si donc l'Église a béni les drapeaux des deux côtés, ce n'est pas pour témoigner, comme vous le dites, son adhésion à telle ou telle guerre; sans cela l'Église aurait des adhésions contradictoires, ou bien il faudrait admettre que ces bénisseurs de drapeaux, ces cathédrales en glorieuse fête, au moins de l'un des deux côtés, n'étaient ni des prêtres ni des églises du catholicisme. Remarquez bien que je ne fais pas un crime à l'Église *d'avoir béni* des drapeaux, ni même d'avoir *consenti* au règne de César; mais je la félicite d'avoir contribué, plus que qui que ce soit au monde, à *détrôner* César, à briser son épée, à dégoûter l'humanité de la guerre, qui était, avant l'Église et longtemps encore *à côté d'elle*, la grande passion des

hommes, la vie des héros. L'Église a créé des héros *pacifiques* merveilleux, qu'elle a présentés au monde, en parallèle des demi-dieux du paganisme et des plus illustres lieutenants de César; et Mars a été vaincu par saint Paul; et, comme vous le dites, Napoléon par Pie VII.

Sans doute, la guerre n'est pas finie pour les hommes; nous espérons, vous et moi, que les nations catholiques sont bien près de ne plus se battre entre elles, ce qui serait un bien grand progrès fait par une partie importante de l'humanité; toutefois, il se peut qu'il y ait des orages qui grondent; mais, vous le dites fort bien, qui grondent du côté de la barbarie.

Vous qui êtes laïque et non pas prêtre catholique, vous parlez de tirer le glaive, malgré la parole formelle de Jésus à saint Pierre; mais vous savez bien que, de nos jours, les prêtres ne tireront pas l'épée, quoique quelques-uns, aux temps féodaux, aient porté la cuirasse. Or, c'est de l'*Église* que je vous ai parlé, et celle-ci sait mourir martyre sans tirer l'épée; toujours elle a cru que son sang avait pouvoir d'aider à la conversion de ses bourreaux, plus puissamment que l'épée de César.

Supposez donc, dans notre correspondance,

que ce n'est pas à un laïque, mais à un prêtre, que j'écris. Au prêtre, je demande s'il ne croit pas, du fond de l'âme, que les efforts de l'Église pendant dix-huit siècles, ont contribué puissamment à dépouiller l'homme de sa barbarie, et, par conséquent, à délivrer progressivement le *monde* du règne du *sabre*. Si ce prêtre me répond: oui, comme j'en suis convaincu, je lui demanderai avec *quoi* les hommes seront gouvernés quand le monde ne sera plus sous le règne du sabre, ou, en d'autres termes, quelle sera alors la *politique*, quel sera le *gouvernement* de cette cité de paix, de cette cité de Dieu, dont le règne pourra *alors* arriver sur la terre. Veuillez, je vous prie, tenir votre correspondance entre ces deux termes, l'un de bénédiction pour le passé qui a détrôné progressivement la *guerre*, l'autre d'aspiration vers l'avenir qui doit introniser la *paix*.

C'est pour cet avenir que je compte avant tout sur l'Église de paix, et cela est bien naturel. Mais vous me pressez et vous me dites : « Que croyez-vous donc qu'elle doive faire? Elle fait ce qu'elle peut, elle est liée. » — Je ne le crois pas, et voilà ma raison : c'est que jamais les liens, quels qu'ils fussent, jamais le bûcher, les croix,

les tenailles, les bêtes du cirque, n'ont empêché l'Église de proclamer ce qu'elle avait dans l'âme. Or, le jour où l'Église déclarerait simplement que les traducteurs de *nunc regnum meum* sont des ignorants ou des faussaires, et que la traduction véritable est : *maintenant* mon royaume n'est pas de ce monde, ce jour-là l'Église, selon moi, aurait fait un pas dont les conséquences me paraissent immenses ; et certes vous ne pourrez pas me dire que j'attache une importance bien grande à un mot, vous qui savez ce que c'est que le *verbe*. Cependant vous avez cru que j'exigeais de l'Église toute autre chose que ce qui était dans ma pensée ; vous avez cru, quoique vous en disiez, que j'attendais d'elle ce qu'on appelle, de nos jours, des œuvres politiques éclatantes. — Pas le moins du monde ! J'attends qu'elle sente et qu'elle dise que, grâce à elle surtout, l'humanité s'approche du règne de la paix, du règne de Dieu ; j'attends qu'au lieu de gémir sur son passé perdu, elle jouisse, dès ce jour, d'un avenir immanquable ; j'attends qu'au lieu de maudire, elle bénisse les germes de cet avenir, quels que soient les ordures et le fumier qui les entourent ; je souffre de voir la mère du monde pleurer, et j'ai soif de

son sourire. Dieu ! que l'Église sera belle quand elle célèbrera, non plus les triomphes de César, mais son propre triomphe *par César lui-même,* sur tous les hommes des batailles !

Comme dans ma lettre précédente, je vous prie de maintenir, autant que nous le pourrons, notre discussion sur ce point ou du moins autour de ce point ; je demande que vous vouliez bien examiner avec moi ce qui pourrait résulter du rétablissement officiel et orthodoxe du mot *maintenant* dans l'enseignement et la prédication de la parole chrétienne, en supposant que cette *correction* ne fût pas seulement une correction de prote, un acte d'amour envers la lettre, mais aussi une œuvre de l'esprit.

« C'est à la *fin des temps*, dites-vous, quand Jésus viendra juger les hommes, que son règne sera reconnu, et les Actes des apôtres prouvent que le Saint-Esprit est déjà venu. » — J'admets tout cela comme vous ; mais qu'est-ce que la *fin des temps ?* ou même si vous voulez, la *fin du monde ?* Et puis, l'Évangile dit-il que le Saint-Esprit ne viendra qu'*une seule fois ?* N'est-ce donc pas à l'Église qu'il appartient, non-seulement d'interpréter la parole, mais de montrer les signes des temps ? Quand même elle aurait cru

et enseigné que la venue du Saint-Esprit au milieu des apôtres était suffisante et définitive pour dire *toute vérité* aux hommes qui, de la bouche de Jésus, n'avaient pu *recevoir et porter toute vérité,* existe-t-il une défense formelle qui s'oppose à ce qu'elle croie *maintenant* qu'elle a encore des vérités à apprendre de l'Esprit-Saint, et qu'elle peut invoquer sa venue? Est-ce que sans cesse elle ne le fait pas, non-seulement pour les élections papales du conclave mais même à l'ouverture de la Chambre des députés, dans la messe du Saint-Esprit?

La fin des temps, dans votre pensée, c'est, sans doute, le moment où, pour l'homme, il n'y aura plus de *terre*, mais bien un *ciel*, et vous dites qu'alors le règne de Dieu viendra; mais pourquoi donc avoir demandé qu'il arrive sur la *terre* comme dans le ciel? Est-ce que cette parole serait trompeuse?

Vous savez bien que je ne sollicite pas l'Église de *pousser les ouvriers à la révolte contre les maîtres,* puisque je blâme l'un de ses plus grands fils, égaré selon moi, M. de Lamennais, d'avoir voulu faire *rentrer l'Église dans le monde* par *en bas* seulement, tandis que je crois qu'il faut faire *entrer le monde*

dans l'Église avec ordre, appelant d'abord les *premiers* du monde, et ensuite les *derniers*, pour pouvoir modifier, s'il y a lieu, cet *ordre* du *monde* dans l'Église même, et, par conséquent, pacifiquement.

Au maître, dites-vous encore, l'Église conseille d'améliorer le sort de l'ouvrier. — J'en suis parfaitement convaincu ; mais croyez-vous franchement qu'elle se soit contentée jadis de conseiller au maître l'amélioration du sort de l'esclave? Moi, je suis convaincu qu'elle lui a conseillé de l'*affranchir,* et il l'a fait. Or, l'*affranchissement* était une condition première et indispensable de l'amélioration du sort de l'ouvrier et du serviteur des sociétés anciennes. N'y aurait-il pas une condition analogue à conseiller aujourd'hui aux maîtres pour améliorer le sort de l'ouvrier; et cette condition, l'Église la connaît-elle, la prêche-t-elle, la conseille-t-elle?

Cette condition, à ce que je crois, c'est d'ASSOCIER l'ouvrier au maître.

Figurez-vous donc, je vous prie, que l'Eglise prêche l'*association* comme elle à prêché *l'affranchissement*; qu'elle en fasse un mérite aux barons *industriels*, comme elle en a fait

aux barons *féodaux* ; qu'elle offre à ces barons le rachat de leur âme pour leurs millions consacrés à cette œuvre ; peut-être ne convertira-t-elle pas tous les barons, mais certes, il s'élèvera du sein de nos fabriques empestées, du fond de nos mines étouffantes, de la boue de nos villes, des chaumières misérables de nos paysans, un concert de bénédictions pour la bonne Mère du pauvre ouvrier salarié, du journalier, du prolétaire, de l'esclave du siècle.

Alors croyez-vous donc que l'Église aurait les mains liées, que nos bourgeois philosophes oseraient se moquer d'elle, que nos diplomates incrédules auraient l'audace, eux qui sont si craintifs, de s'opposer à des synodes, à des conciles où s'agiteraient les principes de cette société, de cette *association* nouvelle entre le peuple et ses maîtres, les principes de la politique humaine et divine à la fois, puisqu'elle serait pacifique ? Croyez-vous que la foule libérale qui, aujourd'hui, répète avec M. Philippe Dupin : « Prenons garde, contenons l'Église ! elle veut encore nous envahir ! » ne s'écrierait pas, au contraire : Gloire et place à l'Église ! elle parle au nom de Dieu, car elle vient ASSOCIER le pauvre au riche, le serviteur au maître, l'ouvrier au

chef d'atelier, le fermier au propriétaire, tous les hommes entre eux !

Vous le voyez, mon espoir est que l'Église *dira* plutôt qu'elle ne *fera;* car j'admets très-bien que son arme actuelle, son arme principale, soit la *parole* plutôt que l'*action.* Si donc elle doit pratiquer elle-même l'association, ce ne sera d'abord, selon moi, que comme exemple ; et quoi que vous disiez du gouvernement papal de Rome, comme je me rappelle fort bien qu'aux temps passés, plusieurs fois, Rome donna des exemples *temporels* au monde ; comme je sais même l'influence de Léon X sur toute la chrétienté sous ce rapport, et que je n'ignore pas non plus l'influence des ordres *travailleurs*, ni même celle des ordres militaires sur la société civile, je crois que ce gouvernement, que vous dites paternel jusqu'à la faiblesse aujourd'hui, pourrait redevenir encore de la plus paternelle grandeur.

Vous me trouvez inexact dans mon appréciation de Mahomet ; et moi, je vous trouve aussi injuste envers lui et envers le Coran que les personnes qui, d'après les massacres racontés par la Bible, prennent Moïse pour un barbare, chef de barbares, et ne tiennent aucun compte

de l'état de l'humanité à cette époque, ni surtout des grandes choses enfantées par ces barbares et par leur chef. A mon tour, je vous dirai que les miracles imaginés par les docteurs musulmans ne sont pas de dogme musulman, et sont même contraires au dogme, puisque le Coran dit positivement que Mahomet n'a pas le don des miracles. Laissez donc Voltaire plaisanter sur la lune coupée en deux et enfilant les deux manches du prophète ; laissez pis que Voltaire jouer avec l'épilepsie d'un homme immense. Chrétien, soyez donc juste ! Homme de loi, soyez donc juste ! Historien, soyez donc juste !

La grande hérésie d'Arius n'a été détruite, toutes celles qui désolaient l'Orient et qui nourrissaient dans cette partie du monde la *guerre civile*, n'ont été vaincues que par Mahomet. Des peuples fétichistes, antropophages, idolâtres, ont été élevés à la croyance en l'unité de Dieu par l'islamisme. La condition des femmes, libres ou esclaves, a été mille fois meilleure par l'islamisme qu'elle ne l'est encore chez les sectateurs de Brahma et de Bouddha, et chez les idolâtres de toutes les époques. Le Coran est un sublime cantique d'adoration pour la *science*, quoique

bien des gens le considèrent comme l'éteignoir de l'intelligence; ceux-là oublient, en voyant l'ignorance actuelle des musulmans, que le christianisme était tout aussi ignorant alors que l'islamisme apportait à l'Occident la lumière. Enfin, lorsque tant d'Européens, fils de chrétiens, considèrent Jésus-Christ comme un jongleur et la Bible comme une fable, n'êtes-vous pas saisi d'admiration devant ces musulmans d'Asie et d'Afrique, aussi nombreux que les chrétiens d'Europe, qui regardent Jésus et Moïse comme plus puissants auprès de Dieu que Mahomet lui-même; qui tous attendent, au jour du jugement, la venue du Christ, et ne prononcent qu'avec respect le nom de sa mère?

Mais que ceci ne nous éloigne pas de notre thèse principale, ou plutôt rentrons-y par le Coran lui-même. — Que l'islamisme soit considéré comme une hérésie, que Mahomet soit le Luther de l'Orient, je le veux bien. Mais quand donc l'Église prendra-t-elle, pour envahir et convertir le monde, puisque cet avenir lui est promis, une autre voie que la conversion par l'extermination ou par l'injure? Quand donc reconnaîtra-t-elle que tous ont cultivé la vigne du Seigneur comme ils *pouvaient* la cultiver, alors que le monde devait être divisé

entre deux principes contraires et non harmoniques, entre la paix et la guerre, et non point entre l'*esprit* pacifique et la *chair* pacifique, entre la *science* et l'*industrie?*

Vous ne m'avez rien répondu sur ce que je vous disais de votre prédilection du *spirituel* sur le *temporel*, de l'*esprit* sur la *chair*, et pourtant là est la question : il est évident qu'aussi longtemps que temporel signifiera guerre, ou que chair sera synonyme de libertinage, le spirituel tendra à dominer le temporel, l'esprit à écraser la chair. Mais pourquoi donc, vous qui reconnaissez qu'on peut errer, pécher, se perdre autant par l'esprit que par la chair, ne reconnaissez-vous pas qu'on peut se sauver par celle-ci aussi bien que par l'autre? C'est que vous avez une politique et une métaphysique soumises encore à l'influence du *monde* tel qu'il était quand parut Jésus, du monde de guerre et de débauche des païens ; et vous ne voyez dans le temporel que César, dans la chair de l'homme que le démon, malgré la venue de celui qui devait triompher de César et de Satan.

Est-ce à dire que le glaive soit déjà transformé en soc de charrue, et que le jour de la résurrection de la chair purifiée soit celui qui nous

éclaire? — Dieu me garde d'être aveugle à ce point! Je sais que le mal est un des attributs de l'être fini, et que partout et toujours il y aura, parmi les hommes, la guerre sous une forme quelconque, et le péché par la chair aussi bien que par l'esprit; je reconnais aussi qu'en ce moment la guerre a encore une espèce d'auréole sacrée, même pour vous, excellent chrétien, et que la chair est toujours assez dégoûtante. Mais ne pas croire que le jour approche où la guerre entre les hommes perdra cette auréole sacrée, et sera stigmatisée comme un crime, au lieu d'être glorifiée, cela me paraît impossibe; tout mon être s'y refuse. J'espère... je crois en la puissance de la parole de paix, plus que vous-même; je suis certain qu'un jour faire la guerre à l'homme, sous quelque forme que ce soit, ce sera le *mal*, ce sera le *crime*, inhérent à la nature finie de l'homme; enfin je crois que Dieu ne sera plus le Dieu des armées qui détruisent et qui tuent, mais le Dieu des armées qui produisent et qui font vivre.

Et de même, l'on péchera encore et toujours par la chair, mais tout autant par l'esprit; et cependant la force, la puissance, la beauté de la chair, seront aussi les grands signes de la volonté du Dieu qui a donné à l'homme la mission

de faire de la terre un *Éden* digne de son *règne,* afin que sa volonté y soit faite comme au ciel.

Tertullien s'efforce de nous montrer que Jésus était laid, chétif, presque difforme. Je comprends son *argument* sans y croire, et, grâce à Dieu, toutes les traditions de l'Église n'ont pas osé confirmer la logique défigurante de Tertullien. La nature humaine répugnait à cette inflexible conséquence d'une croyance aveugle et incomplète, et nos poëtes et nos peintres n'ont pas encore inventé de plus *belles* figures que celles de Jésus et de Marie.

Gloire donc aux hommes qui aiment à *incarner* divinement la *bonté* et l'*intelligence*, qui veulent embellir la terre et l'humanité, les enrichir l'une et l'autre, leur donner les moyens et la force de rendre à Dieu un *culte* digne de lui! Gloire à ce *temporel* qui crée et féconde, et non plus au temporel destructeur qui ravageait la terre et fauchait l'humanité! Gloire à l'*industrie*, aux sciences *physiques*, aux *arts!*... Mais l'Église en apeur; devant eux, elle est toujours tentée d'employer le goupillon de l'exorcisme; elle voit Satan derrière ces puissances du siècle; elle ne sent pas que c'est *avec ces puissances qu'elle vaincra Satan,* et elle se plaint de ce que César

ne lui prête pas son pouvoir pour repousser celui du *prince du monde*, comme si Satan et César n'avaient pas toujours été deux bons amis.

Et lorsque César se fait épicier, elle ne s'écrie pas : Hosanna! le jour de la paix arrive! La couronne de César est un bonnet de coton; son épée, un mètre; sa balance de justice, une balance au kilogramme (mesure *universelle*); son sceptre, une houlette de bouvier et de berger; et ses lieutenants font des chemins de fer et des canaux, vendent du poivre et du coton; et ses plus grands ministres n'ont point enfoncé des bataillons, pourfendu des héros; ils ont été journalistes et professeurs!

Comment, diable! voulez-vous donc qu'on vous fasse des Rois, si vous n'êtes pas contents de celui-ci, messieurs les hommes de paix? César est peureux, dites-vous! Eh bien, faites-lui donc peur, puisque cela est si facile. Dites à César que les épiciers qu'il gouverne doivent *associer* avec eux leurs garçons de boutique, vous verrez la mine qu'ils feront tous, Roi, épiciers et garçons; moi, j'aime à croire qu'ils n'attendent que votre parole pour fonder cette association, cette véritable société : tout est prêt, maîtres et garçons; mais parlez donc!

J'ai écouté M. de Ravignan et M. Deguerry, je ne leur ai pas entendu tenir ce langage ; cependant je dois avouer, et de grand cœur, avec vous que, *si l'on ne fait pas, si l'on ne dit pas précisément ce que je désire*, on fait sinon *beaucoup*, au moins quelque chose ; et je crois même que, malgré le grand talent des prédicateurs actuels, il serait difficile de s'expliquer l'intérêt qu'ils excitent, si ce *quelque chose* n'était pas dans leur parole.

Au reste, je ne m'en défends pas, j'aime assez à danser plus vite que le violon ; mais ce sont ces danseurs-là qui indiquent qu'il faut presser la mesure quand cela devient nécessaire, parce qu'ils sont toujours très en avant du commun des danseurs, ou des martyrs.

Voilà encore pourquoi nous ne nous entendons pas non plus sur la division des pouvoirs *temporel* et *spirituel*, quoique nous admettions, vous et moi, comme Synésius, que la même personne ne doit pas s'occuper des intérêts *spirituels* et des intérêts *temporels* de l'homme. C'est que ces deux mots n'ont pas pour vous et pour moi la même valeur, et surtout la même valeur relative ; c'est que si, au lieu d'un simple *dualisme*, spirituel et temporel, vous songiez qu'il

y a en nous une *trinité*, le mot spirituel se transformerait pour vous simplement en *intellectuel* comme l'autre en *charnel;* et alors vous chercheriez quelque chose au-dessus de l'esprit et de la chair, RELIANT l'un et l'autre, donnant à l'un et à l'autre leur *moralité* d'être, leur VIE; vous vous rappelleriez qu'entre toute chair et tout esprit il y a une AME, un AMOUR, qui les fait UN EN TROIS PERSONNES. Alors vous pourriez avoir dans la pensée un clergé *régulier, penseur*, et un clergé *séculier*, *agisseur;* mais vous songeriez que, pour GOUVERNER ces deux espèces, ces deux natures différentes d'hommes, il faudrait entre eux un clergé qui aimerait avec UN ÉGAL AMOUR la *pensée* ET l'*action*. Or, ceci est le vrai clergé, le clergé par excellence; les deux autres, ce sont tout simplement des savants et des industriels religieux, mais ce ne sont pas des prêtres, des GOUVERNANTS.

Je vous l'ai déjà dit : spirituel et temporel, pour vous et même souvent à votre insu, c'est le dualisme du BIEN et du *mal*, de l'ÉTERNEL et du *temporaire*, de l'INFINI et du *fini*, de l'ABSOLU et du *relatif*. Il n'est donc pas étonnant qu'à l'un des termes vous donniez la préférence sur l'autre. Mais permettez-moi de vous dire que ce n'est pas

là un dogme *trinitaire*, c'est du *manichéisme*. J'ose vous l'affirmer, le dualisme n'existe que dans l'ordre *fini* et par *abstraction;* c'est la TRINITÉ seule qui lui donne la VIE ; le moi et le non-moi existent, mais c'est à la condition que ni l'un ni l'autre n'est Dieu, et qu'ils se sentent *unis en Dieu* l'un et l'autre ; en un mot, il faut aimer son prochain comme soi-même, mais DIEU par-dessus son prochain et soi-même.

De même, les travaux *spirituels* et les travaux *matériels* sont également saints, pourvu qu'ils soient *animés*, inspirés, GOUVERNÉS par les représentants directs de l'AMOUR DIVIN, et non pas seulement par les princes de l'*esprit* ou les princes de la *chair*. Pourquoi alors n'espérer point que l'Église GOUVERNERA le spirituel et le temporel à ce titre, c'est-à-dire sans faire elle-même du *spirituel* ou du *temporel*, mais en *faisant faire* aux hommes de l'esprit et aux hommes de la chair, dans leur religieuse association, l'ŒUVRE COMMUNE? Que si, au contraire, les hommes de l'esprit se plongent dans leurs *abstractions*, et ceux de la chair dans leurs *concrétions*, sans être rappelés à l'UNION de l'abstrait et du concret, de la théorie et de la pratique, à l'UNION VIVANTE de l'esprit et de la chair à la VIE

HUMAINE, telle que Dieu nous l'a donnée et nous l'a révélée, bientôt la lutte entre eux se déclare, la bataille a lieu, puis la mort sans COMMUNION.

Je vous demande de me dire si ceci vous paraît contraire au dogme chrétien. Je ne le crois pas ; et pourtant je dois avouer que ce n'est pas ainsi, aujourd'hui, que l'on fait généralement, à la métaphysique et à la politique, ni même à la morale, l'application de la parole de saint Jean et de saint Augustin, ces deux grandes colonnes du dogme !

Je le répète encore, l'*esprit*, en tant que l'intelligence finie, humaine, est aussi pécheur que la *chair*. bornée, limitée, transformable de l'homme ; le temps est de son domaine, mais non l'ÉTERNITÉ, de même que la chair est un point de l'*espace*, mais ce n'est pas l'IMMENSITÉ. La science conduit à DIEU et vient de lui, sans aucun doute ; mais l'industrie élève à Dieu et descend de lui, sans aucun doute aussi. Et ce qui donne au *temps* et à l'*espace*, le mouvement ; à la *chair* et à l'*esprit,* la vie ; à la *science* et à l'*industrie*, la MORALITÉ, c'est Dieu, par ses agents directs de mouvement, de vie, de moralité, par ses AIMANTS, qui rapprochent ou séparent ces *deux éléments* de l'être fini, pour les faire converger harmoni-

quement et progressivement vers l'infini; en un mot, par ses prêtres.

Quelqu'un me disait dernièrement que j'étais un homme d'*intelligence;* je l'en ai remercié mais en lui répondant que j'aurais préféré qu'i vît en moi un homme de CŒUR. Là est toute la question métaphysique ou dogmatique que je viens de traiter avec vous; là est l'explication de mon unitarisme trinitaire, qui repousse votre dualisme sans unité et sans trinité.

Que l'Église soit l'AME de l'humanité, quel sera le philosophe qui, au nom de l'*esprit humain*, ou le politique qui, s'appuyant sur les *intérêts matériels*, osera se présenter comme pouvant entrer avec l'AME en partage du GOUVERNEMENT des hommes? Que la *matière* soit la rivale de l'*esprit* et réciproquement, c'est leur nature; mais leur rivalité peut devenir une émulation sainte et non une guerre, si un même AMOUR RELIGIEUX les anime, s'ils tendent vers un même but : l'amélioration *intellectuelle* et *physique* de l'homme, par et pour son élévation MORALE.

MORALE, *dogme* et *culte*, voilà toute la religion humaine; désignez les représentants de cette sainte trinité humaine par quelque nom que vous voudrez; mais j'affirme qu'il y a là trois fonctions

qui se partagent le GOUVERNEMENT, la *législation* et l'*administration* de la société humaine, et qui toutes trois sont nécessaires, indispensables, légitimes.

J'ai à vous demander grâce, mon cher monsieur, pour la longueur démesurée de mes lettres; j'ai peur que vous ne les trouviez plus *matérielles* que *spirituelles*, et qu'elles ne donnent pas grand goût à la *chair* que je vous offre en pâture. Vous me conviez, par votre espoir, à une *communion* sainte; j'espère, de mon côté, que la communion, sans cesser d'être pour l'homme un insondable mystère, ne sera plus seulement pour lui un symbole, mais qu'elle deviendra une réalité. Je crois que le corps de Jésus-Christ, après avoir servi de levain à la *chair humaine* pendant dix-huit siècles, lui a donné un ferment de vie qui la rend aujourd'hui aussi sainte, aussi saine que l'*esprit* lui-même, et qui permet à l'homme de *toucher* Dieu, aussi bien qu'il lui est permis de *comprendre* l'incompréhensible, imparfaitement, il est vrai, mais avec adoration, je dirais presque avec la même idolâtrie, car l'esprit aussi a son idolâtrie. Dans cette communion aussi *réelle* que *mystique*, aussi charnelle que spirituelle, j'espère que *Dieu et l'homme* ne seront

pas seuls en présence et en contact, mais que ce seront *les hommes* qui communieront entre eux, par le *corps* et selon l'*esprit* de DIEU *révélé* et *incarné* dans TOUT CE QUI EST, dans CELUI QUI EST, dans celui qui a l'*éternité* aussi bien que l'*immensité*, parce qu'il est l'INFINI, le PARFAIT, sans limites de *temps* aussi bien que d'*espace*.

Vous allez penser que mon Eucharistie est un peu révolutionnaire, par rapport à celle qui se pratique aujourd'hui. Cela est vrai; mais vous savez bien que la *forme* de l'Eucharistie n'a pas toujours été la même, et que ceci est de discipline; car l'hostie est un des progrès du culte chrétien, et le fidèle lui-même ne boit pas aujourd'hui le *fruit de la vigne;* mais il nous est promis d'en boire du *nouveau* avec *Dieu incarné;* dans le *royaume du Père*. J'ai foi que nous boirons ensemble ce nouveau *fruit de la vigne;* j'aime ce vin *nouveau*, ce vin *doux* qui nous est promis.

P. E.

Paris-Imp. PAUL DUPONT, 41, rue Jean-Jacques-Rousseau. (1911.6.3)

ŒUVRES

DE

SAINT-SIMON & D'ENFANTIN

PRÉCÉDÉES DE DEUX NOTICES HISTORIQUES

XXXV[e] VOLUME

de faire de la terre un *Éden* digne de son *règne,* afin que sa volonté y soit faite comme au ciel.

Tertullien s'efforce de nous montrer que Jésus était laid, chétif, presque difforme. Je comprends son *argument* sans y croire, et, grâce à Dieu, toutes les traditions de l'Église n'ont pas osé confirmer la logique défigurante de Tertullien. La nature humaine répugnait à cette inflexible conséquence d'une croyance aveugle et incomplète, et nos poëtes et nos peintres n'ont pas encore inventé de plus *belles* figures que celles de Jésus et de Marie.

Gloire donc aux hommes qui aiment à *incarner* divinement la *bonté* et *l'intelligence*, qui veulent embellir la terre et l'humanité, les enrichir l'une et l'autre, leur donner les moyens et la force de rendre à Dieu un *culte* digne de lui! Gloire à ce *temporel* qui crée et féconde, et non plus au temporel destructeur qui ravageait la terre et fauchait l'humanité! Gloire à *l'industrie*, aux sciences *physiques*, aux *arts!...* Mais l'Église en apeur; devant eux, elle est toujours tentée d'employer le goupillon de l'exorcisme; elle voit Satan derrière ces puissances du siècle; elle ne sent pas que c'est *avec ces puissances qu'elle vaincra Satan,* et elle se plaint de ce que César

ne lui prête pas son pouvoir pour repousser celui du *prince du monde*, comme si Satan et César n'avaient pas toujours été deux bons amis.

Et lorsque César se fait épicier, elle ne s'écrie pas : Hosanna! le jour de la paix arrive! La couronne de César est un bonnet de coton; son épée, un mètre; sa balance de justice, une balance au kilogramme (mesure *universelle*); son sceptre, une houlette de bouvier et de berger; et ses lieutenants font des chemins de fer et des canaux, vendent du poivre et du coton; et ses plus grands ministres n'ont point enfoncé des bataillons, pourfendu des héros; ils ont été journalistes et professeurs!

Comment, diable! voulez-vous donc qu'on vous fasse des Rois, si vous n'êtes pas contents de celui-ci, messieurs les hommes de paix? César est peureux, dites-vous! Eh bien, faites-lui donc peur, puisque cela est si facile. Dites à César que les épiciers qu'il gouverne doivent *associer* avec eux leurs garçons de boutique, vous verrez la mine qu'ils feront tous, Roi, épiciers et garçons; moi, j'aime à croire qu'ils n'attendent que votre parole pour fonder cette association, cette véritable société : tout est prêt, maîtres et garçons; mais parlez donc!



CORRESPONDANCE
PHILOSOPHIQUE ET RELIGIEUSE

DE 1843 A 1845,

Publiée en 1847 par ENFANTIN.

CCCLXI^E LETTRE

A M. ALBERT DU BOYS

Paris, 6 mai 1843.

Mon cher monsieur, quelques jours avant le départ de M. de Ravignan vers sa mère mourante, une personne, qui avait l'honneur de le visiter, lui parlait de ce fameux : « *Maintenant* mon royaume n'est pas de ce monde.» M. de Ravignan fut tellement surpris, qu'il répondit : Ce mot MAINTENANT n'existe pas ; » il se leva, prit sa Bible (latine), et montra qu'en effet, à la première ligne du verset, le *nunc* n'existait pas. Le visiteur, ignorant que ce n'était pas à la première

igne, mais à la dernière, que figurait le mot, laissa refermer le livre, tout en continuant à affirmer qu'il avait vu ce *nunc* dans des Bibles très-orthodoxes ; et il sortit, disposé à croire qu'il y avait même des Bibles latines qui ne portaient pas ce significatif adverbe.

Vous devez penser qu'il ne me vient pas à l'idée que M. de Ravignan ait voulu *dissimuler* ce *nunc* ; et en même temps je suis convaincu que sa Bible (latine) portait *nunc* à la dernière ligne du verset dont il se contentait de lire la première. Ce que je remarque et vous prie de remarquer, c'est qu'un homme tel que M. de Ravignan a été surpris, comme d'une nonveauté schismatique, de cette phrase : *Maintenant* mon royaume n'est pas de ce monde, et a essayé de prouver qu'elle n'était pas orthodoxe.

Je suis donc peu étonné que vous vous contentiez de répondre sur ce point capital de mes deux dernières lettres : « Laissant de côté le *maintenant* supprimé dans la langue que ne parle pas l'Église, etc. » Permettez-moi de ne pas le laisser de côté, et d'y revenir encore.

Lorsque je vous ai parlé de ce mot important, j'espérais, je dois en convenir, que votre connais sance des matières religieuses m'aiderait à re-

trouver le sens de cette suppression, et que vous rechercheriez vous-même le motif, *gallican* ou autre, qui a pu agir sur cette traduction ignare ou frauduleuse du latin en français. Est-ce œuvre de janséniste ou œuvre jésuitique? je ne sais ; ce serait à vous de prononcer, et, dans tous les cas, je serais heureux de vous entendre dire que, non seulement ce n'est pas œuvre *catholique*, mais que cette ignorance ou cette fausseté est ou doit être condamnée par l'Église de Rome.

Vous avez dû voir, en effet, quelle importance, exagérée peut-être, j'attacherais à une condamnation pareille, prononcée *maintenant* contre cette altération de la parole, de la promesse divine. Or, vous laissez de côté vous-même la partie de ma lettre où j'essayais de vous faire sentir l'influence qu'aurait cette déclaration *actuelle* de l'Église, non-seulement sur le monde, mais sur elle.

La Bible de Sacy est, *je crois*, la première qui soit dégradée par cette suppression, que vous ne signalerez, *je crois*, dans aucune Bible protestante, française, allemande, anglaise, polyglotte. Et, depuis Sacy, les éditions ou traductions nouvelles, considérées comme orthodoxes, imitent toutes, *je le crois*, ou du moins très-géné-

ralement, l'altération de 1682 (Sacy). Qu'est-ce à dire?

Tous les arguments de mes lettres, ceux sur lesquels vous revenez encore aujourd'hui, sont des corollaires du théorème, ou, mieux encore, du problème que renferme ce simple mot *maintenant*, et il est difficile de s'entendre sur des corollaires, lorsqu'on n'est pas d'accord sur la proposition qui les engendre. Toutefois, j'admets aussi qu'en nous accordant sur quelques conséquences, cela pourra nous aider à remonter ensemble vers une même cause; et voilà pourquoi je me suis permis plusieurs digressions sur l'influence de l'Église, à diverses époques, dans la *politique*. J'aurais donc désiré également qu'au lieu de vous préoccuper, comme vous l'avez fait, des *inconvénients* religieux ou politiques qui ont accompagné cette intervention de l'Église dans la politique, vous eussiez examiné avec moi les *avantages* religieux et politiques de cette influence plus ou moins directe de la morale *pacifique*, incarnée dans le sacerdoce chrétien, sur la morale *militaire* incarnée dans le monde de César.

Si, comme moi, vous étiez convaincu que, malgré les inconvénients, les fautes, les excès

inséparables de tout acte *humain* (quel saint ne pèche pas?), c'est l'Église, par ses propres actes, qui a le plus contribué à dépouiller César de son ancien *droit*, la FORCE, pour y substituer dans les affaires du monde un *droit nouveau*, celui des mérites ou DES ŒUVRES, nous remonterions ensemble à ce royaume de Dieu qui n'était pas *alors* de ce monde, et dont elle peut encore nous rapprocher *aujourd'hui*.

Je le sais, vous prétendez qu'elle le fait, en ce monde même; et vraiment vous avez raison de me trouver injuste, si vous prenez mes *désirs* à son égard pour une accusation contre son passé ou contre son présent même. Le Saint-Père, dit-on, a répondu à M. de Lamennais: « Mon cher fils, je comprends l'œuvre que vous imaginez; mais je ne vois ni les ouvriers, ni les instruments, ni les matériaux de cette œuvre. » M. de Lamennais, au lieu de se fâcher, aurait dû reconnaître que dans la bouche du Saint-Père était la vérité.

Vous me dites: « Si vous n'êtes pas vous-même dans le sein de l'Église, vous devez être *soupçonné* de chercher à en faire un instrument de propagation de vos propres idées, plutôt que de la convier *sincèrement* à une mission divine;

en un mot, vous semblez vouloir dominer et diriger l'Église, sans vous laisser en rien dominer ni diriger par elle : dans ces termes-là une *conciliation* de doctrines, même dans une sphère inférieure au dogme, ne me paraît pas réalisable. » — Vous voyez donc bien que je ne m'étais pas trompé ; je m'étais seulement mal exprimé, lorsque je vous avais parlé de l'esprit de *rivalité* qui régnait dans la manière dont vous repoussez ce que vous croyez être une attaque de ma part contre l'Église. Est-ce que l'Église peut et doit soupçonner qu'on la *trompera*, qu'on la *dominera ?* Est-ce que, quand bien même elle croirait qu'on peut avoir cette *intention,* cela pourrait lui faire perdre le sens du bien et du mal, et lui faire fermer les yeux à la vérité, celle-ci fût-elle couverte d'un voile de mensonge et d'orgueil? Est-ce qu'il ne lui a pas été dit que l'esprit des ténèbres ne prévaudra pas contre elle ?—Que vous me reprochiez, à moi qui suis, à ses yeux et aux vôtres, en dehors d'elle, d'avoir trop d'orgueil, je le comprends ; mais que vous supposiez l'Église orgueilleuse au point de fermer son oreille et son cœur à tout homme qui ne commence pas son *Credo* par : Je crois en l'Eglise catholique, et qui ose lui parler d'abord

de Dieu, ce serait déchirer vous-même le symbole de votre foi et abaisser l'Église en l'élevant à ce point.

D'ailleurs, je vous l'ai déjà dit, c'est à vous, chrétien, que je parle, mais non au Pape ou à l'Église ; et quoique ma prétention soit de vous attacher à de nouvelles pensées, je n'ai pas le moindre désir de vous détacher, en quoi que ce soit, de l'Eglise, ni surtout de vous faire blâmer la prudence qu'elle mettra certainement à réaliser les désirs actuels et légitimes de l'humanité.

Je ne me défends nullement du reproche d'impatience : je sais que je désire vivement, et que je suis bien loin de pouvoir apprécier toutes les difficultés actuelles du monde ; mais que voulait donc dire le Saint-Père dans sa réponse à M. de Lamennais ? Les ouvriers de l'avenir ne doivent-ils pas se lever et parler, pour que Rome les voie et les entende ? Si tous se bornaient à répéter le passé, les instruments ne se forgeraient pas, les matériaux ne seraient pas extraits de la carrière, et le vieil édifice se lézarderait, s'écroulerait sur les *patients*. Est-ce que vous trouvez que j'ébranle la chaire de Saint-Pierre, parce que je dis qu'elle a presque donné

la paix au monde, et qu'elle la lui donnera tout à fait?

Mon cher monsieur, vous me parlez de la communion catholique comme d'un mystère qui me serait inconnu de toutes manières, et comme d'un sujet qui ne comporte pas de discussion *profane*. Permettez-moi de vous le dire: je n'ai pas encore été excommunié, que je sache, et j'ai lu à peu près tout ce que vous avez probablement lu vous-même sur cette admirable institution. Vous ne m'y trouveriez donc étranger en aucune façon. Si je ne crois pas, de mon côté, que le sujet soit abordable entre nous, c'est par la même raison qui me fait croire qu'il est inabordable entre nous, c'est par la même raison qui me fait croire qu'il est inabordable entre un catholique et un protestant; c'est-à-dire, parce que vous prétendriez contre moi, comme le protestant contre vous, que la *forme* de la communion, fixée une fois d'une manière certaine, ne doit pas changer. Les protestants ont prétendu remonter à la Cène, vous à l'Eucharistie, plus spiritualisée encore par l'Eglise développée; vous, comme eux, argumenteriez avec le passé, et moi je parle de l'avenir.

Avant tout, il faudrait que nous fussions d'ac-

cord sur ce point, savoir : que l'*Église* et le *monde* se sont de plus en plus et de mieux en mieux modifiés dans et par leur COMMUNION, afin d'être un jour *tous* en *un*, COMMUNIANT l'*un* ET l'*autre* dans l'UNITÉ de l'*Église* ET du *monde*.

Je reviens donc toujours à la grande question soulevée et représentée par le *nunc regnum meum;* mais, pour y rentrer, quelques mots encore sur Mahomet.

Vous me demandez ce qu'auraient pensé des juges *impartiaux*, Platon et Cicéron, par exemple, s'ils étaient revenus au monde et qu'on leur eût dit : « Entre le Coran et la Bible choisissez, où est l'inspiration divine? » D'abord, remarquez que le Coran ne refuse pas à l'Évangile l'inspiration divine : au contraire. Ensuite vous m'avouerez que vous faites trop beau jeu à l'Évangile, en prenant pour juges *impartiaux* Platon et Cicéron, un philosophe et un avocat, deux hommes d'esprit et d'esprit par excellence. Mais si vos juges ressuscités étaient Cyrus, Darius, Xerxès, Mithridate, Antiochus ou Annibal, je pense que la réponse ne vous semblerait pas pouvoir être la même, et que vous comprendriez alors l'histoire de la Perse, de l'Asie Mineure, de la Syrie et de la côte africaine.

Platon et Cicéron! je le crois sans peine, puisque je sais que la Grèce et Rome ont reçu saint Paul; et quand bien même ce grand saint aurait été bafoué par les élèves de Platon et martyrisé par des avocats romains, je n'en serais pas moins convaincu qu'il a importé dans le monde européen la *bonne nouvelle,* sous la forme la plus convenable pour inspirer, aux *philosophes* et aux *avocats*, une *métaphysique* et une *parole* bien *supérieures* à celles de Platon et de Cicéron, et qu'à ce titre ces grands hommes auraient admirées. En Orient, le christianisme a métaphysiqué et bavardé pendant cinq siècles, disputant, bataillant; Mahomet est venu et a fait taire ces bavards, qu'Annibal n'aimait pas non plus, et que Darius, je crois, consultait peu. Aussi l'Orient tout entier ne faisait déjà qu'un corps vigoureux, alors que l'Europe chrétienne n'avait pu encore, malgré six à sept siècles *d'avance,* constituer son unité; si bien que l'Europe dut retoucher l'Orient par les croisades, pour y apprendre, non-seulement les sciences *physiques*, mais la *politique* et aussi le *commerce*, les *arts*, la *médecine*, et en général toutes les *affaires de ce monde,* tant elle s'était

absorbée dans la contemplation et l'espoir d'un *autre monde.*

Mais vous dites que le Coran lui-même prouve que Mahomet était un *imposteur.* Vous savez bien qu'on a dit, et avec raison, que la Bible prouvait que Moïse était un *massacreur.* Beaucoup de personnes ont dit que Jésus avait été le contraire d'un homme humble, puisqu'il s'était déclaré le fils de Dieu, Dieu lui-même. Je vous le dis encore, votre accusation contre Mahomet, qui d'ailleurs ne s'est pas déclaré Dieu, mais simplement homme et par conséquent *peccable,* mais excusable, est de la même force que ces deux accusations contre Jésus et contre Moïse. Remarquez d'ailleurs qu'il serait injuste de considérer trop avec la loupe la vie *privée* d'un homme dont la mission a été surtout politique, en regard d'un autre homme (surtout si l'on croit celui-ci Dieu) dont la vie a été presque *individuelle, privée,* même *sans famille* et pas du tout *politique.* Par là vous prêteriez le flanc aux Juifs, qui n'ont pas voulu et ne veulent pas reconnaître en Jésus un Messie, parce qu'il n'a pas montré sa puissance divine en *politique,* et qui le jugent alors comme vous jugez Mahomet, homme de génie, mais perturbateur, sinon de la

morale, au moins de l'ordre public et de la foi d'Israël.

Vous avez donc raison de dire qu'il y a en moi un *parti pris* de comprendre Mahomet parmi les hommes qui ont fait grandement avancer l'espèce humaine dans la route de sa destinée religieuse; c'est un parti que j'engage fortement le monde chrétien à prendre, *maintenant* qu'il veut toucher en *ami* le monde musulman. Je n'ai pas vu un seul chrétien européen, allant en Orient, qui s'en soit mal trouvé ; tandis que je ne conçois pas qu'on puisse se trouver bien du parti qu'on aurait pris de regarder Mahomet comme un *imposteur*, ayant fait *rétrograder* les peuples orientaux. C'était bon quand on voulait aller massacrer les infidèles; mais n'oublions pas que, tout en partant avec ce parti pris, on revenait de la Palestine (où l'on était allé plein du Dieu *pur esprit*), on en revenait rempli d'amour pour les carrousels et les tournois, fier de riches armures et de brillants costumes, désireux d'une cour de pages et d'écuyers, consultant l'astrologue et l'alchimiste juif ou arabe qu'on ramenait à sa suite, et amoureux de la femme jusqu'à l'idolâtrie la plus chevaleresque et la plus dévouée. C'était bon enfin lorsque le chrétien

devait ravager l'Orient, puis revenir en Europe un tant soit peu païen, pour redonner à la chair chrétienne de la vigueur, de la grâce, de la beauté, elle qui avait été mortifiée, écrasée par dix à onze siècles d'abstinence.

Pour cette question, je vous demanderai encore d'examiner plutôt les *bons* que les *mauvais* côtés; je suis convaincu, comme vous, qu'il y a beaucoup de choses à reprendre dans l'islamisme, aussi bien que dans la vie de Mahomet et dans celle d'Ali, ou même seulement de Méhémet Ali, pacha d'Égypte, ou d'Abd-ul-Medjid le sultan, ou même enfin de l'*émir* Abd-el-Kader; je m'en rapporte au commun des martyrs pour signaler, même avec exagération, ces imperfections; mais par quel point, par quel bon côté pouvons-nous toucher ces messieurs qui sont des hommes? Devons-nous seulement couper, tailler avec le sabre? devons-nous simplement émonder, ébrancher? non sans doute, il faut cultiver, il faut *greffer,* ou communier *par approche.*

Or, je dis maintenant, comme l'Église de Rome l'a toujours dit, que l'Église régnera un jour sur le monde ENTIER, sur l'Orient comme sur l'Occident, sur Platon et Cicéron, comme Cyrus et Annibal; qu'elle embrassera dans son AMOUR

(elle, l'AME du monde) le monde *intellectuel* de Platon et de Cicéron, et le monde *temporel* qu'aimaient Cyrus et Annibal, le *ciel nuageux* du Nord et la *terre ardente* du Midi; je dis que c'est là son royaume COMPLET, qui lui a été *promis théoriquement* et qui n'est pas *réalisé en pratique*. Eh bien! c'est la *réalisation pratique* de cette promesse, faite il y a dix-huit siècles, répétée avec ardeur pendant quinze siècles, oubliée, presque supprimée par les enfants de Rome depuis deux siècles, c'est cette apparition du royaume universel dont je suis désireux, outre mesure peut-être, mais avec une intention pure et une foi inébranlable. — Et c'est là ce que vous appelez vouloir dominer et diriger l'Église! c'est là ce que vous prétendez devoir la blesser, la faire reculer en bouchant ses oreilles!

Mais, direz-vous, *comment réaliser* cette divine utopie? Comment embrasser dans UN MÊME AMOUR la vie *spirituelle* et la vie *matérielle*, ou, mieux encore, la vie *scientifique* et la vie *industrielle* de l'humanité? Comment gouverner la *terre* et les *peuples* qui vivent d'elle et qui la fécondent? — Pour Dieu, à mon tour je m'écrie : « N'allez donc pas si vite! »

Sommes-nous d'accord sur la promesse? Pensons-nous l'un et l'autre que, même en n'espérant pas qu'elle puisse se réaliser parfaitement sur la terre, nous devons tendre à nous en rapprocher sans cesse? Croyons-nous que les hommes de bonne volonté peuvent y contribuer, rien qu'en proclamant haut qu'ils le désirent, qu'ils y croient, que leur foi est confirmée par tous les progrès déjà accomplis, par ceux surtout qui, *maintenant*, se manifestent dans l'horreur *de la guerre* et du sang, dans l'amour, même exagéré, des *fruits du travail,* dans une tolérance et une justice croissantes?

Lorsque Bossuet, habile politique, pour échapper au protestantisme, inventa le juste milieu du *gallicanisme*, c'était tout simple et fort adroit de traduire *en français* que le royaume de Dieu n'était pas du tout de ce monde, et d'effacer *maintenant ;* est-ce nécessaire, adroit, habile et politique *aujourd'hui?* Telle est la question, la seule et véritable question que je vous pose; vous n'y répondez pas.

Moi aussi je dirai que toute *discussion* entre nous, sur les voies et moyens, exigerait un catéchuménat (quoique je ne vous considère pas du tout comme profane), car il faut des épreuves,

généralement longues et pénibles, pour ne plus *discuter* et embrasser en COMMUN le même *moyen* de réaliser un sentiment déjà COMMUN. Aussi, entre vous et moi, c'est ce sentiment de l'avenir religieux de l'humanité qu'il importe de fonder sur un commun espoir.

Songez donc que si l'Église sentait, *aujourd'hui*, l'utilité de rappeler formellement et très-spécialement au monde qu'elle n'a pas abdiqué cette promesse implicite renfermée dans le *nunc*, non-seulement l'*esprit* du clergé tout entier en serait modifié, et il le prouverait par ses *œuvres*, mais le monde lui-même *réfléchirait* et *agirait* sous une inspiration ou préoccupation religieuse et politique toute nouvelle.

Direz-vous que le *moment* n'est pas venu de le faire? c'est bien, j'accepte. Je vous assure que je sais ce que veulent dire patience et prudence; je vous demande simplement si vous croyez que ce jugement sur les faux traducteurs devra être prononcé *un jour,* et j'espère que, pour ce jugement-là, vous ne me renverrez pas au jugement dernier.

Vous m'accusez d'être injuste envers l'Église et de méconnaître tout ce qu'elle fait de bon, comme je vous reproche de ne pas être juste

envers tout ce qui n'est pas elle. Il est impossible que nous tombions l'un et l'autre dans ce défaut, qui serait en effet plus grave de ma part, logiquement parlant, car il serait en contradiction manifeste avec mon sentiment, ma foi en tout ce qui est humain, et surtout à l'égard de ce qui a de la grandeur parmi les hommes. Béranger, le chansonnier, me disait que sa *première* disposition, en face de toutes choses, était de sentir et de voir le mauvais côté, mais qu'heureusement pour lui la seconde impression lui faisait distinguer les bons côtés. Il me semble que je suis plutôt le contraire de Béranger, surtout à l'égard, je le répète, de ce qui est grand parmi les hommes. Béranger, heureusement pour lui, reste souvent sur la seconde impression; heureusement pour moi, je reviens souvent, et je dirais même presque toujours, à la première; il est bon et malin; moi, je ne me crois pas trop malin, mais je me crois assez bon, aimant les choses bonnes et ne m'intéressant pas trop aux mauvaises, même, je le confesse, pour les détruire. Quoi qu'on en ait dit souvent, je me crois plus *organisateur* que *destructeur*.

Je m'exprime ainsi pour vous donner une idée nette au moins de mes *intentions* quand

j'attaque; mais d'ailleurs ne trouvez-vous pas que cette même disposition se manifeste dans la forme et le but de mes attaques? N'y a-t-il pas une différence entre regretter qu'*on ne fasse pas* et blâmer ce qu'*on fait?* Or, il me semble que je ne me suis pas livré au blâme, mais peut-être un peu trop au regret. Je sens bien qu'en vous disant avec toute franchise mes désirs, mes espérances, je dois paraître donner des conseils à l'Église, et vouloir lui imposer mes idées; aussi me dites-vous : « Les sectaires sont ainsi faits. » Non, il n'est pas besoin d'être sectaire pour cela, il suffit de croire; et d'ailleurs les sectaires qui ont eu le plus cette manie n'étaient pas les plus mauvais, il y avait du bon à en prendre.

Le Pape, m'a-t-on assuré, fait imprimer en ce moment toutes les bulles relatives à l'affranchissement des esclaves; il répond ainsi lui-même au paragraphe de votre lettre, car il a sans doute pour but d'intervenir *aujourd'hui* encore, du poids de tout le *passé* de l'Église, dans cette question *très-politique*. Mais, dites-vous, l'Église n'a commencé à *conseiller* l'affranchissement qu'aux quatrième et cinquième siècles, et vous m'engagez à attendre quatre ou cinq

siècles pour qu'elle arrive enfin à se mêler, indirectement et par conseil de confessionnal, de l'association. — Si vous vous effrayez de mon impatience, j'admire votre patience, qui vous aveugle même sur le fait le plus incontestable du passé. Certes, Jésus, saint Paul, saint Pierre, tous les chrétiens des premiers siècles n'ont pas conseillé d'affranchir les esclaves, comme on l'a fait aux quatrième et cinquième siècles; mais malgré les affranchissements que faisaient, avant eux, les Romains, je vous prie de me dire si Jésus et saint Paul ont attendu longtemps pour enseigner aux hommes, à tous les hommes, maîtres et esclaves, qu'ils étaient *frères?* La chose était neuve, surtout chez les Gentils, et Caton ou Aristote ressuscités s'en seraient furieusement étonnés; et messieurs les bourgeois de Rome, qui ne voulaient pas du tout être traités en frères par leurs esclaves, jetaient ces chrétiens perturbateurs aux bêtes. Allez-vous blâmer l'impatience des promoteurs de la fraternité humaine?

Or, entre eux, ces révolutionnaires se traitaient comme des frères ; un esclave, un affranchi, un citoyen, un patricien, tous *communiaient* dès le premier siècle; et l'Église,

pendant sa course envahissante, n'a pas cessé de donner, sur la chaire même de saint Pierre, des exemples de cet appel de tous, selon le mérite et *quelle que fût la naissance,* libre ou servile. Si vous n'appelez pas cette parole et cette conduite de l'Église une provocation perpétuelle à l'affranchissement, c'est, je vous le dis encore, que vous me supposez rêvant un phalanstère fait par le Pape en 1843, ce qui est à mille lieues de ma pensée.

C'est précisément parce que l'idée d'*association* entre le maître et l'ouvrier (qui ont eu besoin de dix-huit siècles pour apprendre qu'ils sont frères) est une idée neuve à inspirer, à développer parmi ces *frères ennemis;* c'est parce qu'elle aura besoin de siècles pour entrer dans les âmes et dans les institutions, comme la *fraternité* y est entrée; c'est parce que l'ASSOCIATION des frères est le complément neuf du précepte moral de la fraternité; enfin c'est parce qu'elle doit modifier la politique de la société actuelle, comme la fraternité a modifié celle de la société grecque et romaine, que je suis impatient d'entendre prononcer ce grand mot par l'Église, sans croire qu'à l'instant même tout le monde s'embrassera et s'associera, ou communiera d'une

façon réelle, et non plus symbolique seulement.

Parce que cette vérité : *Les hommes sont frères,* est aujourd'hui vieille comme l'Évangile, vous engagez à patienter pour cette autre vérité : *Les frères doivent s'associer;* mais pourquoi donc mettre à nos bouches un bâillon, comme les patriciens en mettaient aux martyrs? N'est-ce pas aux meilleurs des frères à parler les premiers, à tous leurs frères, d'association? Ce n'est pas là un blasphème. Par qui l'Église prétend-elle que ce mot soit lancé, répandu sur le monde? par Blanqui, par Barbès, par Owen, Fourier ou Saint-Simon, et pas par elle! Alors ce n'est donc pas une vérité ; ce n'est donc pas un espoir légitime ; c'est un blasphème, un crime; la société est menacée; les bourgeois s'écrient : En prison, en prison! Et, en effet, des impatients conspirent; à leur bonne pensée, ils mêlent les poisons de la haine, de la vengeance, de l'orgueil; ils descendent sur la place publique et le sang coule... l'Église se tait.

Vous me demandez si l'Église a jamais souffert le martyre pour *cette foi en particulier*, l'abolition de l'esclavage. Non, cela est vrai, et je suis étonné que vous m'en fassiez la question, si vous entendez cela *à la lettre;* car il est connu

de tout le monde, moi compris, qu'il n'y a pas d'article *particulier* du catéchisme qui fasse une obligation d'affranchir les esclaves. Mais pour quelle loi *particulière* croyez-vous donc qu'il y ait eu des martyres dans le christianisme? Il y a eu des *massacres* parmi les chrétiens, pour telle ou telle pointe d'aiguille dogmatique ou de discipline; mais j'ose affirmer que vis-à-vis du paganisme ou du judaïsme, il n'y a *jamais eu* de martyres pour des *articles particuliers* de la foi; ce ne seraient que des exceptions et pour ainsi dire des fantaisies de bourreau. Il y a eu des martyres, parce que le christianisme changeait, renouvelait la société; il y a eu des martyres, parce qu'il y avait une naissance d'avenir; et, comme le dit Ballanche, il y a eu aussi des *victimes*, parce qu'il y avait un passé qui mourait. Croyez-vous donc qu'on martyrisait, aux premier et deuxième siècles, à Rome, *parce que* tel ou tel ne voulait pas sacrifier à tel ou tel dieu, lorsqu'à cette époque on permettait à tant d'autres hommes de plaisanter ces mêmes dieux? C'est comme si vous pensiez qu'on m'a mis en prison *pour atteinte* à la morale publique, à une époque où il n'y a ni morale publique, ni morale privée, dans la grande Babylone.

Rien n'était plus indifférent à Rome qu'une croyance religieuse *quelconque*, sauf la religion chrétienne, parce que celle-ci devait changer la société politique; les croyances qui ont cette puissance sont les seules qui méritent le nom de religion. Vous vous refusez avec une merveilleuse réserve aux bénédictions que j'aime à donner à l'Église pour ses bienfaits; vous seriez fâché que je vous prouvasse qu'elle a été martyrisée spécialement pour l'abolition de l'esclavage; eh bien, je suis convaincu que, même aujourd'hui, le sentiment d'affranchissement, inspiré par le Christ, cause des martyres hors de l'Église, tandis que le dogme, la théologie, n'en occasionnent plus, même dans le sein de l'Église.

Sans doute l'Évangile a dit, et l'Église a répété, de respecter les puissances et de rendre à César ce qui était à César; et si la parole chrétienne, relative à la politique, était toute renfermée dans ces préceptes, je m'expliquerais très-difficilement pourquoi César et les puissants de la terre auraient persécuté les chrétiens; mais qui donc a donné à l'homme, à l'individu, le sentiment de la dignité personnelle, incompatible avec la servitude? Qui donc a relevé le front de

l'esclave et du pauvre, courbés devant et sous les pieds du maître et du riche? Qui donc a enseigné au monde la liberté? N'est-ce pas Jésus et l'Église, au prix de leur sang? Une religion qui ne prêcherait que l'autorité et l'obéissance, mais ce ne serait pas une religion *universelle*, elle serait bonne tout au plus pour le Thibet et enfanterait l'idolâtrie du pouvoir, un souverain dieu et un peuple troupeau. Oh! il y a autre chose que cela dans l'Évangile, et César le sentait aussi bien que l'esclave : l'un faisait des martyrs, quand l'autre se faisait chrétien. A défaut d'intelligence, l'instinct seul aurait suffi; le fils du charpentier était de race royale; ce Juif, sujet des Romains, était fils de David, roi d'Israël, peuple élu du Seigneur pour marcher en tête des peuples; ce crucifié savait la langue des Rois, mais il savait aussi celle du peuple; et si de ce *verbe* est sortie la sublime autocratie de Grégoire VII, c'est aussi lui qui a enfanté, dans le siècle dernier, ce merveilleux cri de liberté!

Je n'aime pas plus l'autocratie que l'anarchie : je ne serai donc pas suspect à vos yeux en rendant à l'Evangile la révolution française et le papisme autocratique; l'une et l'autre sont des interprétations incomplètes de la parole divine,

l'une et l'autre sont des exagérations inévitables et très-providentielles des *deux faces égales* de toute pensée de Dieu, traduite en langage humain. *Autorité* et *liberté* sont ces deux formes de l'ORDRE; et pour éviter à l'avenir leurs funestes exagérations, Dieu fera prononcer à son Église le verbe qui doit les contenir dans une juste mesure; ce verbe, c'est l'ASSOCIATION.

Le sens profond du mot RELIGION est perdu, est mort; il faut lui redonner la vie. Ceux qui croient aujourd'hui le comprendre, aussi bien que ceux qui le maudissent, ont besoin que l'Église en fixe de nouveau la valeur, pour ce temps et pour les temps à venir. « Il n'y a plus de religion sur la terre, le genre humain ne peut rester en cet état, » dit de Maistre. Il se trompe, Dieu n'a jamais abandonné l'humanité; mais à chaque phase de sa destinée, il lui révèle une acception neuve de ce mot *religion.* « Tout annonce, dit encore de Maistre, je ne sais quelle *grande unité* vers laquelle nous marchons à grands pas; » eh bien, celui qui nous y pousse, n'est-ce pas Dieu?

Il ne s'agit plus aujourd'hui de *relier* deux sociétés distinctes, dont l'une serait la société *religieuse* et l'autre la société *politique;* il s'agit

de rendre la société humaine religieuse, par l'ASSOCIATION des deux termes, contradictoires jusqu'ici, de tous les dualismes humains, tels que l'autorité et la liberté, le maître et l'ouvrier, ou tels que l'esprit et la chair, l'homme et la femme, et même tels que le *mal* et le *bien*, afin de ne jamais voir sur la terre des *anges* ou des *démons*, mais des êtres finis, imparfaits, et pourtant *progressifs*.

Avec les deux mondes, religieux et politique, sacré et profane, quoi qu'on fasse, le démon régnera sur l'un, et Dieu sur l'autre; Satan ne sera pas vaincu, le règne de Dieu n'arrivera point.

Ceux qui, croyant comprendre le mot *religion*, se placent, avec leur religion, en dehors du monde, et ceux qui, maudissant le mot religion, le repoussent hors du monde, sont également aveuglés par des regrets ou des craintes du *passé*, mais ne sont pas inspirés par l'*avenir;* les uns rêvent généralement une *autorité* à jamais perdue, les autres rêvent une *indépendance* pour toujours impossible : c'est à l'Église qu'il appartient de faire la part de ce qu'il y a de légitime dans les souvenirs des uns et dans les espérances des autres, et ce n'est pas le moment

de supprimer le mot *nunc*, de *perdre son latin* devant la politique.

Vous voyez que j'y reviens toujours; c'est dans l'espoir qu'enfin vous y arriverez vous-même une bonne fois; j'ai de la peine à vous y attirer, et je dois bien vous fatiguer par ma persistance à vous pousser sur ce terrain.

Dieu donne incessamment à *tous*, sans exception de profanes, son esprit et son corps, son sang et sa chair; nous le savons, le Christ nous l'a enseigné. A tous la *solidarité* de cette *grâce*, à chacun l'*imputabilité* de cette *liberté*.

Dans le temple, hors du temple, c'est toujours l'HUMANITÉ; il n'y en a qu'*une*, il n'y a donc qu'une RELIGION.

Les Papes et Luther ont confessé leurs fautes devant Dieu; les Rois et Robespierre ont confessé les leurs; la violence, la fureur des apôtres de la *liberté*, ont été pesées dans la divine balance, en regard des faiblesses et des désordres des Médicis et des Bourbons, en regard des infamies et des orgies de l'*autorité;* car le moine défroqué Luther vaut bien, je pense, un sacrilége Borgia; et l'incorruptible Robespierre ne pèse pas moins qu'un Régent corrompu, et qu'un Louis XV corrupteur.

Or, il dépend de l'Église, et d'elle seule maintenant, de prononcer ce *jugement* sur le passé : elle ne l'a pas pu jusqu'ici ; elle a voulu confesser le monde, elle ne s'est point encore confessée à lui. Elle a caché ses fautes, comme si Dieu n'avait pas donné à tous les hommes, par son Christ et par l'Église elle-même, des yeux pour voir, des oreilles pour entendre, un cœur pour glorifier, mais aussi pour condamner.

Justice pour tous ! car le règne de Dieu est proche ; justice bien ordonnée commence par *soi-même,* comme la charité par les *autres.* Assez on a prêché l'humilité au monde, en gardant pour soi le cachet d'un orgueil surhumain, l'*infaillibilité !*

Oui, je désire et j'attends un seul pouvoir suprême, une seule Église universelle, une seule religion pour l'humanité tout entière ; non plus deux glaives ou deux houlettes, parce qu'il ne s'agit plus de bouchers ou de troupeaux. Je l'attends, j'y crois, parce que le monde ne veut plus donner à des hommes et à des institutions humaines les attributs de l'infini, de Dieu : l'impeccabilité, l'infaillibilité, l'immutabilité ; j'y crois, parce que tous les siècles me racontent et tous les prophètes de Dieu m'assurent que l'hu-

manité marche vers le règne de justice et de vérité, détrônant sans cesse l'iniquité et le mensonge ; et je bénis ceux qui détrônent et ceux qui fondent : les uns et les autres sont envoyés de Dieu, non du démon, car il n'y a qu'un seul maître dans l'univers.

Oui, je bénis l'Église dont la parole pacifique a détrôné César, et je la conjure, en vous, de bénir *maintenant* les hommes qui, hors d'elle, lui ont soutenu que, hors d'elle aussi, étaient le salut, la volonté de Dieu, Dieu lui-même ; car Dieu, dit saint Jean, n'a pas envoyé son Fils dans le monde pour *condamner le monde,* mais afin que le monde soit sauvé par lui ; et ce jour-là, dit encore saint Jean, nous serons *en Dieu, et Dieu en* nous, et nous serons UN comme lui-même ; nous serons *consommés* dans cette *grande unité* que prophétisait de Maistre, et qu'il attendait de l'affinité naturelle de la religion et de la science. « Il faut nous tenir prêts, disait-il, pour un événement immense dans *l'ordre divin,* vers lequel nous marchons avec une vitesse accélérée qui doit frapper tous les observateurs. » — Mais quoi ! vous faites peu de cas, ce me semble, de l'orthodoxie du grand de Maistre, et je perds ma peine en vous citant sa

parole; je m'affaiblis peut-être à vos yeux en m'appuyant sur ce sublime amant de l'Église. — Je quitte donc la plume en vous embrassant.

P. E

CCCLXII[e] LETTRE

A M. ALBERT DU BOYS

Paris, 23 mai 1843.

Mon cher Monsieur, je n'ai jamais pensé ni dit qu'il ne fallait voir *que* les bons côtés des choses; j'ai toujours dit qu'il fallait voir les bons *et* les mauvais, et j'ajoute qu'il faut surtout chercher les bons côtés dans nos adversaires, puisqu'il ne peut y avoir de *paix* qu'à ce prix; car il faut s'entendre, sinon sur *tout* (ce qui est impossible), au moins sur *quelque chose,* pour commencer à se donner la main.

Je vous le jure, je n'ai cité Borgia qu'à mon corps défendant; et si, dans cette circonstance, je n'ai pas rappelé qu'il avait beaucoup de

prédécesseurs et quelques successeurs dignes et admirables, c'est que ce n'était pas le lieu de répéter ce que je vous ai dit ou fait entendre maintes fois, savoir : qu'à mes yeux la série des Papes est l'assemblée d'hommes la plus grande qu'on puisse trouver dans l'histoire de l'humanité, surtout tant que la *naissance* n'est pas intervenue comme condition de leur éligibilité.

J'ai comparé Borgia à Luther, comme le Régent à Robespierre ; parce que, si l'on ferme les yeux sur les *vices* des Papes ou des Rois, on est exposé à méconnaître les *vertus* des adversaires des Papes et des Rois. Des hommes comme Luther et Robespierre ne remuent le monde *que* parce que le monde a été troublé par ses maîtres précédents ; et ce n'est pas le *génie du mal* qui fait leur force, c'est Dieu lui-même qui les suscite et leur donne puissance, et qui dit : « Maintenant comprenez, vous qui jugez la terre ! »

Je ne fais donc pas de *récriminations* contre la papauté en signalant des crimes, et vous ne pouvez, sans injustice, donner à mes lettres le titre que portait un ouvrage de la révolution : *Les crimes des Papes*. Pourquoi donc vous-même ne vous attachez-vous pas *surtout* à voir

en moi l'un des réhabilitateurs les plus fervents, et, j'ose le dire, un peu influents, de la grande puissance exercée par l'Église, par la papauté, sur les affaires humaines? Songez qu'à l'époque où M. Guizot fit ses premières leçons d'histoire, dans lesquelles il rendait aux évêques de France un hommage mérité, Saint-Simon publia des remercîments qu'il adressait à ce professeur, pour avoir été l'habile *vulgarisateur* d'idées émises par lui depuis plusieurs années ; idées que Thierry cultivait alors auprès de Saint-Simon, et qu'il publiaît lui-même sous le nom de A. Thierry, *fils adoptif* de Henri Saint-Simon. — Songez que lorsque j'écrivais en 1825 *le Producteur*, et, plus tard, *l'Organisateur*, nous enseignions, pour ainsi dire, les noms de de Maistre et de Ballanche aux hommes qui dirigeaient alors l'esprit public; songez que Benjamin Constant, lui-même, nous a accusés de rêver un *papisme* nouveau. — M'accuser de récriminer, parce que j'ose nommer Alexandre VI, c'est donc plus qu'une erreur de votre part. Je vois les choses *sous toutes leurs faces* et *telles qu'elles sont*, comme vous me le conseillez.

Puisque je vous reprochais d'appeler Mahomet un jongleur, je ne crois pas qu'il ait pu

entrer dans votre pensée que, moi, j'appelais Moïse un massacreur et Jésus-Christ un fat. Je vous ai dit les opinions (en regard de la vôtre sur Mahomet) des hommes qui, permettez-moi de vous le dire, *ne comprennent pas* Moïse et Jésus mieux que vous ne comprenez Mahomet. J'admets comme vous que les hommes qui voient en Jésus un orgueilleux doivent voir en lui un blasphémateur, un *imposteur;* c'est aussi le nom que Voltaire donnait à Mahomet.

Le progrès que beaucoup d'hommes de nos jours ont fait, relativement à Jésus-Christ, c'est de trouver que cet orgueilleux imposteur avait eu *de bonnes intentions*. Vous en êtes là à l'égard de Mahomet; c'est déjà beaucoup et je vous en félicite; j'en félicite également tous les chrétiens, si, comme je le pense, ils ont fait, ainsi que vous, ce progrès très-favorable à l'union de l'Orient avec l'Occident; je dis l'union, et non la confusion impossible de l'Orient *fondu* DANS l'Occident.

Comme vous le dites, Jésus est venu révéler aux hommes l'incarnation divine; il l'a révélée d'une manière incomparablement, infiniment supérieure à toutes les lueurs de cette révélation, éclipsées dans les religions orientales, et je

dirai même dans les récits bibliques de la *création de l'homme*. Je souhaite, comme vous, que l'humanité tout entière participe à l'intelligence de cette révélation suprême qui unit l'homme à Dieu, les hommes entre eux et avec la nature entière ; je souhaite, comme je vous l'ai dit, que le symbole devienne pour tous une *réalité sentie,* à jamais mystérieuse; je souhaite que le protestantisme et le catholicisme, l'Orient et l'Occident, la terre et les astres eux-mêmes *communient* avec amour ; je souhaite, en un mot, que ce qu'on nomme la *religion* chez tous les peuples, ce qu'on nomme la *politique,* ce qu'on nomme la *science*, manifestent partout *Dieu incarné*, dont le premier exemple, vraiment humain et divin à la fois, est *Jésus-Christ.*

Pourquoi alors, me dites-vous, ne communiez-vous pas avec l'Église?

Je crois communier avec les peuples que j'ai visités, même avec les Anglais que je viens de voir, je communie avec les protestants et les juifs de France et d'Allemagne, avec les grecs de Russie, les musulmans d'Égypte et d'Algérie, et même avec les pauvres nègres fétichistes que je voyais amener au marché du Caire ; il serait

bien merveilleux que je ne communiasse pas avec l'Église catholique, avec ma Mère, comme vous le dites fort bien, pourvu que vous ajoutiez que *ce qui n'est pas elle* est mon Père.

Ceci, direz-vous encore, est un jeu de mots; communier, c'est communier comme le pratique l'Église. — Je vous demande pardon, mais là est précisément la question, et vous reconnaissez vous-même que l'Église tolère des *formes* diverses, données au symbole de l'incarnation divine. Il vous est donc impossible d'affirmer que l'Église ne modifiera pas sa forme eucharistique, sans revenir pour cela aux agapes; mais, au contraire, en manifestant le plus clairement possible ce qu'elle a réduit à une *cène* mystique, à une *incarnation* aussi *spirituelle,* aussi étrangère à la *chair* qu'il est possible de l'imaginer.

Or, qui donc a fait supprimer ou modifier les agapes? Vous admettez bien que c'est l'Église, qui a reconnu des inconvénients à cette forme. Je suis convaincu qu'elle reconnaîtra des inconvénients à la forme actuelle, surtout si, loin d'en faire un objet d'attaque contre elle, comme le faisaient les païens qui prétendaient que les agapes étaient des *saturnales charnelles,* les

hommes qui lui signaleront ces inconvénients le font avec amour pour elle, en les lui présentant comme une *exagération* de *spiritualisme,* impuissante à faire sentir l'*incarnation* aux hommes en qui la chair est puissante.

Là est, selon moi, la solution de la *conversion* des idolâtres, fétichistes, païens, et même des musulmans. En un mot, l'*esprit* doit se montrer *palpable,* pour que le mystère de l'*incarnation* soit aussi bien *vu* que *compris,* toujours comme l'on voit et l'on comprend les mystères, c'est-à-dire par l'amour.

Si vous trouvez sage que l'Église accorde aux Grecs et aux Maronites une forme eucharistique particulière, appropriée à leurs besoins ou à leurs coutumes, il me semble que vous devez trouver naturel qu'un homme qui, comme le grand Xavier ou comme le plus grand saint Paul, ambitionnerait de convertir à *Dieu incarné* les peuples enveloppés dans la *chair,* que cet homme, dis-je, *sollicite* l'Eglise de mesurer son enseignement de la divine révélation aux besoins et aux coutumes de ces peuples.

Eh bien, je vous confesse que j'ai plus pitié des hommes qui vivent hors de l'Eglise que de ceux qui vivent dans son sein et s'y trouvent

bien, comme vous ; que je me sens au cœur plus d'amour, et relativement même plus d'espérances d'avenir, pour les pauvres, que pour ceux qui sont riches ou se croient riches, ce qui est presque la même chose ; les riches de l'esprit, comme vous le savez fort bien, ne sont pas plus près du royaume des cieux que les autres.

Dans ces termes, il me semble que vous n'avez rien à reprendre à mon vœu et à la manière dont je l'exprime. Sous mille formes, je me suis présenté comme *amant* de la classe la plus nombreuse et la plus pauvre, non pas de la populace de telle ou telle ville ou de telle province, mais de la populace *du monde;* de celle qui est très-pauvre d'esprit, mais forte, belle et grande de chair ; de celle qui travaille pour vivre, et je dirai même qui ne travaille que pour vivre ; car, dans nos pays du Nord, les hommes ont rendu le travail écrasant ; dans ceux du Midi, c'est le soleil qui brûle les travailleurs.

C'est donc pour eux que je m'inquiète de la forme sous laquelle la divine *incarnation* leur sera offerte en croyance. Vivre, comme je le fais, en eux et pour eux, n'est-ce pas d'abord, pour moi-même, renoncer à la communion qui m'a

spirituellement incarné Dieu, et chercher celle qui, *charnellement,* spiritualisera l'homme?

J'attache beaucoup de prix à ce que vous ne trouviez, dans mes désirs, rien qui soit en dehors de vœux légitimes. Lors donc que vous m'engagez à communier et que je vous réponds ce qui s'y oppose, je vous prie d'examiner si, en m'abstenant, je n'exprime pas d'une manière convenable le désir auquel je crois que l'Eglise peut satisfaire.

En d'autres termes plus généraux, croyez-vous que le *culte* et la *discipline* de l'Eglise puissent et doivent se modifier selon les lieux et selon le temps? — Vous m'avez déjà répondu oui, et vous m'avez cité des exemples. — Croyez-vous que de pareilles modifications soient nécessaires, non-seulement pour faciliter l'union des musulmans et des chrétiens, mais aussi des protestants et des catholiques, des athées et des croyants, des Rois et des peuples, des maîtres et des ouvriers, enfin de tout ce qui est en guerre aujourd'hui dans le monde?

Certes, si vous me répondez encore oui, vous ne me citerez pas comme exemple le culte de Notre-Dame-de-Lorette; et pourtant je demeure près de cette église, et je veux vous en parler.

Hier, j'y ai entendu une fort belle voix, un orchestre distingué, des chœurs dignes de l'Opéra, ou, mieux encore, du Conservatoire. Je vous vois d'ici frémir et de la chose et du ton avec lequel je vous la raconte ; le fait est que j'en frémis moi-même, et que ce boudoir m'a porté fadeur à l'âme. Je vous prie donc de ne pas me confondre avec ceux qui disent qu'il faut rendre la religion aimable, et qui, dans ce but, la déguisent en petite fillette musquée, vraie parisienne de la Chaussée-d'Antin.

Cette prostitution, cependant, est un *signe* auquel je suis loin d'attacher peu d'importance ; mais, quels que soient mes rêves, je puis vous assurer que je n'en fais pas un seul qui soit de cette inconvenance à l'égard de l'Eglise, et il me semble que, comme l'ours de la Fable, des amis maladroits et ignorants lui jettent un pavé sur la tête. Mieux vaut, je vous assure, un sage ennemi comme moi ; car si je ne suis pas le modèle des sages, je me donne à vous comme un modèle des *ennemis* de l'Eglise, moi qui aime et admire beaucoup son grand *amant*.

Bon Dieu ! où iraient se cacher, si de Maistre vivait, ces abbés de grand boudoir, ressuscités à Notre-Dame-de-Lorette, au moi de mai et de

Marie, entourés de fleurs, de parfums et de chants, et de ces charmantes petites femmes auxquelles la langue parisienne a consacré ce joli petit nom de lorettes !

Autre prostitution : M. de Genoude fait des journaux et dit la messe ; vous ne croirez pas non plus que j'espère voir beaucoup de prêtres suivre cet exemple, et surtout y être encouragés par Rome ; et pourtant là encore est un *signe* d'un effort fait, sinon par l'Eglise, au moins par des hommes de l'Eglise (ce qui est très-différent, je le sais), pour *mêler,* mais non *unir,* 'Eglise au monde.

Troisième prostitution : M. l'évêque de Chartres accuse l'Université d'enseigner le crime, l'assassinat ; un journal lui répond par une saleté : bien attaqué, bien défendu ; ce ne sont pas des *combats* que j'espère de l'Église, c'est la parole de paix.

Je n'en finirais pas si je continuais à vous donner des preuves de tentatives funestes, selon moi, et je crois aussi, selon vous, faites pour *introduire* l'Église dans la société, y compris surtout la grande discussion relative à la liberté de l'enseignement ; mais ne rien comprendre à ces *signes des temps*, fermer les yeux et les

oreilles, rester immuable quand tout change de soi-même et sans inspiration ou direction suprême, ce serait un rôle que l'Église ne pourrait faire longtemps, et il faudra bien qu'elle dise à M[gr] l'évêque de Chartres et à M. de Genoude, et même au curé de Notre-Dame-de-Lorette, de ne se mêler de *ses affaires* que comme elle entend qu'on s'en mêle, le jour où elle entendra elle-même que c'est de telle ou telle façon qu'on doit mener *ses* affaires.

Tout ceci semble m'avoir éloigné de votre question sur la communion ; pas le moins du monde : j'avais besoin de vous faire voir une foule de gens qui communient très-*explicitement*, selon l'expression de M. Lacordaire, et qui déchirent ou salissent leur mère, afin de vous ramener à ma première thèse, qui est aussi la vôtre, savoir : qu'il faut voir les choses *sous toutes leurs faces*, et qu'il y a, par compensation, des hommes qui ne communient pas avec l'Église, soit à Paris, soit en Chine, et qui ont du bon, surtout s'ils communient implicitement avec l'Église.

Avouez qu'il est curieux que ce soit précisément le chrétien, l'homme de l'esprit, qui tienne tant à la communion explicite ou de *fait, visible*,

charnelle, et qui n'attache aucune importance à la communion implicite ou *spirituelle*, au point de dire que la première *seule* sauve ! — Mon cher monsieur, j'aurais pu mourir à Thèbes, seul dans ces ruines ; mourir en Algérie par la main d'un Arabe, sans confession, sans communion explicite ; je serais mort en croyant à *Dieu incarné*. Ne me dites pas que je n'aurais pas été sauvé.

Vous me conseillez d'aller voir M. de Ravignan, et vous aimeriez, si vous étiez à Paris, m'y accompagner. L'abord de M. de Ravignan est assez facile pour que je sois certain d'être reçu comme il reçoit tout le monde, avec affabilité ; mais croyez-vous donc que, même à vous, j'aurais dit tout ce que je vous ai écrit depuis quelques mois, si vous ne m'aviez pas *provoqué* sur ces graves sujets, en me reprochant de ne pas avoir fait, dans mon livre, la part assez large à l'Église, pour la colonisation de l'Algérie? Je sais combien ces graves matières exigent de ménagement, et j'éprouve une vive peine quand je crois voir, dans les interprétations données quelquefois par vous à ma pensée, la preuve que j'ai quelque peu troublé ou blessé la quiétude ou la légitime susceptibilité de votre foi. Je n'irais

pas à M. de Ravignan pour *me* convertir, et j'irais encore moins à lui pour *le* convertir, mais si l'envie lui prenait, comme elle vous a pris, de trouver qu'il y a assez de bonnes choses en moi pour en espérer et m'en demander de meilleures, je lui dirais, comme je le dis à vous, tout ce qui est dans ma pensée. J'ai assez d'orgueil pour croire que je vaux la peine qu'on tente de me convertir; et mon orgueil va plus loin encore, puisque je pense que les convertisseurs pourraient trouver quelque bien dans leur tentative, quand même elle serait, à leurs yeux, infructueuse à mon égard.

D'ailleurs ne dites-vous pas vous-même que je suis membre de ce corps de l'Église, ce qui ne m'empêche pas de croire que je suis aussi membre de ce grand corps, humanité, dans lequel Dieu nous a révelé, par Jésus, que tous les membres sont frères? Si donc je me sens vivre *entre* ces deux partis divisés de frères, les aimant les uns et les autres d'un égal amour, communiant *seulement* d'une manière *implicite* avec les uns, et surtout d'une façon *explicite* avec les autres, appelant le jour où tous pourront communier sous ces deux formes, selon les dispositions de chacun, selon leur vocation spi-

rituelle ou charnelle, mais également sainte ; si, placé ainsi entre ces deux mondes qui aujourd'hui se repoussent, je veux aider, par mon amour pour l'un et pour l'autre, à les rapprocher, à les unir, à faire qu'ils se rendent justice et charité mutuelles ; ne fût-ce que pour l'intention, je croirai avoir bien mérité des hommes et de Dieu.

Pardonnez-moi donc quand vous croyez que j'attaque *votre parti,* et pardonnez-moi aussi quand vous trouvez que j'élève trop le *parti contraire;* je vous l'affirme, de tous ceux qui ne communient pas explicitement avec l'Église, personne plus que moi n'admire l'Église pour son passé et n'a d'espoir en elle pour son avenir : et personne aussi, parmi tous ceux qui communient implicitement avec l'Église, n'a plus que moi d'ardentes sympathies, de religieux amour pour tout ce qui est en dehors d'elle.

Direz-vous qu'à force d'aimer tout le monde on n'aime personne ? Mais qui donc est le prochain ? Vous savez la réponse du grand maître en amour : Le prochain est celui qui exerce la *miséricorde*. Croyez-vous que la *miséricorde* ne se trouve que dans l'Église ? Il y a des Samaritains encore.

Traitez-moi, je vous en prie, comme le Sama-

ritain de l'Évangile, et laissez-moi croire à la vertu et au salut hors de la communion avec l'Église, sans que cette croyance blesse la vôtre. Vous communiez avec les catholiques seuls ; je me sens en communion avec tous les hommes, avec le monde entier qui m'environne ; je sens Dieu *en moi* et *hors de moi*, en NOUS.

Le jour où l'Église enseignera aux hommes que Dieu est *en eux*, même sans qu'ils le sachent et quoiqu'ils le nient, ce jour il n'y aura plus qu'un seul troupeau et un seul pasteur (saint Jean, X, 16), et la communion manifestera que Dieu, *en effet*, est *en tous*, et qu'il ne s'incarne pas seulement, par une volonté individuelle, dans quelques privilégiés de son amour. — « Il était *dans le monde*, et le monde a été fait par lui, et le monde ne l'a point connu. » (Saint Jean, I, 10.) Qui donc autorise l'Église à croire qu'elle le possède seule et qu'elle seule en dispose ? — Qu'elle enseigne sa volonté à tous, qu'elle le fasse aimer par tous, qu'elle le révèle à ceux qui ne croient pas le posséder, eux qui ont face humaine ; mais pour cela ne faut-il pas qu'elle-même, devant tout homme, s'approche et s'incline, comme devant un frère qui, quel qu'il soit, porte en lui *la vie ?* « Dans LUI était *la vie,*

et la vie était la lumière *des hommes.* » (Saint Jean, I, 4.) « Celui-là était la vraie lumière qui illumine *tout homme* venant en ce monde. » (Saint Jean, I, 9.) Tous les textes sacrés s'opposent à cet accaparement, et l'Église n'a pas effacé ces textes !

Les protestants, les musulmans, les idolâtres sont dans l'erreur ; soit ! Mais quelle est leur erreur ? C'est précisément de ne pas croire que Dieu soit *en eux* et *dans le monde;* s'ils le croyaient, ne se sentiraient-ils pas en communion fraternelle même avec le catholicisme ? Ne se sentiraient-ils pas un même passé, un même présent, un même avenir, un seul Dieu en tous et pour tous ? Que l'Église le leur apprenne, et, pour cela, qu'elle commence à voir Dieu dans le protestantisme, dans le mahométisme, dans l'idolâtrie, puisqu'elle le voit si bien en elle-même. A-t-elle donc aussi des yeux pour ne point voir *la lumière du monde*, pour ne pas discerner *la vie ?* Cessera-t-elle de tolérer *la mort* de l'homme par l'homme, la guerre ? Osera-t-elle enfin condamner l'homme qui tue à la réprobation de ses semblables, quand bien même la tuerie impie se ferait au nom de Dieu ? Tant que l'homme, fût-il Pape, croira qu'il donne, selon

sa volonté, Dieu à l'homme, et que Dieu ne s'est pas donné lui-même *à tous*, dans la plénitude de sa grâce vivante; tant qu'il y aura un intérieur divin d'Église et un dehors satanique d'Église, le prince du monde, la guerre, trônera à côté de l'Église, recevant presque des bénédictions de l'Église elle-même pour ses massacres, pour ses sacrifices humains.

Bien des hommes pensent aujourd'hui que lorsque les banquiers refusent d'ouvrir leurs caisses, une guerre est impossible; pourquoi l'Eglise ouvrirait-elle ses trésors pour la guerre? pourquoi, au moins parmi les peuples chrétiens, ne proclame-t-elle pas qu'elle se ferme à celui qui en attaquera un autre? A-t-elle peur de perdre ainsi quelqu'un de ses barbares enfants, parce qu'elle réprouverait sa barbarie? Ne sentez-vous pas que ce serait un enseignement pour le barbare et une récompense pour le pacifique? Et alors même, vis-à-vis des peuples qui ne sont pas chrétiens, il n'y aurait plus de tentatives de *conquêtes*, mais seulement des efforts progressifs d'*échanges* productifs et affectueux.

Tout cela est un rêve, direz-vous. — Je sais bien que ce n'est pas la réalité, et je ne vous le donne pas comme tel. Est-ce possible *un jour*,

est-ce désirable, doit-on y aider, y pousser? Je le crois. — L'Église peut-elle, *dès ce jour*, proclamer ce rêve d'avenir, cette cité de Dieu, comme son espoir? — Ceci est plus délicat, et même je ne le crois pas. C'est à d'autres qu'elle à *annoncer* cette bonne nouvelle ; aussi d'autres l'ont-ils annoncée; mais j'en ai la foi, ce sera surtout à elle de la *réaliser;* c'est pourquoi j'aime à vous en parler. Toutefois, dans cette route vers vous, je marche toujours sur des charbons ardents, craignant que vous ne trouviez mes rêves en dehors de votre foi et même contraires à votre foi, quoiqu'ils en soient, selon moi, l'accomplissement, et, pour ainsi dire, la continuation *logique*.

Si en toute chose comme en tout être, il y a un bon et un mauvais côté, et que le mauvais en moi consiste surtout à ne pas communier, défaut que je partage avec la grande majorité des hommes et avec un assez grand nombre de fils de catholiques, le bon côté ne serait-il pas qu'en dehors de l'Eglise il y a toujours eu des hommes qui ont préparé ses voies, avec ou sans intention, et que je suis de ceux qui le font avec intention? Vous dites vous-même que l'Eglise pourra recommander et adopter mon œuvre, à son jour,

si elle la trouve bonne et moralisatrice; ce n'est pas à moi à provoquer ce jugement, mais certes je ne me ferais pas faute de répondre si j'étais interrogé; et vous voyez par vous-même que, lorsqu'on m'interroge, je parle plus longuement sans doute qu'on ne s'y attendait et qu'on ne le voudrait.

Laissez-moi ajouter encore qu'à d'autres époques, de glorieuse mémoire pour l'Église, un homme qui aurait été accusé de troubler la morale et la religion aurait pu être condamné par elle au bûcher, mais n'aurait pas été jugé, comme je l'ai été, par douze épiciers ou pharmaciens, étrangers à toutes choses religieuses et morales.

A d'autres époques, plus glorieuses encore pour l'Église, époques d'apostolat ou d'active conversion, l'Église portait sa main sur tous les hommes qui, en dehors d'elle, cherchaient Dieu avec ardeur et bonne foi; elle les cherchait elle-même, les devinait, les entourait, les embrassait, se les assimilait; c'était là qu'elle recrutait sa milice, même parmi ses adversaires et ses persécuteurs; elle leur criait: « Saul, Saul, pourquoi me persécutez-vous! »

Je n'ai pas entendu cette voix sur ma route,

même dans ma prison de Sainte-Pélagie, même au désert, sur les mers, ou dans les vagues du monde. Non, soyez-en convaincu, ce n'est pas affaire d'amour-propre et de cérémonie, si je prétends que l'Église doit faire *des avances* au au monde, et j'ose le dire, à moi-même; c'est de la foi, de la pure foi évangélique, tout aussi bien que de la foi religieuse *quelconque;* car toute religion constituée parmi les hommes a eu pour mission, pour première condition d'existence et de progrès, d'aller quêter les âmes à son Dieu; à aucune d'elles il n'a été dit de se croiser les bras et d'attendre qu'on aille la visiter, de se taire et d'attendre qu'on lui parle.

Le jour où l'Église, au lieu de s'inquiéter et de gémir de se voir méconnue par la philosophie, par la science, se montrera plus forte de science et de philosophie que tous les savants et tous les philosophes, elle n'aura ni besoin ni envie de les accuser de prêcher l'assassinat, la débauche et le brigandage; le jour où elle cherchera à s'emparer des hommes qui réellement lui paraissent assez forts pour ébranler l'édifice social, elle fera mille fois plus œuvre d'Église qu'en baptisant un malheureux Cochinchinois; le jour enfin où elle *s'humiliera* devant les or-

gueilleux du monde sera son jour de triomphe et de gloire.

Je vous vois rougir à ce mot, qui vous a déjà ému sous la forme *infaillibilité*. Quoi ! un chrétien ne peut entendre pour lui ce mot sacré d'*humilité !* Est-ce que le *Confiteor* n'est que pour l'humble fidèle ? et l'Église ne dira-t-elle jamais : *Meâ culpâ !* Où donc est écrite, dans l'Évangile, cette donation à l'homme d'un attribut de Dieu seul, l'*infaillibilité ?* Vous dites qu'elle y est en termes clairs ; c'est comme si vous disiez que l'*éternité* promise à l'Église est celle de Dieu même ; tous ces mots sont des superlatifs *humains*, soumis, comme tout ce qui est humain et fini, au plus et au moins ; ils n'ont pas la valeur *absolue* qui appartient à Dieu seul. — L'Église a eu un commencement, elle aura une fin ; elle a de sublimes vertus, mais elle fait des fautes ; elle atteindra, dans le *temps*, toute la durée fixée à l'humanité ; elle atteindra aussi toute la vertu, toute la lumière, toute la puissance permise à l'humanité ; mais, je le dis encore, elle n'est pas Dieu, même en portant Dieu incarné en elle ; car *il est celui qui est*, en tout *lieu*, en tout *temps*, de toute ÉTERNITÉ, dans toute l'IMMENSITÉ. C'est LUI, et non l'Église, qui

est la suprême justice, la souveraine vertu, l'infaillible amour. Et ne m'accusez pas de vouloir ainsi priver le monde de la contemplation sur la terre, dans l'imposante souveraineté de l'Église, d'une représentation de cet infaillible amour; non, je ne dis pas que l'Église pèche sept fois par jour; je ne prétends pas surtout qu'elle pèche *plus* que tout ce qui n'est pas elle ; à mes yeux, comme aux vôtres, elle est la *sainte* Église, *la plus parfaite* de toutes les institutions données par Dieu aux hommes pour les élever à lui ; mais elle n'est pas Dieu, et jamais elle n'a prétendu l'être. Or, tout ce qui n'est pas Dieu est soumis à la naissance et à la mort, à la vertu et à la faute, parce qu'il n'y a qu'une seule vie éternelle, une sèule vertu absolue, Dieu lui-même, de qui nous participons par sa grâce, en nous rapprochant sans cesse de lui, sans pouvoir jamais l'égaler et l'atteindre.

Que les fautes de l'Église soient des occasions et des moyens de progrès vers Dieu, pour tous et pour elle-même, je le crois fermement; qu'à chaque instant même elle ait fait, *comme institution*, ce qu'il y avait de mieux ou de moins mauvais à faire; qu'elle ait été constamment, sous ce rapport, l'institution modèle, première,

supérieure, parmi *toutes les institutions* humaines; j'en suis encore convaincu; car seule elle est restée et reste *debout* au milieu des ruines; son ciment est le plus fort, le meilleur, il durera pour *tous les siècles humains;* c'est de l'humanité fondue, coulée; mais enfin c'est de l'*humanité.*

Et voyez où l'on est conduit quand on n'a pas cette ferme croyance! Vous, par exemple, vous pensez, sans aucun doute, que mon orgueil est bien grand de vouloir *faire la leçon* à l'Église; par affection pour moi, vous craignez que cet orgueil ne me perde; et, sans avoir besoin de descendre bien profondément au fond de votre âme, je le vois sans peine, vous êtes convaincu que je ne peux pas avoir raison contre les opinions exprimées *jusqu'ici* par l'Église; bien plus, votre foi vous donne une assurance telle, que vous êtes très-certain de n'avoir rien à apprendre de moi en matières religieuses; de sorte que vous me dites : « Mon intelligence, en matières de religion, s'exerce dans de certaines limites que *je ne veux pas* franchir. » Cette limite, c'est la foi catholique, telle que l'Église vous l'a enseignée, et par conséquent aussi, telle que vous l'avez comprise, car vous n'avez pas été pure-

ment passif dans cet enseignement. Vous consentiriez donc très-volontiers à apprendre de moi les mathématiques que je saurais mieux que vous, peut-être même une langue, si j'en parlais une autre que le français; mais de Dieu et de religion, vous n'avez de moi rien à apprendre. Je me trompe fort si je dénature sur ce point votre pensée.

Certainement vous n'avez pas du tout l'idée que ce soit là de l'orgueil, et pourtant vous savez qu'on craint peu celui qui est attaché à de petites choses; ni vous ni moi ne serions blessés qu'un cordonnier prétendît en savoir plus que nous et n'avoir rien à apprendre de nous en chaussures. Sans doute, vous allez me répondre que je ne suis en religion qu'un *amateur* et non un artiste de profession, et que vous écoutez un prêtre sur la religion, comme un cordonnier sur les chaussures, avec la conviction de votre ignorance. — Eh bien, vous diriez à moitié vrai : oui, je suis un *amateur,* un amant de Dieu; mais continuons la métaphore. Le cordonnier qui n'écoute pas l'amateur, l'amant de la belle chaussure, risque de rester dans la routine et de recopier de vieilles modes, bonnes pour chausser les *hommes de goût* d'un autre âge.

Si Dieu parle dans et par l'Église, il parle aussi, et bien haut, en dehors d'elle, et le monde veut avoir *chaussure à son pied.* Si Grégoire VII n'avait écouté que ce que demandait le clergé de son temps, s'il n'avait pas entendu ce que le monde *réclamait* du clergé, il n'aurait pas modifié, réformé l'Église, les couvents, et surtout la politique de Rome. Tant que l'Église n'a voulu écouter qu'elle-même, elle a soutenu que le soleil tournait autour de la terre, que Dieu l'avait *voulu*, et même l'avait formellement *dit* ainsi. Depuis lors, elle a passé condamnation; et remarquez que je n'affirme pas qu'elle ait eu parfaitement raison de se laisser condamner par Galilée, Kepler et Newton; j'aurais préféré surtout qu'elle eût reconnu *avant tous* son ERREUR.

C'est vous parler bien longuement de moi, mon cher monsieur; mais il me semble qu'à propos de moi, il m'a été possible de toucher à quelques questions importantes; d'ailleurs ces explications étaient devenues nécessaires; je désire qu'elles soient suffisantes pour vous faire accueillir, sans trop vive peine, ma réponse à votre invitation de communion. J'aurais craint de vous peiner beaucoup plus en ne répondant pas à ce désir, où j'ai su lire votre affection pour

moi, et auquel vous croirez que je suis très-sensible.

Malgré cette longueur démesurée, il faut pourtant que je réponde à quelques autres points de votre lettre.

Je ne crois pas plus que vous à l'ange Gabriel apportant le Coran à Mahomet, et, pour en finir plus vite sur ce point, je vous accorde que Mahomet a *menti*, qu'il a commis des actes d'*orgueil*, de *luxure*, tous les péchés que vous voudrez, et particulièrement l'assassinat nommé guerre. Mais, dites-moi si vous ne trouvez pas tout cela dans la Bible, à une très-haute dose. L'adultère, la luxure, le viol, l'inceste, la violence, la tuerie, ne sont-ils pas à l'usage des prophètes, des David, des Salomon et de Moïse lui-même? Je ne dis pas que chacun d'eux ait commis *tous* ces crimes. C'est pour ses *fautes* que Moïse n'a pas pu entrer dans la terre promise. Tous, comme Mahomet, sont des hommes et des hommes appartenant à des sociétés très-différentes de la nôtre du XIXe siècle. Je vous répète qu'il n'est pas plus juste de voir dans Mahomet un jongleur que de voir dans les prophètes juifs, à peu d'exceptions près, des scé-

lérats qu'on enverrait au bagne, de nos jours, avec le grand Caton, l'assassin d'esclaves.

« Allez, vous autres, à cette fête-ci ; pour moi, *je ne vais pas à cette fête-ci*, parce que mon temps n'est pas encore arrivé. Ayant dit ces choses, il demeura en Galilée. Mais lorsque ses frères furent partis, *il alla aussi lui-même à la fête*, non pas *publiquement*, mais comme s'il eût voulu se cacher. » (Saint Jean, chap. VI, v. 8, 9, 10.)

En concluez-vous que Jésus est un menteur et un sournois? —Dieu vous en garde ! — Pesez le bon et le mauvais, avec Mahomet aussi bien qu'avec les prophètes hébreux, car il ne s'est dit *que* prophète. Alors vous aurez vraiment *jugé*. — Vous vous plaignez de ce que le Coran dit le pour et le contre ; de ce qu'il est tolérant au second chapitre et intolérant au troisième ; mais vous oubliez que l'Évangile lui-même est plein de ces divines contradictions si *humaines*. Jésus, ici agneau de douceur, apporte l'épée un peu plus loin ; il ordonne d'honorer son père et sa mère, et il ordonne aussi de les abandonner pour le suivre ; il ressuscite les morts, mais il laisse aux morts le soin d'enterrer les morts. L'un des évangélistes dit : Ceux qui ne sont pas

est intolérant, ce qui n'est vrai qu'en partie, je ne vois pas quel bien on ferait à eux et à nous. Pour toutes choses ce principe est applicable : On ne prend pas les mouches avec du vinaigre.

Je n'ai pas dit que des martyrs, et particulièrement ceux du XIX[e] siècle, n'aient pas eu *en vue* le dogme pur; j'ai dit, et je le dis même pour les Cochinchinois ou Chinois, que les *martyriseurs* n'ont jamais martyrisé pour le dogme pur, mais pour les conséquences *sociales* de l'enseignement des doctrines prêchées par les martyrs.

« On n'apercevait pas, à Rome, dites-vous, que la prédication de la fraternité relâchât les liens d'obéissance entre le maître et l'esclave. » —Cela prouverait qu'à cette époque les Romains n'avaient pas la vue fort longue, puisque les nombreux affranchissements remontent aux premiers temps du christianisme. Je n'ai pas en ce moment de textes à vous citer, mais je vous engage à vérifier de votre côté, car la chose serait vraiment merveilleuse, et je crois pouvoir assurer que les chrétiens ont été accusés de briser *tous* les liens sociaux. Or, l'esclavage était celui de ces liens auquel le patriciat romain tenait le plus, car il ne tenait déjà plus à ses dieux, à ses empereurs, ni à ses femmes, mais

bien à ses richesses, absolument comme de nos jours. Aussi vous verriez comme les *chevaliers* enrichis de nos jours recevraient les hommes qui, inspirés par la fraternité chrétienne, s'aviseraient de corner aux oreilles des ouvriers des sucreries de betterave qu'ils doivent entrer *en partage* de l'indemnité. Ils ne s'inquiéteraient pas de savoir si ces perturbateurs croient au Père ou au Saint-Esprit et à leur procession orthodoxe; ils les mettraient à Sainte-Pélagie, jugés et condamnés par des *chevaliers* épiciers, sans même regarder s'ils payent tribut à César, vont à la messe, et sont avec les femmes des petits saints.

Un mot aussi en réponse à ce que vous me dites encore de Grégoire VII. — « Sa puissance, *toute morale*, n'était pas une puissance temporelle proprement dite, constituée et reconnue; c'était la *prédominance* du pouvoir spirituel, due en partie au caractère du Pape et à la considération *personnelle* dont il jouissait. » — Vous reconnaissez donc que lorsque le Pape jouissait d'une haute considération personnelle, le pouvoir spirituel exerçait une *prédominance* sur le pouvoir temporel. Depuis assez longtemps cette prédominance *grégorienne* n'existe plus;

est-ce que vous en concluez quelque chose de peu flatteur pour le caractère et la considération des Papes ? Mais, au reste, là n'est pas précisément la question entre nous ; vous dites que ce n'était pas là cette *autocratie* dont les types sont à Saint-Pétersbourg et à Constantinople. Je vous jure que le gouvernement à la fois spirituel (intellectuel) et temporel (industriel) que je rêve pour l'avenir ressemble beaucoup plus à l'autorité MORALE d'un Pape *considéré*, qu'à celle d'un Czar ou d'un Sultan *constitués*, quelque considérés qu'ils soient, car le gouvernement que je rêve est *pacifique*, et c'est en lui supposant une puissance toute MORALE qu'il m'est possible de le croire digne de DIRIGER également le spirituel et le temporel, l'*enseignement* et les *actes*, le *dogme* et le *culte*, la *science* et l'*industrie* des peuples. La prédominance du spirituel sur le temporel, de l'intelligence sur les actes, des théoriciens sur les praticiens, selon moi, ne serait pas du tout MORALE aujourd'hui, quoiqu'elle ait pu être utile, convenable, nécessaire en certains lieux et en certains temps. Ce qui serait moral aujourd'hui et pour l'avenir, ce serait de diriger, de gouverner, avec un ÉGAL AMOUR, le *spirituel* et le *temporel*.

Certes, je ne puis pas vous contraindre à donner aux mots l'acception que je leur donne, mais je crois que j'aurais encore plus mauvaise grâce à créer des mots nouveaux lorsque l'acception des mots anciens présente une analogie assez grande avec l'acception que je leur donne. Puisque, même pour vous, dans votre phrase que je cite, puissance *morale* est bien distinct de puissance *spirituelle*, je vous prie de préciser dans votre pensée cette féconde distinction; et si cette précision vous autorisait à reconnaître qu'il y a trois pouvoirs comme il y a *trois* personnes en Dieu (ce qui devrait, ce me semble, vous paraître assez légitime et raisonnable), le pouvoir MORAL vous semblera être le TRAIT D'UNION nécessaire et providentiel entre le pouvoir des *esprits* et celui des *corps*, entre le pouvoir qui *sait* et *enseigne*, et celui qui *fait*, qui *produit*, comme le SAINT-ESPRIT est le lien du PÈRE et du FILS.

Or, ce troisième pouvoir n'a pas été encore *constitué*, et voilà pourquoi, selon le caractère des Papes ou des chefs temporels, l'autorité *morale* a été tantôt avec Rome, tantôt avec le monde, l'une ou l'autre *prédominant*, selon les époques, l'une et l'autre toujours en lutte, et

prétendant, l'une et l'autre, régir MORALEMENT, Rome, les *esprits*, et César les *corps*. Toutefois, comme l'Église portait en elle le germe de *paix*, tandis que le monde renfermait le vieux ferment de la *guerre*, il est dans les destinées de l'Église, à travers ses victoires et ses défaites, de *vaincre le monde*, et d'instituer ces trois pouvoirs du royaume de Dieu, au nom de la Très-Sainte TRINITÉ, qui n'a pas encore paru *sur la terre* dans son imposante UNITÉ.

Le Père, le Fils et le Saint-Esprit, se révélant *successivement* au monde, l'ont conduit vers *eux*, vers *leur royaume;* nous y touchons; l'avenir les adorera *simultanément*. Le *dogme* ou la science, le *culte* ou la culture de l'humanité et du monde, seront UNIS par et pour l'AMOUR DE DIEU, *la morale;* et ce sont ces trois faces de la vie humaine qui *constitueront* enfin la religion universelle, qui n'est pas encore *constituée,* mais qui est seulement *instituée* dans l'Église, pour l'UNIR avec le monde et *constituer* ainsi l'unité humaine, à l'image de la triple unité divine.

Il me reste encore un point bien important, qui a fait le sujet principal de mes dernières lettres, et que vous traitez toujours avec une

quasi indifférence qui me fait vous demander à l'avance pardon de ce que je vais vous dire, parce que je sens que ma persistance doit vous paraître d'autant moins bien placée, que l'objet vous semble moins digne d'attention. Je veux vous parler encore du *maintenant*.

« Puisque M. de Ravignan ne connaissait pas la question, cela doit me prouver, dites-vous, qu'elle n'a pas été *soulevée* au sein de l'Église. » — Aussi n'ai-je jamais dit qu'elle y ait été soulevée, j'aurais plutôt dit qu'elle a été *étouffée* au sein de l'Église gallicane. D'ailleurs, de ce qu'une question n'a pas été soulevée au sein de l'Église, il n'en faudrait pas conclure qu'il ne fût pas bon que l'Église s'en occupât, ni même que vous vous en occupassiez ; la grande question astronomique soulevée par Galilée a été soulevée dans le monde, et l'Église même, en essayant de l'étouffer au berceau, a bien été obligée de s'en occuper lorsque cette question a grandi dans le monde.

Quoi ! parce que Jésus a eu, après trois siècles, quelques millions d'adorateurs, martyrs encore de leur foi ; parce que ces adorateurs ont formé *une* société religieuse, *une* nation religieuse, *un* royaume religieux, vous en concluez

que c'était là le *regnum meum* promis au monde entier ! C'est n'être pas difficile et vous contenter de peu. Quand bien même tous les catholiques seraient satisfaits de cette interprétation très-libre, tous les autres hommes ne peuvent certes pas se douter qu'ils vivent dans le royaume de Dieu.

Mais ceci m'écarterait du débat principal; je reviens à M. de Ravignan. Il ne connaissait pas cette question; cela prouve, me dites-vous, qu'on n'a pas attaché d'importance à ce mot. —Dans l'ordre logique, cela prouverait, sans doute, qu'*on* n'attache pas *maintenant* d'importance à ce mot; cela prouve un peu moins qu'on n'en a pas attaché *autrefois*, et cela ne prouve pas du tout qu'on n'en attachera pas *un jour;* car je suis convaincu que, dès à présent, M. de Ravignan et vous aussi attachez *plus* d'importance à cette suppression, puisque vous l'ignoriez l'un et l'autre il y a peu de temps, et que vous la connaissez *maintenant.*

Laissez-moi vous dire que je suis confondu de voir un homme aussi religieux, aussi consciencieux, aussi vrai que vous, s'efforcer (sous prétexte que le latin, ignoré du peuple, est resté intact) de traiter en jouant et comme bagatelle

une mutilation de la parole sacrée, mutilation qui est dans tous les livres de messe que lit *le peuple* au vendredi saint.

J'ai fait vérifier dans les bibliothèques royales, de Sainte-Geneviève, de la Sorbonne, les Bibles traduites. Pas une seule Bible protestante n'est entachée de cette suppression; toutes les Bibles traduites pour l'Église catholique, avec approbations épiscopales ou de Sorbonne, pour des rois ou pour des prêtres ou pour le peuple (et il y en a un assez grand nombre), toutes, depuis 1487 jusqu'à 1667 exclusivement [1], portent fidèlement la traduction du *nunc*. Celle même de Michel de Marolles, de 1655, qui contient une épître aux prélats de l'Église *gallicane*, et qui, en 1649, avait paru avec approbation des docteurs en théologie de la Faculté de Paris [2], renferme *maintenant*. Mais depuis 1667, c'est-à-

1. Mons, G. Gigeot, dont la réimpression de 1675 est publiée avec permission de l'archevêque de Cambrai. (Voir la NOTE B, page 205, *lettre au Courrier français*.)

2. Ces docteurs disent : « Nous n'avons rien trouvé qui ne soit conforme à la foi catholique, apostolique et romaine; mais, outre cela, nous avons trouvé cette traduction au point que la désire Gerson, ce fameux chancelier de Paris, pour profiter au public parlant : *De Biblia bene et vere in gallicum translata. Quinta inter decem considerationes adversus adulatores principum.*

dire avant celle même de de Maistre de Sacy, le *maintenant* est supprimé universellement dans les traductions de la Bible complète, ou du Nouveau Testament, ou même dans les livres de messe.

Que cet accord unanime des traducteurs soit involontaire; qu'ils se soient tous bornés à copier le premier traducteur infidèle; qu'ils n'aient pas même jeté les yeux sur le latin en regard, qu'aucun d'eux n'ait eu la curiosité de comparer sa traduction avec les tradúctions collatérales du protestantisme, certes cette légèreté serait merveilleuse, miraculeuse, et il faut croire, pour la comprendre, que Dieu a singulièrement aveuglé les traducteurs de sa parole. Mais j'admets, tant que vous voudrez, l'inadvertance de ces bonnes gens; je les fais aussi simples qu'il vous plaira de le supposer, car je n'ai pas envie qu'on les condamne au feu éternel ou même seulement temporel; toujours est-il, je le répète, que je suis confondu de vous voir, vous, traiter la chose en indifférente et peu importante peccadille.

Je vous demandais, dans ma précédente lettre, de ne pas *laisser de côté* ce *maintenant*, et vôici aujourd'hui que vous enchérissez; vous en faites fi et le conspuez presque; il m'est im-

avec moi sont contre moi; l'autre dit : Ceux qui ne sont pas contre moi sont avec moi, ce qui est très-différent. C'est qu'en effet l'homme *doit* être tantôt sévère et tantôt indulgent, vif et lent, ardent et patient, selon le temps, le lieu, les hommes, selon la volonté de Dieu dans la suite des jours, des années et des siècles. Tout livre qui ne serait pas susceptible de la double interprétation faite par le dualisme humain, n'aurait pas, au contraire, le caractère d'inspiration divine; il pourrait être à l'usage des anges, mais certes il ne serait pas à l'usage des hommes.

Comparez saint Marc à saint Jean; ce n'est pas pour rien que le lion et l'aigle les accompagnent. Je suis bien sûr qu'il y a dans l'Évangile beaucoup de versets qui autorisent l'enthousiasme impatient des convertisseurs martyrs, mais je suis sûr qu'il y en a tout autant qui légitiment la prudente patience employée si souvent par l'Église.

L'important, *aujourd'hui*, c'est de voir dans le Coran, et de faire lire aux musulmans les passages applicables à un rapprochement avec les chrétiens, puisqu'*en ce moment* il est bien que les uns et les autres se touchent autrement qu'avec le sabre. En leur répétant que leur livre

est intolérant, ce qui n'est vrai qu'en partie, je ne vois pas quel bien on ferait à eux et à nous. Pour toutes choses ce principe est applicable : On ne prend pas les mouches avec du vinaigre.

Je n'ai pas dit que des martyrs, et particulièrement ceux du XIXe siècle, n'aient pas eu *en vue* le dogme pur; j'ai dit, et je le dis même pour les Cochinchinois ou Chinois, que les *martyriseurs* n'ont jamais martyrisé pour le dogme pur, mais pour les conséquences *sociales* de l'enseignement des doctrines prêchées par les martyrs.

« On n'apercevait pas, à Rome, dites-vous, que la prédication de la fraternité relâchât les liens d'obéissance entre le maître et l'esclave. » —Cela prouverait qu'à cette époque les Romains n'avaient pas la vue fort longue, puisque les nombreux affranchissements remontent aux premiers temps du christianisme. Je n'ai pas en ce moment de textes à vous citer, mais je vous engage à vérifier de votre côté, car la chose serait vraiment merveilleuse, et je crois pouvoir assurer que les chrétiens ont été accusés de briser *tous* les liens sociaux. Or, l'esclavage était celui de ces liens auquel le patriciat romain tenait le plus, car il ne tenait déjà plus à ses dieux, à ses empereurs, ni à ses femmes, mais

bien à ses richesses, absolument comme de nos jours. Aussi vous verriez comme les *chevaliers* enrichis de nos jours recevraient les hommes qui, inspirés par la fraternité chrétienne, s'aviseraient de corner aux oreilles des ouvriers des sucreries de betterave qu'ils doivent entrer *en partage* de l'indemnité. Ils ne s'inquiéteraient pas de savoir si ces perturbateurs croient au Père ou au Saint-Esprit et à leur procession orthodoxe; ils les mettraient à Sainte-Pélagie, jugés et condamnés par des *chevaliers* épiciers, sans même regarder s'ils payent tribut à César, vont à la messe, et sont avec les femmes des petits saints.

Un mot aussi en réponse à ce que vous me dites encore de Grégoire VII. — « Sa puissance, *toute morale*, n'était pas une puissance temporelle proprement dite, constituée et reconnue; c'était la *prédominance* du pouvoir spirituel, due en partie au caractère du Pape et à la considération *personnelle* dont il jouissait. » — Vous reconnaissez donc que lorsque le Pape jouissait d'une haute considération personnelle, le pouvoir spirituel exerçait une *prédominance* sur le pouvoir temporel. Depuis assez longtemps cette prédominance *grégorienne* n'existe plus;

est-ce que vous en concluez quelque chose de peu flatteur pour le caractère et la considération des Papes ? Mais, au reste, là n'est pas précisément la question entre nous ; vous dites que ce n'était pas là cette *autocratie* dont les types sont à Saint-Pétersbourg et à Constantinople. Je vous jure que le gouvernement à la fois spirituel (intellectuel) et temporel (industriel) que je rêve pour l'avenir ressemble beaucoup plus à l'autorité MORALE d'un Pape *considéré*, qu'à celle d'un Czar ou d'un Sultan *constitués*, quelque considérés qu'ils soient, car le gouvernement que je rêve est *pacifique*, et c'est en lui supposant une puissance toute MORALE qu'il m'est possible de le croire digne de DIRIGER également le spirituel et le temporel, l'*enseignement* et les *actes*, le *dogme* et le *culte*, la *science* et l'*industrie* des peuples. La prédominance du spirituel sur le temporel, de l'intelligence sur les actes, des théoriciens sur les praticiens, selon moi, ne serait pas du tout MORALE aujourd'hui, quoiqu'elle ait pu être utile, convenable, nécessaire en certains lieux et en certains temps. Ce qui serait moral aujourd'hui et pour l'avenir, ce serait de diriger, de gouverner, avec un ÉGAL AMOUR, le *spirituel* et le *temporel*.

Certes, je ne puis pas vous contraindre à donner aux mots l'acception que je leur donne, mais je crois que j'aurais encore plus mauvaise grâce à créer des mots nouveaux lorsque l'acception des mots anciens présente une analogie assez grande avec l'acception que je leur donne. Puisque, même pour vous, dans votre phrase que je cite, puissance *morale* est bien distinct de puissance *spirituelle*, je vous prie de préciser dans votre pensée cette féconde distinction; et si cette précision vous autorisait à reconnaître qu'il y a trois pouvoirs comme il y a *trois* personnes en Dieu (ce qui devrait, ce me semble, vous paraître assez légitime et raisonnable), le pouvoir MORAL vous semblera être le TRAIT D'UNION nécessaire et providentiel entre le pouvoir des *esprits* et celui des *corps*, entre le pouvoir qui *sait* et *enseigne*, et celui qui *fait*, qui *produit*, comme le SAINT-ESPRIT est le lien du PÈRE et du FILS.

Or, ce troisième pouvoir n'a pas été encore *constitué*, et voilà pourquoi, selon le caractère des Papes ou des chefs temporels, l'autorité *morale* a été tantôt avec Rome, tantôt avec le monde, l'une ou l'autre *prédominant*, selon les époques, l'une et l'autre toujours en lutte, et

prétendant, l'une et l'autre, régir MORALEMENT, Rome, les *esprits*, et César les *corps*. Toutefois, comme l'Église portait en elle le germe de *paix*, tandis que le monde renfermait le vieux ferment de la *guerre*, il est dans les destinées de l'Église, à travers ses victoires et ses défaites, de *vaincre le monde*, et d'instituer ces trois pouvoirs du royaume de Dieu, au nom de la Très-Sainte TRINITÉ, qui n'a pas encore paru *sur la terre* dans son imposante UNITÉ.

Le Père, le Fils et le Saint-Esprit, se révélant *successivement* au monde, l'ont conduit vers *eux*, vers *leur royaume;* nous y touchons; l'avenir les adorera *simultanément*. Le *dogme* ou la science, le *culte* ou la culture de l'humanité et du monde, seront UNIS par et pour l'AMOUR DE DIEU, *la morale;* et ce sont ces trois faces de la vie humaine qui *constitueront* enfin la religion universelle, qui n'est pas encore *constituée,* mais qui est seulement *instituée* dans l'Église, pour l'UNIR avec le monde et *constituer* ainsi l'unité humaine, à l'image de la triple unité divine.

Il me reste encore un point bien important, qui a fait le sujet principal de mes dernières lettres, et que vous traitez toujours avec une

quasi indifférence qui me fait vous demander à l'avance pardon de ce que je vais vous dire, parce que je sens que ma persistance doit vous paraître d'autant moins bien placée, que l'objet vous semble moins digne d'attention. Je veux vous parler encore du *maintenant*.

« Puisque M. de Ravignan ne connaissait pas la question, cela doit me prouver, dites-vous, qu'elle n'a pas été *soulevée* au sein de l'Église.» — Aussi n'ai-je jamais dit qu'elle y ait été soulevée, j'aurais plutôt dit qu'elle a été *étouffée* au sein de l'Église gallicane. D'ailleurs, de ce qu'une question n'a pas été soulevée au sein de l'Église, il n'en faudrait pas conclure qu'il ne fût pas bon que l'Église s'en occupât, ni même que vous vous en occupassiez ; la grande question astronomique soulevée par Galilée a été soulevée dans le monde, et l'Église même, en essayant de l'étouffer au berceau, a bien été obligée de s'en occuper lorsque cette question a grandi dans le monde.

Quoi ! parce que Jésus a eu, après trois siècles, quelques millions d'adorateurs, martyrs encore de leur foi ; parce que ces adorateurs ont formé *une* société religieuse, *une* nation religieuse, *un* royaume religieux, vous en concluez

que c'était là le *regnum meum* promis au monde entier ! C'est n'être pas difficile et vous contenter de peu. Quand bien même tous les catholiques seraient satisfaits de cette interprétation très-libre, tous les autres hommes ne peuvent certes pas se douter qu'ils vivent dans le royaume de Dieu.

Mais ceci m'écarterait du débat principal; je reviens à M. de Ravignan. Il ne connaissait pas cette question; cela prouve, me dites-vous, qu'on n'a pas attaché d'importance à ce mot. —Dans l'ordre logique, cela prouverait, sans doute, qu'*on* n'attache pas *maintenant* d'importance à ce mot; cela prouve un peu moins qu'on n'en a pas attaché *autrefois*, et cela ne prouve pas du tout qu'on n'en attachera pas *un jour;* car je suis convaincu que, dès à présent, M. de Ravignan et vous aussi attachez *plus* d'importance à cette suppression, puisque vous l'ignoriez l'un et l'autre il y a peu de temps, et que vous la connaissez *maintenant.*

Laissez-moi vous dire que je suis confondu de voir un homme aussi religieux, aussi consciencieux, aussi vrai que vous, s'efforcer (sous prétexte que le latin, ignoré du peuple, est resté intact) de traiter en jouant et comme bagatelle

une mutilation de la parole sacrée, mutilation qui est dans tous les livres de messe que lit *le peuple* au vendredi saint.

J'ai fait vérifier dans les bibliothèques royales, de Sainte-Geneviève, de la Sorbonne, les Bibles traduites. Pas une seule Bible protestante n'est entachée de cette suppression; toutes les Bibles traduites pour l'Église catholique, avec approbations épiscopales ou de Sorbonne, pour des rois ou pour des prêtres ou pour le peuple (et il y en a un assez grand nombre), toutes, depuis 1487 jusqu'à 1667 exclusivement [1], portent fidèlement la traduction du *nunc*. Celle même de Michel de Marolles, de 1655, qui contient une épître aux prélats de l'Église *gallicane*, et qui, en 1649, avait paru avec approbation des docteurs en théologie de la Faculté de Paris [2], renferme *maintenant*. Mais depuis 1667, c'est-à-

1. Mons, G. Gigeot, dont la réimpression de 1675 est publiée avec permission de l'archevêque de Cambrai. (Voir la Note B, page 205, *lettre au Courrier français*.)

2. Ces docteurs disent : « Nous n'avons rien trouvé qui ne soit conforme à la foi catholique, apostolique et romaine; mais, outre cela, nous avons trouvé cette traduction au point que la désire Gerson, ce fameux chancelier de Paris, pour profiter au public parlant : *De Biblia bene et vere in gallicum translata. Quinta inter decem considerationes adversus adulatores principum.*

dire avant celle même de de Maistre de Sacy, le *maintenant* est supprimé universellement dans les traductions de la Bible complète, ou du Nouveau Testament, ou même dans les livres de messe.

Que cet accord unanime des traducteurs soit involontaire; qu'ils se soient tous bornés à copier le premier traducteur infidèle; qu'ils n'aient pas même jeté les yeux sur le latin en regard, qu'aucun d'eux n'ait eu la curiosité de comparer sa traduction avec les tradùctions collatérales du protestantisme, certes cette légèreté serait merveilleuse, miraculeuse, et il faut croire, pour la comprendre, que Dieu a singulièrement aveuglé les traducteurs de sa parole. Mais j'admets, tant que vous voudrez, l'inadvertance de ces bonnes gens; je les fais aussi simples qu'il vous plaira de le supposer, car je n'ai pas envie qu'on les condamne au feu éternel ou même seulement temporel; toujours est-il, je le répète, que je suis confondu de vous voir, vous, traiter la chose en indifférente et peu importante peccadille.

Je vous demandais, dans ma précédente lettre, de ne pas *laisser de côté* ce *maintenant*, et vôici aujourd'hui que vous enchérissez; vous en faites fi et le conspuez presque; il m'est im-

possible de vous en délivrer, à moins que vous ne me disiez positivement qu'il ne vous convient ni d'examiner ce point avec moi, ni surtout de me répondre sérieusement aux questions que, selon moi, il soulève, lui qui n'a pas été *soulevé* par l'Église.

Oui, *ce mot* soulèvera, relèvera et réveillera l'Église de Rome, endormie par l'habile et sublime parole de Bossuet; endormie, puisqu'elle n'a pas veillé, depuis bientôt deux siècles, sur le dépôt du *verbe,* et l'a laissé traduire contre la vérité, contre le monde, contre elle, contre Dieu, à contre-sens de l'Esprit-Saint et de la lettre sainte. Si le latin est la langue du prêtre, l'Église sait bien qu'elle ne doit tolérer dans la parole du *fidèle* que ce qui est fidèle à la foi officielle; l'Église n'a pas deux doctrines, sous peine de mourir comme toutes les religions qui ont eu des secrets *ésotériques* et des mensonges *exotériques*. Sur rien au monde il ne nous serait possible de nous entendre, si sur un point aussi clair, aussi simple, votre loyauté ne tombait pas d'accord avec la mienne; si vous ne blâmiez pas comme moi, et au moins aussi fortement que moi, une infidélité flagrante, quand bien même nous n'en tirerions pas les mêmes conséquences

pour l'avenir. Plus vous êtes convaincu que la question n'a pas été soulevée au sein de l'Église, plus vous auriez dû vous sentir libre d'acquiescer à la réprobation d'un pareil fait, sauf à rétracter cette naturelle condamnation des faussaires de la parole, si l'Église, par les lumières vivantes qu'elle vous donne, avait blâmé votre saint zèle pour la vérité, pour le respect de la parole évangélique.

On m'a dit souvent que lorsque je m'étais mis en tête de communiquer une idée, je l'enfonçais comme un clou, frappant, frappant toujours, jusqu'à ce que bois, clou ou marteau se brisent; c'est, en effet, mon défaut; pardonnez-le-moi; ne cassons rien; mettez l'huile de votre bonté sous le violent effort de ma ténacité.

Adieu, mon cher monsieur, l'assurance de votre affection et les témoignages d'amitié que vous me transmettez de la part de votre famille me sont choses bien douces, je vous assure; conservez-moi cette bonne compensation de beaucoup de peines, et croyez que je vous rends, à tous, ce que vous voulez bien donner à votre tout dévoué.

P. E.

CCCXLIII^e LETTRE

A M. ALBERT DU BOYS

Paris, 19 juin 1843.

Mon cher monsieur, votre lettre est si bonne, si affectueuse pour moi, que je ne sais vraiment comment y répondre, car je suis presque certain de rendre à votre cœur des blessures pour vos caresses, du fiel pour du miel; et pourtant ce n'est pas seulement par reconnaissance pour vos bonnes paroles que je voudrais pouvoir vous en envoyer qui vous fussent douces; vous et votre famille, vous m'étiez chers, et bien chers, avant que vous m'eussiez dit qu'elle priait pour moi, que vous priez pour moi, et que, par vous, sans doute, de saints prêtres invoqueraient pour moi la divine lumière. Je reçois de grand cœur, comme une force nouvelle, ce religieux témoignage d'affection. Je *crois*, soyez-en convaincu, à son efficacité; j'en rends grâce à ceux qui prient pour moi, et à Dieu de leur avoir inspiré cette charitable pensée; mais charité oblige,

bien plus encore que noblesse : voyez donc comment je vais oser répondre à vos bonnes prières.

Je ne vous ai pas demandé, dans mes quatre dernières lettres, comment il fallait *entendre* le v. 36 du chap. XVIII de saint Jean, mais simplement comment il fallait le *traduire;* et malgré mes efforts, je n'ai pas pu avoir de vous une réponse nette, directe sur ce point. La personne qui en a parlé à M. de Ravignan n'a pas été plus heureuse, comme je l'écrivais naguère, nous avons présenté à un Romain (vous), à un Jésuite (M. de Ravignan), une arme contre le gallicanisme et le jansénisme, convaincus, en flagrant délit, de *fraude pieuse,* et l'un et l'autre vous avez cru que cette arme était dirigée contre vous!

Que le débat sur ce point soit donc clos entre nous, vous le désirez. Mais comme je ne pense pas, avec M. Isambert, que la déclaration de 1682 soit le dernier mot de la France religieuse; comme je ne suppose pas que vous preniez cette charte pour une décision de *l'Église universelle,* j'attendrai, pour en reparler avec vous, que vous ayez senti vous-même que cette charte gallicane touche à son terme, et qu'il est

bon de s'occuper des moyens de la reviser et, entre nous, auparavant, de la *juger*.

Dans mon opinion, on ne fera rien relativement à la liberté de l'enseignement, même en invoquant la charte de 1830, tant qu'on n'osera pas remonter à celle de 1682, rien contre le protestant Guizot et le janséniste amoindri Martin (du Nord), ou le philosophe Cousin, ou le littérateur Villemain, tant qu'ils seront retranchés derrière le gallican Bossuet. De Maistre et Lamennais l'ont senti et exprimé clairement, et c'est en grande partie ce qui fait que je les considère, malgré leurs erreurs, comme les plus forts *politiques* religieux de ce commencement du XIXe siècle. Vous n'en êtes pas là; je suis convaincu que vous y viendrez; attendons. Bossuet passera plus vite encore que Luther, et même il faut qu'il passe, pour que Luther passe, comme il faut que le juste-milieu passe, pour que nous nous sauvions de la République.

Ceci ne veut pas dire qu'en nous délivrant du juste-milieu et de la République, ou de Bossuet et de Luther, Dieu nous *ramènera* à Louis XIV ou à Léon X; mais cela signifie qu'il nous *entraînera* vers une *société* politique et religieuse, et non vers une *anarchie* ou une *confusion* poli-

tique et religieuse. Cette nouvelle société politique ne sera ni celle du XVIIe siècle ni celle du XVe, mais enfin ce sera une société et non pas des agglomérations d'individualités hostiles, comme celles qui résultent du protestantisme, du gallicanisme, de la République et du juste-milieu.

A mes yeux, cette *nouvelle* société sera beaucoup plus proche du royaume de Dieu que toutes les sociétés du passé; elle s'en rapprochera d'autant plus et d'autant plus vite que l'Église elle-même l'enfantera avec *espoir*, sans *regrets* sur son passé, et considérant les maux qu'elle-même a soufferts, dans ce siècle et dans les siècles précédents, comme l'accomplissement de la parole : Tu enfanteras dans la douleur.

Les cours de Quinet et Michelet ne tarderont pas à pousser la question jusqu'à ces termes. L'évêque de Bellay admonesté par Martin (du Nord), en face de M. Isambert et de ses honorables collègues; l'évêque de Chartres traité en petit garçon par le professeur de littérature Saint-Marc Girardin, n'est-ce donc pas assez pour que l'épiscopat comprenne ce qu'il en coûte d'être gallican? N'est-ce pas assez pour qu'il voie en de Maistre un *prophète?*

Je sais bien qu'aujourd'hui personne ne croit

moins à la possibilité de l'apparition des prophètes que les chrétiens, les bons chrétiens, les catholiques surtout. Plus on croit à ceux de l'antiquité juive, moins on est disposé à croire que Dieu puisse se servir *aujourd'hui,* dans ce siècle lumineux, de ces grandes étoiles du ciel qui guident les hommes.

Est-ce que vous trouveriez aussi que cette âme de de Maistre n'a pas plus de prix que celle d'un Cochinchinois? Remarquez bien que je ne m'avise pas de vous dire ce que pense Dieu sur ce point; c'est de vous, et en général de tous les hommes, et non pas de Dieu, que je parle, et vraiment vous m'avez surpris en me disant: « Vous paraissez croire que votre âme a plus de prix que celle d'un Cochinchinois. » — Oui, certes, je le crois, je le crois très-fortement, j'en ai la conviction très-intime, sauf le jugement de Dieu, mais, quant à moi, j'y crois, et je crois même que tout chrétien qui n'y croit pas est aveugle, ou bien est d'une indifférence sur toutes choses, d'un panthéisme semblable à celui d'un homme qui ne distinguerait pas une vessie d'une lanterne, sous prétexte que Dieu est toute lumière.

Sans doute, nous ne pouvons pas pénétrer les

voies de la Providence d'une manière *absolue*, et elle nous surprend souvent de façon à confondre nos calculs, nos raisonnements aussi bien que nos sympathies. Elle nous a pourtant donné des sentiments et une raison pour en faire quelque chose, pour distinguer le grand du petit, le bon du méchant, l'âme importante de l'âme négligeable, de Maistre d'un Cochinchinois, et elle ne nous engage pas du tout à lui fournir des occasions de nous surprendre, c'est-à-dire à chercher ce que nous ne devons pas trouver.

Ceci me ramène à moi, puisque je parle du Cochinchinois, et pourtant j'aurais bien mauvaise grâce de répondre par une plaisanterie à ce paragraphe si affectueux de votre lettre qui m'a touché, je vous le dis, jusqu'aux larmes. Vous avez rappelé d'une manière bien bonne et bien tendre le souvenir de la voix du chemin de Damas, en me parlant de certaines ouvertures qui m'auraient été faites par un digne prêtre.

Les souvenirs et sans doute les bonnes intentions de l'abbé Landmann l'ont, je crois, trompé, ou du moins les *insinuations* dont vous me parlez ne m'ont nullement frappé; et ce qui le prouve, c'est que je n'y ai pas *répondu;* or, sur pareil sujet, avec lui comme avec vous, je n'au-

rais pas gardé le silence. C'est une bonne fortune pour moi quand un homme religieux, quand un prêtre me parle religion, en me prouvant qu'il sait à qui il parle ; et je n'ignorais pas que l'abbé Landmann savait à qui il parlait.

Vous n'êtes pourtant pas le premier, mon cher monsieur, qui m'ayez *ra*ppelé; mais permettez-moi de vous dire que saint Paul a dû avoir bien des *ra*ppels énergiques ou tendres, lui, le circoncis, l'ancien persécuteur de l'*avenir*, le Juif; hélas ! ces *ra*ppels du passé ne résonnaient pas comme l'*appel* d'avenir.

Vous savez bien ce que ma famille est pour moi; de là aussi, depuis quinze ans, est partie, sans discontinuer, la voix du *ra*ppel, sous sa forme la plus douce; je peux avouer aussi que cette voix m'a fait entendre ses accents de rudesse dans les condamnations et les injures du monde; mais par toutes ces bouches, je vous le dis encore, à vous-même, après votre si bonne lettre, j'ai entendu *répéter,* ce que j'avais appris, ce que je savais, aussi bien et souvent mieux que ceux qui me rappelaient, mais je n'ai pas entendu annoncer une *bonne nouvelle* pour tous.

Et, par exemple, vous me dites qu'un dialec-

ticien tel que moi doit admettre l'*infaillibilité absolue* de l'Église, du moment qu'il se sera donné la peine de la creuser et de l'approfondir. Croyez-vous donc que je ne l'aie pas déjà creusée et approfondie, et que ce soit pour la première fois que j'en aie parlé dans ma lettre dernière? Je vous avais dit que l'*infaillibilité*, aussi bien que l'*éternité* promises à l'Église, n'avaient pas le caractère ABSOLU de l'éternité et de l'infaillibilité de Dieu; vous en seriez convenu vous-même, si vous vous étiez arrêté sur ce mot d'*éternité* que j'avais mis exprès en regard d'*infaillibilité*, pour que ma pensé fût plus claire; car il ne vous viendrait pas à l'idée de faire l'Église *coéternelle* avec Dieu, et, par conséquent, vous n'auriez pas fait l'Église infaillible, impeccable, parfaite, à l'égal de Dieu; pour vous-même ce serait blasphémer; et quand vous me dites que vous prenez l'infaillibilité pour un *substantif très-positif*, vous ne résolvez pas la question, car le substantif le plus positif est Dieu, ce qui ne l'empêche pas d'être le superlatif de tous les superlatifs humains, l'infini, CELUI QUI EST.

« Toute autorité est nécessairement infaillible, sous peine de n'être pas autorité *infaillible*. »

— De cette manière la phrase serait claire et n'aurait pas besoin de dialectique. Mais ce serait l'abus de toute dialectique qui ferait soutenir que toute autorité est nécessairement infaillible, sous peine de n'être pas autorité, même en matière spirituelle, comme vous le dites; car, pour le chrétien, il y a eu une autorité spirituelle faillible, la loi juive, puisqu'il a fallu Jésus pour *l'accomplir;* et si vous dites que la loi juive était infaillible, *en ce sens* que ses promesses se sont réalisées; je répondrai que lorsqu'on est infaillible *en un sens,* c'est une preuve qu'on ne l'est pas *en tous sens,* comme Dieu.

Voyez encore ici un exemple semblable à celui du *maintenant :* parce que je vous dis que l'infaillibilité de l'Église, ainsi que son éternité, ne sont pas absolues, comme celles de Dieu, vous êtes ému, vous croyez que *j'attaque* l'Église; et quand bien même j'ajoute que cette institution est aussi parfaite (c'est-à-dire aussi améliorante) qu'il soit possible à une institution de l'être; quoique je dise qu'elle pèche moins que toute autre institution; que, fondée sur la paix, et mieux encore *pour* la paix, sa durée sera celle de l'humanité tout entière, jusqu'à la fin des siècles humains; enfin, *quoique* je me garde

de l'égaler à Dieu, mais aussi peut-être *parce que* je ne l'égale pas à Dieu, vous croyez que je prononce une hérésie.

Ici, il est vrai, je suis adversaire des ultramontains exagérés, qui feraient volontiers de l'Église, et peut-être du Pape tout seul, Dieu lui-même incarné, comme j'étais adversaire des gallicans à propos du *maintenant;* et, en effet, dans le XVII[e] siècle, ces deux opinions extrêmes se sont trouvées en présence et ont donné lieu à un débat qui n'est certes pas fini à vos yeux (quoiqu'il le soit à peu près aux yeux des gallicans), car un concile œcuménique n'a pas prononcé depuis lors sur ces graves difficultés.

Vous dites que l'Église *n'aura pas de fin* militante sur la terre, et sera *éternellement* triomphante dans le ciel; mais qui milite à chaque instant est vainqueur ou vaincu; votre opinion serait-elle que l'Église militera sans cesse sur la terre, et ne triomphera que dans le ciel? Je ne le pense pas; vous n'exprimez donc pas votre opinion entière sur les combats terrestres de l'Église, quand vous dites qu'elle n'aura pas de fin *militante* sur la terre. De même, lorsque vous ajoutez qu'elle *sera* triomphante dans le ciel, comme vous ne croyez pas qu'elle le *soit*

ni qu'elle l'*ait* été, voilà une éternité posthume qui est fort loin, ce me semble, d'être égale ou comparable à l'*éternité* divine, qui EST, A ÉTÉ et SERA.

Soyez-en sûr, je n'abuse pas de la dialectique en refusant de donner au *fini* ou à l'*indéfini* les attributs de l'INFINI. Sans de pareilles distinctions, il n'y a pas de langue possible.

Oui, l'Église a milité et militera jusqu'à l'accomplissement des destinées humaines sur la terre; elle a milité depuis dix-huit siècles avec une habileté devant laquelle celle de César lui-même est pâle et mesquine, et chacun de ses combats, même ceux qui la décimaient, a été une victoire pour l'humanité tout entière, dont elle était la sainte milice. Ce n'est pas pour le triomphe, pour le salut de l'Église, que l'Église a été instituée, c'est pour le salut et le triomphe de l'humanité; vous semblez l'oublier. L'Église militera donc pour l'humanité, tant que l'humanité n'aura pas accompli ses destinées; elle ne sera définitivement triomphante qu'*avec, par* et *pour* l'humanité. Elle a été instituée, il y a dix-huit siècles seulement, lorsque déjà, depuis bien des siècles, l'humanité vivait sur la terre; elle a été instituée parmi les hommes, cette

sainte milice humaine, pour la race humaine tout entière; elle ne sera triomphante que lorsque l'humanité elle-même triomphera.

Non, l'Église n'est pas, par rapport à l'humanité, ce qu'un pasteur est pour son troupeau, ce qu'un homme est pour le chien qui lèche la main et se couche aux pieds de son maître, ce qu'un prêtre de Thèbes était pour le peuple d'Égypte, et le brahme pour un paria. L'Église du Christ, la première de toutes, a été faite *humaine*, imparfaite dans le temps, mais *perfectible*, provoquant le *progrès* de tous vers Dieu, s'emparant de tous les *progrès* accomplis en dehors d'elle, pour en répandre les fruits sur le monde.

Vous me trouvez bien exigeant dans mon espoir de voir l'Église se confesser *humaine;* mais vraiment je vous trouve, de mon côté, bien peu exigeant dans votre quiétude, en la voyant sans cesse se confesser *vaincue* et pleurer ses défaites. Depuis deux ou trois siècles elle ne fait que gémir; tantôt c'est sur Luther et Calvin qui lui enlèvent ses enfants d'Allemagne, ou sur Henri VIII qui lui prend ceux d'Angleterre, ou sur le gallicanisme qui lui gâte ceux de France, ou sur l'Amérique anglaise qui crée un nouveau monde hérétique, ou sur la Russie qui lui vole

ses Polonais, ou bien enfin sur l'Université de France qui, sous les yeux des évêques gallicans, prêche le brigandage, dit-elle.

Soyez-en donc certain, c'est la grandeur et la puissance de l'Église, c'est *sa gloire* que je désire en lui parlant d'*humilité* pour elle.

Vous avez beau dire que les Gnostiques, les Ariens, les Manichéens sont éteints, et que le Luthéranisme mourra à son tour, tandis que l'Église vit et vivra; il n'en est pas moins vrai qu'à toutes les sectes d'Orient a succédé le mahométisme, et que l'Église d'Occident se trouve aujourd'hui divisée tout autant que l'était l'Orient au XIV[e] siècle; Luther et Calvin valent bien Arius et les hérétiques ou schismatiques d'Asie et d'Afrique. L'Empereur de Russie donne, ce me semble, quelques inquiétudes; l'état de la catholique Espagne n'est pas fort satisfaisant pour Rome; et parce que quelques anglicans se papisent ou à peu près, parce que l'Irlande, mourant de faim, crie, il ne faudrait pas chanter trop victoire, et dire que c'est là *vivre;* car c'est vraiment être *malade.*

Vous répondez quelques mots à plusieurs passages de mes lettres où je vous parlais de la guerre; mais il me semble que vous avez écarté

la vraie difficulté. Elle résidait, selon moi, dans les *bénédictions contradictoires* du Dieu des armées, manifestées par des *Te Deum* chantés *en même temps* chez deux peuples *en guerre*. Vous croyez qu'il y a des occasions légitimes de guerre entre les hommes, outre le cas de défense contre *la force* attaquante; c'est une question très-secondaire. Je soutiens qu'il y aurait moins d'occasions de guerre, légitime ou illégitime, si l'Église rendait au judaïsme et laissait à Moïse cette vilaine forme de langage qui donne à Dieu le nom de Dieu des armées, c'est-à-dire Dieu des tueurs.

Quant aux guerres que vous appelez légitimes, parce qu'elles auraient pour but de démolir une muraille de Chine faite par d'ignorants économistes voisins, je suis convaincu qu'en chargeant des mortiers avec des boulets d'argent, on démolirait plus vite et plus *économiquement* la muraille qu'avec des boulets de fer, et surtout plus *humainement*, plus religieusement.

Enfin, même en admettant qu'il puisse y avoir une guerre *juste*, je vous demande si, lorsque l'Église sait de quel côté est la justice, elle ne doit pas le proclamer et refuser son secours au côté injuste; et lorsqu'elle ne le sait pas, je de-

mande si elle ne doit pas s'abstenir des deux côtés, prier pour qu'ils s'accordent, prier pour le triomphe du juste, quel qu'il soit, mais non pour le triomphe de *tel* ou *tel,* puisqu'elle ignore *qui* a raison.

Et, en général, si, comme je le pense, grâce à la langue de l'Évangile, les nations sont devenues moins batailleuses qu'aux temps des empereurs romains, ne doit-il pas venir un moment où les évêques, loin de porter casque en tête et cuirasse, comme plusieurs l'ont fait au moyen âge, engageront même César à quitter son habit de général et à prendre l'habit bourgeois, l'habit pacifique du travailleur et non celui du destructeur?

C'est ce qui me fait vous dire que l'Église et vous, ne rendez pas justice, aujourd'hui, au bourgeois Louis-Philippe, qui démoralise furieusement les batailleurs. Il leur a fait faire, dans les fortifications de Paris, la plus belle et la plus grosse brioche que puissent faire des amants d'épaulettes et de coups de sabre. Moi qui aime les symboles, je voudrais, si j'étais archevêque de Paris, consacrer la pose de *la dernière* pierre, et je lui demanderais, au roi bourgeois, de vouloir bien déposer sous cette

pierre son épée de César; et je la prendrais de ses mains, en lui rendant à la place une arme bénite, la *truelle bâtissante*.

Mon cher monsieur, je n'avais pas trop mal choisi mon exemple en vous citant le chapitre VII de saint Jean. Jésus ne dit pas, comme vous le faites répéter à Mahomet : « Je n'irai pas *avec vous* à cette fête; » il dit tout simplement : « Je ne vas pas à cette fête-ci; allez, vous autres, à cette fête : pour moi, *je ne vas pas* à cette fête-ci. » Je trouve encore qu'ici, de même qu'à propos de la comparaison de Mahomet avec certains grands personnages de la Bible, vous me traitez comme si j'étais un admirateur absolu, idolâtre, enthousiaste de Mahomet, et un ennemi, comme Voltaire, de David, d'Ezéchiel, de Loth et d'Abraham. Si la conduite des patriarches vous paraît admirable, si la parole révolutionnaire des prophètes vous paraît sublime, si la Bible est, à vos yeux, le plus grand livre de l'humanité, soyez sûr que je n'y vois pas moins que vous le grand, le sublime, le divin. Mais quoi ! n'y voyez-vous rien d'humain, vous qui trouvez le Coran si plein d'humaines faiblesses? Mahomet, je vous le répète, ne s'est pas dit impeccable, infaillible, Dieu; il s'est déclaré homme, tout aussi bien

qu'un prophète hébreu. Il a eu plusieurs femmes comme Abraham; il n'a pas voulu tuer son fils par une bonne raison: Dieu ne lui a pas ordonné cette preuve de dévotion; il ne passe pas pour s'être grisé comme tel patriarche; pour s'être sauvé de Médine comme Loth de Sodome, avec ses filles; mais il a ses péchés, ses gros péchés, péchés d'Arabe, vivant au milieu de pécheurs mille fois plus pécheurs que lui.

Sur tous ces points, il me semble que nous discutons toujours sans jamais tomber d'accord sur rien, parce que vous trouvez, dans chaque lettre nouvelle de moi, quelques assertions nouvelles qui éloignent le débat du point principal. C'est ma faute, je suis d'une longueur démesurée; et comme je n'ai pas l'intention de vous convertir au mahométisme, j'aurais mauvaise grâce d'insister plus longtemps à vous démontrer que Mahomet, quoiqu'il ne soit qu'un homme, est un des plus grands hommes qui aient paru sur la terre, un des plus utiles au développement de la race humaine, un de ceux qui méritent le plus la reconnaissance de l'humanité future tout entière, quoiqu'il n'ait et ne puisse avoir *maintenant* que la *reconnaissance d'une portion*, il est vrai considérable, de l'humanité.

Moi, j'éprouve pour lui cette reconnaissance ; vous, vous ne l'éprouvez pas. Allah Kérim ! après votre premier pèlerinage en Orient, nous en reparlerons.

Voici plusieurs questions closes, comme celle de *maintenant;* nous laisserons de côté, *ad referendum,* Mahomet, l'infaillibilité et les faussaires traducteurs du v. 36, chap. XVIII de saint Jean. Mais il y a un point sur lequel je n'ai pas encore obtenu, de notre correspondance, un résultat aussi *satis*faisant ; ce point, c'est la *communion.*

Je connaissais très-parfaitement le baptême de désir et la communion de désir ; je connaissais moins, je l'avoue, votre opinion sur le salut d'un païen ou d'un bouddhiste charitable et vertueux, priant du fond du cœur, priant Dieu de l'éclairer. Ceci peut être orthodoxe, puisque vous me le dites ; mais jusqu'ici je croyais que cette bonne pensée sentait un peu le fagot. Et, en effet, qu'est-ce que prier *Dieu,* pour un païen, pour un idolâtre? C'est prier un singe, un oignon, ou son propre nombril même ; or, demander à un oignon de vous illuminer, au nombril de vous révéler la vérité suprême, je n'avais jamais entendu dire que ce fût, aux yeux

de l'Église, même avec la charité et la vertu d'un Brahme (qui n'étend pas sa charité sur les parias), une condition suffisante de salut. Je suis heureux de cette nouveauté, cette fois je puis dire que j'entends de votre bouche une bonne nouvelle, et je vous demande de vouloir bien l'appuyer des témoignages d'orthodoxie que vous devez avoir à votre disposition sur ce sujet.

Suivons cette bonne pensée, je vous prie. Le baptême de désir, celui que peut désirer ce bonze, ce derviche, ce fétichiste charitable et vertueux dont il est question, cette communion de désir à laquelle il aspire, ne saurait avoir, dans sa pensée, la forme exacte que la discipline de l'Église donne au baptême et à la communion explicites; mais comme, dites-vous, il *ignore,* comme il ne peut savoir ce que l'Église a décidé sur ce point, il ne périra pas au jugement de Dieu, il aura des grâces suffisantes pour le salut. Celui, au contraire, qui n'a pas ignoré, qui a pu savoir et qui n'a pas *voulu,* périra.

La chose devient grave; examinons avec attention, invoquons surtout le simple bon sens. Quand on apprend, on est toujours deux, celui qui enseigne et celui qui est enseigné, l'actif et le passif. De plus, en supposant que l'ensei-

gneur soit toujours parfait, l'enseigné peut avoir la tête dure, sans que, pour cela, sa *volonté* soit mauvaise; ou bien cette volonté peut être faible, sans être pour cela diabolique. Ainsi, par exemple, je ne vous suppose pas la volonté arrêtée de ne pas m'entendre ; je ne vous suppose pas non plus, Dieu m'en est témoin, la tête dure, et pourtant j'ai beau mettre tout mon savoir en jeu pour vous convaincre que les gallicans ont falsifié l'Évangile, vous ne *pouvez pas le savoir,* ou vous ne *voulez pas le reconnaître,* et, certes, vous ne l'ignorez pas, puisque j'ai mis votre doigt dans la plaie. Eh bien, je vous affirme, moi qui avais l'intention de vous enseigner cette petite histoire, que si vous ne l'avez pas apprise et répétée comme moi, c'est en grande partie ma faute, et c'est aussi celle de tout ce qui n'est ni vous ni moi, c'est-à-dire du monde, tel qu'il est en 1843. En 1682, vous auriez compris et répété cela, vous Romain, tout de suite, sans employer la millième partie de l'intelligence et du bon vouloir que vous avez; et vous n'auriez pas eu besoin, pour agir ainsi, que ce fût un homme que vous aimez et estimez, auquel vous attribuez des lumières et de bonnes intentions, qui vous apprît cette fredaine galli-

cane; vous l'auriez ramassée dans la rue, de la bouche d'un âne.

Or, il y a aujourd'hui, dans la chrétienté, une quantité prodigieuse d'hommes qui *n'ignorent* pas, qui *peuvent savoir* ce que l'Église enseigne sur la communion, et qui pourtant ne communient pas avec elle; pourquoi donc en rejeter la faute uniquement sur eux? N'y a-t-il plus de solidarité humaine?

Que des païens ne comprennent pas la communion catholique, quand on leur en parle pour la première fois, cela ne prouve pas qu'ils aient mauvaise volonté, et même cela ne nuit pas à la réputation de l'enseigneur, ni à l'excellence, à la perfection de la chose enseignée; pareille leçon ne s'apprend pas en un instant; mais lorsque après avoir pratiqué, en pays chrétien, la communion sous certaine forme, pendant plusieurs siècles, on s'aperçoit que, telle année, un million d'hommes qui avaient communié l'année précédente, ne veulent plus communier de la même manière; lorsque, l'année suivante, un million encore se *détachent*, et que, de million en million, la table de pénitence chrétienne se trouve vide sur la moitié du monde précédemment catholique, oh! alors, il me semble que s'il

y a lieu de crier contre les têtes dures qui ne veulent plus comprendre, il y a lieu aussi de faire un retour sur soi-même et d'examiner si, en effet, il n'y a pas *quelque chose à faire* pour obtenir plus de succès dans l'enseignement de ces têtes dures.

Quoique je considère avec la plus profonde admiration ce symbole de la communion catholique et sa forme sublime, comme je ne connais rien qui fasse à l'Église un devoir absolu de ne pas modifier cette forme, de ne pas chercher un moyen plus puissant encore de consacrer l'union de l'homme à Dieu et des hommes entre eux, je crois bon d'appeler l'attention des catholiques sur cette nécessité, sur l'utilité religieuse d'une semblable modification.

En pareille disposition, comment concevez-vous que je puisse communier sous la forme du passé ou du présent même? Cela ne m'est pas plus possible que de communier au prêche protestant ou de me faire circoncire à la synagogue. Je me suis donc, comme je vous l'ai déjà dit, excommunié explicitement, afin de contribuer, autant qu'il est en moi, à la communion future, dans laquelle juifs et chrétiens de toutes nuances se réuniront, en communiant plus que jamais

entre eux, et même avec ce qui n'est pas eux, avec *tous les hommes*. C'est cette *universalité* que, selon moi, la forme nouvelle devra clairement exprimer, tandis que la forme actuelle exprime, surtout et presque uniquement, l'union du communiant avec Dieu, très-secondairement l'union du fidèle avec *tous* ses frères, avec l'humanité, avec la nature entière.

Que cette communion future se réalise dans et par l'Église, *dans des siècles* seulement, ce ne saurait être une objection, à mes yeux ni même aux vôtres; c'est le cas de dire : Le temps ne fait rien à l'affaire.

D'ailleurs, en appelant spécialement votre attention sur ce point, vous savez que je suis loin de ne voir dans l'avenir que cette modification eucharistique. Je suis même convaincu que, malgré son imperfection, la forme actuelle pourrait encore avoir durée et puissance *associante*, elle qui pourtant, depuis trois siècles, est marquée du signe de la désassociation; elle le pourrait, si l'Église, qui administre ce sacrement d'*union*, manifestait qu'elle a compris le besoin actuel d'*union* qui existe parmi les hommes et dont le signe matériel est l'*association du travail*.

On ne s'est pas éloigné de l'Église *parce qu'elle* communiait de telle ou telle façon, mais parce que, hors de l'autel, elle ne faisait pas communier *effectivement* des hommes qui communiaient *symboliquement* à l'autel.

Loin de moi de lui en faire un crime! elle ne l'a pas pu; elle n'a pu *unir* l'Allemagne, la France et l'Espagne, lorsque toutes trois, après s'être longtemps disputé l'Italie, se disputaient encore entre elles leur propre royaume; elle n'a pu unir l'île anglaise au continent européen, alors que l'Angleterre elle-même quittait notre vieux monde pour un monde nouveau; elle n'a pu l'impossible, car elle n'est pas plus *toute-puissante,* quoiqu'elle soit puissance, qu'elle n'est *infaillible*, quoiqu'elle soit autorité. (Pardon, ce retour est involontaire.)

Mais l'Église, aujourd'hui et surtout dans l'avenir, peut-elle, pourra-t-elle associer les nations, pour la paix et le travail, pour l'échange de leurs produits, pour l'amélioration directe du sort de ses brebis de prédilection, pour le bien-être du pauvre travailleur? Ouvrira-t-elle ses bras aux producteurs et réservera-t-elle ses foudres pour les destructeurs? Je l'espère, et je crois y travailler.

Vous me demandez quel sens a pour moi notre correspondance, le voici : Lorsque j'étais en Algérie, j'entretenais avec un de mes parents une correspondance qui passait sous les yeux du duc d'Orléans ; la manière dont cette correspondance était reçue a été pour moi un signe que je pouvais parler *politique* au *public*, sans l'effaroucher et même en lui faisant aussi trouver en moi quelques idées utiles ; j'espère que ma correspondance avec vous, homme éclairé et religieux, me donnera l'assurance que je puis parler *religion* publiquement, sans blesser les oreilles, et aussi avec l'espoir de faire trouver en moi quelques idées utiles. Je n'ai pourtant aucun ouvrage en vue, mais je suis tellement convaincu que, lorsqu'on se sera roulé encore pendant deux ou trois ans au plus dans la *cassonade* et *sur les chemins de fer*, on abordera des questions sucrées ou ferrées dans un autre genre ; je crois tellement à un prochain et sérieux débat des questions religieuses ; je suis tellement sûr que tout le monde fera ce que j'ai fait moi-même il y a dix à quinze ans, c'est-à-dire passera de la politique à la théologie, puis après à la morale, que j'aime à m'entretenir avec vous de ce qui sera à l'ordre du jour bientôt.

A propos de cela, vous me dites que vos études *politiques* et sociales vous ont conduit à des conséquences toutes différentes des miennes sur l'association, mais que cette différence ne tient pas à ce que vous êtes *chrétien*; j'en dois conclure que vos doctrines *politiques* et *sociales* ne sont pas une transformation ou une application de votre foi religieuse; j'en suis fâché pour l'*unité* de votre intelligence, qui frise ainsi le polythéisme ou du moins le manichéisme. Ce que vous me dites équivaut à peu près à ce que dirait un mathématicien qui assurerait que ses doctrines sur l'arithmétique ne tiennent pas à ce qu'il sait le calcul différientiel; chose évidente, si cela veut dire que les deux sciences sont distinctes; chose fausse, si cela signifie qu'elles ne font pas partie d'une seule et même science.

Voici encore une lettre bien longue et pourtant de peu d'intérêt; mais en finissant j'ai envie de m'en prendre à vous, et de vous dire que, cette fois, c'est un peu votre faute : vous avez répondu à ma très-longue lettre du mois dernier, en me disant que j'avais une grande puissance de séduction; qu'il était téméraire à vous d'attaquer une intelligence aussi distinguée, nourrie de fortes études, etc. Or, dans toutes vos lettres, y

compris la dernière, je n'ai pas pu trouver un seul point où ma forte intelligence vous ait séduit. Ça n'est pas encourageant, avouez-le.

Je vous rappellerai un de vos principes, qui est aussi le mien, savoir : qu'il faut dire ce qui est bien et ce qui est mal, et vous savez que j'ajoute : surtout ce qui est bien chez ses adversaires. Vous me dites très-franchement ce que vous trouvez mal ou faux ou injuste dans mes lettres ; vous voulez bien, il est vrai, me dire qu'elles vous font plaisir et m'en demander de nouvelles ; mais pourquoi donc ne dites-vous pas quelquefois : *Ceci* est juste, *ceci* est vrai ? Remarquez que ce n'est pas une satisfaction pour mon amour-propre que je vous demande ; vous m'en donnez assez par les témoignages d'affection intime que vous me rendez en échange de la mienne ; c'est simplement un bon moyen de *discussion* et d'étude réciproque, que je vous prie d'employer, pour rendre une autre fois ma correspondance plus intéressante, plus claire, plus liée qu'elle ne l'est aujourd'hui.

Adieu, mon cher monsieur.

P. E.

CCCXLIV^E LETTRE

—

A M. ALBERT DU BOYS

Paris, 4 juillet 1843.

Pardonnez-moi, mon cher monsieur, toute peine que j'aurai pu vous faire ; je le redoutais dès le premier jour; je le craignais, lorsqu'à Curson, quelquefois, nous avons effleuré cette délicate enveloppe de l'âme, la foi.

Ainsi que vous le dites, dans un temps comme le nôtre, il est difficile, impossible même de toucher assez délicatement (quelque désir qu'on en éprouve) la foi d'un homme qui a le bonheur d'avoir une foi; de la toucher, dis-je, sans la torturer comme une plaie saignante. Ce que je dis là pour vous, je vous prie de songer que cela est de toute vérité aussi pour moi.

Sans doute, vous pouvez penser que ce genre de douleur est pour moi une punition méritée, et que si je saigne lorsqu'on écorche ma croyance, c'est parce que j'ai voulu croire ce que je ne devais pas croire; mais au moins vous compren-

drez que je sais sentir ce que doit inspirer de saint respect, de religieuse terreur, l'approche vers une croyance sincère et profonde.

J'accepte donc de votre amitié cette suspension dont vous me parlez; je l'accepte comme un gage d'une mutuelle estime et non comme une hostilité, une victoire ou une défaite; l'un et l'autre, je l'espère, nous n'en aurons que plus de plaisir cet automne à nous serrer la main.

Tout à vous de cœur.

P. E.

FIN DE LA CORRESPONDANCE PHILOSOPHIQUE ET RELIGIEUSE
AVEC M. A. DU BOYS.

CCCXLV^E LETTRE (INÉDITE)

A ARLÈS

Paris, 25 juillet 1843.

Mon cher ami, je ne partirai pas d'ici avant le 1er octobre, époque de la rentrée d'Arthur au collége; mon intention est de passer par la Bourgogne, de rester trois ou quatre jours à Dijon chez mon collègue Morelet, de vous donner rendez-vous à Saint-Point, de passer quelques jours à Lyon, d'aller à Curson, où vous viendrez me voir au moins une petite fois, et d'y rester jusqu'en décembre, où Nugues y viendra, ayant fini son temps d'école.

Vous voyez donc que dans mes projets se trouve Lamartine; pourtant je crois que ma précédente lettre ne devait pas lui être envoyée par vous; je vous l'avais écrite, pensant qu'elle vous servirait de thème pour lui écrire vous-même en ne me citant que par extrait de phrases ou de mots. — Granier de Cassagnac a lâché le grand mot et la *Phalange* l'a bien mal relevé : *Argent*.

est-ce que ce n'est pas avec ce métal que Dieu frappe les cœurs et les esprits, dans ce siècle où *le fer* ne dit plus rien? O'Connell s'est fait un gros revenu aussi merveilleux que ses lois de tempérance imposées à ses sans-culottes; Lamartine n'a pas le sou. Ah! si, lorsqu'il a répondu au Mâconnais qui aprononcé le nom d'O'Connell, il avait eu. le toupet d'établir sur ce point la différence entre les deux pays, les deux hommes, les deux agitations; l'affaire était faite, l'*apostolat* de Lamartine écrasait le sublime *parlementage* d'O'Connell ; celui-ci impose des privations au *pauvre Irlandais*, Lamartine pouvait dès lors dire au *riche français :* tu ne cavalcaderas plus , tu ne ribotteras plus , tu ne feras plus le milord, comme O'Connell dit à l'Irlandais en haillons : tu ne boiras plus ! Les meetings de France où Lamartine doit parler, ce ne sont pas les sociétés de *tempérance* du peuple, ce sont les sociétés d'intempérance du riche; il doit remuer de sa parole, jusque dans leurs fondements, le *jokey club*, les *bals* de bienfaisance, les *salons* de lions et de tigresses, la *bourse*, les *châteaux* des Turcaret, le *palais* de Robert-Macaire, c'est-à-dire la Chambre des députés. Il aura beau faire, sa langue admirable,

sa langue d'or, n'ira pas *au peuple*, comme la langue de cuivre d'O'Connell; il n'a pas les poings du lutteur, les épaules de l'hercule d'Irlande; il a la taille et la jambe du cerf, les ailes et l'œil de l'aigle, il doit parler d'en haut, courir, voler, non d'un village à un village, mais d'un trône à un trône, d'un palais à un palais, de Paris à Londres, à Berlin, à Vienne, à Rome; et sans subvention de ses royaux auditeurs, le bâton blanc à la main, la besace sur le dos, Dieu dans le cœur et sur les lèvres. — Ah! il n'a pas le sou et M. Cassagnac l'insulte, pour quelques sales sous que jette Duchâtel au *Globe;* Eh bien, qu'il ose donc dire aux riches : Je suis pauvre, je suis vraiment prolétaire, je ne veux pas de vos *aumônes*, ni pour moi ni pour mes frères; je veux mon droit et le leur, mon droit au travail, au produit du travail, et à la noble retraite après le travail; je veux. le pain et la gloire de nos labeurs; je veux, au nom de ma fille rendue vierge au Seigneur, que la· fille du peuple soit respectée comme sainte, par vous tous qui l'achetez ou la vendez; je veux que les petits enfants de mes frères, tous sans exception, reçoivent le pain de l'esprit et du cœur, et que le lait de leur mère ne soit pas tari par le jeûne et

la misère. Au nom de Dieu, pour tous, je réclame *justice*, je veux *le règne de Dieu* sur la terre !

Qu'est-ce que *le rappel* d'O'Connell à côté d'un semblable *appel* ?

Mais vous-même, cher ami, vous sommeillez, vous êtes dans un de vos moments d'apathie où vous voudriez brouter, dites-vous ; je comprends assez cela, je broute moi-même. Vous et moi que pouvons-nous faire ?

Lorsqu'il y a quinze ans, homme jeune et inconnu, réuni à quelques jeunes hommes aussi inconnus que moi, je commençais en France cette agitation, cet apostolat universel de l'homme, chaque jour, chaque instant pour moi valait un siècle ; et voici bientôt dix ans qui se sont passés pour moi comme un jour, tandis qu'au contraire, dans le monde, les idées marchaient, avançaient, entraient. Aujourd'hui les hommes qui peuvent ne pas brouter, sont ceux qui ont employé ces quinze années à n'être pas, comme nous l'étions, des hommes *jeunes* et *inconnus*, à pouvoir faire avec une autorité puissante ce que nous avons fait sans la moindre autorité, sans puissance acquise, sans titres aux yeux des hommes.

Vous et moi et bien d'autres, nous sommes rentrés dans les brutes, et nous ne serons délivrés de notre abrutissement que par les *puissances du monde*, lorsque nous les entendrons proclamer *de haut* cette parole de Dieu que nous *donnions de profundis*. Cette petite troupe que nous avions formée, s'est dispersée, elle broute, elle broute même le chardon épineux; elle est patiente comme l'âne et têtue comme lui, le pied sûr comme lui, et son oreille est longue; elle broute comme son ami le prolétaire: elle attend! mais que la voix de Dieu, d'en haut se fasse entendre, vous verrez comme elle relèvera la tête! Quelles ruades d'un côté et quelles trompettes éclatantes de l'autre quand maître Aliboron reprendra l'usage de ses membres et de sa voix! Le pauvre sire est encore lié, empêtré, entravé; Augias l'a mis en prison dans ses écuries, et s'il se permettait de remuer ou crier, Augias dirait : c'est encore le baudet, haro sur le baudet! Michel a beau faire sa voix douce et glousser, personne ne le prend pour un dindon, il n'entre pas à l'Académie et les volailles du Mans ne l'ont pas élu pour les représenter. Mais Lamartine, avant de tomber au rang de symbole du peuple, au rang des ânes, était déjà académicien

et député, coq parmi les chapons, paon au milieu des geais, il était *puissance,* avant que Michel songeât à l'être; celui-ci n'a pas le droit de dire aux académiciens qu'il sollicite, aux électeurs dont il se fait le commissionnaire, vous êtes des sots et des saligots; tandis que Lamartine qui a été *appelé* à l'Académie et *élu* à la Chambre, peut leur dire : Il faut que vous soyez bien ânes, pour avoir appelé et élu, avec acclamations, un âne comme moi au milieu de vous.

Adieu, cher ami, je vais passer chez Susse et je ferai votre commission, si le tableau n'est pas vendu. Je suis bien surpris qu'il n'ait pas été acheté pour Versailles; il est vrai que c'est un beau tableau, et que Versailles, sauf Vernet, n'a presque que des croûtes.

Je ne dispose pas de Curson au point d'y envoyer Aglaé. Au reste, nous verrons; j'ai dit assez de ce côté pour qu'on me réponde quelque chose.

Vous voyez par cette fin de lettre que je préfère qu'elle ne soit *pas envoyée* à Lamartine, mais bien que vous lui envoyiez *copie* de ce qui le concerne, en y ajoutant votre propre mot, et

reprenant quelques phrases de ma précédente lettre (1) où je vous parlais de lui.

A vous,

P. E.

CCCXLVI^e LETTRE (INÉDITE)

A ARLÈS

Paris, 19 octobre 1843.

Cher ami, nous pouvons nous croire morts réciproquement, car voici une éternité de silence. Ferand m'a dit que vous nous promettiez, à Duveyrier ou à moi, une lettre opéra, et que vous étiez *voiliageur* pour la partie mystère de Paris qui prend bien en Allemagne. J'espère, en effet, que c'est vous qui avez écrit cette lettre de Lyon, dont Sue parle dans son excellente lettre

1. Cette précédente lettre a été publiée dans le XIe volume des *Notices historiques*, aux pages 209 et suivantes.

épilogue à Bertin, vraie morale de la fable et qui termine en bouquet à feu d'artifices de dix volumes. Il est passé avant-hier chez moi, sans doute pour me le dire; j'étais sorti.

Holstein m'a envoyé une bonne lettre de détails sur la visite du Prince à Lyon; dites-lui que je l'en remercie bien. — De mon côté, j'ai reçu en cadeau princier, non pas comme *pour-boire* pour mon livre, mais *pour fumer*, 500 cigares qui ne valent guère mieux que ceux de la régie, et pour lesquels je me suis borné à une lettre à Beaufort, laquelle n'est pas trop piquée des vers, et où je lui rends la monnaie de cette pièce.

Je suis repassé et repassé chez Susse, et n'ai jamais pu y avoir des nouvelles du tableau, qui est toujours en voyage; mais, d'après ce qui m'a été dit, ce tableau n'est pas l'original, et, pour moi qui connaissais Bouchot, je ne peux pas croire qu'il se soit copié; il aura *laissé faire* par un élève, sous ses yeux. Au reste je n'ai pas vu, et n'ai rien écrit à votre ami.

Je compte bien que vous songez à votre voyage d'hiver et qu'avant peu vous me direz quand nous vous tiendrons. Je mène une vie qui, plus que jamais, me fait désirer vos visites, car je ne

vois plus personne, et le tête-à-tête avec Arthur, malgré ses charmes, sera troublé agréablement par votre présence, qui en fera une bonne trinité.

Cette lettre était en train quand la vôtre du 14 m'est parvenue; j'ai mis à la poste, après lecture, celles pour Charles et Michel. Je crois que vous avez très-bien raisonné et agi pour Gustave, et que l'occasion était tentante d'une façon irrésistible pour vous qui avez à Leipsick de si bons amis.

Je suis très-content de ce que vous me dites avoir écrit à Sue, relativement à l'héritage; Michel, Duveyrier et, si j'en crois Urbain, d'Eichthal, ont besoin que la question soit reprise par d'autres que nous pour *re*comprendre ou plutôt pour *re*vouloir. Je suis parfaitement comme vous sur ce sujet, c'est-à-dire *crescendo*. Hier j'en ai eu encore une confirmation par mon collègue Carette, qui est venu me dire que, maintenant que la chose lui est entrée à la tête et au cœur, il ne comprend pas comment il a pu être aussi long à l'avaler et à tenir aux vieilles bêtises. — J'ai fait lire à Sue le *Nouveau Christianisme*, les lettres d'Eugène et la morale; ainsi vous voyez que je n'oublie pas mon métier,

mais je le fais peu-à-peu, petit-à-petit. Le *Juif-Errant* sera : Aimez-vous les uns les autres. Vous voyez donc qu'il a compris sa lecture du *Nouveau Christianisme*.

Votre lettre à M.... m'a fait rire, parce que vous lui parlez de vous aider à aller en Allemagne; je suis étonné que vous en soyez à compter sur M.... pour quoi que ce soit, dans la ligne où il est. Ainsi, dernièrement encore, pour excuser Guizot qui, n'osant pas envoyer *faire* à Suez, envoie *regarder* à Panama, ses amis ont enfoncé Suez tant qu'ils ont pu, à la manière dont ils enfoncent O'Connell, perfidement, lâchement;—j'espère encore que la position de son engrosseur Metternich le fera réfléchir, pourtant j'en doute. J'ai toujours foi que c'est vous qui remettrez M.... en selle. Je crois qu'instinctivement et sans en avoir conscience, il *attend* que j'aille moi-même le tirer du bourbier, c'est une erreur; ce sera lui qui devra me dire : je suis débarbouillé. Lorsqu'il ma quitté, ce n'était pas pour revenir *quand je le rappellerais,* mais quand il aurait atteint le bout de sa ligne ; or, il y est, sauf le fossé et la culbute, dont Dieu et vous le garderez, j'espère.

Voici donc O'Connell embarqué dans le procès;

je crois qu'on y exploitera rondement la question *argent* de la subvention royale du grand agitateur ; et, en effet, il est fâcheux que ce gaillard-là n'ait pas eu le bon esprit d'y renoncer, dès qu'il voulait entrer dans la vie pratique. Il doit être fort riche aujourd'hui et n'en est certes pas où en est Lamartine. Cette affaire va furieusement avancer les idées en Angleterre, car O'Connell n'a pas présenté une seule idée neuve pour l'Irlande ; or, il faut en trouver une, et le sens éminemment pratique des Anglais la leur fera trouver. Je crois bien que le résultat prochain sera une espèce de transaction avec les évêques catholiques et leurs curés, à qui l'on fera une part à goinfre pour les faire taire et détacher de la cause les plus bigots ; mais on n'abordera pas pratiquement la question *sociale* de *propriété;* celle-ci restera seule en saillie, pour une autre époque qui ne pouvait être directement celle d'O'Connell, car celui-ci est tout aussi propriétaire que Wellington. On est encore loin là-bas de votre horreur pour l'héritage ; il faut que la logique française et allemande ait beaucoup mûri cette question, pour que l'Angleterre puisse voir ce que ses yeux ne savent pas voir ; car l'Anglais ne saute

pas facilement par-dessus un des termes d'un raisonnement, il s'arrête toujours au premier, puis au second, etc. C'est donc l'effet, en France et en Allemagne, de l'affaire d'O'Connell, qui est intéressant; et pourtant je ne suis pas content, même de la démocratie pacifique, dans cette question; elle s'est laissé *dérouter* par les débuts, elle a cessé de montrer qu'O'Connell était *sans idées*, et c'est là pourtant la seule chose importante à enseigner en France. Si vous écrivez à Considérant, ou plutôt au journal, dites un mot dans ce sens.

Charles est très en voie et disposition *agitante;* ses deux volumes si bien terminés l'ont décidément mis en verve; il est plein d'activité, d'entrain, et remue beaucoup d'hommes et d'idées; il voit assez les fouriéristes, et ce contact est bon.

Vous ne dites pas un mot d'un voyage prochain, ou plutôt ce que vous dites le renvoie au diable; est-ce que vous renoncez à Londres pour cet hiver?

Qui donc aurait pu se douter que la métaphysique Allemagne laisserait passer notre sublime métaphysique monsignienne, et qu'elle prendrait et avalerait le bouillon des mains d'Eugène

Sue? Dieu est grand et Sue n'est pas mince; le gaillard a de solides épaules. Il est venu me voir ces jours-ci, j'étais sorti. Je lui ai demandé d'avoir un soir régulier cet hiver, pour nous voir un peu; il venait, sans doute, convenir d'un jour et causer aussi de sa lecture, de sa *morale*, et, sans doute, aussi me parler de votre lettre.

Adieu mon vieux, je retourne à mon mouton, que je vais faire déjeuner.

Je vous embrasse tous, femme et enfants. — Chez Holstein, amitiés.

P. E.

CCCXLVII^E LETTRE (INÉDITE)

—

A ARLÈS

Paris, 1er novembre 1843.

Cher ami, Charles m'a appris que vous alliez à Marseille, mais je pense que ma lettre vous trouvera de retour et que vous me donnerez

bientôt des nouvelles de vos santés à tous, car Holstein ne m'a rien écrit non plus depuis votre départ, quoique je lui aie demandé quelques renseignements auxquels je tiendrais d'autant plus, depuis la démonstration de votre archevêque.—Cette question d'enseignement se chauffe, et il est bien évident que ce sera autour d'elle que roulera bientôt la vraie politique, comme elle s'appuyait en 89 sur les déficits de Necker ou Calonne. Qu'est-ce qu'il faut enseigner aux hommes ? *C'est là la question*, comme dit Hamlet. Est-ce saint Thomas ou Cousin, ou bien quelque autre chose, que je ne dirai pas ? Quoi donc ? Quoi donc ?.. Connaissez-vous cette romance ?

Depuis assez longtemps déjà j'observe ce mouvement du clergé? Quoique ses prélats pataugent et fassent gâchis sur gâchis, c'est-à-dire église sur université, je me réjouis de voir la chose prendre chaque jour plus d'importance. La démocratie pacifique donne à gauche sur le point comme elle a fait pour O'Connell; cette fois ce ne sont pas les débats qui l'ont déroutée, mais ils l'ont *enroutée* dans leur haine janséniste.

Au reste, ce n'est pas de cela directement

que je veux parler aujourd'hui, c'est d'une autre chose qui vous fera peut-être bondir d'abord, mais qui vous paraîtra drôle après réflexion. — Vous avez souvent rêvé l'*agitation*, et il y a de quoi rêver ; le principe, le mobile de votre agitation est double, positif et négatif, inspiré par l'amour du *peuple*, maïs aussi par l'horreur du *bourgeois*. Il manque un terme à ce principe pour être tout à fait politique en 1843, car dans la société actuelle, outre le *peuple* et le *bourgeois* il y a un troisième membre du corps social qui est en partie paralysé, en partie convulsif, emplâtre ou obstacle pour la vie générale. Ce membre, cet organe, cette partie noble, c'est le parti noble, religieux et monarchique, celui qui *possède* les plus grandes richesses et qui a le *clergé* pour lui ; celui, par conséquent, qui est le plus lié à la *propriété* et à la *religion* du PASSÉ.

Or, le saint-simonisme a touché bon nombre de bousingots et pas mal de bourgeois, mais il a glissé sur le légitimisme ; il y avait mille raisons pour qu'il en fût ainsi en 1830 ; ces raisons existent-elles aujourd'hui ? — Non.

Voici le moment où le parti du PASSÉ *peut* s'armer à son tour de l'AVENIR contre le PRÉSENT.

Si l'*agitation* est possible en France, ce n'est qu'à cette triple condition d'être faite *par* le légitimisme, *pour* le peuple, *contre* le bourgeois.

J'ai mis cette idée sous les yeux de Charles, lui qui rêve aussi l'agitation; elle l'a saisi au cœur, il en est plein, il en rêve et prépare ses cliques et ses claques.

La démocratie pacifique a été remuée par lui, et comme le fouriérisme, sans avoir plus que nous converti des nobles, n'a pas eu envers la propriété et la religion nos prétentions novatrices; comme d'ailleurs après 1830 son langage a été plus aimable que le nôtre pour la noblesse et pour le clergé, ce journal entrera dans cette voie quand Duveyrier sera en mesure de commencer la danse.

Peut-être ne voyez-vous pas encore très-clairement le procédé préparatoire; il est déjà en germe dans la lettre de Duveyrier à l'archevêque de Paris, c'est-à-dire qu'il consisterait, pour ce qui concerne la presse, à pousser les ultras à *faire*, afin que, par réaction et surtout par *crainte*, le *bourgeois* lui-même fasse.

C'est là que se bornerait la tactique de la

presse; et Duveyrier rêve aussi quelques actes qui tendraient au même but.

L'Église et la noblesse en sont à un point où il n'y aura que les plus innocents et les plus niais qui ne comprendront pas qu'en prenant en mains les intérêts d'*ordre* du peuple, ils peuvent redonner vie et force à leur parti.

Sans doute, quelques puritains éclairés pourront craindre qu'en enfilant cette route, elle ne conduise plus loin qu'on ne pense; mais ils n'auraient pas puissance d'arrêter ce mouvement régénérateur de leur propre parti et d'eux-mêmes.

En un mot, il faut faire prêcher le saint-simonisme de 1843 aux nobles et aux curés, puisque les bourgeois qui ont entendu celui de 1830 *n'osent* pas le pratiquer, et qu'ils ne le pratiqueraient jamais tant que les bousingots seuls le prêcheraient avec accompagnement de communisme et de guillotine.

Il faut que le clergé et les nobles attaquent les bourgeois *sous prétexte* que toute les institutions sociales doivent avoir pour but l'amélioration du sort moral, intellectuel et physique de la classe la plus pauvre et la plus nombreuse; et alors M. le *comte* de Saint-Simon, qui a engen-

dré le *courtier* Rodrigues et le *bourgeois voiliageur* Enfantin, commencera à se frotter les mains et à dire, vous voyez bien qu'il y a encore du bon dans les comtes, les ducs, et même les calotins; j'en étais sûr, moi qui suis du sang de Charlemagne.

Ruminez ceci et dites m'en votre avis; je n'ai pas le temps aujourd'hui de vous en écrire davantage.

A vous,

P. E.

CCCXLVIII[e] LETTRE (INÉDITE)

A ARLÈS

Paris, 14 novembre 1843.

Je pense, cher ami, que vous lisez, depuis quelques jours, la *Presse*, le *Courrier* et la *Démocratie*, et que ces trois journaux vous tiennent au courant du mouvement actuel dont ma dernière lettre vous donnait l'avant-goût.

BARRAULT et DUVEYRIER arrivent à *leur* moment, comme MICHEL a eu le *sien*, comme JEAN et LAURENT auront aussi le leur un jour. Barrault et Charles sont en pleine et vigoureuse activité.

Laurent m'a écrit que vous lui aviez fait votre bonne visite, à laquelle il a été bien sensible. Je lui ai répondu en le mettant au courant du mouvement actuel, et l'engageant toutefois à renouer pour lui les offres qui lui avaient été faites précédemment pour la Cour royale d'Alger, *son* moment ne paraissant pas encore venu en France.

Holstein et la préfecture auront, sans doute, été fort occupés et assez inquiétés par l'affaire de l'archevêque; or, ceci est beaucoup moins intéressant pour la préfecture que les renseignements que je lui ai demandés. Il a cru que c'était pour moi en particulier que je les lui demandais; pas du tout, c'est bien plus pour M. Jayr que pour moi; je lui indiquais ce qu'il y avait *d'important* à savoir pour le premier administrateur de Lyon. — Montrez-lui ceci, je vous prie, afin qu'il comprenne mieux ma demande et son utilité pour lui-même, pour la place qu'il occupe, car il n'est pas là pour *rien*, et il y serait pour

rien s'il ne s'y occupait pas de *cela,* puisque c'est cela qui est important à Lyon, en ce moment. On fait à la préfecture des recouvrements et des statistiques pour l'impôt, pour la conscription, pour mille choses ; si on n'en fait pas, on n'a aucune lumière sur la chose capitale du moment, sur celle qui renferme *le plus* l'avenir. Comprendre ceci, ce serait il est vrai une grande preuve de haute intelligence de la part d'un homme qui n'a pas été élevé à la même école qu'Holstein, mais pour Holstein ce devrait être l'*a*, *b*, *c*, et il n'est auprès de M. Jayr que *parce que* M. Jayr n'a pas été élevé à cette école.

Je n'ai pas revu E. Sue depuis très-longtemps. J'attends qu'il ait digéré les trois personnes que je lui ai donné à manger, savoir : SAINT-SIMON, EUGÈNE et MOI ; c'est un peu dur à bien digérer ; et pour cela il faut qu'il soit débarrassé de sa mise en scène des *Mystères de Paris* à la porte Saint-Martin.

Vous ne m'avez donné qu'une adhésion bien brève à ma lettre sur *l'agitation*, et vous avez bien fait de mûrir l'idée ; je désire toutefois qu'après avoir lu les numéros 11 et 12 du *Courrier* (Barrault venait de prendre la direction

politique du *Courrier*), vous me donniez votre opinion plus motivée; car vous avez joint à votre adhésion une phrase sur votre position qui vous empêche de prendre, dites-vous, un rôle actif; je n'en ai pas bien compris la portée. — Vous n'avez pas en effet à prendre à ceci un rôle plus *actif* que celui que vous avez pris à tous les développements successifs et momentanés de sa grande pensée; or, grâces à Dieu et à votre excellente et belle nature, vous avez été certes furieusement actif, depuis douze ans, dans cette direction, et l'avenir vous devra une belle chandelle pour ces douze années. Aujourd'hui rien de plus, mais aussi rien de moins.

Mais vous n'avez pas borné votre autorité à avertir un homme sur sa route depuis douze ans, et je ne vois pas pourquoi aujourd'hui vous vous croiriez plus paralysé; l'heure du repos n'est pas venue, et vous ne voulez pas tomber dans le rococo et les momies, ç'est-à-dire agir en 1843 avec vos idées de 1835, 36, 37 et agir de la même manière, avec *les mêmes hommes*. Vous avez été très-utile près des ouvriers et près des bourgeois; pourquoi donc vous croiriez-vous zéro vis-à-vis de la noblesse et du clergé? Est-ce que vous êtes fils du *Constitutionnel*

ou bien seriez-vous protestant comme cet enragé de Quinet ? — Je sentais bien qu'au premier mot ma *nouvelle* n'aurait pas de *charme* pour vous, et que vous vous borneriez à la *comprendre*; je sais si bien tout ce qu'il y avait en vous jadis de *Bousingotisme* ou du moins de mépris pour le talon rouge et la calotte ! Mais il ne vous reste plus de cette grande maladie que quelques petites taches à la peau, et j'étais certain aussi que la réflexion vous ferait *sentir* ce que vous n'avez que *compris* d'abord. Pour mon compte particulier, j'ai un vif plaisir et presque un besoin de me sentir parfaitement en harmonie avec vous pour les grandes choses qui me touchent. J'attends donc avec impatience que vous me disiez que, de votre tête, cette phase nouvelle vous passe au cœur. Prenez votre temps, examinez (ce qui n'est pas votre usage pour les choses qui vous passionnent à première vue), et je suis convaincu qu'à *seconde vue* vous ne me parlerez pas pour vous des Invalides, d'une *part oisive* d'amateur dans cette *noble* et *religieuse* phase de notre grande œuvre. J'espère qu'avant peu vous ne craindrez pas plus de visiter votre archevêque que votre préfet, ni de voir M. de Chantelauze comme vous

voyez tel ou tel canut, avec votre bonne face franche, ouverte, loyale. Est-ce que vous ne trouvez pas que le bourgeois est une fière c......., et que l'ouvrier souvent est bien bourgeois? Allons, comme je le dis à Laurent, soyons bons princes avec les marquis et pas trop aristocrates avec ces nobles que nous traitons en parias depuis cinquante ans. — Adieu, mon vieux.

A vous.

P. E.

CCCXLIX[e] LETTRE

—

AU *COURRIER FRANÇAIS*

Paris, 14 janvier 1844 [1].

Monsieur, vous avez soulevé une question grave, en signalant dans toutes les traductions françaises du Nouveau Testament, depuis 1667,

1. Voir le numéro de ce journal du 8 février suivant.

la suppresion du mot *maintenant* qui figurait au verset 36 du chapitre XVIII de l'évangile de saint Jean, dans les traductions françaises ou étrangères, publiées depuis lors par les diverses sectes chrétiennes.

M. Baillès, vicaire général de Mgr l'archevêque de Toulouse, a publié une brochure dans laquelle il cherche à prouver, non-seulement que cette suppression était facultative, mais qu'elle est légitime et obligatoire pour quiconque sait le grec et le latin et veut écrire en français.

Vous avez déjà répondu que Joseph de Maistre, qui savait le grec, le latin et le français, probablement aussi bien que M. Baillès, avait indiqué, avant vous, cette suppression, en la blâmant avec sévérité.

Mais voici que le *Globe,* sans tenir compte de votre réponse et de cette autorité imposante de de Maistre, vous foudroie une seconde fois de toute l'érudition de M. Baillès.

Si cette question était de pure philologie, ou même de théologie, elle aurait sans doute occupé

1. Voir le *Courrier* du 22 décembre.
2. Numéro du *Globe* du 14 janvier.

déjà une place suffisante dans votre journal, je n'y reviendrais pas ; mais personne n'ignore que ces deux simples phrases : « Rendez à César ce qui est à César, et à Dieu ce qui est à Dieu ; » et « Mon royaume n'est pas de ce monde, » ont été, depuis dix-huit siècles, les bases de la politique chrétienne, c'est-à-dire de l'action des deux pouvoirs, spirituel et temporel, qui se sont partagé le monde.

En ce moment donc, où la lutte entre ces deux pouvoirs se témoigne d'une manière très-sensible, la presse politique ne peut, ce me semble, rester en dehors du débat, et, pour s'y présenter avec puissance, elle doit remonter à la source véritable du combat.

M. Baillès prétend que le premier traducteur qui a supprimé le mot *maintenant*, dans ce verset célèbre, n'a pu le faire par aucun calcul relatif au grand débat qui s'est terminé en France par la déclaration de 1682, parce que cette traduction est de 1666 ; et le *Globe* ajoute : « Parce que les démêlés entre Louis XIV et le pape Innocent XI, qui amenèrent la déclaration de 1682, ne datent que de 1678. » — Ces motifs me paraissent de peu de valeur ; il faudrait, pour les admettre, faire oubli, non-seulement du ca-

ractère particulier de cette époque, mais de l'histoire de toutes les époques qui se sont terminées par un mouvement religieux important. Il faudrait croire que la déclaration de 1682, passez-moi l'expression, est poussée comme un champignon ; il n'en est pas ainsi : la preuve en serait vraiment niaise et superflue. Qui donc peut ignorer que la déclaration de 1682 est la solution française du problème dont toute l'Europe était saisie depuis la protestation de Luther contre l'Église de Rome; qu'elle est le dernier acte du drame religieux joué en France durant tout le dix-septième siècle ?

La traduction du père Amelote, invoquée par M. Baillès comme un modèle de fidélité et d'élégance française, fut faite, ainsi que l'auteur le dit lui-même, pour satisfaire au désir de l'*assemblée générale du clergé de France* de l'an 1655.

Vous voyez que je ne crains pas de remonter à vingt-sept années de distance de la fameuse déclaration.

Les archevêques de Bourges et de Montauban déclarent qu'en effet l'archevêque de Toulouse et celui de Montauban avaient fait choix du père Amelote pour cette traduction *désirée* par le

clergé de France en 1655, et l'en avaient chargé, l'assemblée ayant approuvé leur choix. Le privilége du roi relate cet *ordre*, donné au père Amelote par ces évêques, au nom de l'*assemblée générale du clergé de France*[1].

D'autres approbations sont encore données en 1665, au moment d'une nouvelle *assemblée général du clergé de France,* par sept évêques et archevêques et par le général de l'ordre des Oratoriens.

Dans la dédicace à Hardouin de Pérefixe, archevêque de Paris, l'auteur se félicite de dédier son œuvre à celui des évêques qui, par sa position, peut « persuader, plus puissamment qu'au-« cun autre, à la multitude des sujets de cet « empire que la majesté du prince attire conti-« nuellement dans cette Église, *de rendre à « César ce qui est à César, et à Dieu ce qui est « à Dieu.* »

1. M. Baillès prétend qu'on ne doit pas présenter cette traduction comme *gallicanement* approuvée, sans doute, parce qu'elle ne l'a pas été par décision de l'assemblée générale du clergé; toujours est-il qu'elle a été *gallicanement* ordonnée, et qu'un pareil ordre est un acte passablement gallican, puisque l'Église romaine n'ordonne pas de traductions en langue vulgaire, ne les approuve même pas, mais simplement les tolère.

Dans la préface, le père Amelote, prévoyant sans doute la critique de de Maistre et la vôtre, dit : « Il se trouvera peut-être d'autres *scrupu-« leux* qui s'offenseront de ce que je n'aurai pas « toujours exprimé dans ma version certaines « particules, ou que je leur en aurai substitué « d'autres, comme la conjonction *et*, que les « Hébreux ne cessent d'employer, et dont la « répétition blesse nos oreilles ; comme ces au-« tre : *voilà*, *or*, *donc*, *parce que*, et le mot *dit* « ou *disant ;* sur quoi des esprits *timides* vou-« dront peut-être décider de mon exactitude. »

Vous êtes de ces hommmes scrupuleux, de ces esprits timides ; de Maistre en était aussi ; j'en suis également.

Les biographes assurent que le P. Amelote fut accusé de plagiat ; qu'il avait eu communication de la traduction manuscrite de Port-Royal, et qu'il empêcha le chancelier Séguier, dont il était le théologien, d'accorder le privilége pour la traduction du *Nouveau Testament* de Mons, traduction qui fut d'ailleurs si vigoureusement attaquée comme infidèle par le P. Letellier, et où l'on remarque également la suppression du mot *maintenant*, car c'est celle de 1667 que vous avez citée. Par cette manœuvre habile, la traduc-

tion du P. Amelote parut donc la première, en 1666.

M. Baillès cite lui-même ce jugement d'un écrivain sur le P. Amelote : « Il a même su « assez de grec et de latin pour ne pas tomber « en des fautes grossières. » En effet, vous n'avez pas prétendu que la faute dont vous parliez fût grossière, vous la signaliez même comme adroite. Examinons encore.

Le P. Amelote a pensé qu'il pouvait (M. Baillès soutient même qu'il *devait*) supprimer le mot *maintenant*, que tous les traducteurs précédents avaient conservé et que tous les traducteurs schismatiques ou même hérétiques conservent encore.

Dans toute phrase construite ainsi : « *Si* ex « hoc mundo esset regnum meum, ministri mei « utique decertarent ut non traderer Judæis ; « *nunc autem* regnum meum non est hinc. »

Ou en grec : « Εἰ ἐκ τοῦ κόσμου τούτου ἦν ἡ βασιλεία ἡ ἐμὴ, οἱ ὑπηρέται ἂν οἱ ἐμοὶ ἠγωνίζοντο ἵνα μὴ παραδοθῶ τοῖς Ἰουδαίοις ; νῦν δὲ ἡ βασιλεία ἡ ἐμὴ οὐκ ἔστιν ἐνθεῦθεν. »

M. Baillès prétend que l'on doit traduire *nunc autem* et νῦν δέ, comme s'il y avait simplement *autem* et δέ, par *mais* et non par *mais*

maintenant. M. Baillès cite en effet une phrase semblable, au chap. IX, ℣ 41 :

« *Si* cæci essetis, non haberetis peccatum : « *nunc vero* dicitis : Quia videmus. Peccatum « vestrum manet. » Que le même P. Amelote[1] traduit ainsi : « Si vous étiez aveugles, vous « n'auriez pas de péché ; *mais* puisque vous « dites que vous voyez, votre péché demeure. »

Pourquoi donc M. Baillès n'a-t-il pas cité les passages suivants de saint Jean, où la construction de la phrase est identique :

Chap. VIII, ℣ 39-40. *Si* filii Abrahæ estis, opera Abrahæ facite. *Nunc autem* quæritis me interficere, etc.

Chap. XI, ℣ 21-22. *Si* fuisses hic, frater meus non fuisset mortuus ; *sed et nunc* scio quia quæcumque proposeris, etc.

Chap. XV, ℣ 22. *Si* non venissem... peccatum non haberent ; *nunc autem* excusationem non habent, etc.

Chap. XV, ℣ 24. *Si* opera non fecissem... peccatum non haberent ; *nunc autem* et viderunt, etc.

1. Observons que le P. Amelote est le seul qui ait traduit ainsi, et que les autres traductions portent : « Mais *maintenant* vous dites que vous voyez, etc. »

Et dans saint Luc, chap. XIX, v. 42: *Si* cognovisses et tu, et quidem in hac die tua, quæ ad pacem tibi ! *Nunc autem* abscondita sunt ab oculis tuis.

Le P. Amelote lui-même a traduit ainsi ces passages:

Saint Jean, Chap. VIII, v. 39-40. *Si* vous êtes enfants d'Abraham, faites les œuvres d'Abraham. *Mais maintenant* vous voulez me faire mourir, etc.

Chap. XI, v. 21-22. *Si* vous eussiez été ici, mon frère ne serait pas mort. *Mais* je sais (que même) *à cette heure* (qu'il est mort), Dieu vous accordera, etc.

Chap. XV, v. 22. *Si* je n'étais point venu... ils seraient sans péché; *mais maintenant* ils n'ont point d'excuse.

Chap. XV, v. 24. *Si* je n'avais point fait parmi eux des œuvres... ils seraient sans péché; *mais maintenant* ils les ont vues, etc.

Saint Luc, chap. XIX, v. 24. *Si* vous connaissiez encore en ce jour les choses qui se présentent pour vous donner la paix; *mais* elles vous sont *maintenant* cachées.

Toutes ces phrases portent en latin: *si* et *nunc*

autem ou *sed nunc,* et en grec εἰ et νῦν δέ ou ἀλλὰ νῦν.

Vous le voyez, l'autorité du P. Amelote lui-même donne, sur sept cas identiques, deux solutions favorables à la suppression du mot *maintenant,* contre cinq qui condamnent cette suppression.

En admettant même que cette suppression soit facultative, lorsqu'il s'agit de traduire un ouvrage *littéraire,* oserait-on se la permettre dans une convention diplomatique ? Comment donc nommer cette licence, lorsqu'il s'agit de l'Évangile, et qu'elle est contraire à l'autorité des traducteurs précédents ?

Non-seulement le P. Amelote a condamné cinq fois lui-même l'opinion de M. Baillès, mais il suffit de lire avec quelque attention les chapitres qui précèdent et annoncent cet interrogatoire devant Pilate, pour reconnaître que ni le Christ, ni saint Jean, ni même le P. Amelote, n'ont été sobres de cet adverbe de temps, signe d'un *présent* qui devait transformer le *passé* en *avenir,* par le divin sacrifice.

C. XIV. — « *Dans peu de temps* le monde « ne me verra plus, mais vous me verrez parce « que je vivrai. — *En ce jour-là* vous connaî-

« trez que je suis en vous. — Je vous le dis
« *maintenant* avant qu'il arrive. — Je ne vous
« dirai pas *présentement* beaucoup de choses,
« car le *prince de ce monde vient,* mais il n'a
« aucun droit sur moi. »

C. XV. — « Vous êtes *maintenant* purifiés
« par la parole que je vous ai dite. Si je n'étais
« point venu... ils seraient sans péché, *mais*
« *maintenant* ils n'ont pas d'excuse dans leur
« péché. — Si je n'avais pas fait parmi eux des
« œuvres qu'aucun autre n'a faites, ils seraient
« sans péché ; *mais maintenant* ils les ont vues
« et ils ont haï moi et mon père. »

C. XVI. — « *Maintenant,* je m'en vas à celui
« qui m'a envoyé. J'ai encore beaucoup de
« choses à vous dire, mais vous n'en êtes pas
« capables *présentement.* — *Dans peu de*
« *temps* vous ne me verrez plus, et encore *un*
« *peu de temps après* vous me reverrez. Vous
« êtes *maintenant* dans la douleur, mais je vous
« reverrai. — Le temps *viendra* que je ne vous
« parlerai plus en paraboles. — Ses disciples
« lui dirent : Vous parlez *à cette heure* claire-
« ment... Nous voyons *maintenant* que vous
« savez toutes choses. — Jésus leur répondit :
« *Maintenant* vous croyez... Mais le *temps*

« *viendra* et il *est déjà venu* que vous serez
« dispersés. — Vous aurez de la peine dans le
« monde, mais ayez confiance, *j'ai vaincu* le
« monde. »

C. XVII. « Mon père, l'heure est venue. —
« Glorifiez-moi *maintenant*. — Ils savent *main-*
« *tenant* que tout ce que vous m'avez donné
« vient de vous. — Je ne suis plus *maintenant*
« dans le monde, mais eux sont dans le monde.
« — *Mais maintenant* je vas à vous. — Le
« monde les hait à cause qu'*ils ne sont pas* du
« monde. — Comme *je ne suis pas* aussi du
« monde. »

Tels sont les prolégomènes de cette question de Pilate : *Êtes-vous le roi des Juifs?* et de la réponse : *Mon royaume n'est pas de ce monde.* Or, de toutes ces citations, prises dans quatre chapitres seulement et dans la traduction même du P. Amelote, il n'en est pas une où la suppression du mot *maintenant* ou des mots qui remplacent cette indication du *présent*, n'eût été plus innocente, plus indifférente et même plus littéraire que celle qui a été faite au v. 36 du chap. XVIII. Le P. Amelote n'a cependant pas employé son élégance littéraire à en retrancher cet adverbe. C'est qu'en effet, il eût été par trop

absurde de ne pas comprendre cette forme générale de l'évangile de saint Jean, forme qui lui est tout à fait particulière et qui est le cachet de sa foi *prophétique*. Comparé aux trois autres évangiles, celui-ci est une *annonce*, plus encore qu'un *récit;* il est l'annonce d'un monde nouveau, d'un monde autre que celui vaincu par Jésus, d'un monde différent du monde présent, du monde de *maintenant*.

Et pourquoi, en effet, cette forme se retrouve-t-elle encore fréquemment dans la parole de l'homme qui a le plus contribué à prêcher et à réaliser ce monde annoncé, ce nouveau monde? Pourquoi saint Paul condamne-t-il encore le P. Amelote et M. Balliès, en disant :

Cor. I, chap. VII, v. 13-14. *Si* une femme fidèle a un mari infidèle et qu'il consente de demeurer avec elle, qu'elle ne se sépare point d'avec lui ; car le mari infidèle est sanctifié par la femme fidèle, et la femme infidèle est sanctifiée par le mari fidèle, autrement vos enfants seraient impurs, *au lieu que maintenant* ils sont sains. (*Si*... nunc autem. Εἰ... νῦν δέ.)

Cor. I, chap. XV, v. 19. *Si* nous n'avions d'espérance en Jésus-Christ que pour cette vie, nous serions les plus misérables de tous les

hommes, *mais maintenant* Jésus-Christ est ressuscité, etc. (*Si*... nunc autem. Εἰ... νῦν δέ.)

Cor. II, chap. V, ℣ 16. Et *si* nous avons connu Jésus-Christ selon la chair, *maintenant* nous ne le connaissons plus de cette sorte. (Si... nunc autem. Εἰ... ἀλλὰ νῦν.)

Cor. II, chap. VII, ℣ 8. Car encore que je vous aie attristés par ma lettre, je n'en suis pas fâché... (℣ 9) *mais maintenant* j'ai de la joie. (Si... nunc. (Εἰ... νῦν.)

Je ne pense pas que le P. Amelote ait traduit les Épîtres, mais les traducteurs que je connais sont unanimes pour conserver la forme *temporaire* aux citations que je viens de faire.

Peut-être M. Baillès et le *Globe* invoqueront ils deux passages des Épîtres; je suis bien aise de leur en éviter la recherche; les voici :

Cor. I, chap. VII, ℣ 17. *Si* tout le corps était œil, où serait l'ouïe, où serait l'odorat? (℣ 18) *mais* Dieu a mis, etc.

Cor. I, chap. XII, ℣ 19. Que *si* les membres n'étaient qu'un seul membre, où serait le corps? *mais* il y a plusieurs, etc.

Dans ces deux passages, le latin porte *si* et *nunc autem,* et le grec εἰ et νῦν δέ; et cependant

Sacy a traduit par *mais* et a supprimé *maintenant.*

Voici donc encore, dans les Épîtres, deux cas favorables à la suppression, contre quatre qui lui sont contraires. Qu'en faut-il conclure?

D'abord que M. Baillès a eu tort de prétendre qu'on *devait* supprimer ce mot *nunc*, νῦν ou *maintenant,* lorsqu'il est joint à *autem* ou δέ et précédé de *si* εἰ. Ensuite que si, dans quelques cas (*interdum*, comme dit Henri Estienne) et dans des traductions purement littéraires, on peut le supprimer, de Maistre a encore raison de dire que, dans le cas particulier du ℣ 36 du chap. XVIII de saint Jean, la particule νῦν pouvant fort bien être prise littéralement, *il n'est point permis alors de la supprimer.*

On conçoit facilement que les traducteurs des Épîtres aient hésité à traduire : *Mais maintenant que Dieu a mis dans le corps plusieurs membres,* et : *Mais maintenant il y a plusieurs membres et tous ne font qu'un seul corps.* Toutefois, je me confesse encore ici *scrupuleux* et *timide*, et voici mon motif : cette comparaison des membres et du corps est faite par l'apôtre, pour arriver à cette admirable con-

clusion : « Or, vous êtes le corps de Jésus-Christ et membres les uns des autres. »

Eh bien, qui sait, comme dit encore de Maistre : « Si l'apôtre n'a pas voulu, par ce mystérieux monosyllabe, exprimer certaines choses que les hommes ne pouvaient pas encore comprendre? » qui sait s'il n'a pas voulu dire que, *maintenant qu'il parlait*, c'est-à-dire depuis et par la mort du Christ, mais seulement ALORS et non à l'époque de la création de l'homme, *Dieu qui avait mis dans le corps humain plusieurs membres, voulait que* DEPUIS LORS, *ces membres ne formassent qu'un seul corps*, le corps de Jésus-Christ, l'*humanité nouvelle* dont nous sommes membres? — *Jusque-là,* l'humanité formait-elle un corps? et même les parties de cette masse étaient-elles des individualités, étaient-elles des membres? Non, sans doute. C'est donc bien ALORS, à l'époque où saint Paul parlait, qu'il pouvait dire : MAINTENANT Dieu vous a faits, par Jésus-Christ, membres d'un seul corps, le corps du Christ lui-même, l'humanité régénérée, recréée, naissante.

Traduisons donc fidèlement, quand il s'agit d'un pareil livre : profitons des oublis, des infidélités même, pour découvrir sans cesse de

nouvelles lueurs dans cette grande lumière, et disons avec Bossuet (1) : « Aucune des fautes de cette nature ne peut passer pour peu importante, puisqu'il s'agit de l'Évangile, qui ne doit perdre ni un iota, ni un de ses traits. »

Quant à cette phrase : « Mon royaume n'est pas de ce monde : si mon royaume était de ce monde, mes gens auraient combattu pour m'empêcher de tomber entre les mains des Juifs ; mais maintenant mon royaume n'est point d'ici ; » les traducteurs ne sauraient invoquer, comme pour les deux passages précédents, le moindre motif plausible qui les autorise à ne pas dire ; *mais maintenant.* Non-seulement cette désignation du temps présent n'implique aucune contradiction avec la première partie de la phrase, mais elle empêche que la seconde partie ne soit la reproduction oiseuse de la première. M. Baillès prétend qu'il est impossible qu'après une parole *absolue*, comme « mon royaume n'est pas de ce monde, » le Christ l'ait amoindrie par une condition restreinte et limitée ; il serait plus juste de dire qu'après une parole vague il l'a précisée, ce qui est même conforme

1. Correspondance, tome 2. Lettre au cardinal de Noailles.

à ces autres mots : *De hoc mundo* et *hinc*, ou ἐκ τοῦ κόσμου τουτου et ἐντεῦθεν.

D'ailleurs examinons cette phrase de saint Jean :

Ἐκ τοῦ κόσμου τούτου est traduit par : *de ce monde*. Mais κόσμος signifie tout aussi bien : *siècle, société, l'ordre établi,* que : *le monde;* et même, dans cette dernière acception, lorsque κόσμος est suivi de τοῦτο, il signifie positivement l'*ordre actuel,* la *société d'aujourd'hui,* le *siècle présent,* et non pas *ce monde,* comparé à un autre monde que Pilate ne connaissait pas du tout, dont il n'avait pas la moindre idée, ou *cette terre* comparée au *ciel,* car κόσμος n'a jamais pu recevoir cette dernière interprétation; dans ce sens, il signifierait l'univers, ciel et terre.

Mais allons plus loin : νῦν δὲ ἡ βασιλεία ἡ ἐμὴ οὐκ ἔστιν ἐντεῦθεν. Comment peut-on croire que ἐντεῦθεν, qui est, il est vrai, adverbe de *lieu* et de *temps*, soit adverbe de *lieu* lorsqu'il suit νῦν et lui est corrélatif? Il en est de même de *hinc* par rapport à *nunc* qui le précède; l'un et l'autre, ἐντεῦθεν et *hinc,* font une obligation de conserver à cette phrase le caractère *temporaire,* ou si l'on veut même *local*, qui répond d'ailleurs si bien à la question : *Êtes-vous le Roi des Juifs*? et qui

fait que Pilate conclut ainsi : Vous êtes *donc* Roi ? à quoi Jésus répond encore : Oui, je le suis.

Saint Luc, saint Marc, saint Mathieu, sont plus explicites encore ; car, à cette question de Pilate : Êtes-vous le roi des Juifs ? ils font répondre par Jésus : Vous le dites, — et, en effet, le peuple injurie, flagelle et crucifie Jésus de Nazareth, *roi des Juifs*.

Il est surprenant qu'à une époque où nous avons vu, où nous voyons des hommes qui ne sont Rois qu'en souvenir, qui se sentent Rois du passé, nous ne comprenions pas celui qui, sur la croix, se sentait Roi de l'avenir ; et pourtant tous les Rois de l'Europe se disent Rois *chrétiens*, et non juifs ou païens.

Quelques mots encore, et j'ai fini. Celui qui répondait aux pharisiens : « *Dès à présent* le *royaume de Dieu* est au dedans de vous ; » celui qui disait à ses disciples : « Il y en a quelques-uns de ceux qui sont ici qui n'éprouveront point la mort qu'ils n'aient vu arriver le *règne de Dieu* dans sa puissance ; pour vous, il vous est donné de connaître le mystère du *royaume de Dieu ;* » celui qui disait aux princes des prêtres et aux sénateurs du peuple juif : « Je vous dé-

clare que le *royaume de Dieu* vous sera ôté et qu'il sera donné à un peuple qui en produira les fruits ; » celui qui, satisfait de la réponse d'un docteur de la loi, lui disait : Vous n'êtes pas loin du *royaume* de Dieu ; » celui qui comparait les enfants du *royaume* de Dieu au bon grain et le *royaume* de Dieu au levain mêlé dans la farine, *jusqu'à* ce que *toute* la pâte soit levée ! qui recommandait de chercher le *royaume de Dieu* premièrement, et qui le promettait à ceux qui feraient la volonté de son père ; qui annonçait qu'il enverrait ses anges pour enlever *hors de son royaume* l'ivraie ; qui signalait combien il était difficile au riche d'entrer dans le *royaume de Dieu;* qui s'écriait : « Il n'y a point de plus grand prophète que Jean-Baptiste, mais celui qui est le plus petit dans le *royaume de Dieu* est plus grand que lui ; » qui disait encore : « Laissez aux morts le soin d'enterrer les morts ; — mais pour vous, allez annoncer le *royaume de Dieu;* — quiconque regarde derrière soi n'est pas propre au *royaume de Dieu ;* — le *royaume de Dieu* s'est approché de vous ; — si c'est par le doigt de Dieu que je chasse les démons, il est donc visible que le *royaume de Dieu* est venu jusqu'à vous ; — cherchez pre-

mièrement le *royaume* et la justice de *Dieu,* et tout le reste vous sera donné par surcroît ; — ne craignez point, petit troupeau, car il a plu à votre père de vous donner *son royaume;* — la loi et les prophètes ont duré jusqu'à saint Jean ; depuis ce temps-là le *royaume de Dieu* est *annoncé* aux hommes et chacun fait effort pour y entrer ; — personne ne quittera, *pour le royaume de Dieu,* ou sa maison, ou son père, ou sa mère, ou ses frères, ou sa femme, ou ses enfants, qui ne reçoive, *dès ce monde*, beaucoup davantage, *et dans le siècle à venir* la vie éternelle ; — lorsque vous verrez arriver ces choses, sachez que le *royaume de Dieu* est proche ; — je vous dis en vérité que cette génération ne finira point que toutes ces choses ne soient accomplies ; je ne mangerai plus la pâque, je ne boirai plus du fruit de la vigne, *jusqu'à* ce que le *règne de Dieu soit arrivé ;* — je vous prépare *le royaume* comme mon père me l'a préparé, afin que vous mangiez et buviez à ma table dans *mon royaume;* » enfin, celui qui a enseigné au monde la prière que le monde répète depuis dix-huit siècles : « *Que votre règne* arrive, que votre volonté soit faite *sur la terre* comme au ciel, » celui-là a dû dire, en marchant

vers la croix : « *Mais maintenant* mon royaume n'est pas d'ici ; » car le royaume annoncé avant sa naissance, préparé par toute sa vie, n'a été ouvert que par sa mort même à l'humanité, à qui il a donné espoir, mission et puissance de le *réaliser sur la terre*. Aussi, est-ce dans la mystérieuse apparition au sépulcre qu'il est dit: « Toute puissance m'a été donnée dans le ciel et sur la terre. »

Mais, quoi ! me prendra-t-on pour un copiste de Bellarmin et de de Maistre ? Dieu m'en garde ! il ne s'agit plus pour Pilate, aujourd'hui, au dix-neuvième siècle, *maintenant,* de savoir, comme au temps de Jésus, si Jésus veut détrôner César et s'il se dit le Roi du monde ; il ne faut plus voir, comme au temps de Charlemagne, dans le Pape et l'Empereur, portant l'un et l'autre le glaive, les deux moitiés militantes d'un monde de guerre ; enfin la question n'est plus, comme au temps de Louis XIV et de Bossuet, de savoir si l'Église doit dominer l'État, ou l'État dominer l'Église ; — il s'agit d'avoir enfin conscience que Dieu est incarné en nous, êtres imparfaits, mais progressifs, en NOUS TOUS, et de le sentir, *maintenant,* dans l'État comme dans l'Église, dans les Rois et les peuples comme

dans le Pape et les prêtres, sur la terre comme au ciel ; il s'agit de réaliser enfin pacifiquement l'unité de la famille humaine, révélée par Jésus, enseignée par l'Église, préparée par le monde, combattue par tous les priviléges de race, de de caste ou de secte. Pour une pareille œuvre, arrière les théologiens qui disent : « Nous sommes seuls les membres du corps du Christ ; vous autres, vous n'en êtes que le vêtement et la chaussure ! » Arrière aussi les politiques qui disent : « Que le Christ reste dans son sanctuaire ; il n'est pas de ce monde ! » car ces théologiens et ces politiques ne sentent pas que l'Homme-Dieu porte encore sa croix, et qu'il souffre, abreuvé de fiel, accablé de misère, dans les entrailles du peuple, dans celles des Rois, et plus encore peut-être dans celles des prêtres.

J'ai l'honneur d'être, etc., etc.

P. E.

CCCLe LETTRE

A M. EDGAR QUINET

PROFESSEUR AU COLLÉGE DE FRANCE

Paris, octobre 1844.

Pardonnez-moi, mon cher monsieur, si je ne vous ai pas encore remercié de l'envoi que vous m'avez fait de votre excellent livre : je ne voulais vous écrire qu'après vous avoir lu, et cela m'avait été jusqu'ici impossible. Enfin, hier, j'ai profité de toute ma journée pour lire d'esprit et de cœur votre œuvre, qui m'a donné double pâture.

Vous savez tout ce que j'admire dans la noble guerre que vous faites au passé, et vous me connaissez désireux de vous voir poser et développer les bases de la paix future. Cette fois-ci, comme vous le dites vous-même, vous avez marqué plus nettement les fondements réels, et montré plus clairement les indices de l'avenir. Cependant vous me savez déjà si exigeant, que vous me permettrez de réclamer plus de net-

teté, plus de clarté encore pour votre œuvre prochaine.

Vous êtes maître, non-seulement de votre auditoire, mais du monde pensant; vous êtes donc LIBRE. A mesure que vous avancez dans votre apostolat, son côté militant, destructif, prend et prendra une importance relative moins grande, à l'égard de son côté organisateur, fondateur, créateur. Souvent, je dis qu'il serait bien désirable pour l'Algérie que l'hercule qui la gouverne déposât pendant une année seulement sa massue pour *empoigner* la charrue; cette activité merveilleuse qu'il a déployée pour la guerre, que de choses ne pourrait-elle pas faire pour la paix? J'en dis autant de cette guerre que vous faites si bien.

Cette nécessité d'achever ce que le siècle précédent a si bien commencé, *d'achever* ce qui meurt (vous le démontrez clairement) depuis plusieurs siècles, cette nécessité est sentie généralement; vous en avez la preuve par l'accueil que reçoit votre parole, par le retentissement que lui donnent les journaux qui ont le plus de publicité. Il me semble que vous devez être effrayé quelquefois de ce succès, car l'histoire vous a appris, et vous rappelez sans cesse à vos

auditeurs, que les apostolats ne se font pas aux applaudissements de la foule.

Votre réhabilitation du XVIIIe siècle me paraît de nature à faire naître en vous cette crainte. En effet, comment concilier votre admiration pour les premiers chrétiens avec votre admiration pour la philosophie du XVIII[e] siècle? — Pendant que ces premiers chrétiens mouraient au cirque, il y avait aussi des philosophes qui turlupinaient Jupiter et les augures, comme Voltaire le Christ et ses prêtres. Sans les philosophes, même sans les éclectiques, il serait difficile de se rendre raison de l'apparition et du progrès du christianisme; mais enfin il y a là deux œuvres distinctes : l'une destructive, mais préparatoire et déblayante ; l'autre constructrice et bâtissante, pleine de vie et d'avenir. Des deux côtés c'est bien l'humanité, inspirée par le même Dieu qui donne la MORT et la NAISSANCE ; mais, encore une fois, ce sont deux *opérations distinctes*, pour l'homme et en Dieu même.

Ceci m'amène à vous faire remarquer que votre admirable portrait de Voltaire se rapproche d'un portrait qui pourtant vous fait horreur. Il fallait, dites-vous, que l'Église fût punie de ses crimes par les flagellations de l'esprit ; Voltaire

est l'ange d'extermination. — Vous avez bien raison, Voltaire est le bourreau. Sans doute, celui qui punit, flagelle, extermine, joue un grand rôle dans le monde; de Maistre, qui le sentait, l'a mal dit; vous, qui le sentez aussi, le dites bien, parce que de Maistre n'a senti que l'instrument aveugle, et vous l'instrument intelligent des corrections de la justice divine. Mais Dieu ne corrige pas toujours; tous ses anges ne sont pas *exterminateurs ;* la justice n'est pas même l'expression suprême de son infinité; c'est l'amour, qui est l'essence de vie universelle, comme c'est lui qui est l'âme de l'homme.

Qui n'aime pas en frappant est un BOURREAU. Le XVIIIe siècle n'a pas pu aimer ses *victimes,* de même que les premiers siècles de notre ère n'aimaient pas leurs *martyrs*; le passé contre l'avenir a ses Dioclétien, ses Julien même; l'avenir contre le passé a ses Diderot, ses Voltaire, comme il a eu son Robespierre.

Ils sont grands ces bourreaux de l'humanité, ce sont même des héros, et Napoléon est le dernier rejeton de cette race sublime; mais pourquoi donc ne pas classer, comme en botanique, dans toute science naturelle, les espèces et les genres? Pourquoi faire de Voltaire un saint Paul,

un révélateur, un Christ peut-être? Pourquoi donner aux philosophes un nom qui, de leur vivant, les eût fait rire? Pourquoi en faire des hommes RELIGIEUX?

Ce grand mot de religion, si on l'applique à toutes les époques de l'humanité, à toutes les grandeurs du génie, à tous les héros, autant le supprimer de la langue.

Que le Christ et Moïse, que Mahomet et Luther lui-même forment au moins une variété dans l'histoire de l'humanité; Platon et Aristote, Voltaire et Rousseau en formeront une autre, où n'entreront point saint Athanase, saint Ambroise, saint Jérôme, saint Augustin. Sans cela, pas d'histoire; panthéisme confus.

Quand des sauvages intelligents commencent à se dégoûter de leurs fétiches dont ils découvrent le mensonge et la faiblesse, ils les battent, les cassent et les foulent aux pieds; mais on n'appelle pas cela fonder une religion, révéler au monde une foi nouvelle; c'est une négation, voilà tout; et il en faut deux pour l'affirmation; il faut que des hommes viennent, comme disait de Maistre, qui mettent fin à ce siècle de destruction, et lui disent : Tu es toi-même faible et menteur !...

Comment avez-vous pu, lorsque vous reconnaissez vous-même que Voltaire est passé de Goëthe à Byron, à Hégel, chercher à le ramener triomphant en France, dans la nation avant-garde de l'humanité! Que les Allemands en soient encore là, c'est tout simple; il y a bien entre eux et nous, pour la grande marche de l'humanité vers Dieu, un bon siècle de distance. Pourquoi d'ailleurs, vous qui aimez tant l'*avenir,* vous passionner ainsi pour *ce passé* qui est un *présent* pour l'Allemagne, et qui sera demain *le présent* de la malheureuse Espagne? Il faut, sans doute, que Voltaire *extermine* le protestantisme allemand, et il *exterminera* le catholicisme espagnol; mais en France, pour souffler sur la poussière du cadavre que Voltaire y a fait, nous n'avons plus besoin que d'aspirer l'avenir.

Votre cours est sur l'*Église romaine et la société moderne*, et pourtant l'homme le plus moderne, dans votre livre, c'est, je crois, Châteaubriand, qui, avec Rancé, creuse sa tombe, d'où sortiront ses mémoires! Je ne sais pas si vous vous rappelez que j'écrivais à Heine de signaler au monde l'espoir de l'avenir dans la génération vivante. C'est là vraiment la société

moderne qu'il faut mettre en présence de l'Église romaine, si vous voulez que celle-ci recule et s'effraye, car elle n'a pas peur des fantômes, elle a assez joué avec leurs osselets.

Ne savez-vous donc pas qu'au moment où Napoléon se faisait sacrer César par le Pape, Saint-Simon se préparait déjà à écrire : « Le meilleur théologien est celui qui fait les applications les plus générales du principe fondamental de la morale divine ; le meilleur théologien est le véritable Pape, il est le vicaire de Dieu sur la terre. Si les conséquences que je vais vous présenter sont justes, si la doctrine que je vais exposer est bonne, c'est au nom de Dieu que j'aurai parlé. »

A la même époque, Fourier, au milieu de la *guerre universelle,* rêvait déjà la société d'*harmonie universelle.*

Entre le XVIII[e] siècle et nous, entre les anciens et les modernes, ces deux hommes creusaient un abîme, ils mettaient fin, en France, à ce siècle qui durait toujours, à ce siècle de destruction. Eux seuls, à côté de Napoléon qui badigeonnait du VIEUX, qui faisait des barons et des évêques, eux, les premiers, ont parlé de faire du *neuf.* Sans eux (ou tous autres à leur place)

nous chanterions Collé, Vadé et Parny comme sous le Directoire, ou la *Marseillaise* comme en 93, avec accompagnement de guillotine ou de canon; ou bien nous servirions la messe comme au bon vieux temps; ou bien enfin nous lirions la *Pucelle* et peut-être *Horace*, ce livre des hommes de goût dégoûtés.

Sans eux, mon cher Quinet, vous ne nous diriez pas les bonnes choses que vous nous dites, car celles-là, soyez en sûr, vous ne les avez pas apprises dans Voltaire.

La société moderne! mais, bonne ou mauvaise, qui donc a donné, même à M. Guizot et au Roi, « la paix partout, la paix toujours? » qui donc a créé cette société d'argent, à la place de la société de fer de Napoléon et de la Convention? Attaquez, bafouez les pères de cette *société moderne*, si vous trouvez qu'elle pue la paix et l'industrie; mais ce n'est ni Voltaire, ni Rousseau, ni Napoléon, qui ont fait *ce monde*.

Les premiers chrétiens ont aussi été accusés de *pourrir* le vieux monde romain, parce qu'ils enfouissaient ce fumier sous la terre où ils jetaient à pleine mains la semence des générations futures. Les philosophes disaient que saint Paul déraisonnait; les hommes d'État, qu'il était un

pertubateur; les femmes, qu'il était très-immoral.

Oui, le sentiment de paix, d'association entre tous les peuples, de justice pour tous les lieux et tous les temps; le besoin de *réaliser* d'une manière positive, et non par le mot seul, la fraternité humaine; la passion d'améliorer effectivement et administrativement le sort moral, physique et intellectuel du peuple, ont trouvé des organes puissants, alors que tous les grands du monde jouaient à la bataille, faisaient des veuves et des orphelins, et traitaient le prolétaire comme chair à canon.

Voici donc les vrais pères de la société moderne; reste à savoir qui est, et ce qu'est cette société.

Vous dites qu'en Espagne on ne demande pas que le clergé creuse les canaux et construise des manufactures; on a bien raison; mais les prêtres de Thèbes *faisaient* creuser des canaux, ceux de la Judée *présidaient* à l'agriculture; ceux de l'avenir, soyez-en sûr, *béniront* les drapeaux de l'armée des travailleurs, comme les prêtres du Dieu des armées destructives bénissaient ceux de César. Ils aimeront et connaîtront le travail pacifique, ils feront transformer le fer

de lance en soc de charrue, et ce sera là un beau travail de l'âme.

Or, pour cela que faut-il ? Que l'enseignement et l'éducation tournent le cœur, l'esprit et les bras vers la PRODUCTION et non vers la *destruction* des autres et de soi-même, comme l'ont fait jusqu'ici tous les CLERGÉS et tous les ÉTATS ; car toujours les États ont cru avoir un ennemi *en dehors d'eux*, et les clergés ont enseigné aux hommes qu'ils avaient *en eux-mêmes,* dans le cœur humain, un ennemi, un démon à combattre.

Le monde a vécu jusqu'ici sous l'empire de la doctrine des deux *principes ennemis ;* la révélation nouvelle, c'est l'UNION de *deux principes amis,* du moi et du non-moi, de la patrie et de l'étranger, du passé et de l'avenir, du devoir et de l'intérêt, en un mot, des deux faces de toute existence dans le sein de la vie universelle.

C'est là ce qui a engendré le monde moderne; telle est la vraie doctrine universelle, parce qu'elle est *pacifique* et fécondante; c'est là l'esprit qui se promène aujourd'hui sur le monde et l'électrise mystérieusement, à l'insu de presque tous.

Lorsque M. Thiers écrivit sa belle thèse pour l'État contre l'Église, à propos de l'enseigne-

ment, il n'y manqua qu'une seule chose, mais capitale, et dont l'absence ne fait de ce rapport qu'une habile parole, un vain bruit. Cette chose, c'est *ce qu'il faudrait enseigner* à la société moderne, pour avoir le droit de faire la leçon à ses enseigneurs anciens.

En d'autres termes, tant qu'on n'osera pas aborder avec l'Église les questions de dogme, on divaguera.

Comme le disait autrefois un ami : *On ne comprend pas Dieu quand on ne comprend pas la trinité.*

Que M. Thiers laisse passer la *trinité*, cela ne m'étonne pas, parce qu'il veut être ministre, et non point ministre du *Seigneur Dieu;* mais vous qui n'avez pas cette ambition mesquine, vous qui n'avez pas pour auditeurs des députés, et qui devez chercher partout des *élus*, mais des *élus de Dieu*, arrivez donc hardiment au *dogme*.

Comment entendez-vous le *Père*, le *Fils* et le *Saint-Esprit*? Toute la question est là.

Aussi finirai-je là ma longue lettre. Pour vous écrire ainsi, il faut que je compte bien sur votre amitié, car je crois vous donner, par la liberté

que je prends avec vous, une grande preuve de celle de votre tout dévoué.

P. E.

CCCLI^e LETTRE

A M. le comte B.

Paris, octobre 1844.

Monsieur le Comte, nous avons commencé hier notre connaissance par une question bien grave que vous avez soulevée ; elle était si grave, qu'il m'a paru nécessaire de me réserver d'y répondre plus tard, si j'acquérais la conviction, largement acquise dans les quelques heures suivantes, qu'il n'y avait pas de question assez haute pour vous être étrangère, et que les plus hautes vous étaient le plus chères et familières.

Il s'agissait entre nous de la *procession des trois personnes, le Père, le Fils et le Saint-Esprit.*

D'abord, comment pourriez-vous croire qu'une

question théologique ou métaphysique qui a été si longtemps discutée par les plus grands hommes d'une grande époque, et qui, plus tard, par des solutions différentes, divisait des nations, ces nations prenant dès lors des allures et des formes sociales différentes, comment pourriez-vous croire, dis-je, que ces questions ne recouvrent point les plus hauts mystères du *cœur*, de l'*esprit*, et même du *corps* humain?

Si, comme j'en ai la conviction, dans la pensée des élaborateurs du dogme chrétien, les attributs de l'être divin n'ont jamais été autre chose que les attributs de l'être fini, divinisés; si les Pères de l'Église, si le Christ lui-même, ont donné simplement, c'est-à-dire divinement, la vie aux entités ontologiques des philosophes; si saint Augustin, par exemple, savait son Platon sur le bout du doigt et jouait avec sa trinité philosophique en la transformant dans sa grande âme de prêtre, c'est-à-dire en la rendant populaire; si je le vois dogmatiser sur le SAVOIR, le VOULOIR et le POUVOIR, en même temps qu'il dogmatise sur le *Père*, le *Fils* et le *Saint-Esprit*, alors il me semble que je comprends l'importance de l'ordre selon lequel se règle la *procession* des trois formes de la vie humaine et divine.

Supposez qu'à une époque de l'histoire de l'humanité les peuples aient eu besoin d'avoir à leur tête les hommes d'*action*, à une autre époque les hommes de *science*, à une autre les hommes de *cœur;* il est clair qu'à chacune de ces époques ces peuples auraient vécu sous l'empire d'une solution différente du dogme universel, selon une procession différente des attributs de l'être social et de l'être divin.

Si, pour vérifier et démontrer cette pensée, examinant, en effet, les peuples qui se sont divisés en croyances religieuses diverses, vous les voyez constitués politiquement sous la forme constitutive de leur Dieu, alors vous reconnaissez qu'il y a effectivement un lien entre ces solutions théologiques et la destinée des nations.

C'est ainsi que l'arianisme, pour n'avoir pas compris la trinité catholique, pour être resté plus ferme dans l'unité de Moïse, a préparé l'Orient à l'unité autocratique de Mahomet, à l'unité du *livre* et du *sabre*, à l'absorption du *savoir* et du *vouloir* dans le *pouvoir*. C'est ainsi encore que le schisme grec a constitué une société chrétienne, dans laquelle la personne du Christ, l'humanité, le peuple, n'étant *reliée* que par celle du *Père* à celle du *Saint-Esprit*,

est restée esclave, au-dessous d'une autre unité autocratique, véritable absorption du *savoir* et du *vouloir*, de la science et de l'industrie dans le *caprice* du Czar.

L'union religieuse des peuples qui forment l'humanité exige donc une entente sur le dogme aussi bien que sur la discipline. Il ne s'agit pas seulement, comme vous le pensez, de l'autorité religieuse du Pape; là n'est pas le seul, ni même le principal obstacle.

Je dis que le papisme n'est pas le principal obstacle; parce que, de toutes les solutions, celle du catholicisme me paraît la plus avancée, quoiqu'elle ne soit pas, selon moi, parfaite, quoique l'avenir ne lui appartienne pas. Le papisme ou catholicisme, en divisant le monde en deux parts, celle de l'esprit et celle de la chair, a mis d'une part le *savoir*, et de l'autre le *pouvoir*. A l'Église, la science de Dieu le Père; à César, la puissance sur le monde des chrétiens.

Telle est la division de la vie catholique; mais le lien entre les deux termes de ce dualisme est resté mystérieux; le Saint-Esprit est resté voilé, il n'a pas eu de représentant dans ce monde catholique; le *vouloir*, le bon-vouloir, lien du *savoir* et du *pouvoir*, n'est pas constitué. Vous

savez pourtant que, selon les docteurs, le Saint-Esprit procède du Père et du Fils, et qu'il est leur lien. Vous savez aussi que, selon le papisme, l'apparition, la venue promise du Saint-Esprit a eu lieu, et qu'il s'est montré aux apôtres pour ne plus revenir. Là est, selon moi, l'erreur du papisme; mais je crois qu'il partage celle-ci avec toutes les communions chrétiennes, sauf peut-être les *millénaires*.

L'Église papale, fondée pour *enseigner* le monde, non pour le *gouverner* (c'est là sa foi dogmatique), a donc eu, comme autorité religieuse, *sa volonté*, tandis que César, qui devait le gouverner, avait la *sienne*. Le Saint-Esprit, dogmatiquement, doit être un lien; mais pratiquement, en fait, ce lien a sans cesse été coupé en deux, et à force de rattacher les deux bouts, les Églises et les trônes se sont divisés et dissous. Ni Rome ni César n'ont pu garder leur empire; le protestantisme d'une part, et l'esprit révolutionnaire de l'autre, ont réduit en poussière ces deux grandes figures, ces deux personnes suprêmes du dualisme catholique, le Pape et l'Empereur, le Père et le Fils.

Où est le lien qui pourra les réunir, les reconstituer, redonner la vie à l'enseignement et

au gouvernement des hommes, les *relier?* Où sont les apôtres de la religion nouvelle?

A cette demande, Monsieur le Comte, je désire qu'un jour vous puissiez répondre que vous connaissez des hommes qui ont cette grande passion, cette religieuse ambition dans l'âme. Si vous pensez aujourd'hui que ces hommes ont du *savoir*, qu'ils portent en eux la faculté de *pouvoir*, soyez certain qu'ils ont par-dessus tout le *bon-vouloir* qu'il est si rare de trouver aujourd'hui, dont vous doutez souvent, je le crois, vous-même, dans les autres, mais qui pourtant n'est point aujourd'hui, comme dans la Genèse, porté sur les eaux; il se meut dans le monde.

Au siècle dernier, un Russe qui venait à Paris voulait dîner avec Voltaire, Diderot et d'Alembert, et là, sans s'en douter, on préparait la révolution française, en écrasant l'infâme, en plaisantant sur la Trinité, sur tous les dogmes, c'est-à-dire sur toute la SCIENCE du passé; c'était même ce qu'on appelait faire de *l'histoire.* En faisant cette méchante histoire, on enfantait réellement un avenir de guillotine. Votre empereur Paul a senti cela; votre empereur Alexandre l'a compris; je crois que votre empereur Nicolas le sent et le comprend, et qu'il peut, ce que n'ont

pu ni Paul ni Alexandre, mettre fin en Europe, dans la chrétienté et dans le monde entier (car l'islamisme lui-même raille Allah), au siècle de Voltaire.

Ce ne sera pas, comme Paul, en le niant; comme Alexandre, en le combattant; ce sera en fixant les yeux sur le siècle qui doit le suivre; ce sera en cessant de lutter contre le passé, et en embrassant l'avenir.

Vous le voyez, Monsieur le Comte, on rencontre aujourd'hui à Paris ce qu'on n'y aurait pas trouvé au temps de Catherine. De Maistre écrivait près du palais de Paul; moi-même je suis parti de la capitale d'Alexandre, de ce chef de la sainte alliance des rois, pour venir me jeter dans la mansarde où trônait le chef de la sainte alliance des peuples et des rois, Saint-Simon; enfin, hier, vous et un serviteur fidèle de votre empereur, vous avez affectueusement dîné et causé avec des hommes que la France condamnait naguère à la prison et repoussait de son sein, comme immoraux et brouillons politiques : c'est que le temps a marché, c'est que l'ESPRIT s'avance vers la Russie aussi bien que vers la France; c'est aussi que vos trois empereurs ont suivi ce mouvement des âmes; Paul et de Maistre sont con-

temporains; Alexandre et Saint-Simon le sont aussi, et je suis né la même année que votre grand empereur.

Songez, Monsieur le Comte, que vous aviez hier auprès de vous, à votre droite, un serf de l'industrie française, et à votre gauche un des aristocrates de cette industrie; tous deux unis dans un même esprit de paix et d'association, d'ordre et de liberté. Là, vous avez vu que nous ne préparions pas au monde une révolution destructive, mais une évolution féconde.

Que vous nous considériez comme des instruments nécessaires d'un événement décrété sans nous par la Providence, ou par la force des choses; que vous ne reconnaissiez pas en nous la puissance d'apprendre à l'humanité l'air qu'elle doit jouer sur le clavier divin, toujours est-il que vous avez entendu hier un air nouveau, chanté par le prolétaire Vinçard, air qui ne ressemble ni à la *Marseillaise,* ni aux chants qu'on apprenait à l'école du XVIIIe siècle.

J'espère, Monsieur le Comte, que vous garderez le souvenir de cette soirée, heureuse pour moi, puisqu'elle m'a procuré le plaisir de faire votre connaissance. Recevez, je vous prie, la nouvelle expression des sentiments que m'ont

fait éprouver, pour votre personne, la profondeur et la variété de vos connaissances, la haute portée de votre intelligence, et l'élévation de cœur qui nous a tous frappés et charmés, en vous et dans votre ami. C'est une belle soirée de Paris que vous nous avez donnée, en échange des belles soirées que de Maistre donnait à Saint-Pétersbourg.

Agréez, Monsieur le Comte, l'assurance de ma haute estime et de mon parfait dévouement.

P. E.

Entre la lettre qui précède et celle qui va suivre, se place, dans l'ordre des dates, un billet d'Enfantin à Victor Hugo, avec la réponse du poëte.

A VICTOR HUGO

17 janvier 1845.

Quelle admirable parole Dieu vous a inspirée ! Voici donc enfin l'antique invocation aux muses transfigurée en une réalité vivante qui fait battre le cœur ; voici les vieilles litanies de la Vierge,

même la Vierge-mère, dépouillées de leur mysticisme et revêtues de poésie sensible.

Par vous, poëte et prêtre à la fois, le Verbe-mâle de Dieu va pénétrer au sein qu'il féconde en toute éternité : La femme recevra de vous cette révélation nouvelle de sa propre destinée; elle en bénira son enfant dans ses entrailles; elle l'en ondoiera à sa naissance ; elle l'en baptisera pour la communion future. — Vous engendrez l'avenir!

Gloire et amour à vous.

P. E.

RÉPONSE DE VICTOR HUGO

19 janvier 1845.

Votre parole si douce et si noble me touche plus que je ne puis dire.

Vous êtes de ceux vers lesquels ma pensée était le plus intimement tournée pendant que je parlais.

Qui a creusé le sillon plus profondément que vous?

C'est du fond de l'âme que je vous glorifie.
C'est du fond du cœur que je vous remercie.

V. H.

CCCLII[e] LETTRE

A M. MICHELET

PROFESSEUR AU COLLÉGE DE FRANCE

Lyon, 28 février 1845.

Mon cher monsieur, laissez-moi vous appeler ainsi, quoique je n'aie pas eu encore le bonheur de vous serrer la main et de vous dire l'affection et l'estime que depuis bien longtemps j'ai pour vous. J'ai reçu à Paris votre dernier ouvrage; j'étais alors souffrant, malade; je n'ai pas voulu le lire en si mauvaise disposition; un voyage à Lyon m'a remis sur pied, et j'ai trouvé l'ami Arlès lisant ce volume, que vous lui aviez aussi envoyé. Nous l'avons lu ensemble, et aujourd'hui je puis vous en remercier pour lui et pour moi.

Je ne sais si Quinet vous a montré ce que je lui ai écrit sur la grande œuvre que tous deux vous accomplissez. En voici le résumé : vous préparez le terrain pour l'édifice nouveau, avec un courage et un talent admirables; mais il me tarde de vous voir l'un et l'autre commencer à bâtir, à poser les bases visibles, sensibles pour tous, les bases de ce monument d'avenir qui doit s'élever sur les ruines de celui du passé.

Je suis loin de prétendre que, contre des tentatives aveugles de restauration, de résurrection, il ne faille pas encore employer la sape et la hache, et qu'à ce terrible service les plus mâles courages ne soient pas nécessaires ; mais n'est-il pas évident, pour vous comme pour moi, que tout ceci mène prochainement à un examen du principe sous l'empire duquel le passé a vécu et vit encore, et à l'énoncé de celui sous lequel l'humanité veut et doit vivre désormais et qu'elle contient en germe dans son sein? Ne s'agit-il pas, en deux mots, de déposer le dogme du passé et de poser celui de l'avenir?

Discuter entre Jésuites et Université, entre Lacordaire et Villemain, de Ravignan et de Salvandy, Bautain et Cousin, évêques et conseil d'État, c'est bien, c'est fort bien; mais pour savoir qui, des

prêtres ou de l'Université, de l'Église ou de l'État, doit enseigner la génération actuelle, il me semble qu'il faudrait d'abord dire ce que cette génération a *besoin* d'apprendre. Je suis convaincu qu'alors on verrait que prêtre et Université sont à peu près autant l'un que l'autre hors de la voie du présent qui mène à l'avenir, qu'ils barbotent également dans l'ornière du passé. Je crois aussi que tous deux auraient à profiter, si l'on montrait clairement, à eux et au monde, qu'il y a autre chose à enseigner que ce qu'ils enseignent, et qu'ils doivent l'enseigner autrement qu'ils n'enseignent leur vieille doctrine des clercs, tonsurés ou non, du passé.

Est-ce à dire que je crois possible et utile d'opposer aujourd'hui au catéchisme de l'Église un catéchisme improvisé, et même de remplacer la *Grammaire de Lhomond* par une grammaire nouvelle? Je suis plus modeste et en même temps plus ambitieux; je crois tout simplement et très-orgueilleusement qu'il faut aborder la trinité religieuse, Père, Fils et Saint-Esprit, et le dualisme politique et religieux qui divise le monde en deux camps ennemis, le monde sacré et le monde profane, et en général tous ces duels d'entités rivales, dans lesquels il s'agit toujours

jusqu'ici, pour chacune d'elles, de la mort de l'autre.

Sans cela, comme le catholicisme est l'expression fidèle de son dogme ; comme la politique chrétienne repose sur l'antagonisme de deux principes contraires, par essence et nature ; comme le principe qui régit généralement encore chaque individu est un principe de lutte de lui contre ce qui n'est pas lui, que dis-je, de lui contre lui-même, il est impossible d'arriver à autre chose qu'à tuer ou être tué, mais non point à donner la vie, ou du moins on ne la donne alors que machinalement, et, pour ainsi dire, par hasard, c'est-à-dire par providence.

Sans doute, le passé doit mourir ; mais doit-il être tué, l'être volontairement comme le supposaient et le pratiquaient certaines croyances antiques ? Je pense que l'avenir réprouvéra cette foi barbare, et qu'il posera en principe que, dans la vie présente, le passé s'endort, de même que l'avenir s'éveille, *entouré* de l'*amour de ce qui est*. J'aime à penser que le grand-père embrassera une dernière fois avec amour son petit-fils, en présence du père et de la mère, qui sont à lui-même ses propres enfants.

Dans tout ceci, je ne trouve place ni pour le

fils ni pour le petit-fils égorgeant leur père ou grand-père, celui-ci fût-il tombé en démence ou en enfance; l'initié ne doit plus tuer l'initiateur.

J'ai foi que ce qui manque avant tout au clergé actuel, à quelque communion qu'il appartienne, c'est la révélation de ce que peut et doit être l'homme futur, l'humanité. Tant qu'on ne mettra sous ses yeux que l'homme qui fut ou même celui qui est, le prêtre aura toute raison de croire qu'il a, plus que qui que ce soit, le secret de la bonne *direction* de cette âme.

Où allons-nous? allons-nous où l'Église croit que nous allons? Toute la question est là. Or, où l'Église croit-elle et dit-elle que nous allons? Est-ce à l'anéantissement de la chair, par exemple, ou bien à la réhabilitation, régénération et sanctification de la chair? Tous les chrétiens, en tant que chrétiens, répondront (sauf quelques exceptions, interprètes rêveurs de quelques paroles obscures des vieux livres), tous répondront : « La chair retourne au néant d'où elle est sortie; la vie est un temps d'épreuves pour l'esprit; la terre une vallée de larmes, un lieu d'expiation, de mortification et de détachement, de pourriture, pour la chair corruptible, corrompue et corrompante. »

De ce principe très-élémentaire ressort non-seulement une règle pour la conduite morale de chacun, mais encore une règle pour les relations du monde spirituel avec le monde temporel, par conséquent un concordat entre le sacré et le profane, dans lequel celui-ci, à son insu même, consent d'avance à sa déchéance future. Dès qu'il a signé, ce n'est plus qu'une affaire de *temps*. Et il en résulte encore, même dans le sein du monde temporel, un code de droits et de devoirs, par lequel les hommes de l'*esprit* exploitent les hommes de la *chair*, au lieu de s'ASSOCIER entre eux; de sorte que l'histoire de l'humanité chrétienne a été la *compression*, dite sacrée, du *fait* par le *droit*, ou la *révolte*, dite profane et même impie, du *fait* contre le *droit*.

Quand La Fayette a dit : L'insurrection est le plus saint des devoirs, il a tout simplement *retourné* le dogme, il ne l'a pas *renouvelé*. Toutes les époques régulières et révolutionnaires du passé sont les deux formes d'une même formule d'antagonisme, écrite de gauche à droite ou de droite à gauche : antagonisme de famille à famille, de caste à caste, de peuple à peuple. La famille, la caste, le peuple qui se prétendait un *droit*, exploitait la famille, la caste, le peuple

qui n'était qu'un *fait*, jusqu'au moment où ce *dernier* pouvait dire : Bienheureux les derniers, car ils sont devenus les premiers ! et le fait nouveau détrônait le vieux droit.

Dans ces évolutions successives, sans doute l'humanité en masse a beaucoup gagné ; elle a gagné de comprendre progressivement, par une suite de transactions de plus en plus larges et généreuses entre le fait et le droit, que pour l'homme, être *fini*, il n'existe pas de droit tellement *absolu* qu'il ne puisse et ne doive être modifié par un fait NOUVEAU, ou simplement *croissant*.

En même temps, à chaque évolution, l'accès du pouvoir social devenait plus facile à tous ; et cependant, nous en sommes encore à chercher aujourd'hui une définition de ce que doit être moralement, religieusement, le POUVOIR ; de sorte que les sociétés n'ont pas cessé d'être des *exploitations* de gouvernés par gouvernants, de serviteurs par maîtres, au lieu d'être des ASSOCIATIONS.

Et le mariage lui-même, et la famille, grand Dieu ! n'est-ce pas toujours l'exploitation de l'un des conjoints par l'autre, ou des enfants par les parents, ou des parents par les enfants ?

L'humanité touche cependant à cette grande transformation de l'antagonisme en association; mais pour qu'elle entre dans cette voie, il faut que les âmes d'élite lui fassent sentir qu'en effet tous ces dualismes, entre lesquels l'être fini se trouve nécessairement ou divinement placé, sont harmoniques et non point hostiles.

C'est donc une révision de ces arrêts des grands conciles qu'il faut faire; c'est un nouvel examen de la procession entre les trois personnes de la trinité; c'est un symbole de foi à préparer, un *Credo*, une nouvelle définition de la vie.

Entre un philosophe qui dirait : La vie est l'*association* du moi et du non-moi (amour), et celui qui prétendrait que c'est l'*exploitation* du non-moi par le moi (égoïsme), ou bien encore celui qui dirait : C'est l'*exploitation* du moi par le non-moi (humilité, servilité), certes la différence est grande; de même entre le moraliste qui dirait : Le mariage, c'est l'union par ÉGALITÉ de l'*homme* et de la *femme*, et celui qui dirait: C'est l'union par OBÉISSANCE de la *femme* à l'autorité de l'*homme*, la différence est aussi fort grande. Eh bien! en toutes choses, les premiers principes, selon leur nature, portent leurs con-

séquences. Alors, pourquoi s'étonner et se plaindre de ce qu'il y ait encore tant d'hommes qui prêchent aujourd'hui, les uns en y croyant eux-mêmes, les autres comme moyen d'exploitation, cette grande doctrine du détachement de l'âme des choses terrestres, et de l'obéissance passive du moi profane au non-moi sacré? Pourquoi reprocher au prêtre de détacher la femme de son mari, de ses enfants, de ses biens, et au Jésuite de faire du Jésuite même un cadavre, si on ne démontre pas que le dogme auquel ils obéissent en agissant ainsi n'est pas celui qui doit régner sur l'humanité nouvelle ?

D'ailleurs, mon cher monsieur, vous avez dit vous-même : « Une vieille femme, pour le laïque, est une vieille; pour le prêtre, c'est une femme. Où le monde finit, le prêtre commence.» Prenant au très-grand sérieux cette parole, j'ajoute : « Un vieux domestique, un vieux ouvrier, pour le laïque, est un instrument usé; pour le prêtre, c'est un homme; où le monde finit, le prêtre commence. » Ceci n'explique-t-il pas même pourquoi, au XIXe siècle, les églises sont pleines *de vieilles femmes, de domestiques, de prolétaires?*

Mais ce n'est pas tout; qu'est-ce donc que le

jeune garçon et la jeune fille pour le monde? Est-ce qu'on ne doit pas dire aussi, pour eux, que là où le monde n'a pas même commencé, le prêtre a déjà presque achevé? Est-ce que ce n'est pas lui, lui seul, qui, même aujourd'hui, enseigne à l'enfance à balbutier le nom de Dieu? Est-ce que ce n'est pas lui, lui seul, qui a DROIT, de par la volonté expresse du monde, de par le consentement au moins tacite du père, d'enseigner la morale au fils et à la fille?

Oui, mon cher monsieur, tout ce qui est trop vieux ou trop jeune pour garder ou prendre sa place dans le monde; tous ceux qui en sont repoussés ou délaissés parce qu'ils sont pauvres ou infirmes; en un mot, les faibles écrasés par les puissants trouvent encore dans le *prêtre* la consolation et l'espoir; car en les détachant de ce monde *ingrat, imprévoyant,* il les rattache à un *autre monde* de *grâce* et de *providence.*

Le prêtre conservera ce saint et glorieux privilége, par-dessus tous les philanthropes et philosophes humanitaires, tant que ceux-ci ne prêcheront pas, comme DOGME de ce monde même, comme loi de la terre et non point seulement comme loi du ciel, l'ASSOCIATION de la *vieillesse* et de l'*enfance* dans la famille; du *maître*

et de l'*ouvrier* dans l'atelier; du *gouvernant* et de *gouverné* dans l'État; tant qu'ils n'affirmeront pas que le temps est arrivé, MAINTENANT, où le règne de Dieu doit être réalisé *sur la terre* comme *au ciel*, et où chacun, quelle que soit sa naissance, doit être *honoré*, *rétribué*, *élevé* selon ses œuvres *passées*, *présentes* ou *futures*, c'est-à-dire a droit à la *retraite*, au *salaire*, à l'*éducation* qu'il *mérite*; enfin tant qu'ils ne confesseront pas que telle est la volonté de Dieu.

Vous avez reconnu vous être trompé pour avoir dit que des hommes mariés n'auraient pu élever ces églises gothiques, monuments sublimes, cette flèche de Strasbourg, etc. Mais vous paraissez croire qu'en montrant l'esprit chrétien dans ces pierres vivantes vous avez enseigné au clergé lui-même, qui ne l'a pas compris, dites-vous, ce que signifiaient ces pierres, et l'avez remis ainsi sur la voie de ce qu'il devrait faire aujourd'hui. En effet, vous avez puissamment réhabilité le passé, que le XVIII[e] siècle avait méconnu, et vous avez ainsi préparé l'avenir, qui ne peut s'établir que par la justice et non par la violence, par la *re-connaissance*, et non par l'*ignorance*. Mais si l'esprit chrétien n'était pas destiné à subir lui-même une transfiguration,

nous serions condamnés à voir se repeupler les cathédrales, comme elles l'étaient il y a six à huit siècles, car elles sont la fidèle expression du *dogme*, elles sont l'esprit chrétien pétrifié.

Eh bien! ce *signe de pierre* n'est plus un signe d'avenir, car l'esprit de Dieu ne doit plus être en dehors du monde, mais bien réellement dans le monde; car la matière, qui aspirait à la vie et la cherchait alors dans le *ciel*, la doit trouver aussi *sur la terre;* car la maison de Dieu cesse d'être un lieu de pénitence, d'expiation, de tristesse, de mort au monde, pour devenir aussi la maison du peuple, son lieu de COMMUNION avec les autres peuples, le centre de ses relations catholiques avec le monde. En un mot, la politique et la religion ne doivent plus être qu'une seule et même chose, le jour où le règne de Dieu n'est plus seulement dans le ciel, le jour où ses ministres sont vraiment aussi les ministres des intérêts de l'HUMANITÉ.

Oh! non! le temple de l'avenir ne sera pas une copie de ces sublimes et sévères cathédrales; celles-ci seront toujours admirables pour *détacher* l'esprit de la terre, pour le faire régner en maître dans le monde des sombres rêves, pour le mettre en rapport mystique de tristesse avec

ce qui fut et ce qui sera, mais non pour établir un lien réel, un lien joyeux et vivant entre l'homme et CE QUI EST. La MORT y règne d'une façon magnifique et sauvage, la VIE y reçoit un triste baptême de renonciation à elle-même ; et la communion, pour avoir été conçue par l'esprit chrétien comme l'union de l'homme à Dieu, détache l'homme de l'homme plutôt qu'elle ne les unit. Oui, dans la communion même, l'Église est parvenue à isoler les uns des autres tous ces convives de la sainte table; dans l'immensité de ce vase sacré, chacun sent son âme, comme les hosties au ciboire, séparée de celles de ses frères et seule en présence de son Dieu.

Quelque grande qu'elle soit, et même plus elle est grande, la cathédrale est la maison d'isolement; c'est le monument de l'individu, prêtre ou fidèle; c'est une cellule.

Prêtre ou fidèle, viens-je de dire, et je l'ai dit au singulier; c'est qu'en effet, lorsque je parcourais les vieux temples de l'Égypte, je voyais la place d'un peuple de prêtres et d'un peuple de fidèles; et dans ces vastes solitudes il me semblait voir encore ces deux peuples *agir,* se *mouvoir,* bien plus que *méditer* sur eux, prier pour

eux, songer à eux, ne voir qu'eux et leur Dieu. Ces temples, c'était le MONDE, leur monde à tous; et si quelques lieux secrets étaient réservés pour les initiés, si pour les prêtres le dogme avait une formule, et pour les fidèles une autre formule, au moins tous s'occupaient au temple de l'œuvre commune; et la pierre raconte aujourd'hui leurs travaux, leur histoire, leurs mœurs, leur société.

« Quelle demeure que cette Église! dites-vous. Quel hôte immense doit donc y habiter! » — Vous le voyez, pour vous aussi, Église vous fait songer à un *homme;* dans l'avenir, ce mot fera songer surtout à HUMANITÉ; c'est qu'alors la pierre elle-même prononcera ce grand nom.

A qui dirait que Notre-Dame est une œuvre *sur*-humaine, je serais tenté de dire *in*-humaine. Glace du corps, glace de l'âme, extase de l'esprit, ce n'est point là la vie, et pourtant c'est bien l'esprit chrétien; car Dieu, pur esprit, a été crucifié dans la chair, en Jésus-Christ, pour le salut des hommes; car l'âme de l'homme doit retourner solitaire à Dieu, comme elle a été créée par lui solitaire.

Comment se fait-il, cher monsieur, que dans tout votre ouvrage le prêtre actuel, le prêtre du

XIX[e] siècle, cet esprit étroit, chaussé de gros souliers, couvert d'une sale robe noire, cet ange mal peigné, à figure plate et souvent ignoble, vous ait paru un Lovelace, un don Juan, comme pouvaient l'être autrefois un vigoureux et beau Cordelier, un charmant abbé musqué, un riche et aimable possesseur de scandaleux bénéfices?

Je sais qu'il y eut naguère, et qu'il y a sans doute encore des Mingrat; il doit y en avoir surtout depuis que le célibat des prêtres a été si vigoureusement attaqué par des esprits éminents, par des hommes considérables qui ont ainsi aidé l'aiguillon de la chair à se faire sentir, là où la discipline autrefois respectée par tous, même par les laïques, éteignait dans le silence les ardeurs de la luxure; mais vraiment le prêtre ne prend aujourd'hui tant d'âmes de femmes que parce qu'il fait, *au contraire*, réaction contre tant de laïques qui, dans leurs amours, ne rêvent que *richesse* ou *débauche*, qui n'épousent une femme que parce qu'elle est riche, s'ils sont pauvres; que parce qu'elle est belle, s'ils sont riches, sans s'inquiéter de son âme.

De toutes les classes d'hommes qui vivent sous le ciel, croyez-vous qu'il en soit une seule qui ne renferme pas mille fois plus de SÉDUCTEURS

de femmes et de filles que la classe des prêtres? Ceux-ci, direz-vous, ont fait serment d'être *sages*, et pourtant ils ne le sont pas *tous*. Oui, sans doute, ils ont fait ce serment, et c'est précisément ce à quoi vous ne paraissez pas faire attention suffisante. Ils ont fait ce serment; mais qui donc le leur a imposé? dans les mains de qui l'ont-ils prêté? à qui pourrait-on, et qui pourrait en imposer un semblable, un de cette force? Essayez donc de faire prêter un tel serment à cette autre troupe de célibataires qui se nomme l'armée; essayez de moraliser tellement les garçons et les filles de nos villes et villages même, que vous puissiez obtenir d'eux cette castration à laquelle le clergé se condamne volontairement par ses vœux.

Lorsque toute la société laïque montre en elle-même, de toutes parts, cet appétit désordonné des sens, on peut y voir (du moins c'est mon opinion) le signe avant-coureur du jour où les sens recevront une règle plus humaine que cette chaîne, que cette discipline de fer, imposée jadis par réaction contre les orgies du paganisme. On peut, on doit voir, selon moi, par exemple, dans le développement si prodigieux que prennent, à notre époque, ce qu'on nomme les intérêts ma-

tériels, l'indice d'une évolution sociale dans laquelle l'industrie, affranchie et ennoblie, prendra, dans la politique, une place plus grande que celle qui fut jadis l'apanage de la guerre; on doit y voir le fer de lance se transformant en soc de charrue; mais à un tel moment de soif de plaisirs et de richesses, croire que, dans ces deux carrières, les prêtres sont d'habiles maîtres, voir en eux des satyres et des Robert Macaires, c'est prendre un séminaire pour un bal masqué de l'Opéra ou de la Chaumière.

Si vous voulez tonner contre les ravisseurs de femmes et de filles, contre les spoliateurs d'héritages et les avides accapareurs d'or, vous dirigez vos foudres là où ne sont pas les plus coupables, je dirai même là où sont les plus innocents. Le malheur et le défaut du prêtre, au contraire, c'est de ne pas comprendre et de chercher à entraver, au lieu de la RÉGULARISER pour la contenir, cette vive ambition du pauvre à devenir riche, source puissante de travail et de production, mais aujourd'hui encore source de désordre, de misère et de crimes. Le malheur et le défaut du prêtre, c'est que les premiers chrétiens aient cru que dans le culte de Vénus, de l'Amour et des Grâces, TOUT absolument était mauvais, au

fond et dans la forme, et que le CORPS n'a d'autre manière de se purifier, qu'en se martyrisant, s'exténuant, s'annulant. Le grand malheur du prêtre, c'est de ne point sentir et savoir que la femme et l'industrie auront, dans la société future, une place tout autre que celle où les reléguait la société du passé.

Que de belles et bonnes choses vous avez dites, mon cher monsieur, sur la puissance de la mère à faire de son fils un *homme !* Pourquoi n'ai-je point trouvé en vous la même foi dans la puissance du père pour faire de sa fille une *femme*? Ne serait-ce point parce que l'homme de nos jours ignore, parce que vous-même n'osez dire cette *destinée nouvelle de la femme*? Ne serait-ce pas, à votre insu peut-être, parce que vous êtes entraîné à croire, par habitude chrétienne, qu'il faudra encore bien longtemps lui enseigner, par-dessus tout, la *résignation*, l'*obéissance?* qu'il faudra encore et toujours lui dire : *La femme fut et sera la cause de la chute de l'homme; elle doit être la servante de son seigneur, fidèle* QUAND MÊME, *obéissante* QUAND MÊME, *cloîtrée dans la famille* TOUJOURS ?

Voilà ce qu'en effet le prêtre chrétien enseigne à nos filles; vous, vous montrez la femme, la

mère, comme étant *la cause du* PROGRÈS *de l'enfance à la* VIRILITÉ; osez donc dire ce qu'elle sera comme amante, comme épouse, comme citoyenne de la cité humaine devenue cité de Dieu, cité pacifique.

Tant qu'une destinée nouvelle pour la FEMME ne sera pas généralement désirée, qui donc osera prétendre avoir plus de droit que le prêtre à la *direction* de sa VIE? N'est-il pas nourri de la vie biblique et évangélique de la FEMME? ne lui donne-t-il pas, en lui-même, l'exemple de la *résignation* et de l'*obéissance*, mieux que tous les laïques du monde? Cet homme ne s'est-il pas fait presque femme, tel qu'il rêve la femme? La Vierge ne vaut-elle pas bien toutes les femmes chantées par les poëtes, toutes leurs muses et leurs héroïnes?

Vous voulez arracher la femme au prêtre, parce que vous sentez bien que chaque jour, de plus en plus, il s'empare d'elle. Mais pourquoi donc va-t-elle à lui, si ce n'est parce que le rôle que lui font notre *société* et notre *famille* la fatigue, l'ennuie, la dégoûte, la désespère et la force à chercher dans l'église le repos, une douce distraction de charité, la mystérieuse satisfaction d'un cœur qui s'épanche, enfin une *espé-*

rance, une *certitude*, au delà de cette vie inutile et décolorée que l'homme lui a faite et lui *impose* encore, que le prêtre lui apprend à *supporter?*

Franchement, que voulez-vous que la femme fasse, si elle ne va pas à l'église, quand l'homme est au parlement, ou à la bourse, ou à l'armée, ou avec sa maîtresse, mieux encore, avec des filles, au café et au cabaret? Au moins, le PRÊTRE, à l'autel et surtout au confessionnal, est *avec elle;* ils *communient*, ils sont en *société* pour l'œuvre la plus généreuse, la CHARITÉ envers les pauvres; pour l'œuvre la plus grande, *le salut de l'âme;* pour l'œuvre la plus douce, la *direction morale* des enfants; pour l'œuvre la plus sainte, le culte envers Dieu. Mais avec nous autres, est-ce qu'elles sont en *société?* Est-ce que ce qui s'appelle ainsi, la *société*, n'est pas, à vos yeux aussi, quelque chose de faux et d'ennuyeux pour l'homme, de puéril et souvent de dégoûtant pour la femme? Est-ce que la société n'est pas faite *spécialement* par les hommes SÉDUCTEURS, et pour les femmes SÉDUITES OU A SÉDUIRE?

En conclurons-nous que l'homme et la femme doivent fuir toute *société*, et se renfermer dans

la *famille*, comme des patriarches, comme des chefs de clans et de tribus? Mais là encore, dans cette petite société qui a nom famille, qu'est-ce que cette *cuisinière*, cette *bonne*, ce *domestique*, que vous chassez s'ils font un enfant, que vous chassez s'ils sont vieux ou malades, que vous chassez s'ils ont un moment d'humeur? La tente de l'Arabe est une famille meilleure que la vôtre, même pour l'esclave; le *servage* du Russe est une paternité, en regard de votre domesticité. Vous fuyez le monde pour trouver chez vous un paradis, vous tombez en enfer; vous y tombez, si le prêtre ne vient encore prendre vos domestiques pour leur prêcher aussi *résignation*, *fidélité, obéissance.*

Oh! non! il ne s'agit pas seulement d'empêcher ces *cadavres* de Jésuites de renaître; la question est plus haute : il s'agit de régénérer, de recréer le sacerdoce humain tout entier; il s'agit d'une formule nouvelle de la VOLONTÉ DE DIEU montrant à l'humanité ses destinées de paix et d'association, de féconde fraternité. Le Christ, disait Saint-Simon, a enseigné aux hommes qu'ils étaient *frères*, il ne leur a pas appris dans quel *but* et *comment* ces frères devaient s'ASSOCIER. En effet, le christianisme a posé le principe

moral, mais il n'a point dit le principe *politique* qui conviendrait à l'époque où ce principe *moral* serait dans les âmes, où le *Christ incarné dans l'homme* devrait enfin *vivre dans l'humanité*.

C'est de cet enseignement *politique* qu'il s'agit aujourd'hui ; *but* et *moyens*, voilà ce qu'il faut *découvrir* et *montrer* à la grande famille humaine. Le BUT de l'humanité, *sur la terre*, c'est l'association de plus en plus parfaite de ses membres, *entre eux* et avec le *monde*, qu'elle CULTIVE et qui la NOURRIT ; c'est l'*union* progressive de ses diverses FACULTÉS, *entre elles*, et avec les FORCES de la NATURE. Les MOYENS de réaliser cette éternelle volonté de Dieu, c'est de *savoir* afin de *pouvoir*, d'*agir* afin de *connaître*, mais c'est par-dessus tout de VOULOIR cette VOLONTÉ DE DIEU.

Que cette bonne nouvelle se répande, et alors les hommes qui nous disent que ce monde est un lieu d'exil et de larmes, séjour d'expiation douloureuse, et que la *vertu* consiste à se *détacher de la terre,* disparaîtront devant les nouveaux serviteurs de Dieu, qui nous enseigneront à nous *attacher à la terre*, à nous *unir* à elle, au point de faire d'elle un ÉDEN, un PARADIS, où

l'humanité, sainte famille de frères, vivra heureuse par le *travail* et dans la *paix*.

L'humanité n'est point DÉCHUE, elle est PROGRESSIVE ; dans ces deux mots sont résumés l'esprit *chrétien* et l'esprit de l'*avenir;* entre le *péché originel* et le *progrès originel,* le moment est venu de choisir ; sur l'une ou l'autre *croyance* il faut bâtir sa foi, c'est-à-dire rester chrétien et même catholique, ou bien embrasser un avenir qui change toute croyance religieuse, politique ou morale du passé, qui donne à l'humanité une *foi*, une *loi*, une *charité* nouvelles.

Encore une fois, c'est à ces mots, qui semblent usés et qui sont pourtant plus grands que les plus plus vastes cathédrales, plus puissants que tous les jésuites ou dominicains du siècle ; c'est à ces mots magiques qu'il faut revenir : TRINITÉ, PÉCHÉ ORIGINEL, c'est le DOGME qu'il faut battre en brèche, si l'on craint le *prêtre*, car c'est là qu'il puise sa force.

Eh bien, le prêtre a plus de courage que les philosophes, car déjà il les provoque hardiment sur ce terrain où personne n'ose encore l'aller combattre. Que dis-je? les plus novateurs d'entre les philosophes, les fouriéristes, semblent

tenir à prouver qu'ils partent des mêmes *principes* que le prêtre, et ils se condamnent ainsi à ne plus lutter avec lui que dans les champs stériles de la LOGIQUE, sans se douter que le christianisme tout entier est le plus prodigieux effort de la *logique humaine;* sans s'apercevoir qu'il suffit de *se tâter le cœur* pour sentir s'il est vrai que la *femme* ait fait DÉCHOIR l'*homme*, ou si, au contraire, elle ne l'a pas aidé à PROGRESSER sans cesse vers leur commune et pacifique destinée.

En ce moment même où la femme se retourne vers Dieu et le prêtre du passé, vous n'en doutez point, elle n'entraînera pas l'homme dans une déchéance, elle ne le fera pas RÉTROGRADER.

Eh bien, moi, j'ai la foi qu'elle le pousse ainsi vers son avenir, qu'elle le force ainsi à grandir, plus qu'elle ne l'a fait à toute autre époque; j'ai foi qu'elle contraint l'homme qui l'aime à *trouver le Dieu nouveau, le prêtre de l'avenir*.

Cette foi qui m'anime, votre livre la confirme; vous souffrez tant de voir la FEMME reprise à ces reliques du passé, que votre grande âme est *jalouse,* oui, *jalouse* de ces *rivaux* sur lesquels vous frappez avec colère. Ce sont des

gens qui vous ravissent un bien dont ils vous paraissent indignes, un bien qui vous remplit le cœur, que vous voulez à votre tour leur reprendre, parce que vous sentez que vous en êtes digne.

Eh bien, pour reprendre la femme et ces enfants chéris, montrez-leur donc VOTRE DIEU, criez-leur bien haut sa volonté ; luttez au moins contre ces prêtres avec armes égales ; ils disent leur CREDO, proclamez le vôtre ; ne vous bornez point à faire le portrait peu flatté de vos adversaires, dites *qui vous êtes;* ne les *niez plus,* AFFIRMEZ-VOUS.

Pardonnez-moi, mon cher monsieur, de vous parler ainsi, pour la première fois que j'ai le bonheur de m'adresser à vous ; mais je sens dans votre cœur tant de dévouement pour l'humanité, une si grande tendresse pour l'enfance, de si nobles et si touchantes adorations pour la puissance de la femme, de la mère, et tant d'amour pour ce qui est vraiment mâle, que j'ai voulu vous dire, en toute *liberté et franchise,* cette *passion* que moi aussi j'ai dans l'âme, qui me fait vivre, et qui me verra mourir pour revivre avec elle et par elle !

Vous écrire si longuement et ne presque rien

vous dire sur ce que j'aime et admire en vous, n'est-ce pas toutefois clairement vous le faire comprendre? n'est-ce pas vous exprimer aussi combien je suis touché et je vous remercie de ce que vous avez pensé à moi pour m'envoyer votre livre? Plus je désire de vous, plus vous devez sentir combien j'espère en vous. La place que vous avez si laborieusement conquise dans l'opinion des hommes, et surtout la haute influence que vous exercez sur le cœur et sur l'esprit de la génération nouvelle, vous donnent dans la réalisation de l'avenir une part considérable; j'ai donc hâte de vous voir travailler *directement* à la *création* de cet avenir, en *laissant aux morts le soin d'enterrer les morts;* car c'est, selon moi, le plus sûr et le plus prompt moyen d'empêcher qu'ils n'essayent de RESSUSCITER.

Recevez encore, mon cher monsieur, mes remercîments; Arlès se joint à moi pour vous assurer de notre bien entier et affectueux dévouement.

P. E.

CCCLIII° LETTRE

A M. GUIZOT

MEMBRE DE L'INSTITUT

Lyon, 28 février 1845.

Monsieur, vous avez daigné me dire que sur la question de l'enseignement (vous la nommiez à juste titre la grande question du siècle) je pourrais présenter quelques idées utiles ; vous m'avez ainsi autorisé à vous prier de vouloir bien jeter les yeux sur des lettres dont deux avaient déjà été écrites au moment où vous m'adressiez cette bienveillante parole.

A ce moment, vous me disiez encore que vous comptiez vous abstenir, cette année comme la précédente, de prendre part aux débats d'une question qui n'est pas, ajoutiez-vous, de la taille de celles qui se résolvent en une session parlementaire ; et vous m'approuviez lorsque je vous répondais qu'elle me paraissait aujourd'hui posée sur un terrain bien stérile, et limitée entre des termes bien misérables. J'espère donc que,

même en n'adoptant pas les nouveaux termes que je lui assigne, et en refusant de croire à la fécondité du terrain où je la porte, vous ne condamnerez pas les efforts que je tente auprès de deux des plus habiles professeurs de nos jours, pour les engager à sortir de l'ornière où le public et les principaux organes de la presse se plaisent à maintenir le plus puissant véhicule du progrès, l'enseignement.

Permettez-moi d'ajouter que si j'ai pris la liberté de soumettre dernièrement à M. le ministre des affaires étrangères un mémoire sur un sujet de politique actuelle (colonisation de l'Algérie), aujourd'hui ce n'est pas au ministre que je m'adresse, c'est à l'historien, au philosophe qui aime à se reposer des dégoûts de la politique du jour et de la France, dans l'étude et la contemplation de la politique éternelle, universelle.

Après une époque aussi fertile que la nôtre en DOCTRINES, je crois que le moment est venu où les philosophes doivent comprendre que ce mot est synonyme de DOGME, et qu'il est temps de poser le problème inverse de celui qui a été résolu par les philosophes de Nicée, c'est-à-dire de RESTITUER le *symbole philosophique,* là où

le concile a TRADUIT sa philosophie en *langue vulgaire.*

Je crois que le moment est venu d'examiner si le grand saint Augustin a réellement CONCILIÉ les deux principes de vie, le double mystère qui enveloppe l'être *fini* dans *l'infini,* ou bien s'il a laissé encore régner la GUERRE là où son esprit cherchait pourtant la PAIX de la Cité de Dieu.

Je crois que le moment est venu de constater que ni Grégoire VII, ni Bossuet, n'ont pu donner au grand problème de la *division des pouvoirs* des solutions qui soient applicables à l'époque actuelle, et surtout à l'avenir, puisque Grégoire devait les *confondre,* en asservissant l'un à l'autre, et que Bossuet devait les *isoler,* de peur qu'ils ne se détruisissent violemment ou frauduleusement l'un par l'autre ; tandis que la destinée future du spirituel (c'est-à-dire de la *science*) est de s'ASSOCIER au temporel (c'est-à-dire à l'*industrie*), dans l'humanité pacifiée (c'est-à-dire quand le royaume de César *ne sera plus de ce monde*, et qu'au contraire le royaume de Dieu *sera de ce monde*).

Le Christ a dit : MAINTENANT mon royaume n'est *pas* de ce monde. Je crois que le moment

approche où César lui-même dira : Maintenant mon royaume n'est *plus* de ce monde. Ce moment suprême n'est-il pas déjà venu ? N'étiez-vous pas naguère auprès du premier roi qui ait osé proclamer, à la face de *ce monde,* que la plus glorieuse guerre était une calamité ? Vous-même, n'avez vous pas prononcé, au sein de cette France si chevaleresque, si belliqueuse, une parole que nul n'aurait été assez brave pour répéter, et que votre prudente sagesse a su entourer, depuis, de quelques ménagements à la mesure du temps actuel ?

Sans rêver pour notre siècle le beau rêve de l'abbé de Saint-Pierre, qui fut aussi le rêve d'Henri IV et de Sully, que dis-je ? qui fut la prétention du César moderne, n'est-il pas évident pour tous que les *Césars* de nos jours ne sont plus ce qu'étaient les *Césars* du siècle de Jésus, du siècle où toute société était constituée pour la guerre et pour la conquête ? — Les peuples ne commencent-ils pas à savoir que le vrai, le seul moyen de s'enrichir n'est plus de dépouiller son voisin, mais de travailler, de produire, de faire des échanges ? — Le fait TEMPOREL n'est-il pas devenu surtout un fait INDUSTRIEL, au lieu d'être par-dessus tout un fait *militaire* —

Est-ce parce qu'elle possède une flotte formidable que l'Angleterre couvre les mers de ses bâtiments de commerce et borde tous les continents de ses comptoirs? ou bien n'est-ce pas l'idée inverse qui est la vérité? — En un mot, dix-huit siècles de *pré*-dication de la fraternité humaine, *pré*-dication faite par une société pacifique au sein d'innombrables sociétés militaires, n'ont-ils pas converti César à la paix, et par conséquent n'ont-ils pas abattu la véritable et la seule barrière qui divisait les deux mondes en *sacré* et en *profane?*

Oui, l'Église et César devaient former deux mondes, deux mondes ennemis, quels que fussent leurs traités de paix et leurs trêves, tant que l'Église *pré-dirait: Pax Domini!* et que César *re-dirait:* Guerre! Mais (que l'Église me le pardonne!) les rôles sont presque changés: l'esprit de paix se pose plutôt aujourd'hui sur le trône que sur l'autel. Après cet épouvantable chaos du dix-huitième siècle, où le monde fut de nouveau bouleversé, où les *ténèbres* semblaient encore une fois *couvrir la face de l'abîme*, l'esprit de Dieu ne flotte plus seulement sur les eaux, il s'avance et marche sur la *terre.*

Donc le moment est venu de reviser les inter-

prétations dont les temps passés ont revêtu la vérité éternelle, en religion, en philosophie, en morale. Il est temps de donner au dualisme humain sa forme associante, religieuse. Nous l'avons déjà fait pour la politique, en prenant pour symbole de celle de la France l'union de ces deux principes que le passé croyait essentiellement ennemis, et que nous prétendons progressivement mieux respecter, mieux pratiquer: l'ORDRE et la LIBERTÉ.

Le moindre souffle de l'esprit de Dieu, un faible accès de la plus simple logique, n'inspirera-t-il pas à l'Église les deux mots qu'elle doit aussi inscrire sur l'autel? Les philosophes eux-mêmes resteront-ils sourds à un semblable appel; et la morale ne verra-t-elle pas de nos jours la fin de la guerre entre le *devoir* et *l'intérêt*, ces deux frères de l'ORDRE et de la LIBERTÉ?

Organiser la société *en vue de la lutte* entre l'ordre et la liberté, c'est *restaurer* le passé; l'organiser pour l'ASSOCIATION de ces deux principes (je ne dis pas seulement leur conciliation), c'est *édifier* l'avenir. — Elever un homme *en vue de la lutte* entre le devoir et l'intérêt, c'est *ressusciter* le vieux mort; l'élever pour l'ASSO-

CIATION de ces deux principes de vie, c'est *engendrer* le nouveau-né.

De même, la philosophie n'enfantera que des *spiritualistes* ou *matérialistes ennemis*, tant qu'elle n'aura pas posé comme dogme, comme loi suprême de la foi, comme définition humaine de la vie, l'ASSOCIATION du moi et du non-moi, de la synthèse et de l'analyse, de la pensée et de la forme, du temps et de l'espace, de l'esprit et de la chair, enfin des deux *personnes* de l'infini, personnes *indéfinissables absolument* par l'homme, et pourtant *définies nécessairement* par lui.

L'éducation morale, philosophique, politique et religieuse de nos jours doit donc reposer sur de nouvelles bases, prendre sa source dans un nouveau dogme, ou mieux encore, dans une nouvelle interprétation du dogme trinaire renfermé dans cette simple parole, formule divine de l'union du moi et du non-moi, éternel symbole de la religion humaine :

Aimer DIEU *par-dessus toutes choses, et son* PROCHAIN *comme* SOI-MÊME.

Telle est la pensée qui a dicté les lettres que je soumets à votre haute intelligence, et que je recommande à votre âme courageuse. J'ose croire

que vous trouverez dans ces lettres une confirmation de l'estime que vous avez bien voulu me témoigner. Vous verrez, je l'espère, dans la communication que je prends la liberté de vous faire, une nouvelle preuve de la respectueuse confiance et du profond dévouement de

Votre très-humble et très-obéissant serviteur.

P. E.

AVERTISSEMENT DES ÉDITEURS

De 1845 à 1864, époque de sa mort, Enfantin continua d'exprimer, sous forme de lettre, soit confidentiellement à ses amis, soit publiquement à des personnages plus ou moins célèbres, ses appréciations souvent prophétiques sur les questions politiques ou industrielles, philosophiques ou religieuses, pendantes en ce siècle, et dont la solution graduelle lui paraissait importer à la fois aux générations contemporaines et à l'avenir social du monde civilisé.

Toutes celles de ces lettres qui étaient particulièrement intéressantes à l'un de ces points de vue et dont la publication était conforme aux dernières volontés d'Enfantin, ont été insérées dans les *Notices historiques,* où les lecteurs les retrouveront aisément en consultant la *Table générale des matières* par ordre chronologique, placée à la fin du volume qui termine ces Notices, et qui est le treizième de la collection générale.

Voici maintenant quelques lettres inédites, dont les plus anciennes remontent à l'année 1851, et le plus grand nombre à 1860. La dernière fut écrite en avril 1864, en réponse à une attaque violente de Proudhon.

CCCLIII^{e} LETTRE

A ARLÈS

(Après l'incendie de sa maison)

Paris, 25 avril 1851.

Mon cher ami, il faut que vous soyez bien exigeant à l'égard de vous-même pour considérer le miracle de la nuit du 31 comme une leçon pour l'avenir plutôt que comme une récompense de votre passé. C'est plus fort que Job; vous ne voulez pas vous borner à dire : « Je suis sorti nu du ventre de ma mère et j'y retournerai nu. Le Seigneur m'avait tout donné, le Seigneur m'a tout ôté; il n'est arrivé que ce qu'il lui a plu; *que le nom du Seigneur soit béni !* »

L'Écriture dit encore que le Seigneur bénit Job dans son dernier état encore plus que dans le premier, qu'il eut quatorze mille brebis, six cents chameaux, mille paires de bœufs, mille ânesses, sept fils et trois filles plus belles que les plus belles filles du monde, qu'il vécut après cela cent quarante ans, vit sa quatrième génération et mourut fort âgé et plein de jours.

Vous prétendez donc avoir plus que tout cela, cher ami; c'est bien ambitieux, mais cela ne m'étonne pas de votre part. Laissez-moi pourtant vous dire de vous défier un peu de cette ambitieuse bonté de votre cœur, dans ce moment d'exaltation si naturelle, si légitime que vous a fait éprouver l'événement du 30 au 31 mars.

Je ne crois pas que Dieu soit aussi exigeant que vous le supposez à votre égard, et j'ose dire à notre égard; j'ai foi que parmi toutes les vies d'homme qu'il anime, les nôtres sont les plus pleines de sa volonté de progrès pour toutes les autres, les plus ardemment désireuses de communiquer à toutes les autres la foi dans cette volonté divine de progrès de l'homme vers Dieu lui-même.

L'époque où nous sommes est tellement grosse d'événements immenses, la déroute du passé est si complète, et l'avenir que nous avons évoqué au nom de Dieu est si proche, que nous devons nous garantir de toute fiévreuse impatience. Loin de nous découvrir notre rôle avant son jour, l'impatience nous le voilerait lorsqu'il viendra réellement, et je vous assure que nous serions plutôt blâmables de le prendre trop tôt que trop tard; ce serait trop peu compter sur les

instruments *autres que nous*, suscités par la Providence dans de pareils moments. Calmez donc un peu ces émotions que vous donnent les misères actuelles qui sont elles-mêmes, *pour d'autres que vous*, un aiguillon de Dieu; cherchez davantage peut-être que vous ne l'avez fait jusqu'ici à jouir des prodigieux germes de progrès répandus aujourd'hui dans le monde, à la création desquels nous avons concouru plus puissamment que nous ne l'espérions *nous-mêmes*, et qui se sont propagés avec une rapidité et par des moyens et des personnes que nous n'avions ni inventés, ni devinés, ni trouvés, si nous les avions cherchés directement *nous-mêmes*.

En vérité le monde va divinement; cher ami; Dieu ne saurait demander à votre cœur plus de cœur, à votre vieille ardeur une ardeur nouvelle et plus grande. Restez ce que vous êtes sous ce rapport surtout, et si vous changez quelque chose à votre vie, que ce soit plutôt dans le sens de cette grande vertu sacerdotale que nous avons surtout mission d'enseigner au monde :

Le calme.

Bien à vous. P. E.

CCCLIV[e] LETTRE

A ARLÈS

Paris, 29 avril 1851.

En effet, cher ami, voici la monomanie, comme vous dites, qui recommence. Je comprends que vous soyez saisi d'un sentiment de tristesse, quand vous songez que j'ai cinquante-cinq ans et vous bientôt autant; il faut pourtant en prendre votre parti et vous consoler en songeant que ce malheur n'arrive pas à tout le monde; beaucoup partent avant. Cette réflexion est plus sage que tous les efforts que vous feriez pour déterminer chez moi, et même chez vous, des actes, une conduite, un langage de jeune homme. Vous parlez de la tragédie qui se prépare, mais rappelez-vous donc qu'il y a trois ans seulement un drame s'est joué, dont les acteurs principaux ont été ces hommes que déjà vous considériez comme bons à rien depuis longtemps. Ce sera bien pis, je vous assure, cette fois, et dans le cas où nous aurions une tragédie, car si elle

avait lieu, je serais disposé à croire que nous ne tarderions pas à y voir jouer un rôle à Guizot et même à Villèle.

Je ne crois pas à votre tragédie, je n'en veux pas ; je l'ai déjà dit depuis longtemps et je le maintiens, je serais parmi ses victimes et non parmi ses bourreaux. Faites donc votre deuil de moi s'il y a tragédie, ou de votre tragédie si ma destinée est, comme je l'espère toujours, moi père, moi vieux, moi sénateur du vieux monde, de bénir et de faire bénir par des sénateurs tels que vous le monde nouveau.

Est-ce que bonnement vous croyez que le baptême du nouveau-né puisse avoir lieu sans que l'extrême-*onction*, et non pas le coup de guillotine, soit donnée au moribond?

Je ne m'inquiète pas beaucoup aujourd'hui de la génération qui arrive, je suis certain de l'avoir vigoureusement fécondée autrefois; mais je tiens fortement à ce que celle qui s'en va, et dont vous et moi faisons partie, s'en aille le plus convenablement possible, après avoir fait sa paix avec Dieu qu'elle a si hautement blasphémé, et avec le peuple qu'elle a si salement exploité.

Puisque vous voulez que Delaroche ou Vernet nous fassent passer à la postérité, c'est que vous

ne lisez pas Rocherie ou bien c'est que vous êtes du goût des vieillards, en peinture. Moi je trouve bien Rocherie un peu jeune, toutefois je suis parfaitement convaincu que Delaroche et Vernet feraient de nous deux de parfaits bourgeois, parfaits administrateurs de compagnies d'agiotage. Je suis bien sûr que Lacroix et Courbet nous feraient affreux; mais si l'un ou l'autre peignait l'incendie de Lyon, peut-être bien nous feraient-ils sortir de là avec la flamme du Dieu du peuple dans l'œil, dans le geste, sur la tête. Vous appelez Vernet grand peintre; Rocherie dirait que mieux vaudrait appeler Marie un grand homme d'État et Scribe un nouveau Molière. Je suis moins exclusif que vous et lui; mais puisque nous aimons tous deux Delaroche et Vernet et Scribe, permettez-moi donc d'*utiliser* un peu Marie, Carnot et en général les hommes *honnêtes*, connus pour tels, parmi ceux qui ont introduit la république en France. Cela n'est vraiment pas si bête et si maladroit que vous paraissez le croire. Le crédit est resté assez isolé, assez retiré, assez Enfantin, pour que nous y ayons puisé le besoin de nous mettre en société avec quelques-uns, si nous ne voulons pas encore une fois rester seuls. Girardin soutient qu'il

n'y a que légitimistes et socialistes, c'est-à-dire des *terrifiés* et des *terroristes;* les premiers ne voudraient certainement pas de moi, et moi je ne veux pas des seconds. Or, je suis certain qu'avant peu on ne comptera pas plus de terrifiés et de terroristes qu'on ne voyait sous l'Empire d'émigrés et de sans-culottes. Il faudra bien pour cela que la race des non peureux et des non terribles se soit accrue ; il faut donc que, dès aujourd'hui, le germe en existe. Ce germe est en nous ; il se répand par le *Siècle*, par le *Pays*, par la *République,* et même par le *National*, et même par la *Presse*, et même quelquefois par les *Débats*, quand Michel y écrit.

Vous qui n'êtes entouré que de lecteurs du *Constitutionnel* ou d'ouvriers qui souffrent, vous croyez à la tragédie, c'est tout simple; entre des brutes peureuses et des brutes colères, il ne peut y avoir qu'un fait brutal; mais vraiment la France n'est pas réduite à cette situation misérable, et grâce à Dieu ce n'est pas le *nombre* qui conduit seul la race humaine, c'est aussi la *qualité*. Il ne faut pas des millions d'hommes honnêtes, éclairés, courageux pour faire cesser la peur, la colère, la tragédie des brutes, quand même il y en aurait trente-quatre millions sur

trente-cinq en France. Voyez d'abord toutes les brutes peureuses, elles croient qu'un homme y suffirait, Henri V, Joinville ou Napoléon; et quant aux brutes colères, ne savez-vous pas qu'il faut toujours à celles-là, le jour de leur triomphe, un dictateur qui les mène à l'abattoir: Robespierre ou Napoléon?

Parmi tous les journaux, il n'en est pas un seul qui ne redoute votre tragédie et qui n'agisse pour l'empêcher; plusieurs, presque tous, se trompent dans les moyens qu'ils proposent pour l'éviter, mais aucun ne veut pêcher dans cette eau trouble, dans le sang. — La tragédie n'aura pas lieu.

Tant que vous ne serez pas convaincu de cela vous ne comprendrez pas, en effet, la *Revue,* et vous ne rendrez pas même justice aux efforts *fructueux* du *crédit* pour obtenir ce résultat, la solution pacifique, c'est-à-dire le maintien de la République et de la Constitution pour et par l'amélioration du sort moral, intellectuel et matériel, des masses humaines vouées au travail et à la misère.

A vous.

P. E.



CCCLV^E LETTRE

A ARLÈS

Paris, 4 janvier 1860.

Cher ami, nous voici donc au centième anniversaire de la naissance de Saint-Simon. La papauté, comme dit Vinçard, y reçoit un croc-en-jambe d'un malin qui n'est pas ingambe. Le fait est que le moment est grave, comme je l'écris à Carette, depuis que Mahomet est entré dans le concert Musard européen, et que Bouddha et Confucius frappent à la même porte ; l'Église a beau chanter : Je ne saurais danser, ma pantoufle est trop étroite, et crier encore : *Non possumus !*

La Vierge immaculée est emportée dans le tourbillon du cancan universel, avec le petit Mortara.

Cela fait image, n'est-ce pas? Martin doit être content, et Bellecour bien triste.

Et vous, vieux critique de Rome, est-ce que cela ne vous déride pas un peu? Est-ce que

vous ne voyez pas là une circonstance atténuante de la guerre?

Moi j'absous des deux mains, comme le juré pour Giblain.

En attendant que nous ayons organisé et moralisé la bourse et les trônes, soyons indulgents, même pour les voleurs et les tueurs patentés, comme pour les filles publiques également patentées. Et soyons plus qu'indulgents quand leurs pourritures servent de fumier pour les grandes semences que Saint-Simon a jetées sur la terre.

A vous, cher vieux.

P. E.

CCCLVI[e] LETTRE

A ARLÈS

Paris, 15 janvier 1860.

Cher ami, le *Moniteur* de ce matin vous annoncera que la lutte est rondement engagée avec

Rome. Le Pape a fait la faute que j'attendais ; il a parlé de la brochure dans des termes qui ne lui seront plus pardonnés.

Ceci est la clôture de la phase des grosses affaires de bourse, mais c'est le rappel forcé de la France à la vie politique et même philosophique et religieuse. Guéroult a eu bon nez de se faire un journal.

Je suis enchanté que vous vous trouviez l'esprit un peu dégagé ou au moins allégé d'affaires commerciales dans un pareil moment, au moins d'affaires commerciales pratiques et personnelles, car je crois que le moment de réalisation d'idées générales de politique commerciale et industrielle approche.

L'entente forcée avec l'Angleterre sera favorable à l'abaissement des droits, à l'unité de mesures; au principe de respect de la propriété particulière, même pendant la guerre, à Suez, et peut-être même à la neutralité des détroits. Mais bien certainement ceci est pour la France une situation analogue à celle de l'Angleterre sous Henri VIII.

Si je ne craignais pas de faire trop galoper la tête de notre bon pasteur, je lui dirais que voici le moment de l'alliance chrétienne, à la

condition de lui faire prendre une couleur très-franche d'appui du gouvernement actuel dans sa politique d'amélioration du sort du peuple, et, en un mot, d'*extinction du paupérisme*.

C'est là où l'empereur est nécessairement conduit par sa lutte avec Rome et par l'article du *Constitutionnel* sur les établissements de charité. J'espère maintenant que nous avons brûlé l'étape de bataille avec l'Angleterre; le Pape a pris la place, et c'est un morceau dur à digérer. Je me sens moi-même tout ravigoté par sa lettre du jour de l'an.

A vous,

P. E.

CCCLVII[e] LETTRE

A ARLÈS

Paris, 16 janvier 1860.

Eh bien, cher ami, j'espère que nous allons rondement, du moins en paroles, dans la grande

voie. Je crains pourtant que cela ne fasse un peu trop peur aux *Mimerel*, puisque cela me fait tant plaisir, et que plusieurs de ces bonnes paroles ne se gèlent en l'air. Pourvu que cela réussisse aussi bien que le grand programme de la campagne d'Italie, et que Mimerel en sorte comme l'empereur d'Autriche, le pape et les ducs, je m'en trouverai satisfait pour 1860, centième anniversaire de la naissance de Saint-Simon.

Le fait est qu'il se sera fait de bien grandes choses dans le premier siècle de l'ère nouvelle, et qu'en le comparant au premier siècle du christianisme il n'y a pas d'affront pour le nôtre.

Les *Débats* vont être furieusement embarrassés, parce que presque toute leur coterie qui était autrichienne pour la guerre d'Italie et qui est papiste avec Villemain pour l'affaire de Rome, va être protectionniste, malgré Michel et Baudrillart, pour cette phase anglo-française.

Adieu, cher ami, et à bientôt.

P. E.

CCCLVIII[e] LETTRE

A ARLÈS

Paris, 20 janvier 1860.

Cher ami, Barrault m'écrit que les N. ont travaillé beaucoup à la fameuse résolution signalée par la lettre à Fould.

D'un autre côté, je viens de voir une lettre de Rouher *du 10 courant,* à un monsieur qui le consultait, lui demandant, avant de faire un grand marché de fer, s'il était vrai, comme on le disait, que le gouvernement préparait une réduction sur les droits. Le ministre répond (le 10 et la lettre à Fould est datée du 5), que ce bruit est faux et que le gouvernement ne prépare rien de semblable.

C'est pis que Walewski, pis que Montebello; non-seulement ces gaillards ne sont prévenus de rien, mais ils ne devinent rien.

Nos B., nos M., nos D. sont furieux; Bartholony est très-ferme dans son approbation, R. est très-triste, Siméon et Parent sont assez

solides, de sorte que nos conseils se passent en discussions des plus comiques. Parent me disait : J'ai toujours acheté quand M. Dumon prévoyait des malheurs, et j'ai toujours gagné.

A vous, cher ami; j'embrasse toute la famille.

P. E.

CCCLIXᴱ LETTRE

A ARLÈS

Paris, 26 janvier 1860.

Cher ami, les affaires générales marchent bien, à travers les oppositions cléricales et mimerélistes, et même devant la froideur du discours de la reine et des cours des boursicoteurs. Le char est lancé sur les deux rails, spirituel et temporel.

Le rapport de Magne est également à la glace et gêné. La décoration donnée à Rouher est-elle un prélude de renvoi? Le voyage de Fould aux Pyrénées en serait-il un autre? Je ne sais, mais

je serais bien surpris si l'empereur marchait dans la phase nouvelle avec des hommes anciens. Maintenant que le mot est lâché, peut-être le temps de Michel est-il enfin arrivé; peut-être lui-même, Michel, comprend-il tout ce que veut et peut faire l'empereur. Je dis peut-être, parce que je crois que malheureusement il n'en est pas encore là et que l'empereur n'est pour lui qu'un Louis-Philippe avancé, plus fort que son prédécesseur en toutes choses, mais plus faible que M. Michel, en économie politique et en idées sociales et religieuses; ce qui pourrait bien être une erreur et, dans tous les cas, serait un obstacle à son rôle de Sully et de Colbert.

Les *Débats* sont bien amusants, mais Michel doit leur faire faire encore une drôle de culbute, en s'entendant d'ailleurs avec P., s'ils veulent arriver réellement à un grand rôle politique.

Adieu, cher ami, et à revoir bientôt.

P. E.

CCCLX^E LETTRE

A ARLÈS

Paris, 27 janvier 1860.

Duveyrier m'annonce votre départ avec Cobden. Vous avez bien raison sous tous les rapports. Voici évidemment les deux grands praticiens du moment; il vaut mieux que vous veniez à l'autre après avoir touché celui-ci.

Ruminez ma lettre d'hier, elle me paraît tomber juste pour la circonstance.

Ce n'est plus le moment de faire fi du pouvoir politique pour accomplir de grandes choses. On a pu rester en dehors ou à côté, maintenant on peut et même on doit être dedans.

Tant que cela ne sera pas, il y aura toujours en Angleterre *Wighs* et *Torys*, et en France des *libéraux* et des *voltigeurs*.

Tous les partis sont finis et n'ont plus de base pratique (1).

1. Tout cela était incontestable; seulement, l'agonie des

Il faut que l'évolution sociale dont le monde est gros, soit consacrée politiquement par l'avénement des hommes qui, comme l'empereur (1), en sont les puissants instruments. Il s'y est mis, il faut que les autres s'y fassent mettre.

Adieu, cher ami, bon voyage!

P. E.

CCCLXI[e] LETTRE

A ARLÈS

Paris, 30 janvier 1860.

Cela marche ferme et la bourse a peur. Le *Pays*

partis pouvait se prolonger beaucoup plus qu'Enfantin ne le supposait peut-être.

1. Enfantin comptait sur l'attitude que l'empereur avait prise à l'égard de Rome, dans la délivrance de l'Italie, pour espérer son puissant concours dans l'accomplissement de l'évolution sociale, annoncée par l'*Extinction du paupérisme*. Il aurait cru faire injure au libérateur de la péninsule en admettant que le vainqueur de Solférino pût jamais faire verser le sang italien par des soldats français et s'enivrer des miracles de Mentana, qui devaient le conduire aux désastres de Sedan.

se fâche et l'*Univers* est enfoncé. J'ai appris avec plaisir, chez Chasseloup, que la lettre à Fould remontait au 6 octobre et précédait les négociations pour le traité de commerce. Ces négociations n'auraient pris corps qu'après le rejet par le conseil d'État du projet de loi relatif à des réductions du tarif des douanes et suppression des prohibitions. On dit à Paris que Cobden a abordé l'empereur en lui disant : J'ai trente voix au Parlement qui suffisent pour soutenir ou renverser le ministère Palmerston. Je viens savoir ce que vous voulez que j'en fasse.

L'encyclique est aussi bête que l'allocution au général de Goyon ; aussi le *Constitutionnel* imprime-t-il de suite sans passer par le *Moniteur*.

Aujourd'hui j'ai à la maison Duveyrier, Lambert, Guéroult, Laurent, Yvan, L'habitant. Vous voyez qu'on dira au besoin quelques calembourgs.

La lettre au prince et sa réponse sont très-bonnes. Votre projet de lettre à l'empereur, après communion intime et complète avec Cobden, est une bonne pensée; mais c'est délicat.

Je compte toujours lui faire arriver convenablement l'idée des chemins de fer, et par qui? par

Haussmann, dès qu'il aura fini notre affaire des eaux.

On va voir que la réduction des tarifs de transports n'est pas possible avec la constitution actuelle de Compagnies *concessionnaires ;* le moment est donc bon pour parler de Compagnies *fermières*.

C'est David, notre directeur, qui insinuera cela à Haussmann.

A vous, cher ami.

P. E.

CCCLXII[e] LETTRE

A ARLÈS

1er février 1860.

Cher ami, vous avez besoin de voir le prince, Michel et bien d'autres ; de flairer l'air de Paris, d'écouter les Pereire, Rothschild, Morny, d'avoir vécu avec Cobden et peut-être avec les Cowley ou Cavour ou même Rouher et Haussmann et

surtout de connaître ce qu'on se propose de faire immédiatement dans les deux directions indiquées : affaires d'Italie, affaires commerciales.

Je crois qu'on va passer par une émotion de quelque durée où l'on fera nécessairement des bêtises et des roueries de tous les côtés. On aura donc peur des hommes francs comme vous qui, sans être indiscrets, *démasquent trop les batteries*. D'un autre côté, on emploiera des mesures de sévérité (exemple l'*Univers* et le *Correspondant*) qui ne vont pas à votre nature. Enfin le grand praticien de 1860 n'a cette qualité que parce qu'il n'a aucun scrupule pour employer alternativement ou même simultanément des armes du passé (qui vous faisaient crier contre lui lors de la guerre d'Italie) et des instruments d'avenir. En supposant qu'un homme comme vous fût jugé bon comme instrument temporaire, il est évident qu'on le jetterait avant peu au linge sale pour prendre nouvelle chemise; vous n'êtes pas de sac et de corde comme les N* N**.

Ah! si l'on faisait maison nette, je parlerais peut-être autrement; je ne crois pas que nous en soyons là, ou du moins faut-il vous informer si on en est près.

Songez que je ne parierais pas qu'aussitôt après la conclusion de l'affaire d'Italie, nous n'aurons pas maille à partir avec l'Angleterre elle-même.

Cet homme-là est destiné à régner sur le monde comme le Niagara, de cascade en cascade, car il a des montagnes à percer et à franchir.

Albion en est une, il la perce et *l'affranchira* de son aristocratie qui n'est pas encore noyée, parce qu'elle a pied sur le sol héréditaire.

Assez pour aujourd'hui.

A vous.

P. E.

A SA MAJESTÉ L'EMPEREUR

Sire, permettez-moi de soumettre à Votre Majesté la note ci-jointe. Je serais bien heureux si l'empereur la jugeait assez importante pour daigner m'autoriser à l'en entretenir de vive voix.

Je suis, avec le plus profond respect,

Sire,
de Votre Majesté,
le très-dévoué serviteur.

NOTE

Une réduction considérable sur le prix des transports de marchandises par chemins de fer serait la mesure la plus favorable au développement de la richesse publique, au bien-être des classes laborieuses, à la concurrence de l'industrie nationale contre l'industrie étrangère, et par conséquent à la sécurité politique et à la stabilité du gouvernement. L'abaissement des prix des matières premières, sur nos marchés et dans nos usines, ferait tomber les objections intéressées, exagérées ou même légitimes, qui résistent à la réduction du tarif des douanes, projetée par le gouvernement et désirée par l'immense majorité de la nation.

Mais la constitution actuelle des compagnies de chemins de fer s'oppose absolument à une réduction notable des tarifs de transport. Elles n'y consentiraient certainement que si le gouvernement leur garantissait les pertes qui pourraient en résulter et les dédommageait même des espérances d'accroissement de produits qu'elles fondent sur leurs tarifs actuels.

Une pareille intervention de l'État avec de telles garanties est impossible. Le rachat des chemins de fer par l'État permettrait, sans doute, d'opérer cette réduction féconde; mais le rachat forcé serait une violation du droit.

Une transaction entre l'État et les Compagnies n'est-elle pas possible? Ne peut-on pas non-seulement atteindre le but proposé, c'est-à-dire la réduction des prix de transport des marchandises, mais restituer à l'État la propriété de ces grandes voies publiques, sans lui donner toutefois la charge de leur exploitation?

Tous ces résultats pourraient, en effet, être atteints par une transaction qui consisterait dans la transformation des Compagnies, qui sont aujourd'hui en quelque sorte *propriétaires*, par emphytéose, en compagnies *fermières* de l'exploitation des chemins.

Cette transformation peut s'effectuer sans changer en aucune façon l'organisation intérieure des Compagnies, sans toucher à leur personnel d'administration, d'entretien et d'exploitation, mais en leur enlevant la construction des chemins nouveaux pour la restituer, ainsi que la propriété de toutes les voies publiques, à l'État.

Ce partage d'attributions entre l'État et les

Compagnies est précisément la solution dictée par la science économique et à laquelle aspire l'opinion publique, qui repousse également l'*aliénation* mais aussi l'*exploitation* des chemins de fer par l'État.

Les bases financières de cette transformation seraient les suivantes :

1° Toutes les obligations émises par les Compagnies seraient échangées contre des rentes sur l'État, intérêt pour intérêt, l'État bénéficiant de l'amortissement.

2° Les actions seraient également converties en rentes sur l'État, d'après cette base : rente proportionnée au dernier dividende, de manière à partager, entre l'État et les actionnaires, le bénéfice résultant de la différence en capital entre les placements en rentes et les placements en actions de chemins de fer.

3° Création d'actions de jouissance de la Compagnie fermière substituées aux actions de la Compagnie actuelle. Le prix du fermage à payer par chaque Compagnie fermière serait fixé de la manière suivante :

1° A forfait et pour la durée du bail, la Compagnie payerait à l'État un fermage égal au revenu net du dernier exercice précédant le contrat,

déduction faite de la perte qu'aurait fait éprouver à la Compagnie, sur ce dernier exercice, la réduction des tarifs de marchandises que l'État voudrait réaliser dans les nouveaux cahiers des charges.

2° Tous les excédants de produits nets, obtenus à l'avenir par les Compagnies fermières, seraient partagés par moitié entre elles et l'État.

Dans aucun cas, les Compagnies ne seraient passibles de pertes si leur revenu net était inférieur à leur fermage; l'État supporterait ce déficit, mais il aurait alors le droit, au bout de trois années de perte, de résilier le bail, d'entrer en possession de l'exploitation du chemin ou de passer un nouveau bail avec la même ou avec toute autre Compagnie.

Les réserves actuelles et le fonds d'amortissement d'actions et obligations des Compagnies leur seraient laissés comme fonds de roulement, restituable à l'État à la fin du bail.

3° L'État reprenant aux Compagnies actuelles tous les chemins en construction, liquidation serait faite immédiatement des comptes spéciaux de ces chemins, et l'État se substituerait aux compagnies dans tous les traités et marchés passés par elles pour la construction.

Par suite de cette transformation du régime actuel des chemins de fer, l'État serait propriétaire de toutes ces voies publiques en construction ou en exploitation, mais il n'aurait aucune charge d'exploitation commerciale. De leur côté, au contraire, les Compagnies auraient toutes les charges et responsabilités de l'exploitation, de l'entretien de la voie et du matériel, sous condition de restitution du tout, à fin de bail, suivant inventaire actuel.

En résumé, les avantages financiers que l'État retirerait de cette transformation des Compagnies concessionnaires des chemins de fer découlent de trois sources distinctes, savoir :

1° Le bénéfice éventuel résultant du partage par moitié, avec les Compagnies fermières, de tous les accroissements de produits nets provenant de l'augmentation certaine du trafic sur toutes les lignes de chemins de fer.

2° Le bénéfice résultant de la conversion des actions actuelles (représentant, au cours actuel, près de deux milliards et demi), en rentes sur l'État, bénéfice qui peut être évalué, sans exagération, à une rente annuelle de 1 0/0 de la valeur actuelle des actions, soit 25 millions de francs.

3° L'absorption au profit de l'État des sommes

destinées par les Compagnies pour l'amortissement annuel de leurs actions et obligations, c'est-à-dire d'un capital d'environ cinq milliards.

C'est principalement sur ce dernier et colossal résultat que doit se porter l'attention du gouvernement. En effet, ce prélèvement annuel opéré sur les produits bruts des chemins de fer, suffiront pour éteindre en 99 ans les 5/7 de la dette publique, s'il était appliqué à l'amortissement de cette dette, qui s'élève à 7 milliards.

Cette simple observation répond d'avance à l'objection qui pourrait s'élever contre le projet et qui reposerait sur la crainte de voir les rentes de l'État dépréciées par suite de l'émission de rentes nouvelles.

On doit remarquer, d'ailleurs, que, d'une part, ces rentes nouvelles ont leur service assuré, au moyen du fermage des Compagnies et sans avoir recours à l'impôt, et que d'une autre part l'amortissement de cinq milliards de la dette se trouverait également assuré par l'amortissement des Compagnies, et sans la moindre charge pour les contribuables.

Jamais le crédit de l'État ne se serait donc trouvé dans une situation meilleure, car le Grand Livre, qui serait chargé alors de douze milliards,

ne présenterait en réalité que deux milliards, sans conversion assurée, tandis qu'il est débiteur actuellement de 7 milliards.

En un mot, par cette grande opération financière, les chemins de fer rachèteraient presque toute la dette actuelle de l'État.

Quant aux capitaux engagés dans les chemins de fer, les avantages résultant pour eux de ce projet peuvent se résumer ainsi :

L'industrie des chemins de fer n'attire plus les capitaux par les chances aléatoires qui furent autrefois leur attrait. Au contraire, une vague inquiétude pèse sur les actions et même sur les obligations, quoique celles-ci soient garanties par l'État. De là le taux élevé des placements en obligations et surtout en actions.

On peut dire que l'industrie des chemins de fer est arrivée à une époque où elle demande à être liquidée ou pour mieux dire consolidée.

C'est ce que le projet réalise. Mais si l'esprit de spéculation tend à s'éloigner de l'industrie des chemins de fer, maintenant que la plus grande partie de l'œuvre est accomplie, il importe de lui faciliter cette retraite, afin qu'il se jette, avec une nouvelle ardeur, dans d'autres voies qui ont été relativement négligées pendant

la période où il a été absorbé par l'établissement des chemins de fer. Il importe qu'il se dirige surtout vers l'agriculture, la marine, le commerce et les manufactures.

Le projet proposé rentre donc, sous ce rapport, dans les instructions manifestées par le programme de l'empereur.

En réalité, les porteurs d'actions et d'obligations de chemins de fer ne demandent pas mieux que de liquider leur position et de se sentir libres de porter ailleurs leurs capitaux, leur activité, leur intelligence; ils sont saturés de chemins, ils n'y espèrent plus rien et ils y craignent tout.

CCCLXIIIe LETTRE

A ARLÈS

Paris, 21 mai 1860.

Cher ami, T... me dit qu'ici les Anglais abondent, lesquels ne parlent pas le français et ne savent à qui s'adresser; il croit Cobden et

Michel peu capables de les piloter, et leur laissant perdre des forces utiles.

Au reste, T... pourrait bien se tromper, car il attend et espère toujours la reprise des affaires, ce qui me paraît toujours une très-grosse erreur, du moins pour ce qu'on appelle depuis vingt ans les affaires; lesquelles affaires étaient ignorées autrefois de tous les hommes d'affaires qui, pourtant, ne se croisaient pas les bras.

J'avoue que je ne saurais pleurer si les affaires où les N*** N*** ont gagné tant d'argent subissaient un chômage de quelque temps.

J'aime assez Garibaldi qui n'aide pas beaucoup la fameuse reprise des affaires, mais qui n'en fait pas moins une très-grosse affaire.

Il y a, dit-on, tant d'autres grosses affaires du même genre qui roulent dans la tête de notre seigneur et maître, que cela éclipse les chemins portugais et celui de Pampelune, et même les Lombards.

Adieu, cher pacifique; nous en verrons encore de rudes! Le XVIIIe siècle n'était qu'un moutard.

P. E.

CCCLXIVe LETTRE

A ARLÈS

26 juillet 1860.

Cher ami, la lettre est très-bien; il me semble que vous êtes assez lié avec Rouher pour lui en dire autant, et que vous devriez profiter de son intérimat.

Le pape et le sultan sont dans de beaux draps! voilà musulmans et chrétiens qui se mangent sans que les deux curés puissent s'en mêler. Et pourtant l'islamisme n'est pas plus mort que le christianisme; ce sont le turc et le catholique qui meurent, l'arabe et le protestant sont encore debout. Je crois toujours à Abd-el-Kader et même au gallicanisme, et à leur entente.

Tout ça pourrit et mûrit; pourrit le passé et mûrit l'avenir, au moins autant que le ferait une paix dorée et plate à la Louis-Philippe. Lord Cowley confessait hier à Cobden qu'il croyait que le turc était décidément fini.

Le *Texas* chante le même air. — Je crois que l'empereur de Russie fait la basse de cet air-là, nos ténors rayés vont commencer.

Il me semble que cela va calmer les craintes prussiennes et anglaises du Rhin et de la descente.

Je ne partirai que vers le 10 août; d'ici-là, je pense que nous apprendrons la fugue du roi de Naples. Ce diable de Garibaldi m'émerveille de plus en plus. Barrault a fait là un fameux élève; il nous a raconté dimanche son voyage de trois semaines avec ce *bandit* dont il avait conservé très-doux souvenir.

A vous, vieux; embrassez femme et enfants pour moi.

P. E.

CCCLXV[e] LETTRE

A ARLÈS

24 septembre 1860.

Cher ami, je doute que l'empereur s'inquiète beaucoup en ce moment du traité de commerce avec la Prusse, Cobden lui-même trouve que par le traité anglais nous faisons en un an ce que l'Angleterre a mis dix-huit ans à faire; c'est un gros morceau à avaler. En tout cas, l'empereur s'arrête à Villafranca et laisse à d'autres la peine d'achever, et il a bien raison; il faut que chacun prenne sa part et se compromette; il a fait de même en Crimée. Je crois qu'il est bien tranquille sur la conférence de Varsovie, où l'empereur d'Autriche ne saurait être qu'enfoncé par le prince-régent, sans qu'il soit besoin que la France fasse des menaces à celui-ci. Il n'a qu'à les laisser couler dans leur pente.

Je ne sais si Guéroult vous a vu, en revenant de Turin; il a été très-content et frappé de Cavour. — Il croit au départ du pape et à la récon-

ciliation de Cavour et de Garibaldi à Rome, le tout d'accord avec l'empereur; La Tour d'Auvergne me paraît du même avis. — Son frère, qui est en France, ne se donne pas même la peine de retourner à Berlin, comme pour montrer que la France ne sent pas qu'il y ait rien à faire par là en ce moment.

A vous, cher ami.

P. E.

CCCLXVI[e] LETTRE

—

A ARLÈS

Paris, 28 septembre 1860.

Cher ami, il s'agit d'une chose assez grave, où vous pouvez être très-utile. — Gide veut faire une encyclopédie, sous le patronage des Pereire qui *y consentent*, et sous la haute direction de Michel qui *hésite*. Quoique déjà le *Salut public* désigne l'œuvre sous le nom de saint-simonienne, on y verrait MM. Thiers, Mignet, Guizot,

Villemain, ainsi que Littré, Renan, Lamartine, Laurent, même aussi Fournel, Lambert, Duveyrier, Transon, et je crois bien Reynaud et même vous et moi, et Cobden s'il le veut.

Je crois que si vous écriviez à Michel qu'il doit présider à ce libre échange intellectuel, vous feriez bien.

Et si vous venez en octobre, vous ferez encore mieux.

C'est un premier effort de fusion en vue de *construire* au lieu de *détruire*.

Gide assure que l'empereur, consulté, a même promis son concours de rédaction. Le fait est que l'empereur doit désirer qu'il se fasse une grande œuvre intellectuelle en dehors des académies qui lui sont contraires.

Songez à cela; l'idée est difficile à réaliser, mais excellente et digne de vous occuper.

A vous.

P. E.

P. S. Le conseil d'État a approuvé le traité des eaux avec la ville de Paris.

CCCLXVII^e LETTRE

A ARLÈS

1er octobre 1860.

Cher ami, je vous avais écrit l'autre jour si rapidement, en plein conseil, que je craignais d'avoir été obscur et d'être pris par vous pour une résurrection de la *Revue encyclopédique* de M. A. Jullien, de Paris.

Heureusement vous n'avez été frappé que de mon écriture, qui était, en effet, un peu plus laide que la vôtre, ce qui n'est pas peu dire.

J'ai rendez-vous demain avec Gide, qui aura dû revoir Émile et Michel, et je ne sais qui du château; je vous donnerai plus de détails, mais je suis bien aise que vous ayez compris de suite l'importance de cet appel fait en ce moment à nos idées par un homme qui y voit une grande affaire de librairie et qui est compétent sous ce rapport. Je sais bien que les travailleurs nous manquent un peu, mais c'est justement l'occasion d'en faire de nouveaux; seulement je con-

fesse que Michel me paraît indispensable, surtout à cause de sa situation nouvelle. Évidemment, l'œuvre devra prendre le cachet industriel; c'est notre économie politique qui devra dominer, et non point notre théologie, notre métaphysique ou notre morale.— De plus, il faudra faire place à toute aspiration d'organisation et ne s'inquiéter que de la bonne volonté de construire et non plus de détruire, quand bien même on prétendrait édifier avec les deux plus fortes armes de destruction, le *suffrage universel* et le *laisser faire*. Fournel, Guéroult, L'Habitant, Laurent, Jourdan, Lambert, Yvan, Lemonnier, Brothier et autres, ne peuvent certes pas faire grand'-chose là dedans; mais ils apporteront toujours un peu de notre couleur dans le grand mélange.

Au reste, tout cela est encore dans les brouillards de la Seine.

Quelle piquette on fera cette année! mais peut-être pas en politique. Voici Lamoricière fini, mais que va devenir Garibaldi? Et le Pape?

A vous.

P. E.

Paris-Imp. PAUL DUPONT, 41, rue Jean-Jacques-Rousseau. (2293.9.3)

